

JOUER

dans la cour des

GRANDS



Histoire de Statistique Canada : 1970 à 2008



*Robert H. Coats, statisticien fédéral,
1915-1942*



*Sedley A. Cudmore, statisticien fédéral,
1942-1945*



*Herbert Marshall, statisticien fédéral,
1945-1956*



*Walter E. Duffett, statisticien fédéral,
1957-1972*



*Sylvia Ostry, statisticienne en chef
du Canada, 1972-1975*



*Peter G. Kirkham, statisticien en chef
du Canada, 1975-1980*




*Martin B. Wilk, statisticien en chef
du Canada, 1980-1985*



*Ivan P. Fellegi, statisticien en chef
du Canada, 1985-2008*

JOUER dans la cour des GRANDS

Histoire de Statistique Canada : 1970 à 2008



LE CENTENAIRE DE STATISTIQUE CANADA EST L'OCCASION DE RENDRE HOMMAGE AUX GÉNÉRATIONS DE PERSONNES TALENTUEUSES

INTRODUCTION

Un siècle s'est écoulé depuis la création du Bureau fédéral de la statistique, désormais connu sous le nom de Statistique Canada.

Beaucoup de choses ont changé depuis 1918, dont l'évolution rapide de la technologie et l'émergence d'une société et d'une économie de plus en plus mondialisées. Statistique Canada aussi a changé, en améliorant ses capacités de traitement et d'analyse de données et en élargissant ses programmes. Aujourd'hui, la portée de l'organisme s'étend d'un océan à l'autre et bien au-delà des frontières, puisque nous collaborons avec nos collègues dans le monde entier.

Nous continuons d'innover. Aujourd'hui plus que jamais, nous nous concentrons sur les besoins de nos utilisateurs et utilisatrices. Nous adoptons des méthodes statistiques de pointe et collaborons avec la clientèle, les parties intéressées et les partenaires. Nous nous efforçons de répondre aux besoins d'information changeants de la population canadienne et nous utilisons de nouveaux outils et moyens pour rendre nos données plus accessibles et intéressantes.

Le centenaire de Statistique Canada est l'occasion de rendre hommage aux générations de personnes talentueuses qui ont amené l'organisme là où il est aujourd'hui. C'est également le moment de célébrer ce qui est resté constant au fil du temps : la qualité de nos données, le dévouement de notre personnel et, par-dessus tout, la compréhension de la valeur que nous apportons à la société, à l'environnement et à l'économie pour les Canadiens.

Au moment de souligner cette étape déterminante, Statistique Canada demeure résolu à offrir aux Canadiens et Canadiennes des renseignements statistiques de haute qualité qui comptent. Ensemble, nous jetons les assises d'un autre siècle exceptionnel.

Anil Arora
Statisticien en chef du Canada

AVANT-PROPOS

Ce fut pour moi un honneur et un privilège de rédiger le prochain chapitre de l'histoire de Statistique Canada. Assise jour après jour dans une pièce froide de Bibliothèque et Archives Canada, j'ai exploré méthodiquement la richesse de notre passé. J'ai tenu entre mes mains des documents allant de lettres de premiers ministres à de simples notes de service courantes. C'est avec beaucoup d'humilité que je me suis affairée à dresser un portrait des grandes femmes et des grands hommes qui, petit à petit, ont fait de Statistique Canada l'institution de renommée mondiale que l'on connaît aujourd'hui. Croyez moi : nous jouons vraiment dans la cour des grands.

La mission qui m'a été donnée de réunir ces petits bouts d'histoire en un récit n'a guère été facile. De même, il peut souvent être difficile de reconnaître la valeur de notre travail quotidien. Ce n'est qu'en examinant notre histoire collective avec du recul que nous voyons vraiment le portrait d'ensemble auquel nous contribuons tous. Ainsi, lorsque le temps écoulé sera suffisant pour permettre une objectivité raisonnable, ce sera de nouveau le moment d'écrire le prochain chapitre de l'histoire de l'organisme. Je vous invite donc à prendre le temps de réfléchir à vos réussites comme à vos échecs, de les célébrer et de les documenter, car ils contribuent à déterminer ce que nous sommes aujourd'hui et ce que nous serons demain.

Les personnes que j'ai rencontrées dans le cadre de ce projet ont aidé à en façonner l'aboutissement. Je tiens à remercier le personnel si aimable et serviable de la Bibliothèque de Statistique Canada et de Bibliothèque et Archives Canada, les membres du comité d'examen externe qui ont généreusement consacré leur temps à lire mes récits désordonnés et à me guider patiemment dans la bonne voie, le professeur de français de Martin Wilk que j'ai rencontré en vacances et qui a été ému aux larmes par ses souvenirs et, enfin, le personnel chaleureux et toujours souriant de la Direction des communications et de la diffusion qui a achevé ce projet.

J'espère avoir mené à bien la tâche très difficile d'éclairer notre parcours depuis le début des années 1970 jusqu'à la fin du mandat d'Ivan Fellegi.

Margaret Morris
Statistique Canada



**ASSISE JOUR APRÈS
JOUR DANS UNE
PIÈCE FROIDE DE
BIBLIOTHÈQUE ET
ARCHIVES CANADA,
J'AI EXPLORÉ
MÉTHODIQUEMENT
LA RICHESSE DE
NOTRE PASSÉ**

L'évolution de l'organisme statistique national du Canada	6
L'avènement des statistiques au Canada	7
L'activité statistique n'est pas chose récente	8
Le premier <i>Annuaire</i>	9
La création du Bureau fédéral de la statistique	10
Les Indes-Occidentales	10
La langue d'autrefois	11
Walter E. Duffett	12
Statistique Canada voit le jour	13
Statistique Canada, un nom « osé »	13
L'horloge démographique de Statistique Canada	13
Un organisme à part entière	14
Une expansion importante en période de grands changements	15
Le mouvement séparatiste et la crise d'Octobre	15
L'ère de l'automatisation	17
Les inventeurs de l'organisme	18
La conversion au bilinguisme	19
Simon Abraham Goldberg	20
L'égalité des chances pour les femmes	23
Un signe des temps	23
L'innovation au travail	24
Le bulletin de nouvelles des employés fait peau neuve	24
Les jalons importants du programme statistique	25
Les débuts des comptes nationaux	30
Le début de la Guerre froide au Canada	31
Coup d'œil rétrospectif sur les premiers recensements	32
Le Programme du recensement	33
L'émergence de l'échantillonnage	33
Les temps ont changé, n'est ce pas, M. Talon?	34
Sur la scène internationale	35
Un rôle plus actif dans la diffusion de l'information	38
Un accent accru sur l'actualité des données	38
L'adoption d'une politique sur la diffusion officielle	39
Un changement de direction	40



CHAPITRE 1

Un retour aux sources
et un aperçu du début
des années 1970





L'ÉVOLUTION DE L'ORGANISME STATISTIQUE NATIONAL DU CANADA

Les ouvrages historiques offrent d'excellentes occasions de jeter un regard sur le passé, non seulement pour satisfaire sa curiosité sur « la façon de faire d'autrefois », mais aussi pour prendre conscience du chemin parcouru depuis et tirer des leçons du passé. Pour Statistique Canada, ces ouvrages représentent aussi des occasions de commémorer les contributions de l'organisme au pays et à sa population. Ils nous permettent également de nous rappeler qu'une institution comme Statistique Canada ne s'est pas construite en un jour; elle a été façonnée au fil des ans par de nombreux éléments et elle continue d'évoluer chaque jour.

Deux importants ouvrages relativement récents ont été publiés sur l'histoire de Statistique Canada. Le premier, paru en 1993, s'intitule *75 ans à compter : L'histoire de Statistique Canada*, et porte sur les origines et les 75 premières années de l'organisme. Six ans plus tard, un ouvrage à visée plus éducative est publié, intitulé *Le Bureau fédéral de la statistique : Les origines et l'évolution du bureau central de la statistique au Canada, 1841-1972*. Rédigé par le statisticien en chef adjoint retraité David Worton, cet ouvrage intègre l'histoire de l'organisme dans le contexte économique, politique et social de l'époque. Suivant la pratique courante chez les historiens, l'histoire se termine dans un passé suffisamment lointain pour permettre une objectivité raisonnable. Une vingtaine d'années plus tard, en 2018, Statistique Canada célèbre son 100^e anniversaire et, pour souligner l'événement, publie le présent ouvrage. Même s'il n'a pas une visée éducative aussi prononcée que l'ouvrage précédent, il reprend l'histoire là où David Worton l'a laissée en racontant les 36 années suivantes, jusqu'en 2008, après un résumé des débuts de l'activité statistique au Canada.

L'AVÈNEMENT DES STATISTIQUES AU CANADA

Le Canada a célébré le 150^e anniversaire de sa confédération en 2017. Avant la Confédération, l'activité statistique consistait essentiellement à dénombrer la population pour mesurer l'évolution de la colonisation européenne. La collecte de statistiques sur le territoire aujourd'hui appelé le Canada remonte ainsi au début des années 1600, alors que les missionnaires catholiques recueillent pour la toute première fois des données sur les naissances, les décès et les mariages des premiers colons européens. En fait, il est possible de remonter jusqu'à l'année 1605 en fouillant dans les archives de la colonie européenne de Port-Royal ou en parcourant les écrits de l'explorateur français Samuel de Champlain et du missionnaire Gabriel Sagard. Selon les données tirées de ces documents historiques, le nombre de décès dépasse le nombre de naissances jusqu'à environ 1638. Par la suite, la population se met à croître. Il est d'ailleurs mentionné assez sobrement dans un document de 1952 sur l'histoire de Statistique Canada que [traduction] « la population canadienne-française a toujours été remarquable par son taux élevé d'accroissement naturel ».

Bien entendu, les premiers occupants du territoire aujourd'hui appelé le Canada étaient les peuples autochtones. Un ouvrage publié en 1876 sur les recensements du Canada de 1665 à 1871 présentait des tableaux statistiques sur les conditions sociales et économiques au pays au cours de ces 206 années. Ces tableaux

donnaient également des estimations de la population autochtone. Les premiers chiffres, tirés de lettres de missionnaires jésuites écrites en 1611, rendaient compte d'estimations de la population et des terres par bande. Le premier dénombrement systématique des peuples autochtones eut lieu lors du Recensement de 1871, et 102 358 Autochtones furent dénombrés.

Bien des années plus tôt, au cours de l'hiver 1666-1667, le tout premier dénombrement systématique de la population de la colonie au Canada est effectué par le premier intendant de la Nouvelle-France, Jean Talon. Il est intéressant de souligner que, quelques années plus tard, ce dernier reçut le titre de comte d'Orsainville, ce qui fit de lui un comte qui compte! Il dénombra 3 215 colons européens dans les trois districts établis de Québec, de Trois-Rivières et de Ville-Marie (ou Montréal). Jean Talon mena ce recensement à la demande du Roi-Soleil, Louis XIV, qui veut connaître le nombre de personnes que compte la colonie après plus de 50 ans d'existence. Il recensa ainsi tous les habitants de la colonie et consigna leur nom, leur âge, leur profession, leur état matrimonial et leur relation avec leur chef de famille. Il évalua également les richesses industrielles et agricoles de la colonie, la valeur des ressources forestières et minérales locales ainsi que le nombre d'animaux domestiques, de seigneuries, de bâtiments de l'État et d'églises. Les données recueillies faisant ressortir la nécessité d'accroître la population, Jean Talon demanda qu'un plus



Jean Talon, premier statisticien officiel du Canada

grand nombre de personnes soient envoyées de France. Cela donna lieu à l'immigration d'un millier de femmes (les Filles du roi), destinées à devenir les épouses des hommes de la colonie. Pour aider les nouvelles familles à s'établir, Jean Talon leur remit des plantes et des animaux, encourageant ainsi le développement de pratiques agricoles. Il établit aussi des industries comme la construction navale et construisit la première brasserie de Nouvelle-France. Certaines personnes disent qu'il a semé les germes de la permanence et ainsi contribué à la formation des racines du pays.

L'ACTIVITÉ STATISTIQUE N'EST PAS CHOSE RÉCENTE

Le recensement effectué par Jean Talon en 1666 plaça le Canada sur la liste des premiers pays de l'« époque contemporaine » à effectuer un recensement. Le mot *recensement* tire son origine de l'époque romaine : il est dérivé du terme latin *censere*, qui signifie « estimer ». Utilisés par des civilisations anciennes à des fins militaires ou fiscales, des recensements furent aussi menés au XVIII^e siècle en Suède, au Danemark, en Autriche et dans plusieurs États italiens.

Le premier recensement mené aux États Unis eut lieu en 1790 et il se distingua par son objectif principal, soit celui de servir de fondement pour la répartition des membres de la Chambre des représentants entre les divers États. Au Canada, il faut attendre la Confédération, en 1867, pour que la représentation selon la population à la Chambre des communes soit incorporée à la législation canadienne.

Au Royaume Uni, le premier recensement eut lieu en 1801. *Le Rapport du Recensement de 1921* du Canada mentionne que, en 1753, un député déclara à la Chambre des communes britannique que ses électeurs [traduction] « considèrent la proposition comme un sinistre présage et craignent qu'un fléau social ou qu'un désordre politique aux proportions épidémiques ne soient la conséquence du recensement ».

La peur du recensement était aussi bien présente au Canada. Le recensement du Haut Canada et du Bas Canada tenu en 1851 ne connut pas un grand succès, entre autres, parce que la population voyait le recensement d'un mauvais œil. Joseph Charles Taché, qui, à l'époque, est secrétaire du Bureau d'enregistrement et de statistiques, écrit dans son rapport « [...] qu'on est pénétré généralement dans toute l'étendue de la colonie de l'idée que le recensement se rattache directement ou indirectement à la taxation;—et par suite de cette conviction les recenseurs ont été souvent reçus d'une manière peu courtoise, et on leur a, dans certains cas, refusé absolument tous les renseignements qu'ils demandaient ». Les instructions données aux recenseurs pour les recensements subséquents mentionnent clairement que le recensement n'est pas effectué à des fins fiscales.

LE MOT
RECENSEMENT
EST DÉRIVÉ DU
TERME LATIN
CENSERE,
QUI SIGNIFIE
« ESTIMER »

Au cours des deux siècles suivants, la collecte de données s'est poursuivie, quoique de façon irrégulière, sur la population, ainsi que sur d'autres sujets, notamment l'agriculture, le commerce, les mines et la fabrication. Il faut attendre l'adoption de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* de 1867 (qui deviendra, en 1982, la *Loi constitutionnelle de 1867*), moment de la formation du Dominion du Canada par l'union des provinces de l'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, pour que l'activité statistique relève officiellement de la compétence de l'État fédéral. Cet acte prévoyait également qu'un recensement de la population devait être effectué tous les 10 ans. Qui plus est, en vertu de cet acte, la représentation des provinces à la Chambre des communes fut modifiée pour la première fois en fonction de l'évolution de la population. La province de Québec obtint ainsi un nombre fixe de 65 sièges, soit le même nombre de sièges que détenait le Bas-Canada à l'Assemblée législative du Canada avant la Confédération. Les autres provinces se virent attribuer un nombre de sièges en fonction de leur population, selon les données du recensement. En 1870, l'*Acte concernant le premier recensement* du Dominion fut adopté et il jeta les bases législatives en vue du Recensement de 1871, le premier recensement national effectué après la Confédération. Ce moment charnière de l'histoire du recensement sera souligné cent ans plus tard, en 1971, sur des timbres-poste commémoratifs. Les fondements d'un système général de statistiques canadiennes furent établis par Joseph Charles Taché, nommé en 1864, par Thomas D'Arcy McGee,

comme premier sous-ministre permanent de l'Agriculture du Canada chargé de l'activité statistique. Il devint ainsi le commissaire au premier recensement de la nouvelle nation du Canada.

Le premier Annuaire

Après la Confédération, d'autres produits statistiques officiels furent développés. Par exemple, la toute première compilation de statistiques canadiennes fut réalisée en 1867, avec la publication du *Year Book and Almanac of British North America for 1867; being an annual register of political, vital, and trade statistics, tariffs, excise and stamp duties; and all public events of interest in Upper and Lower Canada; New Brunswick; Nova Scotia; Newfoundland; Prince Edward Island; and the West India Islands* [annuaire et almanach de l'Amérique du Nord britannique : un recueil annuel des statistiques politiques, démographiques et commerciales, des tarifs douaniers, de l'accise et des droits de timbre, ainsi que des événements publics d'intérêt survenus dans le Haut-Canada et le Bas-Canada, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve et les Indes-Occidentales].

De 1867 à 1879, l'annuaire fut publié par le ministère des Finances et, pendant de nombreuses années, il fut le seul ouvrage qui rassemblait le vaste ensemble de renseignements statistiques sur le pays et ses habitants. Les premières éditions de l'annuaire furent publiées à des fins commerciales et elles étaient

accompagnées d'annonces publicitaires faisant la promotion de billets de navire à vapeur, de machines à coudre, de pianos et de sociétés d'assurance-vie. En 1879, l'annuaire devint une publication officielle de la Couronne, sous la direction du ministère de l'Agriculture, et les annonces publicitaires ne furent plus acceptées. L'annuaire est l'ancêtre du *Résumé statistique*, un ouvrage qui parut pour la première fois en 1886 et qui était publié par le ministère de l'Agriculture. Ce dernier s'était vu confier le pouvoir de réglementer la collecte et la publication de statistiques générales en vertu de la *Loi du recensement et des statistiques* de 1879. La première édition française du *Résumé statistique* fut publiée en 1887, et les annonces publicitaires disparurent peu après. En 1905, la publication fut rebaptisée l'*Annuaire du Canada*, un nom bien plus connu aujourd'hui. L'*Annuaire du Canada* devint un ouvrage de base dans de nombreux foyers canadiens, surtout avant l'ère de l'information numérique. Cette compilation de statistiques fut réalisée pendant 145 ans, avec quelques périodes d'interruption, et produite en format électronique à partir de 2003. La publication cessa sous toutes ses formes en 2012. Au total, 111 numéros furent produits au cours de ces 145 années, l'écart étant attribuable aux coûts, aux changements organisationnels et même à la disponibilité du Parlement au cours des premières années. Pendant de nombreuses années, l'*Annuaire du Canada* fut la seule publication qui rassemblait l'ensemble des connaissances recueillies au moyen du système statistique national. Il s'agissait d'un document officiel faisant état d'un siècle de progrès

économique, social et législatif au Canada. La publication fut toutefois abandonnée en raison du besoin grandissant des utilisateurs de données de disposer de renseignements actualisés en ligne, renseignements que l'organisme rendit accessibles gratuitement à partir de 2012.

Par ailleurs, à l'époque, les statistiques commencèrent à être regroupées sous la forme de « produits dérivés de l'administration », notamment les statistiques sur les assurances de la Direction des assurances du ministère des Finances en 1875. Les données furent par la suite

publiées rétroactivement à 1869. Parmi les autres statistiques de nature administrative recueillies à cette époque, mentionnons les statistiques sur la criminalité, la mortalité, les chemins de fer, les services postaux, la marine marchande, le commerce et l'immigration.

La création du Bureau fédéral de la statistique

L'année 1905 marque la création d'un bureau permanent du recensement et de la statistique qui relève du ministère de l'Agriculture. Il s'agit

d'un autre grand jalon dans l'histoire statistique du Canada, car l'expérience acquise lors de la tenue d'un recensement sera dorénavant conservée pour être mise à profit au recensement suivant. La plupart des autres statistiques étaient produites de façon décentralisée par différents ministères du gouvernement canadien, et elles ne faisaient l'objet de pratiquement aucune norme ni analyse de comparabilité. La création du bureau permanent trouva sa force motrice en la personne d'Archibald Blue, qui fut nommé commissaire spécial au recensement en 1900 et qui effectua les recensements de 1901 et de 1911.

LES INDES-OCIDENTALES

Les Indes-Occidentales désignent les anciennes colonies insulaires britanniques dans les Caraïbes, dont la plupart obtinrent leur indépendance vers la fin du XX^e siècle. En 1854, les États-Unis et la Grande-Bretagne (au nom de ses colonies britanniques nord-américaines) signent un traité éliminant les tarifs douaniers. Les échanges commerciaux entre les deux pays augmentèrent, mais les politiciens américains, subissant les pressions de la ferveur protectionniste qui balaya les États-Unis, exigèrent par la suite l'abrogation du traité. Celui-ci expira en 1866 et il ne fut pas renouvelé. Il est mentionné, dans la section sur le commerce des Indes-Occidentales de l'annuaire et l'almanach de 1867, que [traduction] « lorsqu'il devint apparent que les États-Unis étaient bel et bien sur le point d'abroger le traité de réciprocité en vertu duquel le Canada profitait, pour ses principaux produits de base, d'un accès libre aux marchés des États-Unis, il fut décidé que de nouveaux débouchés à l'étranger devaient être trouvés ». Une délégation de ce qui allait bientôt devenir le Dominion du Canada enquêta sur le commerce des Indes-Occidentales à bord d'un navire de guerre mis à sa disposition par l'Amirauté. La délégation produisit un rapport, inclus dans l'annuaire et l'almanach de 1867, sur la nature et l'étendue de la production, du commerce, des tarifs et des prix des Indes-Occidentales. Ce rapport présentait également des suggestions pour accroître le commerce avec l'Amérique du Nord britannique.



À l'époque, sir Robert Laird Borden était premier ministre. Sir George Eulas Foster, quant à lui, était ministre du Commerce et il était donc responsable des statistiques officielles du Canada. En 1912, George E. Foster intégra le Bureau du recensement et de la statistique au sein de son ministère et, peu après, fonda la Commission des statistiques officielles du Canada, chargée de déterminer la meilleure façon de créer [traduction] « un système élaboré de statistiques générales répondant aux exigences du pays et aux besoins de l'époque ». La Commission confirma plus tard la nature fragmentaire et disparate des statistiques officielles au pays et recommanda la création d'un bureau statistique central.

Parmi les membres de la Commission figurait Robert Hamilton Coats, un journaliste de Toronto qui avait commencé sa carrière à Ottawa en 1902 au sein du nouveau ministère du Travail, sous la direction du sous-ministre William Lyon Mackenzie King. Le ministère fédéral du Travail avait été créé au tournant du siècle pour recueillir des renseignements sur les conditions de travail et les salaires, qui étaient ensuite publiés dans la *Gazette du travail*. Robert H. Coats devint plus tard rédacteur en chef de la *Gazette du travail*, fort de sa vaste expérience dans le domaine des salaires et des statistiques sur le coût de la vie. Il se forgea une réputation grâce, en grande partie, au rapport sur les prix de gros qu'il produisit de 1890 à 1909 et qui lui permit de montrer sa maîtrise des questions techniques liées aux statistiques. Après son mandat à la Commission, il retourna au ministère du Travail et il fut rapidement nommé

à une autre commission d'enquête, celle-là sur le coût de la vie. Il acquit de la notoriété en refusant de signer le rapport produit parce qu'il n'était pas d'accord avec son caractère anecdotique et il produisit son propre rapport en parallèle. Les deux rapports furent publiés en collégialité.

En juin 1915, Robert H. Coats est nommé statisticien fédéral et contrôleur du recensement au ministère du Commerce. Il fut chargé de mettre en pratique les recommandations de la Commission et de jeter les bases d'un système statistique centralisé. Il rédigea la *Loi sur le Bureau fédéral de la statistique*, que le ministre du Commerce, George E. Foster présenta à la Chambre des communes le 4 avril 1918. Il s'agissait du projet de loi 32. Celui-ci fut adopté peu après et il reçut la sanction royale le 24 mai 1918, ce qui donna lieu à la création

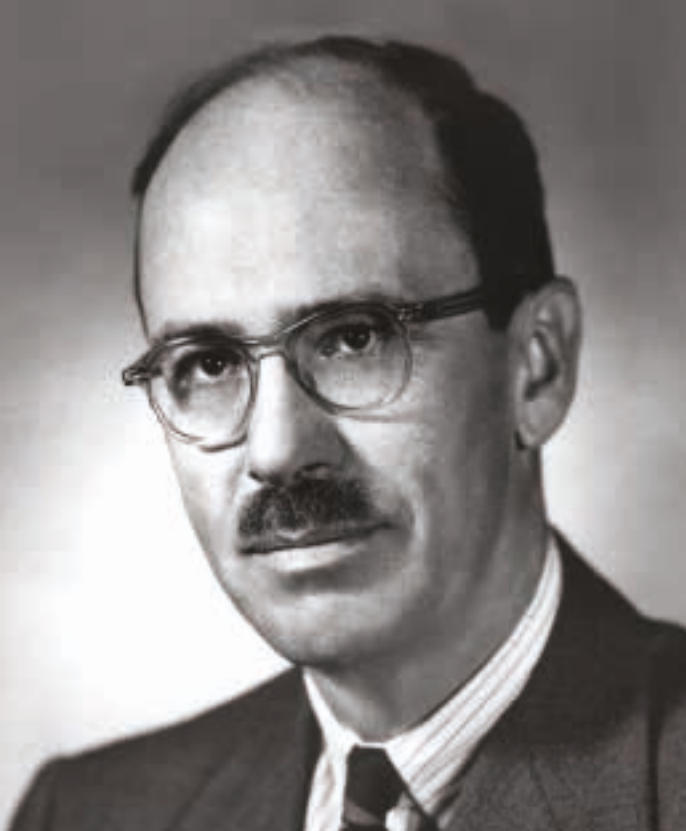


Robert H. Coats, statisticien fédéral, 1915-1942

LA LANGUE D'AUTREFOIS

L'éloquent parler de nos prédécesseurs est une leçon d'humilité. L'extrait suivant est tiré d'un discours de 1936 prononcé par Robert H. Coats. Ce dernier s'exprimait sur sa nomination comme septième président de l'Association canadienne de science politique et sur le fait d'être le premier statisticien à assumer ce rôle :

[traduction] « Ici même au Canada, une association statistique est née, s'est essoufflée et s'est éteinte avant l'avènement de notre propre association. Ainsi, je m'exprime tout en délicatesse au nom de mes confrères qui œuvrent dans le domaine statistique pour vous dire ceci : nous estimons que, après avoir eu à notre tête six économistes politiques d'affilée, il va de soi que nous avons été appelés à faire plus. Dans l'effervescence du moment, d'aucuns pourraient même nous comparer à Cendrillon, invitée à passer de ses cendres au salon. Elle s'y rendit, vous vous en souviendrez, en douceur, ses yeux dépourvus de la lueur des fourneaux. Pourtant, elle avait, j'en suis sûr, une certaine conscience de son mérite, car finalement, c'est elle qui épousa le prince. »



Walter E. Duffett, statisticien fédéral, 1957-1972

UN ÉCONOMISTE RESPECTÉ À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

du Bureau fédéral de la statistique et d'un système statistique national centralisé et coordonné. Robert H. Coats devint le tout premier statisticien fédéral du Bureau, poste qu'il occupa pendant 27 ans. Tout au long de sa carrière au Bureau, il encouragea activement l'innovation et le développement sur le plan de la collecte et de la compilation de données.

Sur le plan structurel, la *Loi sur la statistique* de 1918 était une consolidation de la législation statistique antérieure, soit la *Loi sur le recensement*, la *Loi générale sur la statistique*, la *Loi sur la statistique ferroviaire*, la *Loi sur la statistique criminelle* et les articles d'autres lois portant sur la statistique. Des articles précis de la *Loi sur la statistique* de 1918 étaient consacrés aux recensements décennaux et quinquennaux de la population et de l'agriculture, à un recensement annuel de l'industrie (notamment les mines,

les pêches, les forêts, la fabrication et la construction), aux statistiques sur le commerce, aux statistiques sur les transports ainsi qu'aux statistiques sur la criminalité et aux statistiques générales. La *Loi* comportait également des articles sur la collaboration avec d'autres ministères et avec les provinces, mais, par-dessus tout, elle établit un système statistique central doté d'un vaste pouvoir de collecte de données administratives et de données d'enquête à des fins statistiques.

Le système unifié et centralisé ainsi créé constitue depuis le fondement du système statistique national canadien. C'est donc en se fondant sur la création du Bureau fédéral de la statistique en 1918 que Statistique Canada célèbre son 100^e anniversaire en 2018.

WALTER E. DUFFETT

Walter E. Duffett était un économiste respecté à l'échelle internationale. Né à Toronto en 1910, il fréquenta l'école secondaire publique à Galt, en Ontario. Il obtint un baccalauréat en commerce de l'Université de Toronto et une maîtrise en économie de la London School of Economics. Après avoir travaillé comme analyste de la sécurité au Service des placements de la Sun Life à Montréal et à London, Walter E. Duffett se joignit, en 1942, à la Commission des prix et du commerce en temps de guerre. Il travailla ensuite au département des Recherches de la Banque du Canada en 1944 et, 10 ans plus tard, il fut nommé directeur de la Division de l'économie et des recherches du ministère du Travail. En 1957, il fut nommé statisticien fédéral, un titre qu'il détint jusqu'à sa retraite, en mai 1972. Dans les faits, Walter E. Duffett fut le premier statisticien en chef du Canada, après que le Bureau fédéral de la statistique fut renommé Statistique Canada, mais il préférerait le titre de statisticien du gouvernement. Après avoir quitté l'organisme, il fut nommé vice-président du Conference Board du Canada, puis, en 1980, il fut élu président de l'Institut interaméricain de statistique.

STATISTIQUE CANADA VOIT LE JOUR

Walter Elliott Duffett était statisticien fédéral depuis 1957 lorsque, 53 ans après l'adoption de la *Loi sur la statistique* de 1918, une nouvelle *Loi sur la statistique* fut adoptée et promulguée le 1^{er} mai 1971. Comme Robert H. Coats, Walter E. Duffett fut employé au ministère du Travail avant d'entrer au service de Statistique Canada. Il devint le premier statisticien en chef du Canada lorsque le Bureau fédéral de la statistique fut rebaptisé Statistique Canada. Il exerça cette fonction jusqu'en 1972.

Statistique Canada, un nom « osé »

Bien que le Bureau fédéral de la statistique devint officiellement Statistique Canada en début d'année, la mise en œuvre du nouveau nom fut reportée au mois d'août 1971, une fois les activités du recensement sur le terrain terminées, afin d'éviter de semer la confusion dans l'esprit du public. En effet, l'ancien nom de l'organisme figurait dans les documents du Recensement de 1971. La première publication dans laquelle figure le nouveau nom est le bulletin *Le Quotidien de Statistique Canada*, lancé le 3 août 1971. À l'époque, plusieurs autres noms furent proposés. Le public écrivit même au ministre responsable de Statistique Canada pour lui faire part de ses suggestions. Parmi les noms proposés, mentionnons le « Bureau canadien de la statistique » et le « Bureau de la statistique du Canada ». Certaines personnes étaient d'avis que « Statistique Canada » était « un nom osé » et un peu « tape-à-l'œil ». En outre, certains membres du personnel de l'organisme s'inquiétaient de l'utilisation

possible de la forme contractée « StatCan », qu'ils trouvaient bien peu élégante. Des dispositions furent également prises pour modifier le nom qui figurait sur l'horloge démographique située dans le hall d'entrée de l'immeuble Principal du Bureau fédéral de la statistique. Cette horloge fut dévoilée par le premier ministre Pierre Elliott Trudeau en 1968 pour souligner le 50^e anniversaire de l'organisme. Cette année-là, l'horloge indiquait une population de 21 millions de personnes au Canada.

La révision de la *Loi sur la statistique* visait à établir une coopération fédérale-provinciale plus efficace en matière de statistiques. En outre, la *Loi* révisée comprenait des dispositions pour éviter les chevauchements dans la collecte de données par la collecte conjointe de données et par l'échange de données avec les provinces. En ce qui concerne les utilisateurs de données, des modifications avaient été apportées aux dispositions sur la confidentialité des données afin de permettre aux chercheurs d'avoir accès à des microdonnées non identifiées. La *Loi* révisée prévoyait également un accès accru aux données administratives, notamment aux déclarations de revenus et à d'autres données dont disposaient les ministères fédéraux, afin d'éviter les répétitions dans la déclaration des renseignements. En réponse à une préoccupation croissante au sujet du fardeau des entreprises répondantes, Walter E. Duffett se prononça devant le Comité des finances de la Chambre des communes au sujet des résultats positifs de la nouvelle *Loi*. Il fit notamment valoir que [traduction] « les répondants sont nos meilleurs amis, et nous ne voulons pas tuer la poule aux œufs d'or ».

L'HORLOGE DÉMOGRAPHIQUE DE STATISTIQUE CANADA

L'horloge démographique de Statistique Canada fut construite dans le cadre du Programme du recensement pour mettre en évidence la nouveauté de la technologie informatique à l'époque. Haute de plus de deux mètres, elle était dotée d'un compteur numérique sur sa partie supérieure et d'autres compteurs sur ses quatre faces, qui affichaient le nombre de naissances, de décès et d'immigrants. Les démographes de Statistique Canada calculèrent la fréquence de ces occurrences, et l'horloge fut programmée en conséquence. Elle était extrêmement populaire auprès des employés de l'organisme et des membres du grand public, qui passaient dans le hall d'entrée de l'immeuble Principal simplement pour la voir. Le sort qui fut réservé à l'horloge est incertain, mais celle-ci fut probablement démantelée après seulement quelques années d'opération.

UN ORGANISME À PART ENTIÈRE

Walter E. Duffett était statisticien fédéral lorsque le Bureau fut reconnu comme un organisme à part entière qui ne relevait plus de l'administrateur général d'un autre ministère. La Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement (la commission Glassco) de 1960 fut chargée de recommander des changements visant à améliorer l'efficacité et l'économie du gouvernement ainsi que la fonction publique dans son ensemble.

Parmi les résultats symboliques les plus importants de la commission Glassco, mentionnons l'adoption officielle de l'indépendance par convention qui avait été réalisée étape par étape depuis l'époque de Robert H. Coats, pour qui l'objectivité était d'une grande importance. L'officialisation de l'indépendance pour assurer l'objectivité et l'impartialité constitue une préoccupation de tous les instants pour les organismes statistiques nationaux. En janvier 1965, par décret, le Bureau fut désigné organisme du gouvernement fédéral, et le statisticien fédéral, administrateur général.

Une constatation clé du rapport de la commission Glassco fut l'importance de l'objectivité des opérations statistiques. Il fut notamment recommandé que le statisticien fédéral occupe son poste à titre inamovible, sous

réserve de révocation pour un motif valable, et non à titre amovible. Cette recommandation refit surface plus d'un demi-siècle plus tard dans le projet de loi C-36, la *Loi modifiant la Loi sur la statistique*, qui proposait le renforcement de l'indépendance de Statistique Canada au moyen de diverses modifications législatives. Dans le même ordre d'idées, la commission Glassco avait recommandé l'établissement d'un conseil consultatif qui serait composé de représentants des principaux utilisateurs de statistiques et d'autres organismes publics, qui tiendrait des réunions périodiques avec le statisticien fédéral pour se pencher sur des questions statistiques, et qui rendrait compte de ses activités chaque année au ministre compétent. À l'époque, le Bureau hésitait à créer un autre comité consultatif compte tenu de son réseau existant de 45 à 50 comités spécialisés et autres, dont ceux de nature fédérale-provinciale. Vingt ans plus tard, le Conseil national de la statistique était créé, et il fallut attendre le dépôt du projet de loi C-36 en 2017 pour que soit envisagée la possibilité qu'un groupe consultatif entreprenne la production d'un rapport annuel sur l'état du système statistique. Pourtant, en 1918, Robert H. Coats avait recommandé la création d'une commission consultative de la statistique, sans succès. Cette même recommandation fut présentée à plusieurs reprises dans les années qui suivirent.

L'honorable Monique Vézina avec M. Ivan P. Fellegi lors de la séance inaugurale du Conseil national de la statistique, le 9 octobre 1986

UNE EXPANSION IMPORTANTE EN PÉRIODE DE GRANDS CHANGEMENTS

À la fin de l'exercice 1918-1919, le Bureau comptait 123 employés, recrutés initialement au ministère du Commerce et au ministère de l'Agriculture. Puis, au début des années 1970, Statistique Canada comptait entre 3 500 et 4 000 employés permanents et occasionnels. L'organisme embauchait de 300 à 400 stagiaires d'été chaque année et avait de la difficulté à trouver et à conserver suffisamment de personnel pour répondre à ses besoins grandissants, surtout aux échelons professionnels

et supérieurs. Par exemple, au cours de l'exercice 1969-1970, l'organisme embaucha 1 700 nouveaux employés (dont 1 100 à temps plein). Ce nombre élevé de nouvelles recrues était probablement attribuable en partie au gel du recrutement à l'échelle du gouvernement l'année précédente et à la restructuration récente de l'organisme en janvier 1967. Cette restructuration constituait une étape importante pour une organisation en pleine croissance. Dans l'organigramme précédent de Statistique

Canada, un grand nombre de divisions relevaient directement du statisticien fédéral. Une telle structure n'était toutefois pas viable étant donné la croissance de la taille et de la complexité de l'organisation. Pendant un certain nombre d'années, le Bureau envisagea de regrouper les divisions en directions, mais la disponibilité du personnel professionnel était un obstacle de taille. Au cours de l'exercice 1966-1967, il fut estimé que le recrutement et le perfectionnement des agents actuels permettraient à l'organisme

LE MOUVEMENT SÉPARATISTE ET LA CRISE D'OCTOBRE

Le Front de libération du Québec (FLQ) était un groupe paramilitaire séparatiste marxiste-léniniste formé au début des années 1960. Il était connu comme l'aile radicale du mouvement souverainiste québécois. Il commit de nombreux délits tout au long des années 1960, notamment des vols de banque, des enlèvements et des attentats à la bombe, dont le plus important fut celui de la Bourse de Montréal en 1969. En 1970, après dix ans de soutien grandissant à l'égard du FLQ, la crise d'Octobre éclata au Québec. Des membres du FLQ enlevèrent Pierre Laporte, ministre du Travail de la province, et le diplomate britannique James Cross. En guise de riposte, le premier ministre Pierre Elliot Trudeau appliqua la *Loi sur les mesures de guerre*, seule invocation de la *Loi* en temps de paix. Il s'agissait d'une mesure controversée : les libertés civiles furent suspendues et de vastes pouvoirs d'arrestation et de détention furent accordés à la police. En outre, des troupes furent chargées de patrouiller dans les zones vulnérables et de protéger les personnalités considérées comme en danger. Le FLQ souhaitait une insurrection socialiste contre l'impérialisme britannique, le renversement du gouvernement du

Québec et l'indépendance de la province par rapport au Canada. L'appui du public prit de l'ampleur chez les Canadiens de gauche jusqu'à la mi-octobre, quand Pierre Laporte fut assassiné. Au début du mois de décembre, après environ deux mois de captivité, James Cross fut libéré à l'issue de négociations. Les ravisseurs demandent, entre autres, la libération de 23 prisonniers politiques, une rançon en lingots d'or, la publication du manifeste du FLQ, un vol vers Cuba ou l'Algérie, et la cessation de toutes les activités de fouille policière. Les cinq ravisseurs connus furent autorisés à se rendre en toute sécurité à Cuba, après l'approbation de Fidel Castro. Les responsables du meurtre de Pierre Laporte furent arrêtés et accusés. En janvier 1971, les troupes furent retirées du Québec. La crise d'Octobre accéléra le recours aux moyens électoraux pour accroître l'autonomie, par opposition à la violence, et donna lieu à une croissance du soutien envers le Parti Québécois, le parti politique souverainiste qui forma le gouvernement provincial en 1976 et qui prépara le terrain en vue d'un référendum sur la souveraineté du Québec quatre ans plus tard.

*Des employées perforent des cartes
du Recensement de 1931*

**POUR RÉPONDRE AUX BESOINS EN MATIÈRE DE
STATISTIQUES DU PAYS, L'ORGANISME VIT SA TAILLE,
SA COMPLEXITÉ ET SON BUDGET CROÎTRE DANS
UNE MESURE INÉGALÉE DEPUIS SES DÉBUTS**

de répondre aux besoins de la nouvelle restructuration. Ce changement fut donc effectué. Enfin, en 1971, l'organisme embaucha du personnel pour mener les opérations du Recensement de 1971, comme il le fait pour chaque recensement. Le 1^{er} juin 1971, jour du recensement cette année-là, environ 50 000 employés temporaires étaient prêts à passer à l'action.

Naturellement, une grande partie des changements qui survinrent au sein de l'organisme découlaient de ce qui se passait dans la société canadienne à l'époque, et les années 1970 constituèrent assurément une période de grands changements au Canada et sur la scène internationale : Pierre Elliott Trudeau était premier ministre, le pays devenait officiellement une nation bilingue, le mouvement séparatiste était actif au Québec, la guerre du Vietnam se déroulait et les prix mondiaux du pétrole quadruplèrent pendant la crise du pétrole de 1973. Cette année-là, les prix à la consommation augmentèrent de près de 8 % par rapport à ceux de l'année précédente en raison de la croissance des prix de l'essence, de l'électricité et des aliments. Ces hausses de prix constituèrent la première étape vers une décennie de stagflation, marquée par une forte inflation des prix à la consommation et une lente croissance économique.

Grâce au baby-boom d'après-guerre et à la croissance de l'immigration, la population du Canada était en plein essor. Aussi, la population active connaissait une hausse considérable, en

grande partie en raison de l'activité accrue des femmes. Pour répondre aux besoins en matière de statistiques du pays, l'organisme vit sa taille, sa complexité et son budget croître dans une mesure inégalée depuis ses débuts. Le budget fut septuplé, et, au cours du mandat de Walter E. Duffett, l'effectif fut doublé, passant de 1 449 employés en 1957 à 3 545 en 1972. Des pressions pour l'expansion de l'organisme étaient exercées non seulement en raison du besoin d'information plus précise et plus détaillée, mais aussi en raison de l'importance croissante des sphères éducatives, culturelles et sociales du savoir.

L'ère de l'automatisation

Cette période fut aussi marquée par l'ère de l'automatisation, au cours de laquelle l'organisme commença à exploiter la puissance informatique pour mener ses activités. Bien que l'équipement de totalisation mécanique ait été mis à l'essai dès 1891, ce n'est qu'à l'occasion du Recensement de 1961 que le Bureau effectua pour la première fois des totalisations informatiques à l'aide de bandes magnétiques et d'un ordinateur IBM 705 Mark III. Au Recensement de 1971, le traitement commença par le microfilmage de chaque questionnaire, suivi du transfert des données sur



*Un colosse du calcul, l'ordinateur
IBM 705 Mark III, 1969*

LES INVENTEURS DE L'ORGANISME

Les données du Recensement de 1911 furent les premières à être traitées presque entièrement au moyen de totalisations mécaniques. Une équipe temporaire, composée de 160 commis travaillant avec 70 perforatrices de cartes et 20 tabulatrices, fut chargée du traitement. La première tabulatrice fut inventée par Herman Hollerith aux États-Unis et elle fut d'abord utilisée dans ce pays pour le Recensement de 1890. L'entreprise de Herman Hollerith devint plus tard la société International Business Machines (IBM). Au Canada, le Bureau fédéral de la statistique fit l'essai de la tabulation électrique pour la première fois l'année suivante, pour le traitement des données démographiques du Recensement de 1891. Pour mettre les choses dans leur contexte historique, il convient de mentionner que la production d'électricité était chose relativement récente; en fait, les rues des grandes villes canadiennes ne furent éclairées à l'électricité qu'au début des années 1880. Les tabulatrices électriques permirent au Bureau de compiler des statistiques démographiques plus rapidement et à moindre coût au moyen de cartes perforées. Chaque personne dénombrée (soit environ 4,8 millions) avait une carte. Les cartes étaient d'abord perforées à l'aide d'une poinçonneuse pantographique, chaque trou correspondant à un point de données. « Ces cartes sont ensuite passées dans le compilateur électrique, qui au moyen d'un agencement ingénieux, enregistre les réponses sur un certain nombre de cadrans. » Dans les faits, des tiges métalliques traversaient les trous des cartes perforées pour entrer en contact avec des plaques métalliques de sorte à générer un circuit électrique et à enregistrer un nombre. Cette activité devait être assourdissante : l'un des bulletins du recensement mentionne que « chaque fois que le levier commutateur est abaissé sur la carte, l'aiguille de l'un des cadrans avance et un timbre annonce à l'opérateur que la religion a été enregistrée ». Selon le même bulletin, « l'un des avantages de ce système est l'exactitude avec laquelle les renseignements sont enregistrés. La machine ne saurait être accusée de paresse. L'état de l'atmosphère n'arrête jamais son travail. Elle n'est pas malhonnête. Elle n'enregistrera jamais un Catholique Romain au lieu d'un Presbytérien, ni un Calviniste au lieu d'un Arménien.

Elle est tout à fait impartiale. » Il fallut 40 jours pour effectuer le premier passage des cartes dans la machine afin de compiler les données sur la religion.

Aux États-Unis, les coûts de location des machines de Herman Hollerith devinrent trop élevés. Le service de conception des machines du recensement, la Census Machine Shop, entreprend donc de concevoir sa propre machinerie de totalisation au début des années 1900. Un article de journal attribue à Charles W. Spicer l'invention de la tabulatrice utilisée pour le Recensement de 1910 aux États-Unis. Une fois que l'efficacité de la machine fut démontrée, le gouvernement canadien acquit les droits d'utilisation du brevet et commanda la fabrication de trois de ses machines par une entreprise de Toronto. Les machines suivantes du Bureau furent conçues et construites par les inventeurs de l'organisme Arthur Ernest Thornton et Fernand Bélisle.

Fernand Bélisle, dont le nom complet est Georges Étienne Fernand Bélisle, est né en 1889 dans la municipalité de Wotton, au Québec. En 1923, Robert H. Coats fit l'éloge du travail de Fernand Bélisle dans une note de service : [traduction] « M. Bélisle est particulièrement doué pour la totalisation automatique. Depuis son arrivée au Bureau, il a inventé la multiperforatrice électrique, qui a été brevetée et que nous utilisons au Bureau. Il est responsable depuis un certain temps de nos machines de tri horizontal et il a considérablement augmenté leur production; en fait, il a amélioré le rendement de certaines machines qui ne traitaient qu'environ 12 000 cartes par jour à un point tel qu'elles en traitent maintenant presque autant à l'heure. » Fernand Bélisle est reconnu comme le concepteur de la machine dite « pantographe », utilisée pour la perforation des cartes depuis 1911, comme l'inventeur de la multiperforatrice électrique utilisée pour le Recensement de 1931, et comme l'inventeur du classicompteur à air comprimé utilisé pour le Recensement de 1941. L'une des six machines du Bureau fut même prêtée au gouvernement de la Jamaïque pour la compilation des données de son recensement du 4 janvier 1943.



Un inventeur du bureau, Fernand Bélisle, conçoit des tabulatrices mécaniques

M. BÉLISLE EST PARTICULIÈREMENT DOUÉ POUR LA TOTALISATION AUTOMATIQUE

bande magnétique pour alimenter un ordinateur IBM 360/65. À cette époque, l'organisme menait également un projet pilote de transmission par télécopieur entre les bureaux régionaux et Ottawa.

Le statisticien en chef Walter E. Duffett pilota le Bureau pendant 15 années d'expansion et d'automatisation rapides avec l'aide de trois statisticiens en chef adjoints. L'effectif de l'organisme était passé de 1 800 employés à environ 5 000 employés au moment du départ à la retraite de Walter E. Duffett. Évidemment, l'habitude du statisticien en chef de rendre visite à chaque nouvel employé pour s'assurer de son confort à Ottawa ne fut jamais reprise par ses successeurs : l'organisme devint tout simplement trop gros. Au moment du départ à la retraite de Walter E. Duffett, H. L. Allen était le statisticien en chef adjoint responsable des affectations générales et participait à la gestion du Bureau, Simon Abraham Goldberg était affecté à l'intégration et au développement, et Lorne E. Rowebottom dirigeait la Direction de la statistique socioéconomique. Les quatre autres directions (Administration, Comptes économiques, Statistique financière et Statistique économique) étaient dirigées par des directeurs généraux. Au moment de la création du poste de directeur général, l'adoption d'un tel titre fit l'objet d'une certaine hésitation, car il fut estimé qu'il pouvait évoquer une « folie des grandeurs ». Pendant un certain temps, avant que le titre de directeur général ne passe dans l'usage, certains documents renvoyaient plutôt au poste de super directeur.

À l'époque, l'organisme comptait huit bureaux régionaux, soit ceux de Vancouver, d'Edmonton, de Winnipeg, de Toronto, d'Ottawa, de Montréal, d'Halifax et de St. John's. Ces derniers étaient chargés du dénombrement et du traitement initial des recensements de la population, du logement et de l'agriculture, de l'Enquête mensuelle sur la population active, de la collecte mensuelle des prix des biens et des services pour l'Indice des prix à la consommation, de l'Enquête sur les postes vacants et d'autres projets spéciaux. Ils recueillaient divers rapports d'entreprises locales et aidaient les utilisateurs ainsi que les bibliothèques de référence locales, car Internet n'existait pas encore pour diffuser de l'information.

La conversion au bilinguisme

En 1969, lorsque fut adoptée la première *Loi sur les langues officielles*, qui prévoyait l'égalité de statut du français et de l'anglais au gouvernement fédéral, le Bureau prit les mesures nécessaires pour s'y conformer. Au sein de la Direction de l'administration, une section du bilinguisme mesurait les progrès vers l'atteinte des objectifs de bilinguisme en faisant rapport sur les capacités linguistiques, la formation du personnel et la disponibilité des publications dans les deux langues officielles. L'organisme participait aussi à une initiative du gouvernement fédéral visant à désigner des services en tant que « services de langue française » à titre expérimental. La création de ces services venait s'inscrire dans le programme de bilinguisme dans la

SIMON ABRAHAM GOLDBERG

Si Walter E. Duffett était la force tranquille de l'organisme, Simon A. Goldberg en était l'innovateur. Ce dernier avait la ferme conviction que l'échantillonnage était la voie de l'avenir, même si ce concept ne faisait pas l'unanimité au sein de l'organisme, qui, traditionnellement, était chargé du recensement. Simon A. Goldberg était un ardent défenseur de l'analyse et de la méthodologie. De fait, la méthodologie à Statistique Canada lui doit une fière chandelle, ainsi qu'à son protégé, Ivan Fellegi, car ils furent en grande partie responsables de la création, à partir de zéro, du premier service de méthodologie de l'organisme.

En 1927, Simon A. Goldberg, encore enfant, quitta la Pologne pour émigrer au Canada. Il obtint un diplôme de l'Université McGill en 1939, puis deux maîtrises en économie, l'une de l'Université McGill et l'autre de la Harvard University. Après avoir passé un certain temps dans la force aérienne, il entra au service du Bureau fédéral de la statistique dans la nouvelle Section de la recherche et du développement, mise sur pied pour coordonner les travaux relatifs à la statistique économique et pour produire les comptes des revenus et des dépenses. Il quitta Ottawa pendant un an pour entreprendre des études de doctorat à la Harvard University. En tout, il travailla au service du Bureau fédéral de la statistique de 1945 à 1972.

En 1954, Simon A. Goldberg fut promu au poste de statisticien fédéral adjoint; il était chargé de l'intégration des statistiques au Bureau. Il était un fervent partisan des équipes interdisciplinaires et il fut l'un des premiers à reconnaître les répercussions éventuelles de l'informatique sur Statistique Canada. Il avait l'habileté innée de planifier les activités et de faire la distinction entre le possible et l'impossible. Il joua un rôle essentiel dans l'établissement d'une fonction de planification au sein de l'organisme.

Simon A. Goldberg fut et demeure, dans l'esprit de l'organisme, le père des comptes nationaux du Canada en raison de sa vision du recours à un système intégré plutôt qu'à un ensemble fragmenté d'indicateurs. Il conçut et corédigea la première publication complète sur les comptes nationaux du Canada, et c'est sous sa direction que le Canada devint le deuxième pays au monde à publier des

comptes nationaux trimestriels et le premier à produire des données sur la répartition du revenu selon la taille du revenu. Il est, dit-on, l'une des personnes les plus importantes de l'histoire de l'organisme après Robert H. Coats, non seulement en raison de son rôle dans l'élaboration des comptes nationaux, mais aussi en raison de l'établissement de la capacité méthodologique de l'organisme ainsi que d'autres éléments d'infrastructure, comme les systèmes de classification. Parmi ses initiatives importantes, mentionnons la création d'une section de recherche à l'appui des comptes nationaux et les pressions exercées pour que le Bureau devienne un organisme d'enquête par sondage plutôt qu'un organisme de recensement, de sorte à pouvoir fournir des renseignements plus actuels aux décideurs. Pour permettre la transition de l'organisme vers les enquêtes par sondage, il eut l'idée d'encourager la collecte de données

**SIMON A. GOLDBERG CROYAIT
FERMEMENT À L'IMPORTANCE DE LA
RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT
ET DE LA PRISE DE DÉCISIONS
PAR CONSENSUS**

administratives pour créer un registre des entreprises. En outre, il est en grande partie responsable de l'octroi à l'organisme d'un accès légal aux déclarations de revenus pour la première fois en 1971.

Simon A. Goldberg croyait fermement à l'importance de la recherche et du développement et de la prise de décisions par consensus. Il était extrêmement populaire au sein de l'organisme : de nombreux cadres supérieurs cherchaient à obtenir ses conseils. David Worton, dans son ouvrage sur l'histoire de l'organisme, précise que, dans les dernières années du mandat de Walter E. Duffett, l'organisme était géré plus ou moins comme un partenariat et que de nombreux cadres supérieurs se faisaient à Simon A. Goldberg. Celui-ci, selon Ivan Fellegi, [traduction] « manifestait une forte individualité. Il balayait tout simplement les obstacles sur son chemin par la seule force de son intelligence. Il n'avait, dans les faits, que très peu de pouvoir hiérarchique officiel au Bureau, sauf celui de faire des propositions. Aucun des statisticiens fédéraux adjoints ne relevait officiellement de lui, mais, en réalité, tout le monde relevait de lui. »

Dans le *Recueil de Statistique Canada*, Jacob Ryten fait la déclaration suivante :

« De bien des façons, le visage moderne de Statistique Canada a été dessiné par Simon Goldberg, sous-statisticien fédéral dans les années 60. Il fut le seul à voir à quel point il était essentiel d'élaborer, de maintenir et d'utiliser le cadre des comptes nationaux pour organiser des statistiques économiques de base, à concevoir la façon d'améliorer leur qualité par une confrontation constante entre les mesures de mêmes variables obtenues de sources différentes et à saisir la façon d'utiliser le cadre des comptes nationaux pour former les jeunes économistes et statisticiens. »

En novembre 1972, Simon A. Goldberg prit un congé de trois ans de l'organisme pour occuper le poste de directeur du Bureau de statistique des Nations Unies. Il y siégea jusqu'en 1979, puis il occupa un certain nombre de postes à titre de conseiller.

Simon A. Goldberg est décédé en 1985 à l'âge de 85 ans. La salle de conférence principale de l'organisme est nommée en son honneur. Dans un numéro spécial de SCAN qui lui est consacré, il est décrit comme [traduction] « l'une de ces rares personnes à posséder à la fois un désir passionné de faire progresser la science et un intérêt réconfortant pour les collègues qui prennent part à ce travail ». Juste avant son décès, il fut mis en nomination pour recevoir l'Ordre du Canada, mais comme l'insigne n'est pas décerné à titre posthume, il ne fut jamais décoré.



*Des employés travaillent dans des bureaux bondés,
vers 1940*



fonction publique, lequel visait à améliorer l'efficacité des services offerts au public dans l'une ou l'autre des langues officielles et à tenir compte de l'égalité de statut des deux langues. L'organisme désigna ainsi quatre services à titre de « services de langue française », à savoir le bureau régional de Montréal et celui d'Ottawa, la Section de l'information sur les étudiants de la Division de l'éducation et la Section de l'habitation et des permis de bâtir de la Division des finances des entreprises. Statistique Canada entreprit également une conversion des rapports périodiques courants en format bilingue, de sorte que, en 1971, 89 % des 620 publications étaient disponibles en français et en anglais, contre 40 % en 1970. Toutefois, il va sans dire que des documents bilingues avaient déjà été produits plus tôt; en fait, Robert H. Coats employait une équipe de traduction pour les publications bilingues comme les rapports du recensement, *Le Quotidien* et *l'Annuaire du Canada*. Les années 1970 constituèrent une période importante pour l'avancement du bilinguisme, et surtout pour

le soutien des francophones qui travaillaient au sein de la fonction publique à Ottawa. C'est d'ailleurs au début des années 1970 que la Place du Portage fut construite pour accueillir divers ministères fédéraux, dans le cadre des efforts d'accroissement de la présence du gouvernement au Québec.

L'égalité des chances pour les femmes

En 1970, la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada publia un rapport sans précédent. Celui-ci contenait des recommandations à l'intention du gouvernement fédéral pour qu'il veille à l'égalité des chances pour les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la société canadienne, y compris dans la fonction publique. Parmi les recommandations formulées figuraient l'actualisation du système législatif et le règlement de questions cruciales pour

les femmes (comme la pauvreté, le droit de la famille, la *Loi sur les Indiens* et la nécessité d'avoir une personne qui représente les femmes au sein de l'administration fédérale). La même année, la Commission royale créa l'Office de promotion de la femme et encouragea les autres ministères à se donner les moyens de promouvoir les chances d'avancement de la main-d'œuvre féminine. Peu après, en 1971, un ministre délégué à la Situation de la femme fut nommé pour la première fois. Cinq ans plus tard, Condition féminine Canada devint un organisme du gouvernement fédéral. Puis, en 1973, Statistique Canada créa le Comité d'égalité des chances pour les femmes, qui relevait directement du statisticien en chef. Pendant une courte période, un journal interne intitulé *Action*, dans lequel les activités du Comité étaient annoncées, fut également publié. La mise en œuvre des recommandations de la Commission royale par le gouvernement fédéral constitua une étape importante pour l'atteinte de l'égalité entre les hommes et les femmes au sein de la fonction publique.

UN SIGNE DES TEMPS

Le concours de beauté Miss DBS [Miss Bureau fédéral de la statistique], parrainé par l'association du personnel, est un bon exemple des réalités de l'époque. Les femmes mariées ne pouvaient y participer, et chaque concurrente était jugée selon [traduction] « son apparence, notamment ses vêtements, sa grâce et sa personnalité ». Ce fut un concours très

populaire; en 1952, il attira 43 concurrentes. La gagnante méritait l'honneur de représenter le Bureau dans un concours mettant en lice des représentantes d'autres ministères, qui rivalisaient pour le titre de Miss Fonction publique. Ces concours se sont tenus dans la fonction publique jusqu'en 1973.

L'innovation au travail

Le programme de primes au rendement de la fonction publique fut instauré pour la première fois au sein de l'organisme en 1953. Dans le cadre du Programme de primes à l'initiative de la fonction publique, des prix en espèces ou en nature étaient remis aux employés qui présentaient des suggestions pour améliorer tout aspect de la fonction publique. En 1971, l'une de ces suggestions fut la création d'un « bureau en carton pour le recensement », qui fit ultérieurement l'objet d'une demande de brevet en vertu de la *Loi*

sur les inventions des fonctionnaires. Chaque bureau pliant utilisé pour le Recensement de 1971 pesait environ 3,5 kilogrammes et coûtait 1,75 \$, comparativement à 39 \$ pour une seule des tables en bois usuelles. L'auteur de cette invention, un agent d'administration de Statistique Canada nommé Bill Butler, formula son idée après avoir vu une table en carton conçue aux États-Unis qui coûtait 8,50 \$, mais qui était trop petite pour le recensement. Bill Butler reçut 5 000 \$ pour son invention, qui permit aux contribuables d'économiser plus de 500 000 \$ en seulement deux recensements. Le brevet expira 20 ans plus tard, en 1992,

mais les bureaux en carton sont utilisés encore aujourd'hui par les sous-sections du soutien du recensement. Les bureaux en carton sont repliés et recyclés à la fermeture des bureaux temporaires. Le Bureau du recensement des États-Unis aussi utilisa des bureaux en carton dans ses bureaux temporaires sur le terrain pour les Recensements de 1990 et de 2000. Bien que les bureaux soient traités au moyen de produits chimiques ignifuges, un bureau américain aurait découvert un ennuyeux défaut : ils ne font pas le poids contre un système de gicleurs défectueux!



LE BULLETIN DE NOUVELLES DES EMPLOYÉS FAIT PEAU NEUVE

Un nouveau magazine pour les employés de l'organisme, intitulé *Scan*, fut lancé en 1972. Parmi ses prédécesseurs figuraient le bulletin inaugural *DBS News*, qui parut pour la première fois à l'été 1931 (malheureusement, aucun exemplaire ne fut conservé); le *Green Island News*, publié en 1946 alors que le Bureau était situé sur, tenez-vous bien, l'île Green (sur laquelle se trouve maintenant l'édifice John G. Diefenbaker, qui servit d'hôtel de ville à Ottawa de 1958 à 2000 et qui est désormais majoritairement occupé par des employés d'Affaires mondiales Canada); le *DBS Pasture-ized News*, qui parut pour la première fois en 1953, bien que le sigle anglais du Bureau, « DBS », fut par la suite tronqué du nom; le bulletin mensuel *STAT*, publié à compter de la fin de 1954; et enfin le *DBS Staff News*, publié de 1957 à 1959. Puis, après 13 ans sans bulletin des employés, le bulletin *Scan* fut publié de 1972 à 2000. Parallèlement, le bulletin actuel des employés, *@StatCan*, fut publié pour la première fois en avril 1997 et il paraît toujours 21 ans plus tard.

LES JALONS IMPORTANTS DU PROGRAMME STATISTIQUE

Le début des années 1970 constitue une période charnière pour l'application de la méthodologie statistique aux programmes du Bureau. Même si la totalisation mécanique avait commencé au tournant du siècle au Bureau, la totalisation informatique n'apparaît qu'au début des années 1960, et son mariage avec la méthodologie donne lieu à de grandes synergies. Au cours des années précédentes, les divisions spécialisées étaient relativement cloisonnées et elles constituaient plus ou moins des entités autonomes. Chaque division concevait ses propres questionnaires, les postait, les recevait, les codait et totalisait les données elle-même. Toutefois, au fur et à mesure que l'automatisation et l'utilisation des données administratives prirent de l'ampleur, le besoin d'une approche plus intégrée pour l'élaboration des enquêtes et la collecte et le traitement des données se fit de plus en plus sentir.

La nouvelle Direction de la méthodologie et des systèmes fut mise sur pied en 1970. Elle permit une meilleure intégration des principales disciplines liées à l'élaboration des plans d'enquête et de recensement et à leur automatisation. La création de cette direction visait aussi à accroître la fiabilité des statistiques, à améliorer les délais de diffusion, à réduire les coûts de compilation, à faciliter l'utilisation étendue des données en établissant des bases de données lisibles par machine et à développer des logiciels pour créer des bases de données intégrées.

Cette période fut aussi marquée par la parution de l'article d'Ivan Fellegi et d'Alan Sunter intitulé *A Theory for Record Linkage* [théorie du couplage d'enregistrements], en 1969, dans le *Journal of the American Statistical Association*. Cette publication représentait une étape cruciale dans l'histoire du couplage d'enregistrements et elle ouvrit la voie à une utilisation plus efficace des bases de données administratives et autres bases de données lors de l'élaboration de registres et lors de la compilation et de l'analyse des données statistiques.

L'année 1971 marque l'achèvement de la première *Classification canadienne descriptive des professions*, le fruit d'un énorme projet de recherche et développement de cinq ans, mené conjointement avec le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration du Canada. Auparavant, les systèmes de classification des professions étaient produits en interne pour le recensement et étaient ensuite utilisés dans l'ensemble de l'organisme. Toutefois, il s'agissait de la première classification des professions normalisée préparée aux fins d'utilisation à l'échelle du Canada.



Des employés travaillent
dans la salle de courrier, 1968

*Une recenseuse du
Recensement de 1966*

**STATISTIQUE CANADA AMORÇA
DES TRAVAUX DE RECHERCHE AU
SUJET DE L'ÉLABORATION D'UN
SYSTÈME QUI PERMETTRAIT
DE FOURNIR LES DONNÉES DU
RECENSEMENT À L'ÉCHELLE
DES PETITES RÉGIONS
GÉOGRAPHIQUES**



L'organisme tâchait aussi d'accroître la disponibilité des données régionales pour répondre à la croissance de l'intérêt pour les données infraprovinciales en raison de la participation accrue des provinces à la planification économique et sociale. Statistique Canada amorça des travaux de recherche au sujet de l'élaboration d'un système qui permettrait de fournir les données du recensement à l'échelle des petites régions géographiques. Ces travaux entraînèrent la création d'un système de géocodage appelé le Système de stockage et d'extraction des données codées suivant une grille géographique (GRDSR) et d'un système de stockage, d'extraction et de totalisation appelé STATPAK.

Au cours de ces années, le sujet de la faisabilité d'un registre des adresses fut également abordé. Un registre des adresses urbaines fut alors établi en tant que produit dérivé du Recensement de 1971 et proposé comme base de sondage pour l'Enquête sur la population active et pour d'autres enquêtes auprès des ménages. Ce registre donnait à l'organisme la possibilité de réduire les coûts sur le terrain pour les recensements à venir et de l'utiliser pour des études liées au parc de logements. De même, un registre central des fermes fondé sur le Recensement de l'agriculture de 1971 était en cours d'élaboration; il fut utilisé pour la première fois comme base de sondage dans l'Enquête sur les cultures et le bétail de décembre 1972.

C'est aussi durant ces années que la liste centrale des entreprises et des établissements fut élaborée.

Cette liste n'était, au départ, qu'un outil de base servant à normaliser la classification des entreprises et de leurs sous-unités. Un grand projet réalisé au cours de l'exercice 1969-1970 mena à l'élargissement de la liste afin d'y inclure toutes les entreprises du Canada et de permettre leur classification par industrie et par lieu de travail. À la fin de 1971, la liste comptait 550 000 noms d'entreprise, dont chacun est codé par industrie et par région géographique. La liste devint toutefois extrêmement difficile à tenir à jour et fut finalement éliminée progressivement un an plus tard, à mesure que le Registre des entreprises fut mis en œuvre. Celui-ci devint opérationnel en 1972. Au départ, il couvrait tous les employeurs du Canada. Durant l'exercice 1974-1975, la couverture du registre fut étendue à toutes les sociétés, y compris celles qui n'étaient pas des employeurs.

À l'époque, la Direction de la statistique socioéconomique était chargée des recensements de la population, du logement et de l'agriculture, ainsi que des statistiques de l'état civil, des statistiques judiciaires et des statistiques sur l'éducation, l'agriculture, la santé, le revenu familial, l'actif et le passif. Cette direction était également responsable de la nouvelle Division des opérations régionales, créée durant l'exercice 1970-1971 et chargée de mener toutes les activités d'enquête sur le terrain du Bureau. Cette division fut créée à la suite d'un remaniement de la Division des enquêtes spéciales visant à élargir la base d'enquêtes dont elle avait la responsabilité (soit quelques grandes enquêtes essentielles comme l'Enquête sur la population active).



Une recenseuse du Recensement de 1971

La Direction de la statistique socioéconomique était aussi chargée des bureaux régionaux, de la liaison provinciale et des services consultatifs, fonctions qu'elle perdit rapidement au cours de l'exercice 1972-1973, au moment où le Bureau fit l'objet de la plus grande réorganisation de son histoire.

Pour mener l'Enquête sur la population active, Statistique Canada employait alors 750 intervieweurs à temps partiel qui interviewaient 30 000 ménages. Le bulletin mensuel sur la population active détaillait la situation de l'emploi et du chômage au Canada, dans les cinq régions du Canada (à l'époque, l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les Prairies et la Colombie-Britannique) et, à compter de 1971, dans les provinces. Des questions supplémentaires et, à l'occasion, des questionnaires spéciaux étaient ajoutés au questionnaire de l'Enquête sur la population active afin de recueillir de l'information sur des sujets comme les habitudes de tabagisme, l'immigration, l'absence rémunérée du travail, les coûts de location et les déplacements des personnes au Canada. D'autres enquêtes sociales



Des employées cartographient, 1978

furent menées séparément, comme l'Enquête nationale sur les dépenses alimentaires et l'Enquête sur les dépenses des familles, mais elles étaient fondées sur la base de sondage de l'Enquête sur la population active. En 1970, l'Enquête sur la population active fut transférée de la Division des enquêtes spéciales à la Division du travail, et des plans furent esquissés afin d'instaurer des publications trimestrielles et annuelles à titre de suppléments aux données mensuelles. L'enquête fit également l'objet d'un projet pilote d'interview téléphonique, qui visait à déterminer l'effet des interviews téléphoniques sur la qualité des données de l'enquête ainsi que sur le taux de non-réponse et sur le coût de la collecte des données. Grâce au projet pilote, il fut établi que cette méthode était praticable, économique et efficace puisqu'elle générait des taux de réponse plus élevés. Par conséquent, l'interview téléphonique fut adoptée pour 40 % de l'échantillon de 35 000 ménages interviewés chaque mois.

À la fin de février 1972, Walter E. Duffett invita Sylvia Ostry, titulaire d'un doctorat en économique et alors présidente du Conseil économique du Canada, à participer aux discussions sur l'Enquête sur la population active, qui faisait l'objet d'un examen approfondi. Une demande croissante de renseignements supplémentaires sur le marché du travail au Canada avait été observée en raison de l'augmentation des taux de chômage. Une équipe de projet fut formée en 1971 afin d'élaborer et de mettre en œuvre des changements importants qui touchaient pratiquement tous les aspects de

l'enquête. De plus, de vastes consultations furent menées auprès des utilisateurs. Même si l'enquête remaniée ne fut mise en œuvre qu'en 1975, de grands changements furent apportés à l'enquête en 1972. Ainsi, en février, Statistique Canada commença à fonder son analyse sur des données désaisonnalisées, puis, en avril, des données par région infraprovinciale furent diffusées pour la première fois. L'organisme commença aussi à diffuser des données dans CANSIM et à classer les estimations des industries selon la nouvelle Classification type des industries de 1970.

La première Enquête sur les postes vacants, menée en 1971, fournissait des renseignements sur les postes vacants par groupe professionnel et par province. Ces données constituaient la première mesure officielle de la demande de main-d'œuvre au Canada, et les résultats furent utilisés pour la prise de décisions en matière de formation, d'orientation professionnelle et d'analyse générale du marché du travail. Des moyennes annuelles des taux d'embauche minimaux associés aux postes vacants furent établies dans le but de déterminer les taux d'embauche par profession, par industrie, par province et par région métropolitaine de recensement. Il existait toutefois déjà depuis 1962 un « indice de l'offre d'emploi » élaboré par le ministère fédéral des Finances selon les annonces d'offres d'emplois publiées dans certains quotidiens du pays. Cet indice fut pris en charge par Statistique Canada au cours de l'exercice 1973-1974.

*Une intervieweuse de l'Enquête sur
la population active, à Terre-Neuve, 1972*





Le Centre principal des ordinateurs, 1969

Les débuts des comptes nationaux

Pendant son emploi à la Banque du Canada, Walter E. Duffett contribua à l'élaboration d'un cadre conceptuel pour le premier ensemble de comptes nationaux du Canada, en collaboration avec de nombreux autres acteurs clés, dont Simon A. Goldberg, Claude Isbister et Agatha Chapman. Dans les années 1930 et au début des années 1940, aucune méthode unique et largement acceptée ne permettait de définir et de mesurer le revenu national. Parmi les jalons importants de l'élaboration des comptes nationaux, soulignons le travail de John Maynard Keynes au Royaume-Uni, qui, en 1936, utilisa la théorie macroéconomique pour justifier l'intervention du gouvernement dans le cycle économique. Aux États-Unis, l'économiste Simon Kuznets fut le premier à élaborer un cadre conceptuel pour les comptes nationaux des revenus et des produits américains. Il reçut le prix Nobel d'économie en 1971. Au Canada, Robert H. Coats établit un comité des statistiques nationales sur le revenu en 1939, mais le Bureau ne fit que des progrès modestes jusqu'à l'établissement, en 1944, du service central de recherche et de développement à l'appui des efforts de reconstruction d'après-guerre. Le service était dirigé par George Luxton et par la directrice adjointe Agatha Chapman, qui était en détachement de la Banque du Canada.

À l'automne 1944, des spécialistes des États-Unis (Milton Gilbert), du Royaume-Uni (Richard Stone) et du Canada (George Luxton) tinrent

des discussions à Washington, appelées les discussions tripartites, au sujet de l'élaboration d'un cadre théorique des statistiques sur le revenu national, qui donnent lieu à un accord sur les principaux concepts fondamentaux du système. George Luxton décéda en 1945, à l'âge de 31 ans. Claude Isbister fut alors nommé directeur du service de recherche et de développement, et Agatha Chapman fut chargée de l'élaboration des comptes. À l'été 1945 se tint la conférence fédérale-provinciale sur la reconstruction, au cours de laquelle Claude Isbister et Agatha Chapman présentèrent des estimations du produit national brut de 1938 à 1944 et des comptes des revenus et des dépenses par province. Ces comptes furent acceptés sans difficulté et ils devinrent la base du calcul des paiements de péréquation. Claude Isbister et Agatha Chapman assistèrent également à la Conférence de Princeton en décembre 1945, première réunion du sous-comité des statistiques du revenu national du comité d'experts statistiques de la Société des Nations. Il s'agissait là de la première tentative de normalisation internationale.

Les premières estimations annuelles des comptes équilibrés des revenus et des dépenses au Canada sont publiées en avril 1946. Elles furent utilisées à l'appui d'un nouveau programme fédéral de péréquation fiscale pour les provinces ainsi que des objectifs établis dans le *Livre blanc du gouvernement sur l'emploi et le revenu* déposé en 1945 et rédigé par W. A. Mackintosh, anciennement professeur à l'Université Queen's à Kingston, en Ontario. W. A. Mackintosh avait été recruté à Ottawa pendant la guerre pour aider à

LE DÉBUT DE LA GUERRE FROIDE AU CANADA



Née en Angleterre en 1907, Agatha Chapman émigra au Canada avec sa famille. Sir Charles Tupper, père de la Confédération et premier ministre pendant un mandat, était son grand-père. Agatha Chapman était titulaire d'une maîtrise en économie de l'Université de Toronto, qui lui a décerné la prestigieuse bourse de recherche Maurice Cody. En outre, elle occupa le poste de présidente de la University College Women's Literary Society. Agatha

Chapman entra au service de la société d'assurances Sun Life à Montréal, à titre d'économiste. Elle assistait aux réunions de la section régionale de McGill du Mouvement chrétien des étudiants, un mouvement activiste qui se concentrait sur des sujets comme la pauvreté, le désarmement et le fascisme.

En septembre 1945, Igor Gouzenko, un jeune chiffreur en poste à l'ambassade soviétique à Ottawa, fit défection en emportant des documents secrets révélant l'existence d'un réseau d'espionnage soviétique au Canada, particulièrement au sein de la fonction publique fédérale. Le gouvernement canadien prit alors Igor Gouzenko et sa famille sous sa protection, et l'information fut tenue secrète pendant que le premier ministre Mackenzie King et ses homologues américain et britannique tenaient des discussions au sujet de la question. À l'issue de celles-ci, Mackenzie King créa une commission royale d'enquête pour enquêter sur l'affaire. Il s'agissait de la commission Kellock-Taschereau, dirigée par les juges Robert Taschereau et Roy Lindsay Kellock. Elle fut rendue publique en février 1946 lorsqu'un chroniqueur américain fit courir des rumeurs à ce sujet. La commission recommanda l'arrestation de treize personnes, dont deux amis d'Agatha Chapman. Les personnes arrêtées par la police furent amenées à la caserne de la Gendarmerie royale du Canada à Rockcliffe pour être interrogées. La commission annonça finalement que le réseau d'espionnage était actif depuis 1924 au sein de plusieurs ministères au Canada, au haut-commissariat de Grande-Bretagne à Ottawa et au sein du projet de recherche nucléaire canado-britannique. L'affaire Gouzenko marqua le début de la Guerre froide pour les Canadiens et mit au jour la vulnérabilité du pays en matière de sécurité, ce qui mena à la restructuration du système de sécurité nationale.

Agatha Chapman témoigna devant la commission en mars 1946. En juin, elle fut désignée par la commission comme une « espionne » et une « chef de cellule » communiste qui avait facilité la transmission de renseignements secrets à l'Union soviétique. À son audience, elle déclara qu'elle était membre de groupes d'étude qui discutaient de littérature socialiste et marxiste; les réunions étaient fréquentées par des personnes d'intérêt pour le comité. Bien qu'Agatha Chapman travaillât au Bureau fédéral de la statistique, son employeur demeurait la Banque du Canada, et le rapport devint public même si elle n'était pas encore en état d'accusation. Par conséquent, elle dut prendre un congé payé, à la demande de son employeur, jusqu'à ce que la question soit réglée. Dans le but de mettre fin à la stigmatisation associée au fait d'être nommée dans l'affaire, mais non accusée, Agatha Chapman demanda en août d'être traduite en justice afin d'être blanchie et de rétablir sa réputation. Le juge interrompit le procès après environ quatre heures et demie, les accusations ayant été retirées parce que la Couronne n'avait pas réussi à présenter de preuve concluante qu'Agatha Chapman était une agente soviétique. La défense n'eut même pas à plaider sa cause.

Pourtant, même si Agatha Chapman fut blanchie, sa vie ne reprit jamais son cours normal. La Banque du Canada l'informa qu'elle ne serait pas réintégrée dans son poste de recherche, et elle fut ostracisée par la fonction publique canadienne. Claude Isbister souligna, dans une lettre adressée à Richard Stone à Cambridge, le casier judiciaire vierge et l'immense talent d'Agatha Chapman, et déclara qu'il trouvait [traduction] « malheureux qu'il ne lui soit pas permis de retourner à la fonction publique ». Rapidement, elle fut embauchée par Richard Stone à Cambridge à titre d'économiste chargée de recherches; elle quitta le Canada en mars 1947. Après trois années productives à Cambridge, elle revint au Canada dans les années 1950 et forma un cabinet de conseil en recherche à Montréal. Elle mit fin à ses jours tragiquement en 1963. D'aucuns laissèrent entendre qu'elle ne s'était jamais remise du traumatisme de l'affaire Gouzenko.

Les employés de l'organisme connaissent peut-être déjà le nom d'Agatha Chapman; il s'agit du titre de l'un des prix décernés par l'organisme, le Prix de l'innovation Agatha-Chapman. Ce prix récompense les personnes qui ont fait preuve d'une volonté d'innovation et d'un dévouement envers l'élaboration d'idées dignes de mention.

gérer l'effort de guerre. Il travailla pour le ministre Clarence Decatur Howe, responsable du ministère de la Reconstruction et des Approvisionnement. Il estimait qu'il était important de rassurer le pays à une époque où l'incertitude et la confusion commençaient à se faire jour en raison de la transition vers une économie en temps de paix et d'un retour possible aux conditions économiques difficiles d'avant la guerre. Dans son document, W. A. Mackintosh cite, à titre d'objectifs de la

politique gouvernementale, des niveaux stables d'emploi et de revenu ainsi qu'une amélioration du niveau de vie.

Simon A. Goldberg, le père des comptes nationaux du Canada, eut la clairvoyance d'adapter le *Livre blanc* pour en faire le cœur des programmes économiques de l'organisme et conçut ainsi les premiers comptes nationaux trimestriels du pays. Les quelque 50 employés du service de recherche et de développement

furent alors chargés de déconstruire l'économie, d'en classer les composantes, de leur associer des mesures et de les intégrer dans le cadre conceptuel du système de comptabilité nationale. La réalisation de ce mandat nécessita de nombreuses années : les premiers comptes nationaux trimestriels furent publiés en 1954 et le premier manuel de référence important fut publié en 1958.

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF SUR LES PREMIERS RECENSEMENTS



Les premiers recensements nécessitaient beaucoup de main-d'œuvre. Pour expliquer le temps requis pour mener le recensement, le bulletin n° 1 du Recensement de 1891 précise que 4 300 recenseurs [traduction] « ont dû traverser l'immense région du Canada par toutes les méthodes

imaginables de locomotion. À bord d'un navire à vapeur, les recenseurs ont suivi la côte escarpée du Pacifique jusqu'en Alaska et, de là, ils se sont rendus jusqu'aux îles de la Reine-Charlotte pour dénombrer les gens. Dans les régions montagneuses de la province, les recenseurs ont dû parcourir à cheval, avec leurs dossiers, les vallées qui longent les collines des Rocheuses. Ils ont eu besoin de traîneaux à chiens pour se déplacer en Saskatchewan. Pour dénombrer la population sur le versant nord de la ligne de partage des eaux en Ontario et au

Québec, les recenseurs ont dû entreprendre une expédition en canot à partir de la pointe de la rivière du Lièvre pour se rendre, en canot et par portage, à la rivière Albany, à la baie James. Les recenseurs ont eu recours à de l'équipement de camping et à des canots pour dénombrer la population dans le district de Nipissing, juste au-delà de la ligne de partage des eaux. Au Manitoba, les recenseurs ont dû continuer tantôt à pied, tantôt en chariot ou en bateau; il y a même eu un homme qui, s'étant perdu, survécut en abattant son propre cheval pour le manger. Dans de nombreux cantons d'Algoma, les recenseurs ont dû effectuer le dénombrement à pied, méthode lente et difficile. Pour dénombrer les habitants du versant nord du golfe du Saint-Laurent, les recenseurs sont montés à bord d'une goélette et ont effectué maints arrêts à divers endroits jusqu'au détroit de Belle Isle, après quoi la goélette s'est dirigée vers l'île d'Anticosti, qui a fait l'objet du recensement. Puis, la goélette est retournée au détroit et est redescendue le long de la côte tout en récupérant les recenseurs jusqu'à l'embouchure de la rivière Saguenay. Les retards sont donc inévitables. Aucune échéance précise ne peut être imposée aux recenseurs. »

Le Programme du recensement

Le premier recensement mené par le Bureau fédéral de la statistique après la guerre de 1914-1918 fut le Recensement de 1921. Celui-ci comprenait cinq annexes distinctes, ou questionnaires, portant sur la population, l'agriculture, les animaux et les produits d'origine animale, les fruits cultivés hors ferme, et les établissements manufacturiers et commerciaux. Il comprenait également un questionnaire supplémentaire pour les personnes aveugles ou sourdes.

Le Recensement de 1971 fit l'objet de plusieurs améliorations et innovations importantes. Il s'agit du premier recensement au cours duquel l'autodénombrement est adopté dans l'ensemble du pays; cette méthode n'était toutefois pas accessible aux personnes vivant en région éloignée (« quelques localités de Terre-Neuve » et les Territoires du Nord-Ouest figurent parmi les exemples donnés) et aux personnes vivant en établissement, soit 3 % de la population en tout. Il s'agissait d'un changement considérable dans les méthodes de collecte du recensement, puisque tous les recensements jusqu'alors avaient été menés par interview. L'autodénombrement permit à l'organisme de réduire au minimum le nombre d'erreurs des recenseurs et d'améliorer la qualité des données, tout en répondant aux préoccupations relatives à la protection des renseignements personnels et au fardeau des répondants. Parallèlement à l'autodénombrement, une aide téléphonique fut mise en place pour la première fois pour

aider la population canadienne à remplir les questionnaires.

L'échantillonnage fit aussi partie intégrante du Recensement de 1971 : la plupart des questions furent posées à un ménage sur trois. Un questionnaire « abrégé », qui comprenait des questions de base sur la population et le logement, fut distribué aux deux tiers des ménages canadiens. Un questionnaire « détaillé », distribué à une partie de la population, contenait des questions supplémentaires sur le logement et sur la situation socioéconomique des ménages. La première utilisation, au Canada, de l'échantillonnage aux fins d'un recensement remonte au Recensement du logement de 1941, dans le cadre duquel fut recueilli un enregistrement descriptif des renseignements d'un logement occupé sur dix dans le Dominion. Le Recensement de 1941 eut lieu à la suite d'une décennie de dépression et de près de deux ans de guerre, période dont les effets sociaux et économiques connexes étaient sans précédent. L'expansion rapide de la production agricole et industrielle pendant la guerre entraîna des mouvements de population généralisés, qui créèrent de graves pénuries de logements. En outre, des préoccupations avaient été exprimées quant à l'état des logements. Après la Première Guerre mondiale, une commission royale fut chargée d'étudier les problèmes sociaux et industriels du Canada et fit rapport sur « la pénurie de maisons et le mauvais état de celles qui existaient ». Il fut toutefois plus tard reconnu que ce rapport n'était pas fondé sur des statistiques exhaustives. Par conséquent,

L'ÉMERGENCE DE L'ÉCHANTILLONNAGE

Dans la foulée de la dépression des années 1930 et des bouleversements de la Seconde Guerre mondiale, le recours à l'échantillonnage aida le Bureau à répondre à une demande sans précédent de statistiques. L'échantillonnage, qui permettait de produire des données plus rapidement et à moindre coût, tout en réduisant le fardeau de réponse aux questionnaires, fournit une aide inestimable au Bureau et fut indispensable aux besoins croissants en information du pays. La première enquête importante dans le cadre de laquelle le Bureau eut recours à l'échantillonnage fut l'Enquête sur la population active de 1945, notamment grâce aux efforts de Nathan Keyfitz, une sommité de la démographie et l'un des anciens employés les plus éminents de Statistique Canada, qui travailla au Bureau de 1936 à 1959. En 1948, la *Loi sur la statistique* fut modifiée pour autoriser la collecte des statistiques au moyen de l'échantillonnage.

le Recensement du logement de 1941 fut jugé important pour le rétablissement d'après-guerre.

Le Recensement de 1971 fut aussi marqué par l'introduction du géocodage pour permettre l'adaptation personnalisée des zones d'intérêt. Une autre innovation importante de l'époque fut la contre-vérification des documents, qui visait à déterminer le nombre de personnes oubliées lors du recensement. Il s'agissait également du premier recensement au cours duquel fut effectué un appariement agriculture-population au moyen de la combinaison des données du Recensement de l'agriculture et de celles du

Recensement de la population et des logements. En plus de coder manuellement les réponses écrites des questionnaires sur la population et les logements, les bureaux régionaux de traitement jumelaient manuellement les questionnaires du Recensement de la population et des logements avec ceux du Recensement de l'agriculture en vue d'un couplage informatisé ultérieur à Ottawa. Ce processus permit la création d'une riche base d'information socioéconomique offrant de nouvelles possibilités analytiques.

Parallèlement, le Recensement de 1971 fut le théâtre de protestations de la part des défenseurs

de la libération des femmes au sujet de la désignation de l'époux comme chef de ménage. À l'époque, le chef de ménage était défini comme « l'époux lorsque deux conjoints sont présents [ou] le père ou la mère (quel que soit l'âge ou la dépendance) s'il n'y en a qu'un des deux avec des enfants célibataires ». Cinq ans plus tard, la définition fut modifiée pour désigner l'époux ou l'épouse. Puis, en 1981, le terme « chef de ménage » fut supprimé et remplacé par le terme « Personne 1 », qui évoque moins un ordre hiérarchique.

LES TEMPS ONT CHANGÉ, N'EST-CE PAS, M. TALON?

L'introduction de l'autodénombrement au Recensement de 1971 donna lieu au slogan « Soyez du nombre », qui visait à sensibiliser le public à l'importance du recensement et à appuyer l'autodénombrement. Un film fut réalisé, intitulé *Les temps ont changé, n'est-ce pas, M. Talon?* en français et *On a Clear Day You Can Count Forever* en anglais. Le titre en anglais se veut probablement un jeu de mots sur le titre de la populaire chanson de Barbra Streisand, *On a Clear Day You Can See Forever*, sortie l'année précédente. Un timbre-poste commémoratif fut émis le jour du recensement, et des clichés d'oblitération spéciaux pour le recensement furent utilisés dans 200 bureaux de poste d'un bout à l'autre du pays. En outre, un million d'élèves participèrent à un exercice de recensement en classe, un projet public à participation volontaire dans le cadre duquel les élèves et, par extension, leurs parents, étaient amenés à se familiariser avec le recensement et la méthode d'autodénombrement.



SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Les contributions de Statistique Canada à l'échelle internationale commencent dans les années 1920 avec la participation de Robert H. Coats à la première Conférence des statisticiens de l'Empire britannique, au cours de laquelle il fit ardemment la promotion de la centralisation des statistiques. Dans les années 1930, l'organisme continua de contribuer aux travaux statistiques de la Société des Nations (qui fut par la suite remplacée par les Nations Unies) et de l'Organisation internationale du travail. En 1935, le gouvernement britannique

chercha à savoir si le gouvernement du Canada permettrait qu'un agent du Bureau fédéral de la statistique soit détaché en Palestine pendant trois ans à titre de chef d'un nouveau bureau de la statistique. Sedley Anthony Cudmore, qui devint plus tard statisticien fédéral après le départ à la retraite de Robert H. Coats, fut alors détaché auprès du nouveau bureau. Dans les années 1940, après une période d'accalmie pendant la guerre, la prestation d'une aide technique à l'échelle internationale devint pratique courante.

Dans les années 1970, Statistique Canada continua de s'intéresser aux besoins de statistiques des pays en voie de développement et offrit notamment un soutien aux activités de traitement du Recensement de 1970 dans les Antilles. En collaboration avec l'Agence canadienne de développement international, l'organisme transféra l'ancien ordinateur IBM S/360-30 au centre informatique de la University of the West Indies de Kingston, en Jamaïque, pour le traitement du recensement.



Robert H. Coats à la deuxième Conférence des statisticiens du Commonwealth, organisée par le Bureau fédéral de la statistique, à Ottawa en 1935

LA COMMUNICATION SE FAISAIT PAR TÉLÉPHONE OU AU MOYEN DE NOTES DE SERVICE TAPÉES À LA MACHINE

Le Bureau contribua également à la préparation de la septième Conference of Commonwealth Statisticians, tenue en Inde à l'automne 1970, d'autant plus que la conférence précédente avait eu lieu à Ottawa en 1966. Cette dernière avait duré près de deux semaines, du 19 au 30 septembre 1966, et avait accueilli 22 délégués de 15 pays, notamment Walter E. Duffett, Simon A. Goldberg et Lorne E. Rowebottom du Canada, des observateurs du secrétariat général du Commonwealth, de la République d'Irlande et du Bureau de statistique des Nations Unies, et des spécialistes du Bureau fédéral de la statistique du Canada et des Antilles. Mitchell Sharp, alors ministre des Finances, donna le coup d'envoi officiel de la conférence.

C'est aussi lui qui, lorsqu'il était sous-ministre du Commerce, avait recommandé Walter E. Duffett pour le poste de statisticien fédéral à son ministre, C. D. Howe. La toute première Conference of Commonwealth Statisticians eut lieu à Londres en 1920 et elle fut suivie de celle d'Ottawa en 1935, de celle de Canberra en 1951, de celle de Londres en 1956 et de celle de Wellington en 1960. La sixième conférence visait à promouvoir l'établissement de liens et la collaboration entre les hauts fonctionnaires de chaque pays du Commonwealth, en raison de la croissance de l'indépendance par rapport au Royaume-Uni qui, au fil des ans, avait donné lieu à une augmentation du nombre de pays participants.





UN RÔLE PLUS ACTIF DANS LA DIFFUSION DE L'INFORMATION

La banque de données la plus connue de l'organisme est appelée CANSIM, ou Système canadien d'information socioéconomique. La Division de l'information fut chargée de la mise en œuvre de la première phase de CANSIM. Le système, conçu aux États-Unis à la Southern Methodist University, au Texas, et importé au Canada en 1965 par le Conseil économique du Canada avant d'être remis au Bureau fédéral de la statistique en 1966, fut lancé en 1969. Il était alors programmé en langages de programmation FORTRAN et COBALT. Les données étaient entrées dans le système à l'aide de cartes perforées.

Les premières données de la banque de données furent celles des comptes nationaux. En 1968, le système contenait 2 500 séries chronologiques, qui exigeaient une mémoire gigantesque de 100 kilo-octets. Par comparaison, en 2017, les 72 millions de séries chronologiques accaparaient plus de 300 gigaoctets d'espace de stockage. L'accès électronique à CANSIM fut introduit en 1972 pour les employés du gouvernement fédéral par l'entremise de terminaux à distance, puis un an plus tard pour le grand public par l'entremise de distributeurs secondaires. Il fut rapatrié à Statistique Canada en 1984.

Un accent accru sur l'actualité des données

Au début des années 1970, l'organisme, à titre de diffuseur de données, s'efforça d'adopter une approche orientée vers l'action plutôt que vers la réaction. Il s'employa activement à améliorer la rapidité de diffusion de ses données et mit d'abord l'accent sur les statistiques de l'emploi, des salaires, des importations et des exportations, du commerce de détail, et de la production industrielle. Cette réorientation découlait en grande partie des résultats d'un sondage auprès



Des employés travaillent dans une imprimerie, vers 1960

des utilisateurs, réalisé en 1968 par un groupe de travail sur l'information gouvernementale, dans le cadre duquel les répondants avaient critiqué l'actualité, l'utilité, la clarté et l'accessibilité des données de l'organisme. Des efforts avaient été déployés à l'échelle de l'organisme, à partir de la fin des années 1960, pour améliorer l'actualité des données, donnant lieu à des analyses pour déterminer la cause des retards et trouver les moyens de les éliminer. Bien entendu, les plans à plus long terme comprenaient la conversion au traitement automatique des données. Rappelons que, à l'époque, l'informatique n'en était encore qu'à ses balbutiements et ni l'ordinateur de bureau ni le courriel n'existaient. Pour calculer les résultats, il fallait transporter de lourdes boîtes de cartes perforées, utiliser des machines pour percer les cartes et des lecteurs de cartes pour entrer les données dans l'ordinateur, puis de volumineux documents de résultats étaient imprimés. La communication se faisait par téléphone ou au moyen de notes de service tapées à la machine, et l'information était diffusée au public uniquement au moyen de publications imprimées, qui étaient entreposées et omniprésentes. En fait, les comptes nationaux étaient compilés au crayon, dans d'épais registres aux pages usées. La question de l'actualité était particulièrement importante dans le cas des comptes : les comptes trimestriels étaient diffusés dans un délai de 90 jours suivant leur collecte, délai jugé beaucoup trop long par les utilisateurs. En outre, aux États-Unis, les mêmes données étaient diffusées beaucoup plus rapidement. Pour rectifier le tir, l'organisme prit des mesures afin de réduire le temps nécessaire à la compilation des données des comptes à 60 jours, un délai en vigueur encore aujourd'hui.

L'adoption d'une politique sur la diffusion officielle

Jusqu'au début des années 1970, l'organisme dut composer avec les effets de sa croissance très rapide. Malgré les changements organisationnels réalisés par Walter E. Duffett pour renforcer la haute direction, certains secteurs de l'organisme utilisaient encore des approches différentes pour effectuer des tâches comme la transmission des documents avant leur diffusion. À leur diffusion, les documents étaient transmis en mains propres, par la poste et par télégramme codé à divers ministères, bureaux régionaux, gouvernements provinciaux et même à des entreprises et à des associations industrielles. De nombreux accords de longue date étaient en place et visaient, par exemple, à améliorer les délais ou encore les relations avec les entreprises répondantes en favorisant la coopération pour le partage d'information. Les politiques relatives à la transmission des documents avant leur diffusion n'étaient pas clairement établies ni diffusées dans l'ensemble de l'organisme. En juillet 1971, le Comité de direction exprima son insatisfaction à l'égard de la transmission des documents avant leur diffusion et recommanda l'élaboration d'une politique sur la diffusion des données. Des discussions se tinrent tout au long de l'automne. Cependant, en octobre et en novembre 1971, des données de l'Enquête sur la population active firent l'objet de fuites dans la *Montreal Gazette*. À l'époque, Statistique Canada et le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration collaboraient à l'élaboration de communiqués conjoints au sujet de l'Enquête

sur la population active, et le ministère de la Main-d'œuvre contribuait à l'analyse des données. Les deux ministères menèrent chacun des enquêtes pour déterminer la source des fuites. Walter E. Duffett demanda également au ministère des Finances de mener une enquête, mentionnant dans sa lettre de demande que [traduction] « le journaliste en question a dit à mon personnel qu'il avait une bonne source et qu'il continuerait à l'utiliser ». Dans un cas, un agent du ministère des Finances s'était adressé à la presse à 7 h 50, car il croyait que le communiqué avait été diffusé à 7 h 30 alors que la diffusion officielle était prévue pour 8 h. Pour réduire le risque de fuites de données, une politique sur la diffusion officielle fut élaborée. Elle prévoyait, entre autres, l'utilisation systématique du *Quotidien* pour la diffusion de toutes les données et l'approbation du statisticien en chef à toute transmission de données avant leur diffusion. La diffusion des communiqués conjoints au sujet de l'Enquête sur la population active cessa, et Statistique Canada assumait à lui seul l'analyse des données. Cette décision ne fut pas prise parce que le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration était responsable de la fuite des données : il s'agissait plutôt de réduire le nombre de personnes ayant accès aux données avant leur diffusion. L'organisme commença aussi à diffuser les données de l'Enquête sur la population active deux jours plus tôt, et l'accès aux données avant leur diffusion fut restreint au ministère des Finances, à celui du Travail et à celui de la Main-d'œuvre et de l'Immigration exclusivement. La source des fuites de données ne fut jamais découverte.

UN CHANGEMENT DE DIRECTION

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, l'organisme se pencha sur l'élaboration d'un système de planification qui lui permettrait d'établir des priorités et d'orienter la planification à long terme. Un groupe central de planification fut créé sous la direction de Simon A. Goldberg. La planification ne semblait pas progresser très rapidement, et le Comité de direction ne cessait de renvoyer le groupe de planification à la case départ. L'organisme savait, tout comme le Bureau du Conseil privé (BCP) et le gouvernement de l'époque, qu'il devait améliorer sa planification, mais il ne semblait pas être en mesure d'y parvenir assez rapidement.

Dans cette optique, en février 1972, le document de Simon A. Goldberg intitulé *Towards the development of a comprehensive medium term plan for Statistics Canada* [vers l'élaboration d'un plan exhaustif à moyen terme pour Statistique Canada] fut présenté à la deuxième réunion du Comité consultatif interministériel sur la statistique. Ce document visait à fournir un cadre et un contexte pour les délibérations du Comité ainsi que des lignes directrices générales et une orientation pour les examens des programmes prévus au cours de l'exercice 1973-1974. Le Comité, créé en 1971 pour recueillir les points de vue objectifs d'autres ministères fédéraux sur le contenu du programme statistique et sur la capacité en matière de prestation de services de l'organisme, fut rapidement aboli, car il n'avait pas tout à fait l'objectivité voulue; il s'était rapidement

transformé en groupe de pression faisant la promotion des intérêts ministériels.

À cela venait s'ajouter une autre complication : le Bureau avait connu une croissance extrêmement rapide, mais il avait perdu beaucoup d'employés chevronnés au cours des années précédentes en raison des écarts au chapitre des salaires offerts par la Commission de la fonction publique entre les ministères responsables de l'élaboration des politiques et ceux qui ne l'étaient pas. Les recommandations faites auparavant par le Bureau au centre pour la promotion du personnel avaient entraîné des négociations prolongées, longues et frustrantes. En raison des écarts au chapitre des salaires, le Bureau n'était pas en mesure de recruter ou de conserver des employés chevronnés, qui choisissaient de travailler pour d'autres ministères. Même si le rapport de la commission Glassco recommanda de mettre fin à l'écart salarial pour les employés du Bureau, les effets de la perte de personnel chevronné se faisaient probablement encore sentir au début des années 1970.

En janvier 1970, les membres d'un comité du Cabinet qui discutaient des sujets à inclure au Recensement de 1971 demandèrent à obtenir une note de service sur la méthode d'établissement des priorités utilisée pour répondre aux besoins de statistiques du gouvernement et pour classer les besoins des ministères. Le comité souhaitait ainsi veiller à ce que les priorités du Bureau soient harmonisées





avec celles de l'ensemble du gouvernement. Le comité demanda également de l'information sur l'ampleur des chevauchements dans la collecte de l'information et sur la façon d'éviter ces chevauchements. En réponse à ces demandes, le ministre de l'époque, Jean-Luc Pépin, remit au comité un rapport préparé par Walter E. Duffett. Le rapport faisait état de certaines des difficultés rencontrées par l'organisme sur le plan de la détermination des besoins à long terme du gouvernement et des ministères; il contenait également un certain nombre de suggestions. Figurait parmi ces suggestions la création d'un comité consultatif de hauts fonctionnaires présidé par le BCP. Le rapport recommandait aussi que l'organisme cherche à améliorer et à élargir ses procédures de consultation interministérielle, que le BCP mette à la disposition du statisticien en chef des documents faisant état de la mise en œuvre des priorités gouvernementales et que les deux parties se consultent à intervalles réguliers. Ce n'est toutefois que trois ans plus tard que le BCP communiqua pour la première fois à Statistique Canada, alors sous la direction de Sylvia Ostry, des documents pertinents du Cabinet pour aider l'organisme à mieux comprendre les nouvelles exigences en matière d'information concernant l'élaboration et l'évaluation des politiques et pour l'aider à répondre aux besoins du gouvernement fédéral. Walter E. Duffett avait eu énormément de difficulté à obtenir la collaboration du BCP, et ses lettres au BCP et au ministre Jean-Luc Pépin traduisaient sa frustration grandissante quant à son incapacité à répondre pleinement à la demande du comité

sans leur contribution et leur collaboration. Le BCP justifia sa réponse tardive en précisant qu'il devait tout d'abord examiner des questions fondamentales concernant le rôle et la fonction de l'organisme. Walter E. Duffett estima alors qu'il y avait un manque de confiance à son égard et fit savoir qu'il souhaitait prendre sa retraite. Il prit officiellement sa retraite le 30 juin 1972 et il fut nommé vice-président du Conference Board du Canada. Quelques années plus tard, il entra au service de l'Institut interaméricain de la statistique, d'abord comme vice-président, puis comme président. Il fut aussi nommé rédacteur en chef fondateur de la *Canadian Business Review*, lancée en 1974. Walter E. Duffett est décédé en 1982.

En mai 1972, pendant la fête de départ à la retraite de Walter E. Duffett au Centre national des Arts, Jean-Luc Pépin, ministre responsable de Statistique Canada, prononça un discours. Il évoqua l'approche directe et approfondie de Walter E. Duffett et souligna qu'il était un homme précis et persuasif, doué d'une force tranquille. [Traduction] « Nous tous, membres du Cabinet, reconnaissons les réalisations nombreuses et substantielles de Walter. Le Bureau, sous sa direction, gagna l'estime du public et de la communauté internationale. Depuis le début du mandat de Walter, il y a plus de 15 ans, nous avons vu Statistique Canada gagner énormément en solidité et en productivité. »

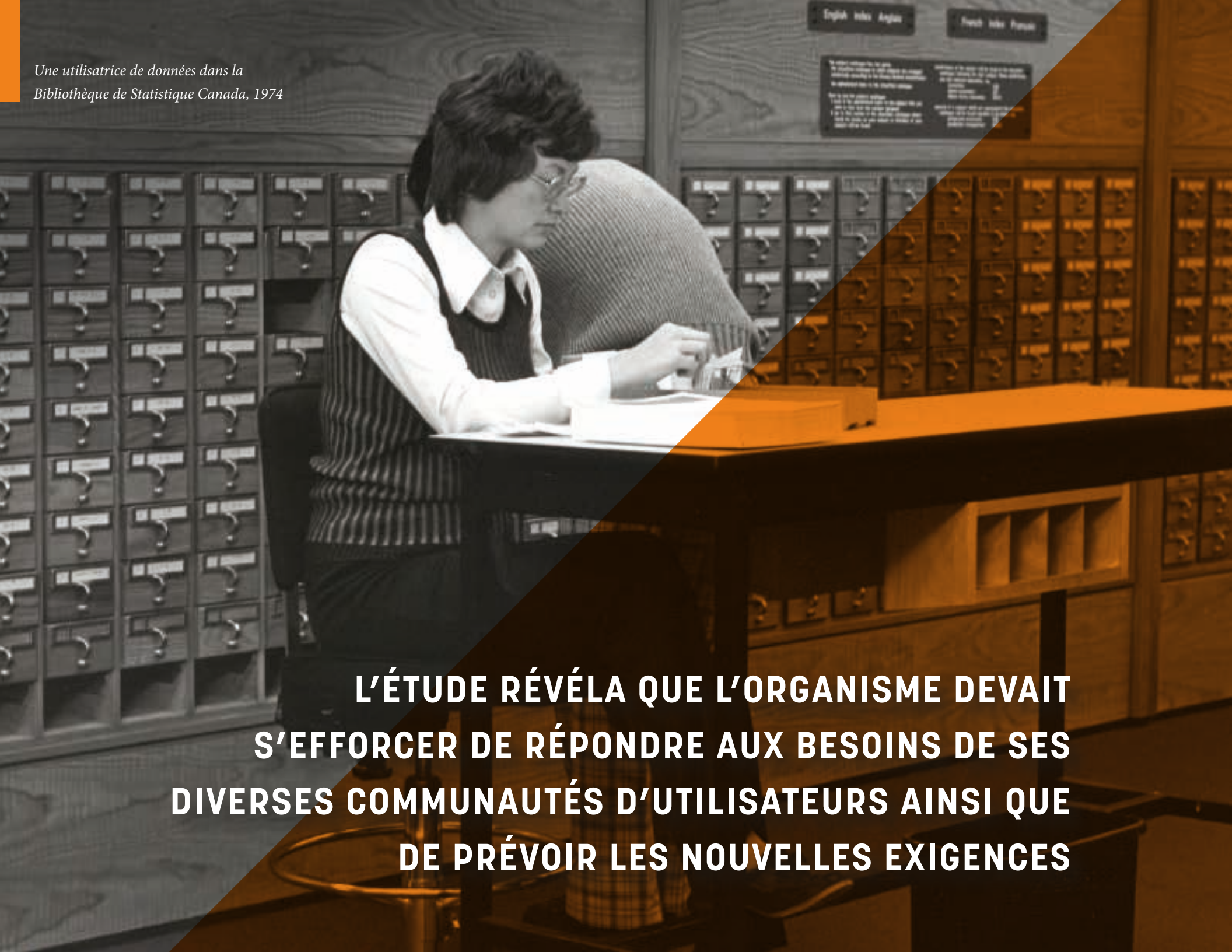
Le rôle de l'organisme statistique national du Canada	45
Nomination d'une nouvelle statisticienne en chef	46
La tâche à accomplir	46
Sylvia Ostry	47
Le gratin d'Ottawa	48
Un regard fondamental sur nous-mêmes	49
Centralisation	49
Ressources humaines	50
Relations avec les autres ministères	50
Naissance d'un groupe de travail	51
Planification et établissement des priorités	51
Recouvrement des coûts et commercialisation	52
Coordination de l'activité statistique	54
Réorganisation structurelle	56
Rester ou ne pas rester centralisé	57
Changements organisationnels	59
Le bilinguisme poursuit sa croissance	59
Affectation d'un conseiller juridique	59
Statistique Canada occupe deux nouveaux immeubles	60
Une ère de grande collaboration fédérale-provinciale	61
Le Centre des ordinateurs fonctionne 24 heures sur 24	62
Jalons importants du programme statistique	63
Principales diffusions sur les finances publiques et le Système de comptabilité nationale	63
Statistiques sur le commerce	63
Désaisonnalisation et analyse des séries chronologiques	63
Une plus grande importance est accordée aux statistiques sociales	64
L'organisme se démarque dans la désaisonnalisation	64
Un système général de contrôle et d'imputation	65
Journée internationale de la femme	65
Premières données sur l'activité humaine et l'environnement	66
Le Programme du recensement	66
Contrôle des prix et des salaires	68
Ne tirez pas sur le messenger	69

Nomination d'un nouveau statisticien en chef	70
Le ciel s'écroule	70
Peter Gilbert Kirkham	71
Changements organisationnels	72
Conversion au système métrique	72
Réorganisation et décentralisation	73
Déménagement proposé du bureau régional d'Ottawa	73
Conversion du Canada au système métrique	73
La protection des renseignements personnels	74
Jalons importants du programme statistique	75
Professionnalisme au travail	76
Le Programme du recensement de 1976	77
L'Enquête santé Canada	78
La scène internationale	78
Restrictions budgétaires dans l'ensemble du gouvernement	78
Une atmosphère négative	80
Un examen complet et constructif	82
Peter Kirkham quitte l'organisme	85
La fin d'une époque	85

CHAPITRE 2

La période de
1972 à 1980:
une époque tumultueuse

*Une utilisatrice de données dans la
Bibliothèque de Statistique Canada, 1974*



**L'ÉTUDE RÉVÉLA QUE L'ORGANISME DEVAIT
S'EFFORCER DE RÉPONDRE AUX BESOINS DE SES
DIVERSES COMMUNAUTÉS D'UTILISATEURS AINSI QUE
DE PRÉVOIR LES NOUVELLES EXIGENCES**

LE RÔLE DE L'ORGANISME STATISTIQUE NATIONAL DU CANADA

La nouvelle *Loi sur la statistique* venant d'être adoptée en 1971, le rôle de l'organisme fit l'objet de beaucoup de discussions au sein du gouvernement. Un groupe de travail sur l'information gouvernementale constata en 1968 que les utilisateurs étaient très critiques à l'égard de l'actualité, de l'utilité, de la clarté et de l'accessibilité des données produites par Statistique Canada. En outre, les ministères fédéraux exprimèrent de plus en plus leur mécontentement relativement à la réponse de l'organisme à leurs besoins croissants et de plus en plus complexes, particulièrement en matière d'analyse des politiques et d'évaluation du rendement des programmes. En avril 1972, le Comité de direction de Statistique Canada nomma un groupe d'étude chargé d'examiner l'image de l'organisme et de recommander des mesures afin de l'améliorer. Le groupe était composé de hauts représentants des directions spécialisées, et il avait pour mandat de déterminer l'image que l'organisme devrait essayer de projeter ainsi que la manière de projeter celle-ci. Le rapport fut produit dans des délais serrés, car le statisticien en chef devait également en tenir compte dans le cadre des recommandations qu'il préparait relativement à l'organisation et aux ressources de l'organisme. À l'époque, des questions furent soulevées au sujet du rôle que devrait jouer un organisme statistique central et de la meilleure façon dont il devrait fonctionner afin de s'assurer que les priorités soient respectées, et ce, à une époque où les demandes de renseignements augmentaient de façon exponentielle.

L'étude sur l'image permit de dégager un consensus, à savoir que l'organisme devait s'efforcer d'atteindre un certain nombre d'objectifs généraux. L'organisme devait jouer un rôle essentiel dans les activités du gouvernement et être reconnu comme jouant un tel rôle. Il devait produire non pas des données, mais de l'information (y compris des statistiques soigneusement résumées, soit des statistiques accompagnées d'analyses, d'interprétations et d'illustrations) présentant la meilleure combinaison possible d'actualité, d'exactitude et de portée. Il fallait continuellement démontrer la pertinence de l'information, et mettre systématiquement en lumière son objectif. L'information produite devait être objective, et l'organisme devait être « rigoureusement apolitique » et être perçu comme tel. L'organisme devait également être communicatif et diffuser activement l'information. Enfin, l'étude révéla que l'organisme devait s'efforcer de répondre aux besoins de ses diverses communautés d'utilisateurs ainsi que de prévoir les nouvelles exigences.

Statistique Canada ne pouvait toutefois aspirer à une telle image s'il ne corrigeait pas le déséquilibre opérationnel entre (1) la collecte, la compilation et la production matérielle de données, et (2) la commercialisation de ses renseignements auprès des utilisateurs et la communication de renseignements sur l'organisme. Il fut donc recommandé que Statistique Canada renforce ses activités de

commercialisation et de communication et qu'il crée un nouveau Service de renseignements statistiques afin d'offrir un meilleur service aux utilisateurs. Le rapport recommandait également l'élaboration d'un cours de base sur les relations avec les médias à l'intention du personnel de Statistique Canada, ainsi que la création d'un poste de responsable des affaires parlementaires au sein de l'organisme.



Centre informatique principal, 1970

NOMINATION D'UNE NOUVELLE STATISTICIENNE EN CHEF

En juin 1972, Walter Duffett prit sa retraite, et Sylvia Ostry fut nommée statisticienne en chef du Canada. Elle n'était alors pas inconnue à Statistique Canada, ayant été engagée par Simon Goldberg à titre de directrice des Études spéciales sur la main-d'œuvre, poste qu'elle occupa de 1964 à 1969. Elle avait la réputation d'être extrêmement productive et très énergique. Ce ne fut pas un changement facile pour l'organisme, qui avait été pendant 15 ans sous la gouverne de Walter Duffett, qui avait été particulièrement doué pour maintenir un environnement calme et stable. Certains pensent que le gouvernement n'était pas particulièrement satisfait de l'organisme à la fin du mandat de Walter Duffett; Sylvia Ostry aurait été nommée, d'une certaine façon, pour secouer l'organisme. Ce désir de rajeunissement n'était pas propre à Statistique Canada. En réalité, la mobilité interministérielle croissante des sous-ministres à l'époque visait à décourager l'insularisme et à stimuler de nouvelles idées en matière de leadership.

C'est peut-être aussi pour cette raison que Simon Goldberg ne fut alors pas nommé statisticien en chef, bien que certains insistent encore aujourd'hui sur le fait qu'il était le candidat idéal à l'époque. Il s'agissait d'un homme éloquent et brillant, ainsi que d'un important élément moteur de l'automatisation à Statistique Canada. Il était toutefois reconnu pour avoir été un fidèle statisticien en chef

adjoint de Walter Duffett, ce qui n'était peut-être pas un atout aux yeux d'un gouvernement cherchant à changer fondamentalement les façons de faire de l'organisme. Même si Simon Goldberg avait la réputation d'être très indépendant et d'avoir été à l'origine de nouvelles idées, il n'incarnait peut-être pas suffisamment le renouveau. Le départ à la retraite de Walter Duffett représentait une occasion d'introduire de nouvelles idées et de prendre un nouveau départ avec l'arrivée d'experts en provenance de l'extérieur de l'organisme. En revanche, l'histoire montra qu'un tel changement pouvait aussi entraîner une discordance avec la culture d'une grande organisation créée progressivement pendant de nombreuses années. Jacob Ryten, dans son introduction à un recueil mettant en lumière des articles importants publiés au fil de l'histoire de l'organisme, résume bien la question en affirmant qu'il [traduction] « existe une tension permanente au sein des organismes statistiques entre la volonté d'innover et le sentiment qu'il faut préserver la continuité ».

De telles tensions se firent sentir au sein de la haute direction de l'organisme entre la faction plus conservatrice et la nouvelle faction (qui comptait Simon Goldberg et son protégé Ivan Peter Fellegi), qui fit place au changement et accueillit avec enthousiasme l'avènement de l'informatique à Statistique Canada.

La tâche à accomplir

L'une des premières tâches de Sylvia Ostry au sein de Statistique Canada fut de prendre les rênes de l'étude entreprise par Walter Duffett dans le but de faire de l'organisme une source de renseignements plus adaptée et plus efficace pour le pays. Dans une lettre datée du 1^{er} juin 1972, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau élargit le mandat de l'étude et demanda d'accélérer sa réalisation. Il félicita également Sylvia Ostry de sa nomination par le gouverneur en conseil et exposa son point de vue sur le rôle de Statistique Canada et la façon dont il espérait voir l'organisme évoluer. Il souligna l'extraordinaire capacité de Sylvia Ostry de garder à l'esprit la perspective globale de la fonction publique tout en s'acquittant de fonctions précises au sein de Statistique Canada, puis exprima l'espoir qu'elle puisse transmettre une telle attitude à l'ensemble de l'organisme.

Dans sa lettre, le premier ministre mentionna la liste des problèmes prioritaires soulevés par le gouvernement lors de son arrivée au pouvoir en 1968, et il souligna que l'« information » figurait en tête de liste. Certains travaux préliminaires liés à cette priorité avaient mené à la création d'Information Canada, un nouveau ministère chargé d'améliorer les communications entre le gouvernement et les Canadiens. L'autre priorité était de déterminer la meilleure façon de s'assurer que le gouvernement reçoive et recueille les renseignements pertinents sur



*Sylvia Ostry, statisticienne en chef
du Canada, 1972-1975*

SYLVIA OSTRY

Non seulement Sylvia Ostry fut la première et la seule femme statisticienne en chef de l'histoire du Canada, elle fut aussi la première femme sous-ministre du pays. En réaction aux médias, elle rejeta constamment l'idée que sa nomination avait quelque chose de « symbolique » — son curriculum vitae était certainement éloquent à cet égard. Née dans le nord de Winnipeg en 1927, Sylvia Ostry étudia l'économie à l'Université McGill, où elle obtint un baccalauréat en économie en 1948 et une maîtrise ès arts en 1950; elle obtint aussi un doctorat à l'université de Cambridge et à l'Université McGill en 1954. Après avoir enseigné et fait de la recherche à l'Université McGill, à l'Université de Montréal et à l'Université d'Oxford, elle se joignit à Statistique Canada à titre de directrice adjointe de la recherche, puis occupa le poste de directrice au sein de la Division du travail de 1964 à 1969. Elle fut présidente du Conseil économique du Canada pendant trois ans, avant de retourner à Statistique Canada en 1972 en tant que statisticienne en chef.

Sa carrière à Statistique Canada prit fin en 1975, lorsqu'elle fut affectée au ministère de la Consommation et des Affaires commerciales à titre de sous-ministre, poste qu'elle occupa jusqu'en 1978. Pendant sa carrière, Sylvia Ostry fut aussi chef du Département des affaires

économiques et statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), sous-ministre du Commerce international, ambassadrice pour les négociations commerciales multilatérales et sherpa du Canada — représentante personnelle du premier ministre Brian Mulroney — aux sommets du G7 de 1985 à 1988. Elle reçut 19 grades honorifiques décernés par des universités canadiennes et étrangères. Sylvia Ostry reçut l'Ordre du Canada en 1978, et en 1990 elle fut promue Compagnon de l'Ordre du Canada, la plus haute distinction du Régime canadien de distinctions honorifiques. Elle fut également chancelière de l'Université de Waterloo de 1991 à 1996, et elle fut nommée chancelière émérite en 1997.

En 2002, pour célébrer le 75^e anniversaire de Sylvia Ostry, l'ancien statisticien en chef adjoint Jacob Ryten produisit *The Sterling Public Servant*. Il s'agissait d'un hommage, d'un recueil d'articles rédigés par d'éminents contributeurs sur des sujets liés à la carrière de Sylvia Ostry et reflétant la pertinence et l'importance de ses contributions universitaires et gouvernementales au Canada. Le recueil contenait des lettres de félicitations envoyées par tous les premiers ministres vivants de l'époque.

**ELLE REÇUT 19 GRADES
HONORIFIQUES
DÉCERNÉS PAR
DES UNIVERSITÉS
CANADIENNES ET
ÉTRANGÈRES**

lesquels fonder ses décisions en matière de politique et de planification opérationnelles. L'une des premières tâches que le premier ministre confia à Sylvia Ostry fut d'entreprendre une étude sur la relation entre l'organisme et ses clients et de formuler des recommandations en vue d'aider le gouvernement à déterminer les priorités statistiques. La statisticienne en chef dut déterminer la meilleure façon de répartir les responsabilités et les ressources en matière de collecte et de traitement des données statistiques entre Statistique Canada et les autres organismes fédéraux. Elle dut également examiner les procédures permettant aux ministres d'exprimer leurs points de vue sur les priorités statistiques, ainsi que le lien approprié entre le statisticien en chef et le processus d'élaboration des politiques afin de permettre à l'organisme de mieux anticiper les besoins statistiques. Enfin, on lui demanda de procéder à un examen de la structure, des arrangements financiers et des procédures opérationnelles de Statistique Canada, et de chercher à améliorer l'utilité des

statistiques, particulièrement celles nécessaires à l'évaluation du rendement des programmes et à l'analyse des politiques. Rien de moins!

Un mois plus tard, Sylvia Ostry rencontra le président de la Commission de la fonction publique et le secrétaire du Conseil du Trésor, à qui elle indiqua dans une correspondance ultérieure : [traduction] « J'espère qu'au cours des prochains mois mes discussions avec vos fonctionnaires permettront d'accélérer le processus d'examen et d'évaluation de l'organisme et aboutiront à une proposition rationnelle et réalisable de changements structurels et organisationnels. »

Dans une allocution prononcée devant des représentants d'entreprises lors d'une conférence sur les statistiques aux fins de la prise de décisions organisationnelles, Sylvia Ostry fit remarquer qu'il était « devenu monnaie courante pour les statisticiens de constater l'explosion de la demande de renseignements,

mais l'observation vaut tout autant pour la fréquence de telles demandes. Les plus inébranlables d'entre vous déplorent peut-être le rôle de plus en plus important que joue le gouvernement dans les domaines de la politique économique et sociale, mais c'est une réalité de la vie qui, pour nous, se manifeste par des demandes constantes pour de plus en plus de renseignements sur des sujets de plus en plus nombreux [...]. Les besoins des entreprises deviennent rapidement aussi pressants et exigeants que ceux du gouvernement. Pour naviguer dans les eaux du milieu complexe des affaires nationales et internationales actuel, il faut des systèmes de guidage de plus en plus sophistiqués. » Le système statistique national devait être ce système de guidage, et il devait être remanié.

LE GRATIN D'OTTAWA

Peu de gens le savent peut-être, mais nous avons une célébrité parmi nous. Sylvia Ostry connaissait toutes les personnes importantes à Ottawa. Un long article de George Bain publié dans la revue *Saturday Night* et portant sur Sylvia Ostry, rédigé pendant qu'elle travaillait pour l'OCDE à Paris en 1981, soulignait que [traduction] « à part seulement Pierre

Elliott et Margaret Trudeau, aucun couple n'était plus célèbre à Ottawa que les Ostry dans les années 1970 ». L'article mentionnait également que [traduction] « presque tout le monde, y compris Sylvia Ostry elle-même, dit deux choses à son sujet : qu'elle est extrêmement ambitieuse et qu'elle travaille d'arrache-pied dans tout ce qu'elle fait ».

UN REGARD FONDAMENTAL SUR NOUS-MÊMES

Pendant son premier mois à titre de statisticienne en chef, Sylvia Ostry demanda à ses cadres supérieurs de réfléchir à certains des principaux enjeux auxquels l'organisme pourrait être confronté dans les années 1970, les invitant à présenter des propositions sur tous les aspects des activités de l'organisme, y compris ses objectifs, sa stratégie, sa structure et ses enjeux. Elle souligna qu'il s'agissait d'un « regard fondamental sur nous-mêmes », et indiqua

que toutes les propositions seraient traitées de façon confidentielle et devaient être adressées à elle personnellement. De nombreuses notes de service bien senties furent envoyées, décrivant à quoi Statistique Canada ressemblerait dans les années 1970 et de quelle façon l'organisme pourrait progresser en vue de répondre aux besoins de l'époque, y compris certains enjeux auxquels l'organisme est encore confronté aujourd'hui.

Centralisation

Un certain nombre de thèmes revenaient souvent, dont la frustration croissante face à la centralisation des fonctions. La centralisation était alors récente; rappelons que Statistique Canada était extrêmement cloisonné, chaque division fonctionnant en grande partie comme une entité distincte, et que la concurrence pour attirer l'attention des secteurs de service



Des employés prêtent le serment de discrétion, vers 1960

suscitait beaucoup de frustration, notamment compte tenu du fait que chaque division était habituée à ce que ses propres services exclusifs lui obéissent au doigt et à l'œil. Dans une note de service, on comparait la difficulté d'obtenir des services au fait de mener une charge de cavalerie dans un marécage. La communication au sein de l'organisme était également déficiente; un directeur indiqua par exemple qu'il ignorait pendant plusieurs mois qu'un certain secteur de service centralisé avait été créé. Dans une note de service adressée à Sylvia Ostry, il était question d'une contradiction apparente dans l'organisation de l'organisme, à savoir comment concilier l'autonomie accordée aux divisions et l'engagement idéologique à l'égard de l'intégration. L'incohérence de l'organisation et le manque de communication découlaient sans aucun doute en partie de la séparation physique des différentes divisions de l'organisme. Encore en 1974, le bureau central de Statistique Canada était réparti dans neuf immeubles différents dispersés à Ottawa.

La plupart des cadres supérieurs reconnaissaient les difficultés causées par la croissance phénoménale de l'organisme sous la direction de Walter Duffett, un certain nombre indiquant par voie de note de service que Statistique Canada ne pouvait se permettre de croître beaucoup plus. Non seulement le personnel et la charge de travail avaient-ils connu une croissance phénoménale, mais l'automatisation accrue complexifiait également ce travail. Cet enjeu allait de pair avec un autre thème important soulevé dans les notes de service,

soit la nécessité de mieux délimiter le rôle et l'objectif de l'organisme et de ses divisions ainsi que de mieux établir les priorités statistiques. L'attribution des responsabilités n'était pas claire, et le problème était probablement exacerbé par le mouvement de centralisation. Il était aussi question d'une pénurie de cadres supérieurs pouvant mettre l'accent sur les enjeux stratégiques plutôt que sur les opérations quotidiennes.

Ressources humaines

Pour ce qui est des ressources humaines, les notes de service indiquaient que le moral du personnel était bas et qu'on était aux prises avec de graves problèmes de recrutement et de maintien en poste du personnel expérimenté. Certaines notes mentionnaient la possibilité d'offrir davantage d'occasions de rotation du personnel afin que les employés puissent diversifier leurs compétences et cultiver leur intérêt. On était d'avis que la spécialisation étroite du personnel produisait d'excellents statisticiens, mais pas nécessairement d'excellents gestionnaires, surtout dans un monde de plus en plus interconnecté. En 1974, un groupe de travail sur la rotation d'emplois fut chargé d'examiner la possibilité d'un programme de rotation à Statistique Canada. La haute direction constata que le programme était effectivement réalisable.

Aucun recrutement central n'était effectué à l'époque. Les gestionnaires qui avaient besoin d'embaucher des employés devaient obtenir

une liste de candidats admissibles auprès de la Commission de la fonction publique, puis interviewer les candidats de leur choix. Un tel processus décentralisé exacerbait l'insularisme des divisions.

Relations avec les autres ministères

Les employés partageaient le sentiment que les attitudes affichées au sein de l'organisme semblaient souvent dénoter une absence de préoccupation ou d'intérêt à l'égard des autres ministères fédéraux et des enjeux auxquels ceux-ci étaient confrontés. L'organisme semblait perçu uniquement comme une usine à chiffres dont le seul but était de produire des données sans trop d'égard à ce que les statistiques permettaient de mesurer. Il fallait davantage d'analyses de données ainsi qu'une meilleure commercialisation afin que le monde puisse profiter de la richesse de l'information disponible. Une note de service indiquait que l'organisme était perçu comme étant conservateur, lent et inflexible, et qu'il était considéré comme un membre peu important de la famille fédérale. Une autre note conclut de façon assez inquiétante qu'il [traduction] « faut déterminer une fois pour toutes la forme que prendra l'organisme. Les pansements et l'aspirine ne suffiront plus; une intervention chirurgicale et une réadaptation majeures sont nécessaires. Il serait bien de prendre des mesures correctives avant que la bureaucratie éteignoir ne provoque la fin lente et douloureuse de l'organisme. »

NAISSANCE D'UN GROUPE DE TRAVAIL

À la lumière du déluge de longues notes de service rédigées en réponse à la demande de Sylvia Ostry, il était évident que les cadres supérieurs étaient partisans d'une réorganisation et d'un autorenouvellement de l'organisme. Les arguments pour une restructuration importante étaient solides, et un leadership tout aussi costaud était nécessaire pour contrer l'inertie qui sévissait au sein de l'organisme. Bien qu'il fût convenu que des changements s'imposaient, il n'était pas facile de les concrétiser, à la lumière de la frustration suscitée par les nombreuses tentatives récentes à cet égard. Le statisticien en chef adjoint Lorne E. Rowebottom déclara avec justesse que [traduction] « nos dossiers sont des cimetières de rapports de groupes de travail, de documents de planification et d'organigrammes. Bon nombre de nos gestionnaires sont devenus cyniques et frustrés par le processus et par la tâche désespérante d'essayer de s'entendre sur le changement et de le mettre en œuvre. »

En août 1972, Sylvia Ostry constitua un groupe de travail chargé d'évaluer l'état du système statistique national et le rôle de Statistique Canada dans celui-ci. Elle précisa que l'intention était de clarifier et de réaffirmer le rôle de service de Statistique Canada à l'égard de sa clientèle, d'établir des procédures compréhensibles et visibles permettant de montrer ce que l'organisme pouvait raisonnablement accomplir pour répondre aux demandes croissantes, et enfin, de minimiser les coûts, le budget de l'organisme ayant augmenté considérablement

au cours des 15 années précédentes. Le groupe de travail était composé de deux cadres supérieurs de Statistique Canada, d'un consultant externe ayant mené de vastes consultations auprès d'utilisateurs du gouvernement fédéral et auprès d'organismes centraux, et d'un représentant du milieu des affaires possédant une vaste expérience de la commercialisation et des systèmes. Le groupe travailla essentiellement à temps plein, effectuant son examen en moins de six mois.

L'étude et les enquêtes ultérieures permirent de dégager les principales constatations suivantes : il fallait améliorer les mécanismes d'établissement des priorités relatifs à l'utilisation des ressources statistiques, rendre les produits et les services statistiques de l'organisme plus pertinents et accessibles ainsi que promouvoir leur utilisation de façon plus énergique, assumer un rôle de coordination plus important pour ce qui est des activités statistiques des autres ministères fédéraux, et préserver la confiance et l'appui du public.

Planification et établissement des priorités

Le groupe de travail formula un certain nombre de recommandations visant l'adoption de mécanismes d'établissement des priorités plus visibles et plus compréhensibles aux fins de l'affectation efficace des ressources.



Sylvia Ostry, statisticienne en chef du Canada, à la huitième Conférence des statisticiens du Commonwealth, 1975

Dans un document présenté dans le cadre de la huitième Conférence des statisticiens du Commonwealth, l'auteur David Worton explique que traditionnellement, Statistique Canada essayait de plaire à tout le monde et que cela était possible dans un contexte de demande relativement stable ou de budget continuellement croissant, comme ce fut le cas pendant la plus grande partie des mandats de Walter Duffett et de Sylvia Ostry. Au début des années 1970, il devint toutefois évident qu'un tel modèle n'était plus viable, c'est-à-dire qu'il fallait laisser aller quelque chose.

La nouvelle Direction de la politique, de la planification et de l'évaluation relevant directement de la statisticienne en chef fut chargée d'effectuer une évaluation continue du système statistique, de veiller à ce que l'organisme s'acquitte de son mandat et de faciliter l'intégration et l'équilibre des plans de programme de chacun des secteurs. L'évaluation des activités de programme en cours permettrait de déterminer les activités ne contribuant plus efficacement à l'atteinte des objectifs. Toute croissance nette serait ainsi financée par une réaffectation des ressources à même le budget de base. Avec le temps, une telle approche s'avéra peu efficace, celle-ci retirant à la haute direction le pouvoir décisionnel dont elle avait besoin.

Les auteurs du rapport recommandèrent également l'élaboration et l'entretien d'un plan à moyen terme. L'accent fut surtout mis sur la nécessité de renoncer à la « planification continue », ou « gradualisme décentralisé », soit la tendance à s'intéresser directement à ce que l'on fait depuis longtemps, la véritable planification n'étant qu'accessoire. L'objet de la planification à moyen terme était de donner une orientation à la direction, de faciliter la planification réaliste et méthodique du développement interdépendant et d'aider l'organisme à s'adapter aux besoins urgents en matière de politiques. De tels plans devaient aussi permettre de mieux comprendre la réalisation à long terme de nombreuses activités statistiques ainsi qu'aider les utilisateurs à constater la façon dont l'organisme avait l'intention de répondre à leurs besoins particuliers.

Recouvrement des coûts et commercialisation

L'examen révéla la nécessité d'accroître l'actualité et la souplesse de l'organisme afin que celui-ci puisse répondre aux besoins en information ponctuels et produire des tableaux et des analyses personnalisés pour les utilisateurs de données. L'un des résultats importants de l'étude fut l'adoption d'un programme de recouvrement des coûts permettant de répondre aux besoins particuliers des utilisateurs. La Division de la coordination des enquêtes spéciales fut par conséquent créée, et elle fut chargée de réaliser de nouvelles enquêtes-ménages ponctuelles selon le principe du recouvrement des coûts. La nouvelle division regroupait les responsabilités en matière de gestion des enquêtes-ménages, lesquelles étaient auparavant éparpillées dans un certain nombre de divisions, et servait de centre de coordination des enquêtes spéciales commandées par des organismes de l'extérieur. Le domaine des revenus et des dépenses des ménages fut par exemple transféré à l'extérieur de la Division des prix. L'information sur le marché du travail resta toutefois partagée entre la Division du travail et la Division de la coordination des enquêtes spéciales, de sorte que les connaissances conceptuelles ainsi que la responsabilisation et les décisions en matière de gestion furent divisées. Nécessaire, la nouvelle division connut du succès; en rétrospective, toutefois, elle aurait pu être encore plus efficace.

Il était évident que les utilisateurs ignoraient en grande partie la profondeur, l'ampleur et

le potentiel des renseignements mis à leur disposition, car Statistique Canada n'avait pas de centre de coordination permettant de documenter et de faire connaître la disponibilité de ses fonds de données. Les Services de diffusion et de promotion furent donc créés. Dirigés par un statisticien en chef adjoint, ils avaient pour mandat d'expliquer quels étaient les renseignements disponibles et comment ceux-ci pouvaient être utilisés, en plus de jouer un rôle important en matière de sensibilisation et de consultation. Une priorité élevée fut également accordée à l'élargissement des Services de l'assistance-utilisateurs. Le nombre de spécialistes de l'accès aux données et de l'utilisation des données doubla, et des bureaux régionaux furent ouverts dans le cadre de la réorganisation afin d'augmenter la quantité de renseignements mis à la disposition d'un nombre grandissant de personnes. Un projet pilote fut réalisé dans les bureaux régionaux de Montréal et de Toronto, où furent installés des terminaux d'ordinateurs permettant d'accéder au Système canadien d'information socioéconomique (CANSIM). Le projet fut ultérieurement couronné de succès.

Les nouveaux Services de l'assistance-utilisateurs mirent l'accent sur la création d'un service efficace à l'intention des utilisateurs de statistiques ainsi que sur le maintien de la liaison avec les organismes gouvernementaux provinciaux. La division organisa des ateliers sur l'utilisation des données à l'intention des municipalités, des banques, des bibliothèques et de l'industrie. Statistique Canada tint également partout au Canada des séminaires sur le travail

*Un employé des Services conseils,
vers 1980*





Un employé enseigne la façon de répondre au téléphone, Programme Entregent, 1974

de divers secteurs spécialisés. En 1972-1973, l'accent fut mis sur la statistique du travail et sur les résultats du Recensement de l'agriculture. L'organisme publia des brochures à l'intention des propriétaires exploitants d'entreprises, notamment une série intitulée « Comment profiter de la statistique? », qui comprenait les titres « Comment le fabricant peut-il tirer profit de la statistique? », « Comment le détaillant peut-il tirer profit de la statistique? » et « Comment les constructeurs et entrepreneurs peuvent-ils tirer profit de la statistique? ». Afin de favoriser une plus grande collaboration, les Services de diffusion et de promotion commencèrent à jouer un rôle important en réunissant le personnel spécialisé et les diverses associations de l'industrie.

En 1974-1975, le personnel régional visita toutes les bibliothèques publiques du Canada ayant les collections complètes des publications de Statistique Canada. De plus, le bulletin de nouvelles *L'Actualité statistique fédérale-provinciale* était publié régulièrement; initialement conçu pour tenir les délégués de la conférence fédérale-provinciale sur les statistiques économiques au courant des nouvelles relatives à l'organisme et aux provinces, sa portée fut élargie par la suite. À la fin de 1974, un système de rétroaction permit d'améliorer la circulation des renseignements sur les utilisateurs et l'utilisation des statistiques des régions. L'année 1974 fut aussi celle du lancement d'un programme appelé « Entregent », qui visait à sensibiliser davantage les intervieweurs à l'importance d'entretenir de bonnes relations avec les répondants.

Les Services de l'assistance-utilisateurs tinrent par ailleurs les rôles de coordonnateur et de secrétaire dans le cadre des réunions statistiques; en 1976-1977, ils coordonnèrent ainsi 21 réunions fédérales-provinciales officielles.

En 1973-1974, le nouveau Secteur des services de diffusion et de promotion produisit à l'intention des non-initiés une brochure présentant sommairement l'organisme et ses programmes. *Infomat*, une nouvelle publication hebdomadaire destinée aux non-initiés ne connaissant pas nécessairement les statistiques, remplaça l'ancienne publication *L'Hebdomadaire de Statistique Canada*. En 1974, toutes les publications étaient devenues bilingues. Les publications imprimées demeuraient le principal moyen de diffusion, mais l'utilisation d'autres moyens, comme CANSIM, les microfiches et les bandes magnétiques, connaissaient une croissance constante.

Coordination de l'activité statistique

Dans une allocution prononcée lors d'une conférence en 1974, Sylvia Ostry fit part du dilemme inévitable auquel faisaient face tous les responsables de systèmes statistiques de l'époque, soit le fardeau que la satisfaction des besoins des utilisateurs leur imposait simultanément en tant que répondants. Le remplacement de la collecte statistique directe par l'exploitation des dossiers administratifs fut envisagé comme moyen de réduire le fardeau des répondants, le progrès le plus remarquable de l'époque étant la nouvelle

STATISTIQUE CANADA CRÉA DES BUREAUX SATELLITES DANS D'AUTRES MINISTÈRES FÉDÉRAUX AFIN DE FACILITER LA COLLABORATION ET LA DÉTERMINATION CONJOINTE DES BESOINS EN DONNÉES

capacité d'accéder aux déclarations de revenus des sociétés et des entreprises non constituées en société.

À cet égard, les auteurs du rapport recommandèrent également de renforcer la « règle de 10 ». D'autres ministères fédéraux effectuaient des enquêtes aux fins de l'évaluation des

programmes, mais aucun mécanisme approprié ne permettait de vérifier si les renseignements requis existaient déjà ailleurs dans la fonction publique, ou s'ils justifiaient le fardeau de réponse, ou même si les instruments utilisés étaient solides sur le plan technique. La « règle de 10 » fut mise en œuvre pour la première fois en 1966, à la suite d'une recommandation de la Commission Glassco, à savoir que tous les ministères ayant l'intention de demander des renseignements statistiques auprès de plus de 10 répondants devaient remettre au statisticien en chef des copies de la demande et de tous les formulaires, échéanciers et questionnaires annexés 10 jours avant de les envoyer aux répondants. Les auteurs du rapport recommandèrent un plus long préavis pour les enquêtes proposées ainsi que l'examen des spécifications techniques, et ils proposèrent des moyens d'application.

La responsabilité de faire appliquer la règle fut confiée à la nouvelle Division de la coordination des enquêtes spéciales, et une publication fut produite pour diffuser des renseignements sur les enquêtes déclarées par les autres ministères. Statistique Canada produisit à l'intention de ces derniers des documents d'appui expliquant les procédures suggérées aux ministères aux fins de la préparation de leurs demandes et décrivant les éléments de leurs plans d'enquête, que l'organisme passerait en revue. Cette « règle de 10 » s'avéra toutefois inefficace, car elle n'était pas suivie ni appliquée correctement.

En rétrospective, il apparaît évident qu'une collaboration forcée n'était pas une bonne

solution. Lorsqu'il s'agit de cultiver de bonnes relations et de partager l'expertise statistique, une telle exigence réglementaire ne se compare pas à un solide programme de sensibilisation. Il a été avancé que si l'organisme avait pris les initiatives nécessaires afin de discuter des besoins des ministères, de prévoir les besoins de ces derniers et de démontrer que la contribution de l'organisme pourrait leur être utile, les ministères auraient peut-être bien accueilli la participation de Statistique Canada, au lieu d'en être irrités. Les enquêtes effectuées par d'autres ministères auraient pu être le signe de besoins non satisfaits, de nouvelles exigences ou encore de lacunes à combler en matière de communication.

Les auteurs du rapport proposèrent également que Statistique Canada crée des bureaux satellites dans d'autres ministères fédéraux afin de faciliter la collaboration et la détermination conjointe des besoins en données et d'ainsi permettre d'améliorer la réactivité, en plus de contribuer à l'utilisation optimale des fichiers administratifs. En 1975, la Division de la statistique judiciaire mit en place des bureaux satellites au ministère du Solliciteur général afin qu'ils répondent aux besoins statistiques des deux organisations, ainsi qu'à ceux de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), du Service canadien des pénitenciers et de la Commission des libérations conditionnelles du Canada. En 1977, pour favoriser une utilisation plus efficace des données, Statistique Canada créa le Centre de la statistique des sciences à titre de satellite expérimental au sein du ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie, et un nouveau programme de

publication pour les statistiques sur les sciences fut mis en œuvre en parallèle, y compris la publication d'un bulletin de service et de la *Revue annuelle de la statistique des sciences*. Le Centre retourna à Statistique Canada au début des années 1980. Un centre satellite efficace de la Division des transports et des communications de Statistique Canada existait déjà depuis 1966; le Centre des statistiques de l'aviation était situé dans les locaux de la Commission canadienne des transports et avait pour mandat de produire des statistiques sur l'aviation pour la Commission, Transports Canada et Statistique Canada. La plupart des données traitées par le Centre étaient recueillies en vertu de la *Loi sur l'aéronautique* (par opposition à la *Loi sur la statistique*) et utilisées principalement à des fins de réglementation et d'élaboration de politiques. Le Centre des statistiques de l'aviation finit par être le seul bureau satellite statistique durable. Il fut rapatrié à Statistique Canada en 1997 à la suite de la déréglementation, soit 31 ans après sa création.

Réorganisation structurelle

La structure de Statistique Canada fut essentiellement réorganisée en 1973, au moment où l'organisme entreprit la mise en œuvre des recommandations du groupe de travail de Sylvia Ostry. La réorganisation prévoyait le renforcement de la haute direction, le regroupement des activités censées collaborer plus étroitement et l'investissement dans certaines fonctions sous-développées. L'une de

ces fonctions était le renseignement économique aux fins de l'analyse des politiques. Au début des années 1970, certains bureaux de la statistique hésitaient à produire des analyses contextuelles, car ils craignaient de compromettre l'objectivité et la neutralité de l'organisme. Sylvia Ostry augmenta l'investissement dans les capacités d'analyse et mit davantage l'accent sur la pertinence des politiques.

L'organisme fut réorganisé en secteurs : Recensement, Comptes économiques et intégration, Statistique des entreprises, Statistique des ménages et des institutions, Services statistiques et Services de diffusion et de promotion. L'administration et la planification faisaient partie des directions qui appuyaient ces secteurs opérationnels. Sous la direction de Walter Duffett, de nombreuses nouvelles initiatives avaient été ajoutées et relevaient directement de lui, ce qui avait donné lieu à un grand nombre de subordonnés directs. La réorganisation de Sylvia Ostry fit passer le nombre de secteurs relevant directement du statisticien en chef de 13 à 8, et six postes de statisticien en chef adjoint ainsi que deux postes de directeur général furent créés, chaque titulaire étant à la tête d'un domaine spécialisé ou d'un secteur de service fonctionnel particulier. La création de nouveaux postes de statisticien en chef adjoint et de directeur général entraîna également l'ajout de nouvelles compétences provenant de l'extérieur de l'organisme. Les huit personnes relevaient directement de la statisticienne en chef et, avec elle, formaient le Comité de direction, le noyau de la gestion

de la nouvelle organisation. L'objectif était de permettre aux directeurs généraux de mettre l'accent sur la gestion quotidienne des programmes, pendant que les statisticiens en chef adjoints se concentraient sur les questions de planification et de politique et sur la gestion globale de l'organisme. Cette nouvelle structure organisationnelle supposait de plus grands besoins en matière de gestion de projet, d'équipes interdisciplinaires travaillant en collaboration ainsi que de comptabilité analytique. Même s'il fallut un certain nombre d'années pour optimiser la structure et le fonctionnement de façon à créer des équipes stratégiques et opérationnelles efficaces, la structure de base de l'organisme demeure essentiellement la même encore aujourd'hui.

Par suite de la réorganisation de 1972, le style de gestion au sein de l'organisme changea lui aussi — le milieu des années 1970 marqua le début de ce qu'on appelle aujourd'hui la gestion matricielle, un style de gestion permettant une plus grande souplesse et une utilisation plus efficace des ressources. Avec des secteurs de service spécialisés distincts, les équipes de projet interdisciplinaires devinrent la norme, et la gestion de projet acquit une importance cruciale. Il s'agissait d'un changement culturel majeur pour de nombreux directeurs de programmes, qui s'étaient habitués à l'autorité hiérarchique et qui n'avaient connu que ce style de gestion. Les compétences en gestion de projet devinrent plus valorisées, tout comme le travail d'équipe et la résolution créative de problèmes. Des systèmes financiers et des systèmes de rapport de temps

« EN PRENANT DE TELLES MESURES, NOUS ESSAYONS D'ISOLER LES ENJEUX CRUCIAUX ET DE LES ABORDER DE LA MANIÈRE LA PLUS DYNAMIQUE POSSIBLE, COMPTE TENU DES CONTRAINTES OMNIPRÉSENTES AU CHAPITRE DES RESSOURCES ET DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PRODUCTION CONTINUE DE DONNÉES. JE N'ESSAIE PAS DE VOUS CONVAINCRE QUE L'ÉTAT ACTUEL DE L'ORGANISME EST UNE UTOPIE STATISTIQUE. IL RESTE DES PROBLÈMES IMPORTANTS, MAIS JE PENSE QUE NOUS AVANÇONS DANS LA BONNE DIRECTION, ET JE VOUS ENCOURAGE TOUS À PARTICIPER AU PROCESSUS DE CHANGEMENT. »

(SYLVIA OSTRY, DANS UN DISCOURS PRONONCÉ LE 3 AVRIL 1973
DANS LE CADRE DU COURS D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DE STATISTIQUE CANADA.)

appuyant à la fois la gestion des programmes et la gestion fonctionnelle furent également nécessaires. Tous les systèmes d'information en matière de gestion des finances et des ressources à l'échelle de l'organisme furent regroupés en un seul système intégré. Le nouveau système intégré d'information de gestion, connu sous le nom de « Révision des Pratiques et des Systèmes de Gestion », fournissait des données sur l'évolution des coûts des activités de l'organisme et aidait ainsi les gestionnaires à mener et à contrôler les programmes et les projets en temps opportun.

Rester ou ne pas rester centralisé

Il devenait évident que l'organisme ne détenait plus le quasi-monopole sur la collecte, la production, la mise à jour et le contrôle des données statistiques. En raison de la prolifération de systèmes informatisés de gestion de l'information dans les autres ministères et organismes, de plus en plus d'activités statistiques étaient menées dans d'autres ministères. C'est pourquoi l'étude évalua notamment le rôle de Statistique Canada en tant qu'organisme statistique centralisé. L'histoire avait démontré que la

centralisation ne permettait pas à elle seule d'atteindre les objectifs de coordination. L'étude fit état de deux options. Selon la première, le gouvernement devrait canaliser la plus grande partie de l'activité supplémentaire de collecte et de production vers Statistique Canada, mais ce dernier risquerait des désaccords avec les autres ministères et pourrait avoir beaucoup de difficulté à gérer un programme d'une telle ampleur. La seconde option était d'accepter et de favoriser la tendance à la décentralisation, tout en cherchant à l'influencer de façon constructive en exploitant la position centrale unique de l'organisme pour que ce dernier joue

un rôle accru de coordination et de soutien consultatif. C'est la seconde option qui fut retenue : à la fin des années 1970, l'organisme offrit un programme de publications et de séminaires de formation, y compris des ateliers sur la conception de questionnaires, des renseignements sur la sous-traitance de la recherche par enquête ainsi qu'un répertoire de personnes, d'entreprises et d'autres organismes offrant des services de recherche par enquête.

Les recommandations découlant de l'examen approfondi comprenaient le renforcement du rôle du Secrétariat du Conseil du Trésor afin que ce dernier puisse fournir l'appui nécessaire relativement au rôle de coordination de Statistique Canada dans le système statistique national. Toutefois, avant que l'appareil gouvernemental puisse attribuer les responsabilités et assurer la coordination du système statistique national, il fallut d'abord déterminer les statistiques et les données administratives qui étaient recueillies par les diverses directions du gouvernement fédéral ou qui devaient l'être. À cette fin, le Cabinet autorisa en 1973 la création du Groupe de travail interministériel sur l'activité statistique fédérale, présidé par Ian Midgley, directeur général de la Direction de la statistique générale. Le Groupe de travail, composé de représentants de cinq ministères ainsi que de la Banque du Canada, relevait du Comité des hauts fonctionnaires sur l'organisation du gouvernement.

Le Groupe de travail indiqua au Comité qu'il avait constaté une sous-utilisation des sources de données statistiques existantes ainsi qu'un manque de coordination pour ce qui est des activités statistiques des ministères. Il formula donc une série de recommandations, et recommanda entre autres l'élaboration d'un « plan directeur statistique » décrivant en termes généraux le rôle et les activités devant être exercés par Statistique Canada et ceux qui devraient l'être par les autres ministères.

Le Groupe de travail proposa également la création d'un centre d'information et d'un système de documentation des données facilitant l'échange d'information, ainsi que l'élaboration de lignes directrices permettant d'accroître l'accessibilité aux données administratives et aux données d'enquête, conformément aux principes de confidentialité et de protection des renseignements personnels. Une fonction de diffusion mieux coordonnée fut établie en 1975 : un centre de référence, ou « centre d'information statistique », fut créé à l'intention des utilisateurs qui ne cherchaient pas seulement à obtenir des données produites par Statistique Canada, mais aussi des données produites par d'autres contributeurs au système statistique national, comme les autres ministères et organismes fédéraux, les provinces, les établissements et les entreprises. Le plan directeur ne s'avéra finalement pas une réussite, le centre d'information connut une existence relativement courte, et le Groupe de travail interministériel finit par disparaître discrètement.





CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS

Le bilinguisme poursuit sa croissance

La *Loi sur les langues officielles*, adoptée en 1969, reconnaissait le français et l'anglais comme langues officielles de toutes les institutions fédérales au Canada, mais elle n'accordait pas explicitement aux fonctionnaires le droit de travailler dans la langue officielle de leur choix. En juin 1973, le Parlement adopta la *Résolution sur les langues officielles dans la fonction publique du Canada*, qui confirma ce droit sous réserve de certaines conditions. En 1977, le Conseil du Trésor adopta un ensemble de lignes directrices sur les langues officielles, qui établissaient des mesures facilitant la mise en œuvre de la politique sur les langues officielles, y compris la nomination conditionnelle d'employés unilingues à des postes bilingues à condition qu'ils acceptent de suivre une formation linguistique. Le Conseil du Trésor transféra par ailleurs aux ministères la responsabilité de la conformité au Programme des langues officielles. Statistique Canada s'employa donc à élaborer et à mettre en œuvre un plan systématique aux fins de son propre programme des langues officielles en 1978-1979, et il tint des séances de formation et d'information sur les droits et les obligations en matière de langues officielles. L'organisme offrit des cours de jour et de soir dans les deux langues, si bien qu'en 1980 il était déjà devenu un chef de file dans la conception de cours bilingues

et de documents de référence dans le domaine de l'informatique. Il recruta beaucoup au cégep de Hull, ce qui lui permit d'avoir le plus haut taux de participation francophone au groupe des sciences informatiques de tous les ministères et organismes fédéraux.

À l'époque, Statistique Canada mettait à l'essai le régime de la confiance pour contrôler les présences. En 1973, il commença à utiliser un nouveau système de contrôle des présences éliminant la nécessité pour la plupart des employés de signer une feuille de présence quotidienne. Chaque employé dut plutôt remplir un formulaire mensuel et le soumettre à son supérieur aux fins d'examen et de comptabilisation.

Affectation d'un conseiller juridique

En 1973, Statistique Canada commença à normaliser la terminologie relative à l'autorisation légale figurant sur les questionnaires, car certains ne faisaient aucunement mention de l'autorisation légale, tandis que d'autres comprenaient un libellé non normalisé. L'organisme ayant connu une croissance si rapide et ses secteurs étant très cloisonnés, les façons de faire différaient grandement d'un secteur à l'autre. C'est également en 1973 qu'un conseiller juridique à

STATISTIQUE CANADA OCCUPE DEUX NOUVEAUX IMMEUBLES



L'immeuble R.-H.-Coats était alors en construction, et il fut prêt à être occupé en 1975. Certains trouveront amusant d'apprendre que le Centre de conférences Simon-A.-Goldberg comportait initialement des tapis à poils longs, et que la tour de 26 étages devait compter un total de « 25 » étages, l'étage de jonction étant le 14^e. Les architectes avaient prévu que le premier étage serait celui au-dessus du rez-de-chaussée, mais les personnes qui installèrent les ascenseurs et les boutons voyaient les choses différemment. Après de nombreux retards, le personnel déménagea dans le nouvel immeuble au rythme d'environ deux étages par semaine.



L'organisme en était également aux premières étapes de la planification d'un autre nouvel immeuble en vue d'accueillir les secteurs du Recensement et de la Statistique des entreprises. Le Conseil du Trésor donna son approbation pour l'immeuble en décembre 1973, et une société d'experts-conseils fut chargée d'effectuer une « enquête attitudinale » auprès des nouveaux occupants de l'immeuble R.-H.-Coats afin de faciliter la planification du nouvel immeuble. La construction de l'immeuble Jean-Talon fut achevée en 1979, et une grande partie des secteurs de la Statistique économique et de la Statistique sociale y emménagea. Comportant de grandes superficies pour le traitement et le maniement des données, l'immeuble était expressément conçu pour les opérations statistiques, et il pouvait accueillir environ 2 000 employés. Le deuxième étage ainsi que la majeure partie du premier étage et du sous-sol étaient des zones spécialement sécurisées occupées par les opérations du recensement.

temps partiel fut affecté pour la première fois à l'organisme; l'affectation devint à temps plein l'année suivante. Sylvia Ostry demanda qu'un avocat soit affecté à Statistique Canada, car l'organisme estimait que le ministère de la Justice n'avait pas été très réceptif à ses demandes d'aide en raison de ses récents refus de participer au recensement. Le besoin de conseils juridiques augmentait, notamment au chapitre de l'interprétation et de l'application de la *Loi sur la statistique* nouvellement révisée et des nouveaux accords avec les autres ministères fédéraux et provinciaux qui en résultaient, surtout ceux visés par l'article 10. Des questions internes comme la confidentialité, l'enregistrement de CANSIM comme marque de commerce et les gros contrats avec des organismes de l'extérieur nécessitaient aussi une expertise juridique.

Une ère de grande collaboration fédérale-provinciale

La nouvelle *Loi sur la statistique* de 1971 entraîna une révision des accords de collaboration fédéraux-provinciaux existants ainsi que l'établissement de nouveaux accords. En 1972-1973, des employés prêtés au gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard pour quelques mois furent chargés d'examiner l'organisation et l'utilisation des renseignements provenant des fichiers de données administratives des ministères provinciaux. Un autre membre du personnel fut prêté au gouvernement de la Saskatchewan pour trois mois en vue de contribuer à la définition du

mandat du nouveau Centre d'information statistique de la province.

On commença également la planification du tout nouveau Conseil consultatif fédéral-provincial de la politique statistique, qui tint à la fin de 1974 sa réunion inaugurale lors de laquelle les membres établirent le mandat du Conseil aux fins de la coopération future. Les origines de ce comité remontent toutefois à quelques années auparavant. En avril 1971, dans un document de travail préparé pour la réunion de mai 1971 du comité consultatif de la Conférence fédérale-provinciale sur la statistique économique et pour d'autres conférences et comités, il fut proposé de créer un conseil sur la politique statistique ainsi qu'une série de comités statistiques chargés de poursuivre le travail des comités existants selon le même mandat ou un mandat semblable. Quelques années plus tard, en mai 1973, lors d'une autre réunion de la Conférence fédérale-provinciale sur la statistique économique, les parties s'entendirent pour élargir le mandat de façon à ce qu'il couvre tous les domaines de la statistique, et pour restructurer la composition et les procédures du Conseil afin que les grandes questions stratégiques puissent être examinées plus efficacement. La première réunion du Conseil consultatif fédéral-provincial de la politique statistique fut tenue en novembre 1974. En mai 1974, des lettres d'explication ainsi que le mandat proposé furent envoyés aux premiers ministres de toutes les provinces et aux commissaires des territoires. Au début, le niveau d'intérêt variait beaucoup. Les parties s'entendirent toutefois unanimement pour la

création du Conseil, et chaque gouvernement désigna un délégué pour le représenter. La séparation du Nunavut des Territoires du Nord-Ouest en 1999 entraîna le changement de nom du comité en 2000, de manière à ce qu'il comprenne les territoires. En 2018, le comité global est connu sous le nom de Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique.

Par suite d'une entente fédérale-provinciale conclue au printemps de 1972, la Division du produit national brut entreprit un programme de recherche visant à estimer la répartition par province du produit national brut (PIB) canadien total. Dans le cadre d'un projet continu avec le Comité fédéral-provincial des comptes économiques provinciaux, un examen conjoint avec les bureaux statistiques provinciaux et d'autres ministères fédéraux était alors en cours dans le but de régler les problèmes relatifs aux concepts, à la méthodologie et aux sources de données. En 1976-1977, le PIB annuel des provinces et des territoires fut établi selon une méthode expérimentale pour la période de 1961 à 1974. Le travail était vraiment prometteur, et la méthode fut mise en œuvre à une échelle beaucoup plus grande 15 à 20 ans plus tard. Les mesures relatives au produit intérieur réel pour 1961 à 1971 firent par ailleurs l'objet d'une révision, ce qui permit à la Division du produit industriel de publier des chiffres fondés sur l'année de référence 1971 ainsi que des données continues sur la production par industrie remontant au milieu des années 1930. Des discussions furent également engagées avec les



Le Centre principal des ordinateurs, 1970

bureaux statistiques provinciaux afin d'effectuer des enquêtes conjointes sur les dépenses en immobilisations et en réparations.

Le Centre des ordinateurs fonctionne 24 heures sur 24

Le matériel de traitement de texte commença à être utilisé pour améliorer et accélérer la dactylographie en général. Au début des années 1970, Statistique Canada comprenait cinq sous-sections de dactylographie et de transcription, ainsi qu'un réseau interne comptant environ 150 terminaux que les utilisateurs pouvaient utiliser à distance pour entrer leurs travaux informatiques, élaborer des programmes et modifier du texte. L'organisme effectua une étude sur la faisabilité de la saisie de données sous forme lisible par machine au moyen d'équipement optique de reconnaissance des caractères. En 1973, le système informatique de l'organisme utilisait un IBM S370/165 contenant une capacité de base de 2 millions d'octets et une capacité de stockage sur disque de 3,6 milliards d'octets. L'année suivante, cette capacité passa à 3 millions d'octets et

à 5,2 milliards d'octets de stockage, mais l'organisme n'était toujours pas en mesure de répondre à la demande et dut acheter des ressources informatiques de l'extérieur. Compte tenu de la demande, le Centre des ordinateurs fonctionnait jour et nuit du lundi au vendredi (trois quarts de travail couvrant 24 heures) et huit heures par jour les fins de semaine et les jours fériés. Des mini-ordinateurs à unité de disques double furent installés dans les huit bureaux régionaux, initialement dans le but de servir de système de collecte et de transmission de données aux fins de l'Enquête sur la population active. L'utilisation de cartes perforées fut rapidement mise de côté au profit de la saisie directe des données sur des disques et des bandes magnétiques. L'automatisation accrue permit de réduire le délai de réponse aux demandes de données et de diffuser une plus grande quantité de données plus rapidement. En réalité, au milieu des années 1970, les publications de la Statistique du commerce étaient presque entièrement produites par traitement de texte, bien que les divisions les plus conservatrices résistaient beaucoup à l'informatisation complète des publications.

JALONS IMPORTANTS DU PROGRAMME STATISTIQUE

Principales diffusions sur les finances publiques et le Système de comptabilité nationale

En 1973-1974, l'organisme élaborait des cadres de classification des comptes types pour les opérations financières du gouvernement, en plus de participer à un comité interministériel fédéral sur la classification des opérations fédérales en matière de recettes, de dépenses, d'actif et de passif, ainsi qu'à un groupe de travail de l'OCDE chargé d'élaborer un cadre international normalisé. Mars 1975 marqua la première diffusion de la publication *Les finances publiques selon le système de comptabilité nationale*, dont l'objet était de faciliter l'analyse du secteur public. On y présentait les détails des recettes et des dépenses de tous les sous-secteurs du gouvernement par trimestre pour les années 1970 à 1973.

L'année 1975 marqua également la publication de documents exhaustifs sur le Système de comptabilité nationale du Canada, une source de référence essentielle pour les économistes dans un monde où la plupart des renseignements figuraient encore sur des documents imprimés. Il s'agissait d'une série de trois volumes : le premier présentait le relevé complet des estimations des comptes annuels des revenus et dépenses pour les années 1926 à 1974, le deuxième exposait les estimations trimestrielles pour les années 1947 à 1974 et le troisième contenait une explication

détaillée des définitions, des concepts, des sources de données et des méthodes applicables aux comptes des revenus et des dépenses.

Statistiques sur le commerce

L'une des réalisations marquantes du début des années 1970 fut le fait que le Canada et les États-Unis commencèrent à parler le même langage pour ce qui est des statistiques sur le commerce des marchandises. Cette réalisation découlait des travaux du Comité États-Unis-Canada de la statistique commerciale, qui établit en 1971 un cadre pour le rapprochement, l'harmonisation et la surveillance des statistiques sur le commerce des deux pays. Ces derniers effectuèrent un rapprochement du compte courant de la balance des paiements, y compris des recettes et des paiements pour les services et les transferts, en plus de ceux pour le commerce des marchandises. Il s'agissait alors d'une étape importante qui ouvrait la voie à l'élimination éventuelle des différences propres aux renseignements sur le commerce publiés par les deux pays. Un document sur le sujet fut rédigé en collaboration avec le Bureau du recensement des États-Unis, et il fut présenté à la 18^e session de la Commission de statistique des Nations Unies. Ces travaux représentaient le début d'un programme de rapprochement continu et donnèrent également naissance à des travaux semblables avec d'autres partenaires commerciaux.



Des employés utilisent CANSIM, la principale base de données socioéconomiques de Statistique Canada, vers 1980

Désaisonnalisation et analyse des séries chronologiques

L'élaboration et la gestion de CANSIM se poursuivaient, même si les ministères et les organismes fédéraux n'y avaient toujours accès qu'au moyen de terminaux à distance. Un nouveau modèle économétrique informatisé appelé « Candide » fut conçu pour aider les économistes et les statisticiens à prévoir les tendances économiques à moyen terme. Le Conseil économique du Canada fut l'un des premiers à utiliser le modèle, et ce, afin d'établir des projections économiques jusqu'en 1980. Les travaux sur la désaisonnalisation progressèrent

également; une nouvelle technique fut élaborée en 1974-1975 aux fins de l'Enquête sur la population active. En 1977-1978, le personnel de la Division de l'analyse économique de conjoncture affecté depuis un certain temps à la désaisonnalisation et à l'analyse des séries chronologiques effectua de la recherche fondamentale dans ce même domaine.

Une plus grande importance est accordée aux statistiques sociales

Le rapport du groupe de travail de Sylvia Ostry indiqua également qu'il fallait accorder une plus grande importance à l'élaboration de concepts

et de cadres unificateurs pour les statistiques sociales et les indicateurs sociaux. L'une des priorités du gouvernement était d'accorder une plus grande importance aux problèmes sociaux et environnementaux, mais les spécialistes des sciences sociales n'avaient pas encore réussi à élaborer des modèles sociaux analogues aux modèles économiques pour faciliter le processus décisionnel. Un examen et un élargissement importants de l'Enquête sur la population active étaient déjà en cours, marquant la première refonte complète de l'enquête depuis son lancement en 1945, et devaient donner des résultats en 1976. L'enquête élargie permettait de répondre aux demandes de données nouvelles et plus complètes sur le marché du travail. Elle

comportait également un plus grand échantillon, ce qui lui permettait de fournir des données plus fiables à des niveaux tels que les niveaux provincial et infraprovincial, et elle comportait également des classifications croisées plus détaillées. L'échantillon mensuel passa de 35 000 à 55 000; en 1977-1978, il atteignit environ 62 700 ménages. Statistique Canada entreprit par ailleurs un nouveau projet pilote pour étudier la faisabilité de mener l'enquête dans les réserves indiennes. Une enquête sur l'utilisation de données administratives dans le cadre des programmes du travail et sur la conception d'un programme statistique à long terme sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail était alors en cours.

L'ORGANISME SE DÉMARQUE DANS LA DÉSAISONNALISATION

Estelle Bee Dagum fut une employée de Statistique Canada de 1972 à 1993. Elle s'éleva au poste de directrice de la Division de la recherche et de l'analyse des séries chronologiques, poste qu'elle occupa pendant 12 ans. En 1980, elle devint la première lauréate du Prix Julius Shiskin, remis par la Washington Statistical Society en raison de son travail exceptionnel dans le domaine de la statistique économique. Le prix fut créé en l'honneur de l'un des statisticiens les plus respectés des États-Unis, qui commença dans les années 1950 à réaliser des expériences au moyen de programmes informatiques en vue d'obtenir des données désaisonnalisées. La douzième expérience de Julius Shiskin, qu'il appela « X-11 » (sa première étant X-0), fut la plus réussie; elle ne permit toutefois pas de déceler assez rapidement des changements importants dans les tendances et les cycles. Entre-temps,

les travaux menés à Statistique Canada sur les prévisions à court terme au moyen du modèle autorégressif à moyennes mobiles intégrées (ARMMI) progressaient. Les principes du modèle ARMMI furent établis dans les années 1940, et deux statisticiens britanniques automatisèrent la méthode en 1970. Estelle Dagum mit au point une méthode combinée X-11-ARMMI de désaisonnalisation, qui devint la méthode la plus rapide et la plus fiable pour découvrir les changements importants dans les tendances des activités qui varient selon les saisons. La méthode fut adoptée pour la première fois en 1975 dans le cadre de la désaisonnalisation de l'Enquête sur la population active, et elle fit de Statistique Canada un chef de file dans le domaine de la désaisonnalisation. En 2000, Estelle Dagum reçut également la Prime d'excellence durant la carrière.

Un programme de recherche en statistique sociale qui en était à ses balbutiements à Statistique Canada prévoyait la production d'un recueil de statistiques mettant en lumière les préoccupations sociales observées au Canada. Ce recueil devint *Perspectives Canada*, publié pour la première fois à l'automne 1974. Le recueil avait pour objet d'aider à répondre à la demande croissante d'indicateurs sociaux et de contribuer à l'évaluation de la pertinence et des limites des statistiques existantes dans le domaine social. L'objectif du programme de recherche était de mettre l'accent sur les personnes et leur passage à travers les étapes de la vie, les établissements ayant eu une incidence sur ce passage ainsi que les installations matérielles créées et entretenues dans l'intérêt des personnes. Un secteur de la statistique sociale couvrant le travail, les finances personnelles, la santé, la sécurité sociale, l'éducation, la science, la culture et la justice fut créé en 1979-1980.

Régimes de pension au Canada fut l'un des nouveaux titres publiés en 1972; il s'agissait d'une série fondée sur une banque de données administratives créée en collaboration avec le Département fédéral des assurances et les autorités provinciales du Québec, de l'Ontario, de la Saskatchewan et de l'Alberta. Des tableaux furent ensuite produits à partir de la banque de données pour les commissions des pensions fédérale et provinciales participantes. La publication fut si populaire qu'il fallut réimprimer le premier numéro deux fois, et d'autres provinces finirent par être ajoutées à la série.

Il s'agit par ailleurs des premières années de projections démographiques. Un modèle initialement créé pour l'Ontario à l'Institute for Quantitative Analysis of Social and Economic Policy de l'Université de Toronto fut modifié en vue d'être appliqué à l'échelle nationale. Statistique Canada contribua à l'élaboration du modèle pour qu'il puisse simuler les changements dans la composition de la population au fil du temps. Parmi les principales nouvelles publications de 1974 figure une série de Projections démographiques officielles pour le Canada et les provinces, 1972-2001, selon l'âge et le sexe. L'année suivante, un rapport technique fut publié, ainsi que des projections démographiques pour les ménages et les familles. Par la suite, des projections semblables furent publiées tous les cinq ans. Dans le cadre du Programme des estimations de la population de 1976-1977, une méthodologie améliorée utilisant les registres des allocations familiales permit d'estimer la migration interprovinciale pour la période de 1961 à 1976.

Un système général de contrôle et d'imputation

Le Secteur des services statistiques, créé en 1973, appuyait les opérations de collecte et de compilation des données, y compris la méthodologie d'enquête, le travail d'enquête sur le terrain et le traitement des données. Au chapitre des enquêtes, la fusion des systèmes et de la méthodologie permit de passer d'une approche ponctuelle à une approche

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

En 1971, la fonction publique créa l'Office de la promotion de la femme, qui coordonna les programmes d'égalité des chances et insista sur le fait que toutes les carrières dans la fonction publique étaient accessibles autant aux femmes qu'aux hommes. En juin 1972, le slogan suivant apparut même sur les offres d'emploi publiées par la Commission de la fonction publique : « Ce concours est ouvert aux hommes et aux femmes. »

L'année 1975 fut l'Année internationale de la femme, et les ministères et organismes fédéraux furent invités à proposer des façons de contribuer aux célébrations. Statistique Canada publia une étude analytique sur l'évolution du rôle de la femme dans l'économie canadienne, étude qui fut réalisée par l'Institut C.D. Howe en vertu d'un contrat. L'article se fonda sur une analyse des données publiées par Statistique Canada.

L'organisme constitua un comité permanent d'égalité des chances pour les femmes et nomma un coordonnateur à temps plein en la matière au sein de la Division du personnel.

PREMIÈRES DONNÉES SUR L'ACTIVITÉ HUMAINE ET L'ENVIRONNEMENT

Un comité interministériel mis sur pied et dirigé par le conseiller principal en intégration fut chargé de planifier et de surveiller l'élaboration de données environnementales. En 1974-1975, l'organisme entreprit l'élaboration d'un cadre conceptuel pour les données environnementales, ainsi que la rédaction d'un manuel sur les données environnementales, qui fut publié en 1978-1979. Il s'agissait de la première publication sur l'activité humaine et l'environnement.

plus centralisée reposant sur des normes s'appliquant à l'échelle de l'organisme, et favorisa le renforcement de la capacité de recherche. Par exemple, un système général de contrôle et d'imputation automatique des données fondé sur le principe de changement minimal défini par Ivan Fellegi et David Holt était en cours d'élaboration en vue du Recensement de 1976. Initialement appelé Système général de contrôle

et d'imputation — Méthode « Hot Deck » (GEISHA en anglais), il fut rebaptisé CANEDIT et fut utilisé dans le cadre de nombreuses autres enquêtes. En 1976, Ivan Fellegi et David Holt publièrent un article historique intitulé « A Systemic Approach to Automatic Edit and Imputation » dans le *Journal of the American Statistical Association*. Avant ces travaux novateurs, aucune théorie unifiée en matière de contrôle et d'imputation n'avait été établie; des procédures ponctuelles étaient généralement utilisées. Le principe du changement minimal de Fellegi et de Holt fut utilisé pendant de nombreuses années dans les organismes statistiques gouvernementaux du monde entier.

Le Programme du recensement

En 1973, le nouveau Secteur du recensement participa activement à des programmes liés à trois recensements, soit le traitement et la publication des résultats du Recensement de 1971, la planification du Recensement de 1976 et la planification à long terme du Recensement de 1981. Le Secteur du recensement fit œuvre de pionnier lorsqu'il utilisa la gestion de projet dans la nouvelle structure matricielle de l'organisme. Le Secteur était responsable des recensements de la population, du logement et de l'agriculture, ainsi que des estimations et des projections périodiques de la population. Il mena également des enquêtes spéciales, comme l'Enquête sur la main-d'œuvre hautement qualifiée. Cette enquête, fondée sur un échantillon de diplômés universitaires cernés au moyen du Recensement

de 1971, fut réalisée pour le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Le Secteur du recensement chapeauta par ailleurs la Sous-section des recherches aux fins des pensions (recensement), qui effectuait régulièrement des vérifications d'âge à des fins de pension ainsi que des vérifications du lieu de naissance en vue d'établir la citoyenneté. Créé en 1973, un groupe chargé d'entretenir des rapports avec les utilisateurs de données du recensement aida l'organisme à mieux répondre aux besoins de ses principaux clients. Le groupe avait comme principale fonction de planifier et de mettre à jour des programmes de relations publiques efficaces avec ses utilisateurs ainsi que de coordonner les demandes des clients.

Cinq années de recherche commencèrent à porter fruit en 1973; le géocodage commença alors à être utilisé, et ce, avec des renseignements tirés du Recensement de 1971, y compris des données sur la population, l'âge, l'état matrimonial, la langue maternelle et le logement. Il s'agissait d'un système permettant la production de données pour des régions géographiques prédéterminées de toutes tailles, y compris de petites régions personnalisées. Le système de géocodage fut offert à titre de service statistique afin de fournir des données détaillées pour des régions définies par l'utilisateur. De plus, les composantes du système furent mises à la disposition des organisations possédant la capacité informatique de géocoder leurs propres fichiers de données.

*Une employée travaille à l'Appareil de lecture optique pour
transfert automatique (FOSDIC), Recensement de 1971*



Contrôle des prix et des salaires

Le chapitre 1 traite du début de la stagflation au début des années 1970, et il dénote une situation économique marquée par une inflation élevée et une croissance économique lente. Le taux d'inflation passa d'environ 3 % en 1970 à plus de 12 % à peine trois ans plus tard. Beaucoup de travailleurs exigèrent alors des augmentations de salaire. Certains employeurs les accordèrent, d'autres non, et les travailleurs déclenchèrent souvent des grèves. En 1975, le gouvernement adopta la *Loi anti-inflation* et créa la Commission de lutte contre l'inflation. La Commission surveillait

les fluctuations des prix et des salaires, et avait le pouvoir légal de réglementer les décisions des entreprises en matière de prix et de salaires. Elle chercha à faire en sorte que la croissance des salaires respecte les cibles de 8 %, 6 % et 4 % sur une période de trois ans. Elle limita les augmentations salariales des fonctionnaires fédéraux et des employés des entreprises comptant plus de 500 employés. La *Loi* fut très controversée, car elle fut perçue comme une intrusion du gouvernement dans l'économie de marché libre. Le contrôle des prix et des salaires fut appliqué jusqu'en 1978, et la *Loi* fut abrogée en 1979. La Commission n'était pas trop favorable à l'indice des prix

à la consommation (IPC) comme mesure de l'inflation. De fait, dans son rapport de la troisième année, publié en 1978, elle affirma que [traduction] « les renvois excessifs à l'IPC global sont inquiétants, parce qu'ils ne peuvent que favoriser un pessimisme injustifié à l'égard des taux d'inflation à venir au Canada à un moment où la plupart des autres indicateurs laissent entendre que de tels avis sont injustifiés ». Comme l'IPC était notamment utilisé comme indicateur général de l'inflation et comme outil de négociation dans le cadre des règlements salariaux, il fut par ailleurs modifié de façon à représenter toutes les familles des centres urbains de 30 000 personnes et plus, peu importe leur revenu ou leur taille. La *Loi* modifiée refléta la variation globale des prix à la consommation plutôt que la variation des prix observée dans un sous-ensemble de ménages.

L'IPC n'était toutefois pas le seul indice de prix de l'époque. Un certain nombre de nouveaux indices de prix, y compris des indices des prix de la construction, furent élaborés à la fin des années 1960 et pendant les années 1970. Il existait aussi des indices des prix de gros et des prix de détail, des indices des prix à l'exportation et des prix à l'importation, ainsi qu'un système d'indices des prix classés par industrie appelé Indices des prix de vente dans l'industrie. Ce fut une période fort occupée pour la Division des prix, car on aurait dit que de plus en plus d'indices étaient créés ou révisés chaque année. L'indice général des prix de gros était apparemment très populaire au début des années 1970, malgré sa période allant de 1935 à 1939 et sa base de pondération. Parmi les



Une intervieweuse relève le prix de l'essence à la pompe pour l'Indice des prix à la consommation, Edmonton, 1973

nouveaux indices créés en 1973-1974 figuraient par exemple un indice des honoraires médicaux et un indice des industries du transport par autobus.

En juin 1978, le Centre d'étude de l'inflation et de la productivité, connu sous le nom de « fils de la Commission de lutte contre l'inflation » et relevant du Conseil économique du Canada, fut fondé dans le but d'analyser et de surveiller l'évolution des prix et des coûts ainsi que de mener un programme de recherche exhaustif. Il dut aussi surveiller ce que l'on appelait l'« IPC-2 », c'est-à-dire l'IPC sans les produits alimentaires très volatils. Le Centre ferma toutefois ses portes moins d'un an plus tard, en mars 1979. Il fut remplacé par la Commission nationale sur l'inflation, qui avait beaucoup moins de pouvoir que la Commission de lutte contre l'inflation, mais qui pouvait exiger des entreprises qu'elles fournissent des renseignements sur les augmentations de salaires, de prix et de bénéfices. Dans l'ensemble, bien que les mesures de contrôle permirent probablement de réduire les augmentations salariales de quelques points de pourcentage, ni ces mesures ni la politique monétaire ou budgétaire n'étaient suffisamment restrictives pour ralentir l'inflation.

L'organisme commença en 1975 à publier l'IPC désaisonnalisé chaque année, puis chaque mois lorsque les logiciels statistiques s'améliorèrent. En 1978-1979, la Division des prix effectua par ailleurs une révision de l'IPC canadien, la huitième de son histoire; celle-ci permit de mettre à jour les tendances des dépenses de consommation de 1967 à 1974. La Division mena également une

étude de faisabilité sur la production d'un IPC pour les petits centres, étude portant sur des villes des Maritimes, y compris Charlottetown et Summerside. Les IPC des villes de Saskatoon, Regina, Edmonton et Calgary furent publiés pour la première fois en 1974 (la première année de l'indice étant alors 1973). En 1975-1976, l'IPC passa de 14 villes échantillonnées à environ 50. De plus, l'organisme commença à calculer les indices à l'échelle du Canada comme moyenne pondérée des indices pour les centres urbains. L'un des résultats importants de cette initiative fut une rapidité accrue; en 1978-1979, l'organisme fut en mesure de diffuser simultanément les estimations de l'IPC national et de l'IPC pour les villes, évitant ainsi un décalage de 10 jours entre les deux ensembles de données.

L'inflation continuait d'augmenter rapidement, et un deuxième choc pétrolier se produisit lorsque la guerre entre l'Irak et l'Iran éclata en 1979, entraînant une nouvelle hausse des prix mondiaux du pétrole. L'inflation annuelle moyenne mesurée par l'IPC atteignit un sommet de 12,5 % en 1981, et des questions commencèrent à être soulevées relativement à la validité de l'IPC.

Ne tirez pas sur le messager

La fiabilité de l'IPC comme mesure de l'inflation fut constamment remise en doute. En 1978-1979, les employés de la Division des prix organisèrent, à l'intention des représentants du gouvernement, des syndicats et d'autres parties intéressées, plus de 25 séminaires et présentations publiques sur l'IPC et sa révision à l'échelle du pays.

En tant qu'annonceur des nouvelles relatives à l'inflation, Statistique Canada entreprit de façon proactive, à l'automne 1981, un examen, une évaluation et une analyse en profondeur des concepts et des méthodologies applicables à la mesure des prix, qu'il appela « Programme d'examen de la mesure de la variation des prix ». Trois colloques réunirent des experts canadiens et étrangers, qui discutèrent de divers aspects de la mesure des prix et du processus d'inflation. Des consultations nationales sur la mesure des prix furent par ailleurs tenues au début de 1982 auprès du milieu des affaires, du milieu universitaire, des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que des groupes de consommateurs. Ces consultations servirent de tribune publique pour des analyses approfondies des concepts et des méthodologies associés à l'IPC et à d'autres mesures de la variation des prix. Les colloques et les consultations permirent par ailleurs de dégager des constatations qui servirent de fondements pour la recherche continue sur la mesure des prix et pour l'évolution à venir du programme. Des spécialistes de réputation nationale et internationale présentèrent ces constatations lors d'une conférence publique de deux jours et demi sur la mesure des prix tenue à Ottawa en novembre 1982. Le Comité consultatif sur la mesure des prix fut créé au moment de la conférence, et commença en 1983 à examiner les concepts, les méthodes et les priorités au chapitre des mesures de la variation des prix de l'organisme. Le Comité continue encore aujourd'hui à conseiller l'organisme sur les questions de mesure des prix.

NOMINATION D'UN NOUVEAU STATISTICIEN EN CHEF

Lorsque Sylvia Ostry fut affectée au ministère de la Consommation et des Affaires commerciales à titre de sous-ministre en 1975, Peter Kirkham, alors statisticien en chef adjoint des Comptes économiques et de l'intégration, lui succéda. Même si deux ans et demi représentent une courte période, il n'était pas nécessairement anormal de déplacer des sous-ministres après si peu de temps. Il convient également de souligner que Sylvia Ostry était alors promise à un brillant avenir et que le gouvernement voulait apparemment que son expertise permette au ministère de la Consommation et des Affaires commerciales de surmonter les obstacles législatifs que présentaient les modifications à la nouvelle loi canadienne sur la concurrence.

Sylvia Ostry a réussi à secouer Statistique Canada, elle a apporté « du sang neuf » (ce qui est devenu un slogan à l'époque et qui l'est peut-être encore), et elle a inauguré une ère de plus grande ouverture au chapitre des communications entre le statisticien en chef et ses directeurs. Il convient de souligner que, pour expliquer la durée relativement courte de son mandat, ses proches ont indiqué qu'elle n'aimait pas trop l'administration ni la gestion. On dit aussi qu'elle aurait peut-être laissé entendre au greffier du Conseil privé de l'époque qu'elle aimait beaucoup l'initiative du premier ministre de déplacer les sous-ministres. En fin de compte, ses talents furent mis en évidence et peut-être mieux utilisés dans le cadre de son poste à l'OCDE, et plus particulièrement par la suite, lorsqu'elle fut sherpa du premier ministre.

Peter Kirkham n'entra pas en fonction comme statisticien en chef à un moment facile. Les changements apportés par Sylvia Ostry n'avaient pas encore tous porté fruit, et la poussière n'était pas encore tout à fait retombée après une transformation organisationnelle d'une telle importance. En seulement deux ans et demi, l'organisme avait adopté un programme de recouvrement des coûts, élargi son programme de commercialisation et de communication, étendu son programme de sensibilisation et recruté une foule de nouveaux employés de l'extérieur.

Le ciel s'écroule

Les problèmes de moral et de gestion qui couvaient à Statistique Canada furent étalés sur la place publique en 1975, lorsqu'un vétéran de 27 ans et cadre supérieur de l'organisme fit circuler, à l'occasion de sa retraite, une note de service cinglante de 18 pages dans laquelle il critiqua le style de gestion déconnecté de la haute direction, blâmant en grande partie Sylvia Ostry et Peter Kirkham. En 1976, des critiques furent peu à peu soulevées dans les médias et à la Chambre des communes, de même que par des membres du personnel, tant anciens qu'en poste. Statistique Canada fut accusé de mauvaise gestion, de manque d'intégrité et de manque de sensibilité aux besoins des utilisateurs, ainsi que d'utiliser une mauvaise méthodologie et des normes statistiques inefficaces. La réputation de l'organisme se détériora progressivement,

et comme l'organisme n'avait pas de politique claire en matière de relations avec les médias, il était difficile de naviguer dans de telles eaux. À l'époque, l'approche privilégiée en matière de relations avec les médias était de rester tranquille et d'espérer que l'attention négative passe son chemin rapidement. Le public perdit confiance, et le moral atteignit son niveau le plus bas au sein de l'organisme.

L'un des facteurs ayant contribué à une telle « déconnexion » fut peut-être le peu de moyens dont disposait la direction pour évaluer ce que les employés pensaient ou comment ils se débrouillaient. Dans le cadre du système d'examen annuel du rendement des employés, chaque superviseur devait remplir un formulaire détaillé décrivant les tâches et les capacités nécessaires, puis évaluer le rendement de ses employés en fonction de ces tâches et capacités. Les superviseurs hésitaient à « offenser » leurs employés, de peur que ces derniers déposent des griefs officiels. Le système n'était pas très apprécié.

Dans le cadre d'une entrevue avec le journal du personnel, Peter Kirkham parla de la taille de l'organisme comme d'un facteur ayant contribué à la baisse du moral. Statistique Canada avait quadruplé depuis 1960, et il était difficile d'établir des relations personnelles dans une si grande organisation dont le personnel était dispersé dans huit immeubles. En réalité, l'organisme était passé d'un effectif de 1 700 personnes et d'un budget de 7,4 millions de dollars en 1960 à plus de

5 700 employés et à un budget de 100 millions de dollars en 1975. Peter Kirkham parla aussi des enjeux de gestion, comme la nécessité d'établir des objectifs plus clairs, et du travail continu d'élaboration des plans à moyen terme. Il fit remarquer que, historiquement, lorsque l'organisme était de plus petite taille, il pouvait fonctionner au moyen de la tradition orale, et chaque personne était au courant des décisions prises et des grands objectifs de l'organisme. En raison des changements techniques et sociaux, la demande de renseignements avait explosé, ce qui avait entraîné la croissance et le changement de l'organisme. Cette croissance s'était toutefois produite sans les mécanismes et les procédures de gestion nécessaires au fonctionnement d'une grande organisation.

La perception du public continua à se détériorer en 1976 lorsqu'on découvrit que quatre employés avaient contrevenu aux lignes directrices sur les conflits d'intérêts en exploitant une entreprise privée qui avait commencé en 1971 à offrir des services de consultation et à vendre des données personnalisées. Le gouvernement avait imposé des lignes directrices sur les conflits d'intérêts en 1973, obligeant les employés à divulguer tout intérêt qui pourrait vraisemblablement être interprété comme étant en conflit réel ou potentiel avec leurs fonctions. Lorsque Sylvia Ostry fut mise au courant des activités de ces employés en 1974, la GRC fut immédiatement appelée afin d'effectuer une enquête complète sur l'affaire; elle se présenta notamment à la maison d'un employé tôt le matin pour saisir des boîtes de documents. L'enquête révéla que la conduite des employés n'était pas illégale, puisque seules des données

accessibles au public avaient été utilisées, mais que la situation constituait un conflit d'intérêts et qu'elle était contraire à l'éthique professionnelle.

L'organisme fut également critiqué pour ses pratiques d'embauche et de promotion relativement aux lignes directrices sur les conflits d'intérêts, le nombre soi-disant élevé de couples mariés faisant sourciller. Ces préoccupations firent couler beaucoup d'encre dans les médias, bien qu'une vérification de la Commission de la fonction publique ne révéla aucune irrégularité. Le ministre responsable de Statistique Canada au moment où cette information fut rendue publique, l'honorable Jean Chrétien, ministre de l'Industrie et du Commerce, demanda à Peter Kirkham d'enquêter sur tous les contrats externes conclus par des employés de Statistique Canada. À la suite des incidents en question, Statistique Canada clarifia et renforça ses règles en matière de conflits d'intérêts en 1978.



Peter G. Kirkham, statisticien en chef du Canada, 1975-1980

PETER GILBERT KIRKHAM

Peter Kirkham, diplômé du Collège militaire royal du Canada, servit dans les Forces armées canadiennes comme ingénieur de 1953 à 1961. Il obtint également un diplôme en génie civil de l'Université de la Colombie-Britannique, une maîtrise en économie et en administration des affaires de l'Université Western Ontario et un doctorat en économie de l'Université de Princeton. Avant de se joindre à Statistique Canada en 1973, il fut professeur agrégé à la School of Business Administration de l'Université Western Ontario. Il devint statisticien en chef adjoint des Comptes économiques et de l'intégration avant d'être nommé statisticien en chef, poste qu'il occupa de 1975 à 1980. Après avoir quitté Statistique Canada en 1980, Peter Kirkham fut nommé vice-président principal et économiste en chef de la Banque de Montréal. Il prit sa retraite en 1992 et vit actuellement à Kingston, en Ontario.

Les partis de l'opposition et les médias critiquèrent activement les pratiques de diffusion anticipée de l'organisme ainsi que les pratiques d'embauche utilisées pour le recensement. Bien que les travaux d'élaboration d'une politique de prédiffusion avaient débuté sous Walter Duffett en 1971, un énoncé de politique révisé et renforcé fut publié en 1974 afin d'assurer que les nouvelles statistiques soient mises à la disposition de tous les utilisateurs simultanément, et que toute possibilité de privilège soit donc évitée. La politique énonçait par ailleurs clairement les conditions de la prédiffusion de renseignements. La pratique offrant un accès

préalable aux ministres était cependant toujours largement critiquée.

De nos jours, pour ce qui est de l'embauche effectuée pour le recensement, la *Loi sur la statistique* actuelle permet au ministre de contribuer au recrutement d'intervieweurs sur le terrain, y compris dans le cadre de l'Enquête sur la population active, de l'IPC, des enquêtes-entreprises et des recensements. Le processus était différent à l'époque; lorsque les bureaux régionaux déterminaient qu'ils avaient besoin de nouveaux intervieweurs, ils communiquaient avec le bureau central, qui communiquait à son tour avec le personnel du ministre pour savoir

si des candidats précis étaient recommandés. Lorsque le bureau central en recevait la liste du bureau du ministre, il la transmettait au bureau régional, qui communiquait avec chaque personne pour lui faire passer une entrevue et un examen. Il ne s'agissait évidemment pas d'une situation idéale compte tenu du potentiel d'influence politique et de traitement préférentiel. Cette pratique était aussi largement critiquée par les partis de l'opposition, qui y voyaient une façon de distribuer des faveurs aux partisans du parti au pouvoir. Aujourd'hui, le ministre responsable de Statistique Canada détient toujours ce pouvoir, mais il n'est généralement pas exercé.

CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS

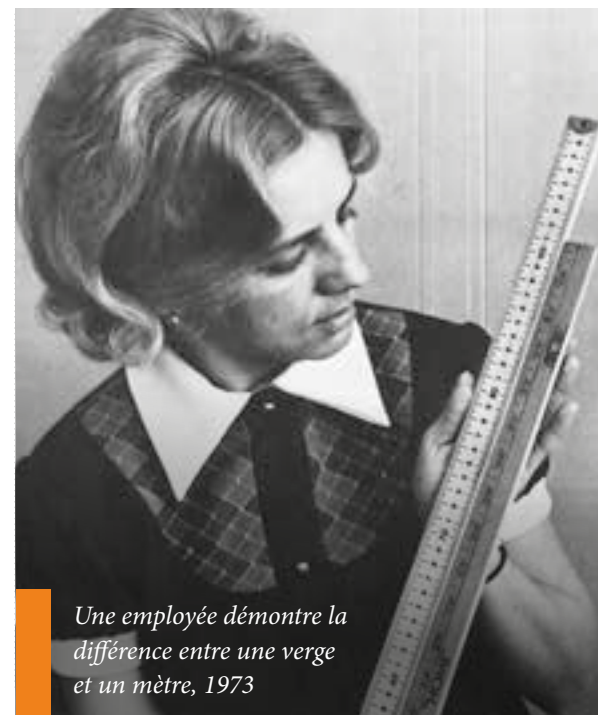
Créé à l'automne 1976, le Secrétariat du Bureau était chargé de coordonner la correspondance que le bureau du statisticien en chef reçoit et expédie, y compris les documents parlementaires. Il devait documenter les enjeux, élaborer des propositions de politiques pour le Comité de direction et veiller à ce que l'on donne suite aux décisions du Comité. Il offrait aussi au statisticien en chef un soutien en matière de recherche, d'administration et de personnel.

La Division de la vérification des opérations de Statistique Canada fut elle aussi créée en 1976, et les postes y furent d'abord dotés, en vertu d'un contrat, par le Bureau des services de vérification d'Approvisionnements et Services Canada; le personnel de Statistique Canada se joignit à la division 18 mois plus tard. La Division effectuait

des vérifications financières et opérationnelles, des études spéciales ainsi que des examens de l'efficacité. En 1978-1979, 22 vérifications furent effectuées.

Conversion au système métrique

Statistique Canada était également en pleine conversion au système métrique, ou « métrisation ». En mai 1973, le journal du personnel, SCAN, publia un article au titre inquiétant : [traduction] « Le passage au système de mesure métrique s'en vient, et vous serez touchés ». Le gouvernement fédéral mit alors en œuvre les recommandations de son livre blanc de 1970 sur la conversion au système métrique au Canada. L'article de SCAN présentait des notions élémentaires sur les conversions



Une employée démontre la différence entre une verge et un mètre, 1973

et traita de certains des défis que devrait relever l'organisme lorsqu'il apporterait les changements nécessaires à ses systèmes et à ses questionnaires. Les travaux préliminaires sur l'incidence de la métrisation furent effectués par la nouvelle Division des normes, créée en 1973, qui était chargée de contrôler les classifications et les concepts de l'organisme. La mise en œuvre pratique du système métrique au sein de l'organisme commença en 1977-1978; la première étape fut la conversion permettant de montrer les quantités en unités métriques dans les publications, et la deuxième fut de fournir une option métrique dans les questionnaires d'enquête pendant un an, avant de convertir les questionnaires de manière à ce que seules les unités métriques soient indiquées.

Réorganisation et décentralisation

En 1977, le Secteur du recensement fut combiné à la Direction de la statistique des ménages en vue de créer le Secteur du recensement et des enquêtes-ménages, et la Division du recensement de l'agriculture et la Division de l'agriculture furent transférées vers le Secteur de la statistique des institutions et de l'agriculture. Les Services financiers furent regroupés avec les Opérations de planification, formant la Division des services financiers. En 1978, le Secteur des services statistiques fut démantelé et décentralisé, ce qui permit d'intégrer des experts en méthodologie dans la structure des secteurs spécialisés, l'objectif étant d'améliorer la réactivité et la collaboration. Certains furent quelque peu indignés de cette décision et, en rétrospective, ils

avaient raison, l'une des conséquences négatives étant l'arrêt de la recherche et du développement dans le domaine de la méthodologie. Cette détérioration fut plus tard considérée comme un facteur ayant contribué au déclin de l'expertise méthodologique au sein de l'organisme.

Déménagement proposé du bureau régional d'Ottawa

En 1978-1979, le bureau régional d'Ottawa devait être déménagé à North Bay, en Ontario, conformément à la politique de décentralisation du gouvernement, en vertu de laquelle des composantes de ministères ou d'organismes devaient être transférées d'Ottawa vers d'autres régions du Canada. Le personnel du bureau régional se vit offrir la possibilité d'être transféré à North Bay ou d'être considéré pour des nominations par priorité à Statistique Canada à Ottawa ou dans d'autres ministères dans la région d'Ottawa. Le bureau ouvrit officiellement ses portes en 1983 à Sturgeon Falls, en Ontario, à environ une demi-heure à l'ouest de North Bay.

CONVERSION DU CANADA AU SYSTÈME MÉTRIQUE

La métrisation du Canada traversa d'abord une période de conversion « douce » au cours de laquelle les quantités furent exprimées à la fois en mesure impériale et en mesure métrique. Les quantités et les spécifications indiquées sur les contenants changèrent, et ce, même pour des articles comme le dentifrice, le shampooing et les produits pharmaceutiques. Le 1^{er} avril 1975, les températures commencèrent à être exprimées en degrés Celsius seulement, et les précipitations furent données en millimètres à compter du 1^{er} septembre 1975. La métrisation eut une incidence sur tout, du transport routier aux hôpitaux, en passant par le commerce des céréales et l'industrie des aliments et des boissons.

La conversion au système métrique au Canada devait produire des avantages importants, notamment dans le domaine du commerce international, car environ 90 % de la population mondiale utilisait le système métrique ou était en voie de l'utiliser à l'époque.

LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Lorsque les ordinateurs devinrent des outils omniprésents et puissants à la fin des années 1960 et au début des années 1970, la protection des renseignements personnels suscita de plus en plus de préoccupations. Conformément aux recommandations d'un groupe de travail du gouvernement fédéral sur la protection des renseignements personnels et les ordinateurs, la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, promulguée en 1977-1978, contenait des dispositions sur la protection des données qui tenaient compte de la prolifération des fichiers de renseignements personnels. La *Loi* accorda aux individus un droit d'accès aux renseignements personnels les concernant que détenaient les banques de données fédérales. En vertu de la *Loi*, un index de toutes les banques de données fédérales contenant des dossiers administratifs dut être publié chaque année. Celui-ci devait dresser une liste du contenu de la banque et des utilisations des données. La *Loi* prévoit un rôle pour Statistique Canada dans l'examen coordonné des banques de données gouvernementales existantes. Le Secrétariat de l'activité statistique fédérale, créé en 1978 à Statistique Canada, assumait le rôle de coordination des banques de données. Il s'agissait d'une nouvelle sous-section relevant du statisticien en chef et regroupant le personnel de la Division de la coordination des enquêtes spéciales affecté à la règle des 10 ainsi que le personnel de la Division des normes affecté au centre d'information. Le Secrétariat fit office de centre de coordination pour les grandes questions transversales qui touchaient tous les participants du gouvernement fédéral au système statistique. Le personnel du Secrétariat, agissant au nom du Secrétariat du Conseil du Trésor, examinait les propositions relatives aux banques de données statistiques, préparait des documents sur les dossiers de renseignements détenus par les banques fédérales et d'autres ministères, et créait et tenait à jour des centres d'information et des inventaires de données. En 1978, le Secrétariat participa à l'élaboration d'un plan directeur pour le système statistique fédéral.



JALONS IMPORTANTS DU PROGRAMME STATISTIQUE

Statistique Canada continua de réaliser des progrès au chapitre des données administratives, y compris dans le domaine de l'agriculture. En janvier 1976, la production agricole de lait fut calculée à partir des données fournies par les offices provinciaux de commercialisation du lait, et les estimations d'oiseaux pondteurs dans les troupeaux de volaille furent produites à partir de renseignements sur le nombre de pondeuses composant les troupeaux enregistrés auprès de l'Office canadien de commercialisation des œufs, les troupeaux d'approvisionnement des couvoirs inspectés par Agriculture Canada et les troupeaux

non réglementés répertoriés dans le cadre des enquêtes de la division. En 1977-1978, une fonction d'analyse de données fut créée au sein de la division, accordant ainsi une plus grande importance à la création de bases de données analytiques, y compris une base de données couplée du recensement et de l'agriculture.

Une nouvelle enquête sur l'activité aéroportuaire fut lancée en 1976-1977, couvrant en détail tous les vols intérieurs et internationaux réguliers exploités au Canada. La taxe canadienne de sécurité dans les aéroports, qui rapportait

4 millions de dollars de recettes par année, fut d'ailleurs perçue en fonction du nombre de passagers transportés mesuré par l'enquête. Cette dernière portait sur 50 grands aéroports, et les résultats étaient publiés tous les trimestres et tous les ans. De plus, un groupe de travail interministériel, auquel participaient des agents des douanes et des représentants de l'office du tourisme, se réunissait régulièrement en 1976-1977 pour explorer d'autres méthodes peu coûteuses permettant d'améliorer les taux de réponse et la fiabilité des enquêtes sur les voyages internationaux. Dans le domaine de



*Un recenseur du Recensement
de l'agriculture de 1971*

**ON ACCORDA UNE PLUS
GRANDE IMPORTANCE
À LA CRÉATION DE
BASES DE DONNÉES
ANALYTIQUES, Y
COMPRIS UNE BASE DE
DONNÉES COUPLÉE
DU RECENSEMENT ET
DE L'AGRICULTURE**

la justice, une enquête sur les utilisateurs et les propriétaires d'armes à feu parrainée par le ministère du Solliciteur général fut réalisée en 1976-1977 comme complément à l'Enquête sur la population active, et ses résultats servirent à planifier la législation sur le contrôle des armes à feu. Ce fut aussi l'année où furent menées une étude spéciale sur les jeunes délinquants transférés aux tribunaux pour adultes ainsi qu'une enquête-échantillon nationale sur les jeunes ayant des démêlés avec la justice. L'objectif de ces enquêtes était d'aider le ministère du Solliciteur général à planifier une nouvelle loi sur la délinquance juvénile. En avril 1978, le Groupe national de travail sur l'information et la statistique judiciaires

fut constitué. Celui-ci était financé conjointement par Statistique Canada, le ministère du Solliciteur général et le ministère de la Justice. Au cours de sa première année d'existence, le groupe de travail réalisa une étude approfondie sur les systèmes d'information juridique fédéraux et provinciaux, et il approuva un plan de travail fédéral-provincial.

En 1976-1977, CANSIM put fournir des données sous forme de copies papier et sous forme lisible par machine par l'entremise d'un réseau téléphonique national géré par 12 distributeurs secondaires. Une capacité transversale fut ajoutée à CANSIM, ce qui permit l'intégration de données

sociales. Les premières données entrées dans cette nouvelle base furent celles de la Division de la santé et de la Division de la justice. En 1979, une nouvelle Division CANSIM fut créée dans le Secteur des services de diffusion et de promotion afin que les activités de diffusion soient regroupées. La distribution des publications ainsi que certains employés affectés au recensement furent également transférés aux Services de l'assistance-utilisateurs du secteur.

La Division des opérations régionales, responsable de la collecte sur le terrain, gérât les huit bureaux régionaux et participait activement en 1975 à la réalisation en parallèle de l'Enquête

PROFESSIONNALISME AU TRAVAIL

Au milieu des scandales, qui amenèrent la presse à réagir rapidement à la moindre nouvelle relative à Statistique Canada, l'organisme continua de mettre l'accent sur le contrôle de la qualité. En 1976, Stewart Wells, alors directeur général de la Direction des comptes nationaux (courants), craignit que les données sur le revenu du travail et les dépenses de consommation alimentant les comptes nationaux soient incomplètes, car de nouvelles enquêtes sur le commerce de détail révélèrent certaines inexactitudes dans les données historiques sur le commerce de détail, qui avaient entraîné une sous-déclaration des dépenses de consommation. Des révisions à la hausse marquées durent donc être apportées aux estimations du produit national brut (PNB) pour les années 1971 à 1974. Parallèlement, la Division du travail découvrit des écarts entre son calcul du revenu du travail et le total de contrôle obtenu des données fiscales, écarts attribuables au fait que certaines nouvelles entreprises étaient passées entre les mailles du filet lorsque la responsabilité de déclarer les nouvelles entreprises à l'organisme fut

transférée en 1972 de la Commission de l'assurance-chômage au ministère du Revenu national. Le revenu du travail fut donc lui aussi sous-déclaré dans le PNB. Dans une note de service adressée à son statisticien en chef adjoint de l'époque, Guy Leclerc, Stewart Wells avança l'hypothèse que ces importantes révisions à la hausse se répercuteraient sur d'autres indicateurs économiques. La note de service fit l'objet d'une fuite dans la presse, ce qui suscita un autre tollé au Parlement, tollé rapidement apaisé par le ministre Jean Chrétien, qui produisit une note technique expliquant le processus d'établissement du PNB. Il assura à la Chambre que l'organisme était en train de rationaliser l'Enquête sur le commerce de détail et qu'il participait à des négociations avec le ministère du Revenu national en vue d'améliorer la déclaration des données. Essentiellement, ce qui se passait découlait en grande partie de l'avènement de nouvelles technologies. L'informatisation permit la confrontation et la validation au microniveau de données tirées de diverses sources, ce qui permit de révéler des incohérences importantes.

sur la population active existante et révisée. La Division acheva par ailleurs à l'époque une très grande enquête spéciale dans le cadre de laquelle elle interviewa 75 000 ménages dans 23 villes sur une période de deux mois. Il s'agissait de l'Enquête sur les logements, menée pour le compte de la Société centrale d'hypothèques et de logement (SCHL); à l'époque, il s'agissait de l'une des plus grandes enquêtes gérées par la Division de la coordination des enquêtes spéciales. L'enquête pilote fut menée à Toronto et à Hull, après quoi la SCHL demanda des renseignements additionnels sur les dimensions des pièces. S'ensuivit un « mini-projet pilote », qui permit d'évaluer les méthodes possibles d'obtention de ces renseignements. Il s'avéra que la meilleure méthode fut de simplement laisser un ruban à mesurer à chaque répondant et de le rappeler quelques jours plus tard!

L'année 1976 marqua également la mise en œuvre d'un programme de la statistique de la culture, qui fut organisé en collaboration avec le secrétariat d'État. En 1978-1979, le programme fut élargi en vue de couvrir l'industrie du disque, les peintres et les sculpteurs, ainsi que les dépenses du gouvernement en matière de culture.

En 1976-1977, le remaniement du programme d'emploi et de rémunération fondé sur les établissements représentait un important projet. Un comité interministériel procéda à un examen et formula des recommandations relativement au contenu du programme. L'année suivante, la fréquence de la collecte des données fit l'objet de discussions avec les provinces.

La nouvelle enquête proposée comprenait des renseignements provenant à la fois de sources de données administratives et d'enquêtes, et sa faisabilité fut mise à l'essai sur une période de deux ans. On prévoyait que le système révisé d'enquêtes serait opérationnel en 1981.

L'Enquête sur les postes vacants, qui était essentiellement une enquête parallèle à l'Enquête sur la population active, mais qui portait sur la demande du marché du travail, fit également l'objet d'un examen exhaustif auquel participèrent les principaux utilisateurs, dont le ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ainsi que les gouvernements provinciaux. Il s'agissait d'une enquête postale visant quelque 90 000 sociétés ou subdivisions déclarantes chaque mois. Même si l'examen devait être terminé à la fin de 1979, on y mit fin dans le cadre des réductions budgétaires.


La Conférence des sous-ministres de la Santé entreprit en 1977-1978 un examen important des statistiques de la santé, qui donna lieu à la création d'un comité spécial d'information sur la santé chargé d'examiner et de recommander des modifications aux systèmes d'information sur la santé. Le comité mit l'accent sur trois sous-groupes : les hôpitaux, les autres établissements et les soins primaires. En 1978-1979, le Programme de la statistique de la santé changea considérablement, en grande partie en raison des compressions budgétaires. La division créa une section de recherche et d'analyse chargée d'approfondir le travail d'analyse et assumait la responsabilité de l'analyse des statistiques de la sécurité sociale.



Une intervieweuse de l'Enquête sur la population active, Vancouver, 1972

Le Programme du recensement de 1976

Le Recensement de la population de 1976 fut réalisé le 1^{er} juin 1976. Il comportait de nouvelles questions sur l'éducation et l'activité sur le marché du travail, même si, en tant que recensement de mi-décennie, il comportait moins de questions que les recensements décennaux. Ce fut le dernier recensement de mi-décennie à être un « mini-recensement », les recensements subséquents demeurant relativement de la même taille. Le taux d'échantillonnage pour le questionnaire détaillé du recensement demeura à un pour trois, bien que le recensement suivant, celui de 1981, vit un retour à un pour cinq. La Division des opérations



L'ENQUÊTE SANTÉ CANADA

En 1976, la composante des mesures physiques de la nouvelle et éphémère Enquête santé Canada fut mise à l'essai auprès de 260 ménages à Peterborough, en Ontario; ce fut le prélude du lancement de l'enquête de 1978. Après que les participants eurent monté et descendu un escalier pendant trois minutes, un intervieweur de Statistique Canada et une infirmière du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social mesurèrent leur taille, leur poids, leur pli cutané, leur tension artérielle et leur pouls. Ils effectuèrent également une analyse sanguine afin de vérifier leurs taux d'immunisation à certaines maladies, leur cholestérol et les traces de certains métaux. Pendant une période de trois semaines, les équipes d'intervieweurs apportèrent dans chaque ménage un escalier portatif et trois valises remplies de matériel. L'Enquête santé Canada, menée conjointement par Statistique Canada et le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, permit de recueillir des données sur la santé des Canadiens et sur les risques pour la santé auxquels ils s'exposaient délibérément.

régionales chapeautait huit bureaux régionaux du recensement, qui comptaient environ 35 000 employés temporaires effectuant la collecte et le traitement des données. À la fin des années 1970, le Secteur du recensement connut une croissance très rapide. Certains estimaient qu'il devenait de plus en plus autonome, car il disposait de ses propres capacités de diffusion ainsi que de ses propres spécialistes dans des domaines chevauchant le programme de la statistique sociale. Le Secteur fut finalement réintégré aux opérations générales de l'organisme par la création du nouveau Secteur du recensement et des enquêtes-ménages.

En 1979, on réunit le personnel de la Division de la diffusion des données du recensement et celui des Services de l'assistance-utilisateurs du Secteur des services de diffusion et de promotion, ce qui fournit un point de contact central aux utilisateurs des données. La bibliothèque du recensement, une bibliothèque secondaire desservant le personnel du recensement à un endroit différent, fut par ailleurs fermée; sa collection et le bibliothécaire du recensement furent alors intégrés à la bibliothèque principale.

La scène internationale

L'année 1976 vit la création de la Division des relations internationales, qui permit de consolider les activités statistiques internationales continues de l'organisme, y compris la fourniture de données canadiennes aux organisations internationales ainsi que

la participation à l'élaboration de normes statistiques internationales et de futurs programmes de travail. L'organisme poursuivit par ailleurs son travail de collaboration bilatérale avec les organismes statistiques de certains pays. En 1974, le Canada devint officiellement membre de la Conférence des statisticiens européens, un organe subsidiaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, même si Statistique Canada participait officieusement aux travaux de la Conférence depuis le milieu des années 1960. Au fil des ans, l'organisme joua un rôle de fournisseur de données et contribua à l'amélioration de la qualité et de la comparabilité des statistiques à l'échelle internationale.

Restrictions budgétaires dans l'ensemble du gouvernement

Si le début des années 1970 fut difficile pour l'organisme, la fin de la décennie fut encore plus troublante. Les années 1977 et 1978 furent marquées par d'importantes compressions budgétaires, la seule directive donnée étant de « préserver les séries économiques nationales essentielles ». Ce fut en réalité une période de restrictions budgétaires dans l'ensemble du gouvernement. L'un des grands paradoxes d'un organisme statistique, c'est que lorsque les gouvernements cherchent à être plus efficaces en examinant et en mesurant rigoureusement les résultats de leurs programmes, ils ont besoin d'une plus grande quantité de données, y compris de données nouvelles. Toutefois,

Statistique Canada étant également touché par les restrictions budgétaires, il dut donc chercher des moyens de répondre à des demandes nouvelles et croissantes avec moins de ressources.

À la suite des compressions budgétaires, le budget de l'organisme fut réduit de 16,4 millions de dollars, et 825 postes furent supprimés. Par rapport à 1974-1975, l'organisme comptait alors environ 1 200 personnes de moins, ce qui représente une réduction de plus de 20 % de l'effectif. Dans son édition du 2 novembre 1978, *Le Quotidien* de Statistique Canada publia une liste de 95 publications devant être abandonnées avant la fin de l'exercice 1978-1979 et de 28 autres devant être modifiées ou réduites, dont bon nombre dans les domaines de l'agriculture, de la fabrication, de l'énergie, de l'éducation et de la santé. Parmi les victimes des compressions budgétaires, mentionnons l'Enquête sur la profession des salariés et l'Enquête sur les postes vacants, ainsi que la nouvelle Enquête santé Canada, qui devait permettre à l'organisme d'évaluer la santé des Canadiens en ayant recours à des intervieweurs pour recueillir des données sur la santé ainsi qu'à des ambulanciers paramédicaux pour effectuer des examens cliniques. En vue de réduire les coûts de l'organisme, l'*Annuaire du Canada*, *Le Canada* et *Statistiques de la culture au Canada* furent publiés aux deux ans plutôt qu'à chaque année, et les prix des publications de l'organisme augmentèrent considérablement.

En imposant un gel du recrutement externe, en s'efforçant de pourvoir les postes vacants avec les employés excédentaires ainsi qu'en comptant sur l'attrition normale et certains départs accélérés à la retraite, l'organisme ne mit à pied que 59 employés après le 31 mars 1979. En fait, une équipe de réaffectation relevant des ressources humaines fut chargée d'aider tous les employés touchés à se trouver un autre emploi. L'équipe publia même, dans le bulletin du personnel, un article dans lequel elle demanda aux employés d'utiliser leurs relations dans le secteur privé afin de vérifier si celles-ci étaient à la recherche d'employés professionnels ou de bureau.

À l'époque, il y avait encore peu de mouvement entre les différents secteurs de Statistique Canada. Par conséquent, les employés devenaient experts dans un domaine particulier, et avaient ainsi peu d'occasions d'accroître leurs compétences, d'entreprendre de nouveaux projets et, surtout, de comprendre les enjeux auxquels les autres étaient confrontés. Non seulement l'organisme était-il relativement isolé du monde extérieur, mais les divisions qui le composaient étaient également isolées les unes des autres. En réalité, les employés qui passaient d'une division à une autre pour faire progresser leur carrière avaient tendance à être perçus comme déloyaux, non seulement par leurs collègues, mais aussi par les cadres supérieurs. Il est donc compréhensible qu'en période d'austérité, les employés se sentent exceptionnellement vulnérables et qu'ils craignent de perdre leur emploi si les

compressions budgétaires touchent leur propre secteur de programme.

Dans le cadre de la planification de contraintes budgétaires permanentes, l'organisme produisit en 1978 un document de planification intitulé « Statistique Canada — les prochains cinq ans », qui fut rendu public. Rappelons que des plans à moyen terme avaient été recommandés par le groupe de travail de Sylvia Ostry au début des années 1970. Le document de planification représentait essentiellement le premier plan stratégique officiel établi par l'organisme, et il prévoyait quatre grandes orientations : l'amélioration des services aux utilisateurs, la réduction du fardeau de réponse, l'amélioration de l'efficacité ainsi que le leadership et la coordination en matière de statistiques. Au chapitre du leadership et de la coordination, une bonne partie du travail de production n'ayant pas besoin d'être effectué par un organisme statistique central fut dévolue à d'autres parties du système. Il semble par exemple que des organisations de l'industrie et d'autres groupes touchés par les compressions de programmes aient été disposés à poursuivre les enquêtes eux-mêmes ou à financer l'organisme pour qu'il fasse le travail en leur nom. L'élaboration du plan sur cinq ans fut coordonnée par la Direction de la politique, de la planification et de l'évaluation. Bien que les plans sur cinq ans permirent probablement d'organiser les pensées, il s'avéra qu'ils n'étaient pas axés sur les résultats réels à long terme, étant donné que les mécanismes nécessaires à leur exécution étaient absents.

UN BOULEVERSEMENT ORGANISATIONNEL IMPORTANT SEMBLAIT SE DESSINER

UNE ATMOSPHÈRE NÉGATIVE

La couverture négative continue des médias, les critiques à la Chambre des communes, les compressions budgétaires et la perspective que l'organisme ne répondait pas aux besoins de ses clients contribuèrent à la création d'un climat relativement toxique au sein de l'organisme. Les critiques à l'égard des problèmes firent place aux critiques à l'égard des personnes. Un bouleversement organisationnel important semblait par ailleurs se dessiner, comme quoi l'organisme pourrait être divisé en deux, les statistiques sociales et les statistiques économiques devenant deux entités presque entièrement séparées. Les tensions interpersonnelles s'intensifièrent, et l'époque fut décrite comme une ère de « guerre intestine ». En raison de l'atmosphère négative qui régnait au sein de Statistique Canada, la situation devint intenable pour bien des employés, et bon nombre d'entre eux quittèrent même l'organisme. En juin 1978, Ivan Fellegi prit un

congé d'un an pour participer à un groupe de travail chargé d'examiner le système statistique fédéral américain. C'est seulement lorsque Peter Kirkham lui demanda de revenir pour assumer la responsabilité du Recensement de 1981 qu'il se sentit moralement obligé de revenir. Ivan Fellegi reçut par la suite un certificat d'appréciation du président américain Jimmy Carter pour le travail qu'il avait accompli dans le cadre du projet de réorganisation du système fédéral de la statistique du Président. Gordon Brackstone (qui devint plus tard statisticien en chef adjoint) quitta l'organisme afin de travailler pour l'organisme statistique de la Colombie-Britannique, et Jacob Ryten (qui devint également plus tard statisticien en chef adjoint) partit travailler pour les Nations Unies, pour lesquelles il dirigea un projet en Équateur. Ivan Fellegi, Gordon Brackstone et Jacob Ryten finirent par revenir à Statistique Canada afin d'occuper des postes supérieurs.

Peter Kirkham participe à une activité organisée dans le cadre de la campagne Centraide de 1979





UN EXAMEN COMPLET ET CONSTRUCTIF

En 1979, l'organisme fut de nouveau accusé de « trafiquer » les chiffres sur le revenu du travail et de dépenser de l'argent pour des projets soi-disant « futiles ». Ces accusations firent suite à la fuite d'une autre note de service interne, rédigée par un gestionnaire qui refusait d'être interviewé pour un poste de directeur de division parce qu'il estimait que deux collègues tout aussi qualifiés avaient été écartés du processus. Sa note à Peter Kirkham se solda par une longue critique de l'organisme et de ses dirigeants. Plus tard la même année, Statistique Canada fut également accusé de reporter la publication des données révisées sur le commerce des marchandises pour éviter qu'elle ne coïncide avec les élections générales de mai 1979, ce qui, selon la presse, avantagerait le gouvernement libéral.

En juin 1979, le Parti progressiste-conservateur fut porté au pouvoir, et l'honorable Sinclair Stevens, le critique le plus persistant de Statistique Canada à la Chambre des communes pendant le mandat du gouvernement libéral précédent, se vit confier la responsabilité de l'organisme. En décembre 1979, le ministre Sinclair Stevens commanda un certain nombre d'enquêtes sur les activités de Statistique Canada. Il déclara à l'époque que bon nombre des problèmes présumés semblaient être attribuables aux relations humaines et aux attitudes et non à la méthodologie, mais qu'un [traduction] « examen complet et constructif est maintenant nécessaire afin que les utilisateurs puissent continuer à avoir confiance dans les produits

de l'organisme, qui sont essentiels à un si grand nombre de programmes et de décisions partout au Canada ». Il annonça qu'un examen de la gestion et des communications serait effectué par Price Waterhouse, qu'un examen professionnel de la méthodologie utilisée pour la production de certaines séries statistiques principales serait réalisé sous la direction de Sir Claus Moser, et qu'une enquête sur les allégations de malversation (soit que l'organisme « trafique les chiffres » et « gaspille de l'argent pour des projets inutiles ») serait effectuée par l'avocat d'Ottawa Peter Newcombe.

Dans le cadre de son étude, Price Waterhouse effectua 120 entrevues, y compris avec des gestionnaires de l'organisme, des représentants syndicaux, des représentants des organismes centraux, des spécialistes des prévisions économiques et d'autres importants utilisateurs de données des secteurs public et privé. Il examina également un certain nombre d'autres études internes, des manuels de politiques et de procédures, des coupures de presse, des publications et des mémoires particuliers. L'étude conclut que l'organisme connaissait de graves problèmes en matière de gestion interne et de communications externes, et elle formula un certain nombre de recommandations en vue de rétablir le moral des employés et de restaurer le respect du public. L'une des recommandations importantes de l'étude fut la création d'un Conseil national de la statistique se fondant sur un modèle semblable à celui du Conseil

économique du Canada. Il fallut un certain nombre d'années avant que l'on commence à donner suite à la recommandation.

Si l'examen Moser fut réalisé, c'est parce qu'Ivan Fellegi indiqua à Peter Kirkham qu'un examen professionnel additionnel devrait être effectué puisque les critiques du public ciblaient également la réputation professionnelle de l'organisme. Ivan Fellegi formula par ailleurs des recommandations relativement aux membres qui devraient composer l'équipe d'examen. Sir Claus Moser était un ancien directeur extrêmement respecté du Government Statistical Service (Service statistique gouvernemental) du Royaume-Uni. Il obtint l'aide d'une équipe d'experts américains des domaines des comptes nationaux, de l'IPC, de la statistique du travail et de l'assurance de la qualité. Sir Claus Moser dut terminer son étude dans un délai de deux mois, et le rapport fut publié en mars 1980. Son équipe rencontra des membres de l'organisme, des ministres et des fonctionnaires de l'extérieur de l'organisme ainsi que d'importants utilisateurs de données, et elle examina la documentation, les communications et les articles des médias. Le ministre responsable de Statistique Canada à l'époque, Don Johnston, conclut que l'équipe de Sir Claus Moser [traduction] « n'a trouvé aucune preuve d'un manque d'intégrité ou d'impartialité, a dans l'ensemble été impressionné par le degré élevé de qualité des données produites par Statistique Canada, et a jugé que les critiques du public relativement

à la méthodologie étaient en grande partie non fondées ou exagérées ». Bien que l'examen Moser releva certaines lacunes et certains besoins de perfectionnement, ces derniers n'étaient pas disproportionnés par rapport à ceux d'autres organismes statistiques nationaux dans le monde. En réalité, le plus préoccupant à l'époque fut ce que Sir Claus Moser appela un déclin de « l'expertise méthodologique » au sein de l'organisme, y compris le départ d'employés essentiels, la « disparition d'une préoccupation centrale pour la méthodologie », et l'érosion du rôle des comptes nationaux comme instrument d'intégration des données économiques.

De plus, le rapport mentionna l'utilisation de l'organisme comme « ballon politique » et

indiqua que Statistique Canada devrait pouvoir compter sur un plus grand soutien ministériel et sur un contexte gouvernemental et public plus encourageant. Cette observation allait de pair avec une recommandation formulée dans l'étude de Price Waterhouse, selon laquelle l'organisme devrait être plus convaincant dans ses relations avec les médias et le Parlement. Le rapport indiqua que la politique sous-jacente de l'organisme avait été de se dérober aux critiques soulevées dans les médias et au Parlement en espérant que les attaques cessent. Une telle « position attentiste » avait toutefois probablement encouragé les critiques plus qu'elle ne les avait dissuadées. Les critiques avaient encouragé d'autres critiques et, en l'absence d'une réponse efficace, elles avaient nui au moral

des employés. Sir Claus Moser recommanda que l'on réfute les critiques non fondées et que l'on dévoile les mesures prises pour régler les problèmes. Dans son rapport, il recommanda également la création d'un Conseil national de la statistique, mais dont le rôle différerait légèrement de celui proposé dans le rapport de Price Waterhouse. Le rapport de Sir Claus Moser recommanda qu'un tel conseil n'établisse pas de priorités, précisant qu'une telle tâche revenait à Statistique Canada, mais qu'il donne une voix aux communautés d'utilisateurs, permette à l'organisme de discuter des enjeux avec un groupe de personnes de haut niveau intéressées par les statistiques et fasse office de forum protecteur. Sir Claus Moser était d'accord avec le rapport de Price Waterhouse sur le fait qu'un groupe de travail devrait étudier la question et formuler des propositions relativement à un Conseil national de la statistique.

En vertu de la *Loi sur les enquêtes*, le gouvernement nomma l'avocat Peter Newcombe pour qu'il enquête sur les plaintes de conduite illégale et de négligence visant des fonctionnaires de l'organisme. Peter Newcombe disposa lui aussi de deux mois pour produire son rapport. Il publia dans les journaux d'Ottawa des annonces demandant aux parties intéressées ayant des motifs de plainte de présenter leurs preuves par écrit, et il tint des audiences privées. Son enquête ne révéla aucune preuve d'inconduite, de geste illégal ou de négligence de la part de l'organisme ou de ses employés, bien que le rapport ne fut pas rendu public étant donné qu'il contenait des références personnelles.



Les membres fondateurs du Conseil national de la statistique, 1986



**DES EMPLOYÉS S'ÉTAIENT RÉUNIS POUR DIRE ADIEU AU
STATISTICIEN EN CHEF DU CANADA PETER KIRKHAM**

PETER KIRKHAM QUITTE L'ORGANISME

Peter Kirkham annonça sa démission de Statistique Canada au début de l'année 1980, et il devint vice-président principal et économiste en chef de la Banque de Montréal le 1^{er} avril. Larry Fry, sous-ministre des Approvisionnements et Services, se vit confier en avril 1980 les responsabilités additionnelles de statisticien en chef par intérim jusqu'à ce que le poste puisse être pourvu à temps plein. Il conserva son titre de sous-ministre des Approvisionnements et Services, tout en se déplaçant à Statistique Canada quelques fois par semaine. Larry Fry siégea également au comité de recrutement chargé de trouver le prochain statisticien en chef. Pendant son court mandat, d'avril à décembre 1980, il commença à superviser la mise en œuvre de bon nombre des recommandations formulées par les consultants externes. De plus, il retint les services d'une société professionnelle d'experts-conseils afin qu'elle sonde le personnel sur divers sujets de

préoccupation, comme les communications internes et les pratiques de supervision et de planification du travail, et qu'elle puisse ainsi déterminer les points à améliorer et les mesures correctives à prendre. Larry Fry mit en place un système permettant d'améliorer les communications internes et encouragea les employés à lui communiquer directement leurs suggestions et leurs plaintes en toute confidentialité.

À l'automne 1980, une nouvelle politique de responsabilisation de gestion fut mise en œuvre à Statistique Canada, faisant suite aux travaux d'un groupe de travail visant l'amélioration des pratiques et des contrôles de gestion. Le groupe de travail travaillait sur les recommandations formulées dans une étude sur Statistique Canada effectuée par le Bureau du contrôleur général dans le but d'élaborer des politiques, des lignes directrices et des directives en matière de planification stratégique, de

planification et de contrôle opérationnels, de systèmes d'information de gestion et d'information financière, de vérification interne, d'évaluation et de formation en gestion. Le groupe de travail se pencha également sur les recommandations de l'étude de Price Waterhouse qui portaient sur ces activités. La politique de responsabilisation de gestion établissait que chaque employé devrait rendre compte à une personne clairement désignée pour chacune de ses fonctions et responsabilités. Elle prévoyait également un processus d'établissement des objectifs, d'attribution des responsabilités, de présentation des rapports d'avancement ainsi que d'examen des résultats. De plus, les divisions ayant des responsabilités interdépendantes pour des projets durent conclure des ententes contractuelles précisant les quantités, les caractéristiques, les coûts et les calendriers de réalisation.

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

Les années 1970 touchèrent à leur fin, et furent décrites comme une époque de « survie ». D'une certaine façon, cette décennie fut une suite de changements technologiques radicaux, de compressions budgétaires sans précédent,

d'instabilité organisationnelle et de réduction de l'importance accordée à la recherche et au développement, ce qui entraîna une mauvaise presse et un moral bas. En réalité, si quelqu'un avait dit à la fin des années 1970 qu'en l'espace

de deux décennies Statistique Canada serait reconnu comme l'un des meilleurs organismes statistiques au monde, il y a fort à parier que personne ne l'aurait cru.

La difficile quête d'un nouveau statisticien en chef	88
Martin Wilk	90
Le moral s'améliore	91
Changements organisationnels	93
Un accent nouveau sur l'intégration	93
La charpente de l'organisme	94
Nouvelles initiatives de gestion	95
Place à la diversité	96
La recherche et le développement dans la mire de l'organisme	97
Croissance de la collaboration et du rayonnement	99
L'organisme franchit une nouvelle étape en méthodologie	100
Les relations internationales prennent de l'ampleur	100
Les débuts d'une précieuse collaboration avec le Bureau national de la statistique de la Chine	102
Des communications stratégiques et adaptées	103
Aperçu	104
L'organisme entre dans une nouvelle ère de l'information	105
Jalons importants des programmes statistiques	106
Études sur l'emploi du temps	108
De nouvelles approches voient le jour au chapitre de la statistique des entreprises	109
Les sociétés sous contrôle étranger dans l'économie canadienne	110
De nouvelles approches voient le jour au chapitre de la statistique sociale	110
Les origines du Centre canadien de la statistique juridique	113
Un nouveau programme de données régionales	114
Le Programme du recensement	115
Un accent accru sur le recouvrement des coûts	117
Le début des années 1980, précurseur d'une nouvelle ère	119



CHAPITRE 3

La période de
1980 à 1985 :
un tournant majeur

LA DIFFICILE QUÊTE D'UN NOUVEAU STATISTICIEN EN CHEF

En 1980, la situation à Statistique Canada était devenue presque intenable. Le moral et la fierté professionnelle des employés étaient à leur plus bas, et la confiance du public à l'égard de l'intégrité et de la compétence de l'organisme s'était gravement effritée. Différents facteurs étaient à l'origine du problème : le fait que quatre statisticiens en chef se soient succédé à la gouvernance de l'organisme en moins de 10 ans, les multiples grandes restructurations de l'organisme, les critiques formulées à l'endroit de l'organisme à la Chambre des communes et dans les médias, la tenue de trois enquêtes externes visant l'organisme et d'un certain nombre de vérifications portant sur son personnel et son efficacité, l'isolement croissant de l'organisme par rapport aux autres ministères fédéraux, la réduction d'un cinquième de son budget, et aussi probablement le fait que l'embauche d'un nouveau statisticien en chef provenant de l'extérieur de l'organisme et recruté par des agents externes avait attiré l'attention du public sur la « nécessité de corriger le tir ».

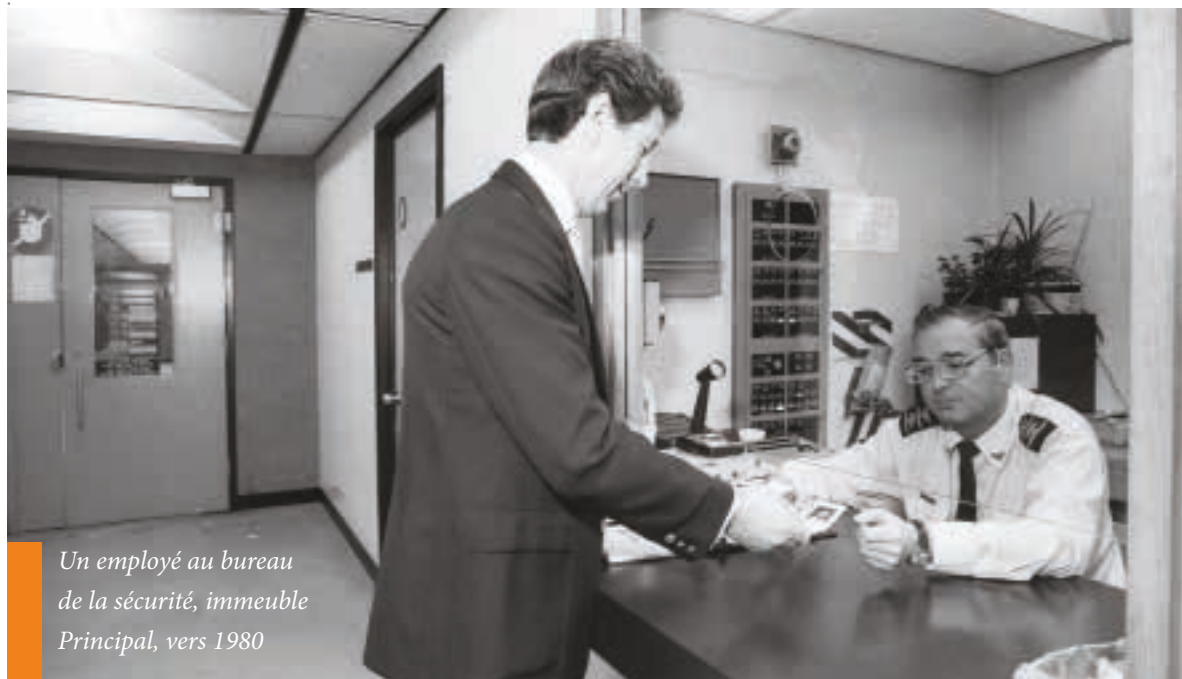
Un article paru en août 1980 dans le *Ottawa Citizen* décrivit les difficultés rencontrées dans la quête d'un nouveau statisticien en chef et fut truffé de spéculations et de rumeurs sur les candidats potentiels. Le comité de recherche était à la recherche d'un statisticien chevronné estimé au sein de la communauté professionnelle et possédant une vaste expérience de la gestion. Les recherches du comité donnèrent finalement lieu à la désignation de Martin Wilk à titre de

candidat idéal au poste de statisticien en chef du Canada. Celui-ci possédait trois atouts : il était Canadien, il avait rédigé de nombreux travaux dans le domaine de la statistique et il était sur le point de prendre sa retraite de son poste actuel à l'American Telephone and Telegraph Company (AT&T).

Le Comité de recrutement des cadres avait donc dans sa mire Martin Wilk, mais il devait d'abord convaincre ce dernier de quitter son poste de cadre à l'AT&T, de déménager au Canada et de prendre les rênes d'un organisme en difficulté. On l'approcha pour la première fois en mai 1980 par l'intermédiaire d'une firme de recrutement de cadres établie à Toronto, engagée à forfait

par le gouvernement fédéral. Cependant, chose curieuse, le recruteur ne précisa pas la raison pour laquelle il communiquait avec lui. Puisqu'il était au fait des rapports d'enquête de Sir Claus Moser et de Price Waterhouse sur l'organisme, Martin Wilk supposa naturellement qu'on voulait connaître ses impressions, les cadres supérieurs d'AT&T étant couramment consultés pour obtenir des conseils dans ce genre de situation.

On invita donc Martin Wilk à une réunion à Ottawa, à laquelle il se rendit, manifestement intrigué par cette invitation curieuse et inattendue. Il y rencontra les membres du comité d'examen, y compris le secrétaire du Conseil



*Un employé au bureau
de la sécurité, immeuble
Principal, vers 1980*

du Trésor Jack Manion, le contrôleur général du Canada Harry Rogers, le sous-secrétaire du Cabinet Fred Drummie ainsi que le statisticien en chef par intérim Larry Fry. Les membres du comité d'examen lui ayant remis des résumés des rapports, Martin Wilk était prêt à leur fournir sa rétroaction, mais, contrairement à ses attentes, Jack Manion lui demanda plutôt comment il gérerait la situation et pourquoi il pensait être le candidat idéal pour l'emploi! Un peu surpris, Martin Wilk répondit qu'il était venu donner ses impressions sur les rapports et qu'il préférerait s'en tenir à ce qu'il s'était préparé à faire. Jack Manion fut lui aussi manifestement un peu surpris, mais il se plia à la demande de Martin Wilk. Après cette première réunion, Martin Wilk indiqua qu'il n'était pas intéressé par le poste et rentra chez lui au New Jersey. Au printemps 1981, il expliqua sa réaction initiale au cours d'une entrevue qu'il accorda à un journaliste du *Financial Times* : [traduction] « Je n'avais vraiment pas d'intérêt à l'égard de la vie politique ou publique ou encore d'expérience importante dans ce domaine, ni dans le domaine des systèmes statistiques nationaux. »

Entre-temps, il devint rapidement évident pour le comité de recherche que Martin Wilk faisait partie d'une classe à part et qu'il devait de nouveau essayer de le convaincre d'accepter de prendre en charge les fonctions de statisticien en chef. On l'invita donc une fois de plus à Ottawa, l'invitation provenant cette fois du greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet Michael Pitfield. On proposa alors à Martin Wilk de relever un défi jugé *impossible* à surmonter

pour un non-initié. On lui dit aussi à un certain moment qu'il s'agissait de la dernière chance de survie de l'organisme statistique centralisé, et que s'il ne réussissait pas à remettre l'organisme sur la bonne voie, le système statistique national serait décentralisé. Les délibérations se poursuivirent pendant encore quelques mois, et Martin Wilk accepta finalement en septembre de revenir au Canada pour occuper le poste. Il fut ainsi nommé statisticien en chef du Canada le 1^{er} décembre 1980.

La tâche qui l'attendait était alors de taille. Il fallait améliorer le moral du personnel et la perception du public à l'égard de l'organisme ainsi que démontrer la valeur de l'organisme statistique national du Canada. Martin Wilk reconnut aussi pleinement que, compte tenu des faits récents, il serait considéré comme une personne de l'extérieur parachutée au sein de l'organisme.

Au départ, l'approche plutôt directe et axée sur la confrontation de Martin Wilk ne fit pas l'unanimité. Même s'il était très compétent, beaucoup de membres de son équipe de direction trouvèrent les années sous sa direction stressantes et déplaisantes en raison de son style de gestion. Martin Wilk avait pour tâche de mettre en œuvre un énorme changement de culture au sein de l'organisme en instaurant des normes et en appliquant une prise de décisions axées sur les objectifs. À mesure que l'organisme accomplit des projets, un immense sentiment de fierté s'installa chez les employés. Ce sentiment faisait défaut depuis si longtemps que certains



Martin B. Wilk accueille de nouveaux employés de Statistique Canada, 1981

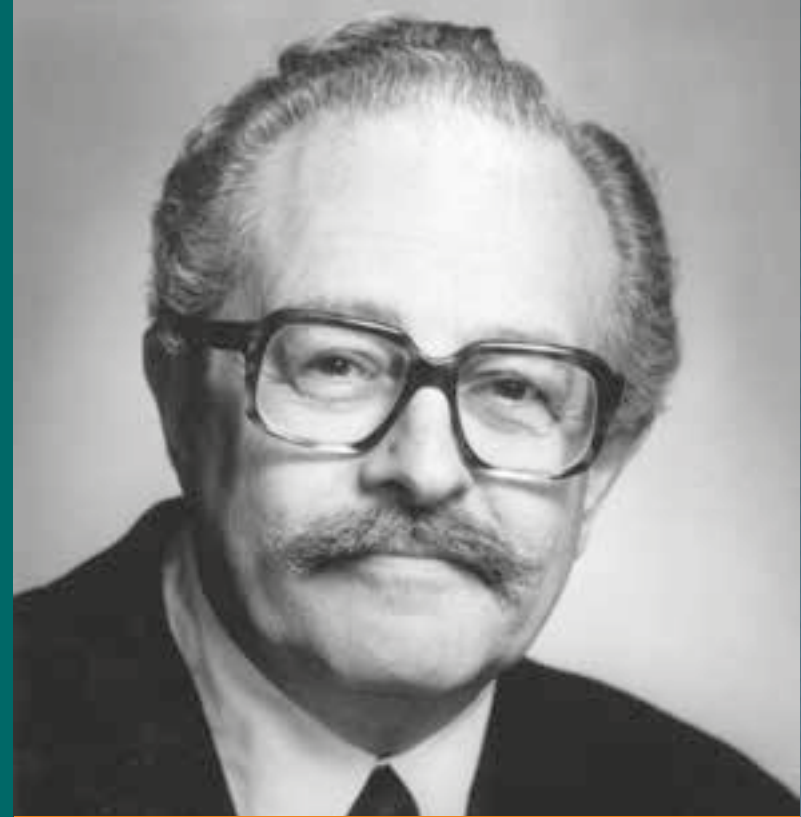
employés ne voulaient même pas admettre qu'ils travaillaient à Statistique Canada. Le mandat de Martin Wilk à Statistique Canada finit par être perçu par beaucoup comme un tournant dans l'histoire de l'organisme, comme l'élément moteur qui a amorcé son changement de cap et qui l'a propulsé dans une ère plus positive.

MARTIN WILK

Martin Wilk naquit en 1922 à Montréal. Il obtint un diplôme en génie chimique de l'Université McGill, puis une maîtrise en sciences et un doctorat en statistique de l'Iowa State University. De 1945 à 1950, il occupa le poste d'ingénieur chimiste de recherche au Projet d'énergie atomique du Conseil national de recherches du Canada avant de déménager au New Jersey pour devenir associé de recherche et directeur adjoint du Statistical Techniques Research Group (groupe de recherche en techniques statistiques) de l'Université Princeton. Il occupa ensuite un certain nombre de postes aux Bell Telephone Laboratories, passant de membre du personnel technique à directeur statistique de la recherche en sciences de la gestion. Il fut également professeur de statistique et directeur de la recherche en statistique à l'Université Rutgers. En 1970, il accéda à un poste de direction au sein de l'AT&T, la société mère des Bell Laboratories, où il occupa, au point culminant de sa carrière à la société, les postes de vice-président adjoint et de directeur de la planification générale. En 1980, Martin Wilk devint statisticien en chef du Canada, poste qu'il occupa jusqu'en 1985. Il s'agit du premier statisticien mathématicien à avoir occupé ce poste. Pendant le mandat de Martin Wilk à titre de statisticien en chef, Statistique Canada établit des orientations stratégiques en vue de répondre aux besoins croissants de ses utilisateurs de données dans les années 1980. En plus de soutenir l'élaboration des programmes fondamentaux de la statistique sociale, économique, institutionnelle et environnementale, Martin Wilk mit davantage l'accent sur les activités de commercialisation et les services d'information, la régionalisation, la recherche et le développement ainsi que l'analyse.

De 1980 à 1982, il assuma les fonctions de vice-président de l'American Statistical Association. Il devint ensuite président de la Société statistique du Canada de 1986 à 1987, et se vit décerner le titre de membre honoraire de la Société en 1988 [traduction] « en reconnaissance de son apport exceptionnel à l'avancement de l'analyse de variance, de l'analyse multidimensionnelle et de l'ajustement et de la validation de modèles, de ses contributions substantielles à Statistique Canada en tant que statisticien en chef ainsi que de ses conseils éclairés à l'égard de la Société pendant ses années en tant que membre et président du conseil d'administration ». Au cours de sa carrière, il fut par ailleurs membre élu de l'Institut international de statistique et membre de l'American Statistical Association, de l'Institute of Mathematical Statistics, de la Royal Statistical Society, de l'American Association for the Advancement of Science et de la New York Academy of Sciences. Il fut également lauréat du prix Jack-Youden en 1972.

Après avoir pris sa retraite de Statistique Canada, Martin Wilk siégea pendant 22 ans au Conseil national de la statistique, au Comité consultatif de la statistique des sciences et de la technologie et au Comité consultatif des méthodes statistiques. Il entreprit aussi plusieurs consultations importantes pour le gouvernement canadien. En 1999, Martin Wilk fut nommé Officier de l'Ordre du Canada en reconnaissance de son « orientation réfléchie sur les questions importantes liées à notre système statistique national ». Il décéda en 2013 à l'âge de 90 ans.



*Martin B. Wilk, statisticien en chef
du Canada, 1980-1985*

**MARTIN WILK MIT DAVANTAGE
L'ACCENT SUR LES ACTIVITÉS
DE COMMERCIALISATION ET
LES SERVICES D'INFORMATION,
LA RÉGIONALISATION,
LA RECHERCHE ET LE
DÉVELOPPEMENT AINSI
QUE L'ANALYSE**

LE MORAL S'AMÉLIORE

Tout au long de la première moitié des années 1980, le moral au sein de l'organisme s'améliora directement grâce à de nombreuses initiatives délibérées, et indirectement grâce à d'autres changements positifs dans le travail et la vie professionnelle des employés. Martin Wilk eut tôt fait de prendre conscience qu'il ne pouvait pas se permettre de négliger le moral de ses troupes. Il estimait que pour avoir un bon moral, les employés devaient ressentir qu'ils faisaient un travail utile et intéressant dans un environnement confortable et que, dans cette optique, il fallait assurer au personnel une carrière continue, des possibilités de perfectionnement professionnel et de la satisfaction au travail. Il travailla sans relâche jusqu'à ce qu'il trouve un mécanisme permettant d'atteindre ce résultat, un trait de caractère qu'il transmit à de nombreux cadres supérieurs.

Martin Wilk savait aussi qu'aucune mesure globale ne pourrait à elle seule rehausser le moral des employés et leur fierté à l'égard de leur travail, et que l'organisme aurait plutôt intérêt à mettre en œuvre une série d'initiatives à plus petite échelle afin de veiller au maintien du moral à long terme.

C'est ainsi que naquit la Division des affectations spéciales, héritage important de ces années, en vue de servir de point de liaison entre les secteurs de l'organisme ayant besoin d'aide et les employés souhaitant élargir leur expérience. D'une part, la nouvelle division suscita une

énergie nouvelle et des idées novatrices, et permit de satisfaire facilement aux exigences des tâches à court terme. D'autre part, elle eut une incidence importante et durable sur le moral des employés en favorisant chez eux un sentiment d'appartenance à l'organisme dans son ensemble (plutôt qu'à un secteur particulier) et en leur montrant que l'on accordait de l'importance à leur perfectionnement professionnel et à leur satisfaction au travail. À la suite de ce franc succès, des programmes semblables furent mis en œuvre dans d'autres ministères. Martin Wilk fut même mis en vedette dans une annonce publicitaire promotionnelle utilisée dans l'ensemble des ministères.

L'une des initiatives visant plus directement à améliorer le moral des employés fut le Programme de contact, établi au début de 1981 afin de permettre aux employés de communiquer de façon anonyme avec la direction pour lui faire part de suggestions, d'opinions, de préoccupations ou de questions. Les réponses étaient envoyées par écrit au domicile des employés dans le but d'assurer la confidentialité, le courriel n'ayant pas encore été inventé. Le nombre de messages envoyés au programme passa de 44 au cours de son premier mois de fonctionnement à un ou deux par mois un an plus tard. Un nouveau programme d'aide aux employés, dont le personnel était composé de deux infirmières à temps plein formées en services de consultation à l'intention des employés, fut également mis en œuvre afin de

fournir à l'ensemble du personnel des services de consultation professionnels dans divers domaines.

Par ailleurs, le moral des employés jouissait grandement de l'attention soutenue qu'accordait à l'organisme le nouveau ministre responsable de Statistique Canada,



Annonce de Martin B. Wilk pour promouvoir les affectations spéciales, 1983



Des employées du nouveau Programme d'assistance aux employés, 1986

l'honorable Jean-Jacques Blais, ministre des Approvisionnements et Services et receveur général du Canada sous le gouvernement du premier ministre Pierre Elliott Trudeau. De tous les ministres responsables de Statistique Canada, le ministre Jean-Jacques Blais fut le seul à demander un bureau au sein de l'organisme. En fait, au moment de la nomination de Jean-Jacques Blais au poste de ministre responsable de Statistique Canada, son père, Rudolphe Blais, avait récemment pris sa retraite de l'organisme

après avoir travaillé au Recensement de 1971 et à la Division des langues officielles.

Le ministre Jean-Jacques Blais, originaire de Sturgeon Falls, représenta la circonscription de Nipissing à la Chambre des communes de 1972 à 1984. Il ouvrit officiellement le bureau de Sturgeon Falls de Statistique Canada en juillet 1983. Jean-Jacques Blais fut extrêmement actif au sein de l'organisme, comme en témoigne sa participation continue aux grands projets et aux opérations quotidiennes de l'organisme. Par exemple, en 1980, il se rendit au bureau régional de Vancouver pour remettre un certificat à Don Kembel, superviseur du Projet d'enquête sur les prix, à l'occasion de son départ à la retraite après 38 années de service. À l'été 1981, lors d'un rassemblement d'employés du recensement dans l'immeuble Jean-Talon, le ministre félicita ces derniers de leur professionnalisme et du succès qu'ils avaient connu dans le cadre du Recensement de 1981. Il appuya également le Programme d'information publique et y contribua, participant personnellement à 22 activités partout au pays en vue de promouvoir l'importance du recensement. En mai 1982, lorsque l'adjointe administrative de Martin Wilk, Jacqueline Poulet, fut honorée pour avoir sauvé la vie d'un jeune garçon tombé dans la rivière des Outaouais, le ministre Jean-Jacques Blais se rendit sur place afin de lui remettre un prix. Jacqueline Poulet reçut aussi plus tard la Médaille de la bravoure du gouverneur général. En juin 1982, Jean-Jacques Blais assista, en compagnie du ministre de l'Agriculture de l'époque, l'honorable Eugène

Whelan, à une conférence de presse annonçant les résultats du Recensement de l'agriculture de 1981. En novembre de la même année, il assista à la première cérémonie de remise des prix de long service des employés de l'organisme.

Dans ses vœux des Fêtes enregistrés sur bande vidéo à l'intention des bureaux régionaux, Martin Wilk fit l'éloge de l'influence positive du ministre Jean-Jacques Blais au sein de l'organisme : [traduction] « Il a fait preuve de sensibilité et de respect à l'égard de la tradition de neutralité et de l'objectivité scientifique qui sont l'essence même de Statistique Canada. J'ai pu exercer mes responsabilités en toute quiétude en sachant que M. Blais ne demanderait et ne permettrait jamais à l'organisme de s'éloigner de sa position de porte-parole impartial des caractéristiques sociales et économiques du pays. Son appui nous a donné à tous, à Statistique Canada, la marge de manœuvre et l'encouragement nécessaires à l'exploration de nouvelles avenues, de nouvelles méthodes et de nouveaux programmes et, de façon générale, à l'amélioration de notre mode de fonctionnement précédent. »

En 1984, le taux de roulement annuel des employés permanents correspondait à près de la moitié du taux enregistré quatre ans plus tôt, étant passé de 11 % à environ 6 %. Ce taux était également inférieur de 3 % à la moyenne observée dans la fonction publique à ce moment. Le nombre de griefs avait également diminué pour passer d'environ 100 par année à environ 30 par année.

CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS

Un accent nouveau sur l'intégration

Bien que l'organisme ait fait l'objet d'une certaine réorganisation au début des années 1980, la structure de l'organisme ne connut pas immédiatement de changement majeur comparable à ce qu'elle avait connu dans les années 1970. En effet, Martin Wilk était d'avis que le fait que les bonnes personnes occupent les bons postes primait sur une structure organisationnelle établie. En fait, il s'opposait à la résolution de problèmes institutionnels fondée sur des plans de restructuration sur papier, étant donné que ceux-ci nuisaient tant à la stabilité des organisations qu'à la loyauté de leurs employés. Il insista plutôt continuellement sur le fait que la force de l'organisme, sa ressource la plus importante, résidait dans ses employés. Dans cette optique, il lança en 1984 une tradition qui se poursuit encore aujourd'hui, soit celle de nommer un « employé de l'année » en reconnaissance de ses contributions importantes au travail de l'organisme.

En mai 1982, Martin Wilk fit l'éloge du travail continu de l'organisme dans une entrevue qu'il accorda au journaliste Dan Bailey du *Ottawa Citizen* : [traduction] « La grande majorité de nos ressources et de ce que nous faisons repose sur des programmes qui ont certes évolué au fil du temps, mais qui sont en place depuis de nombreuses années et, dans certains cas, des

décennies. Ce sont ces programmes qui sont à la base de la plus grande partie du mérite, de la fierté, des ressources et des réalisations de l'organisme. Oui, nous sommes en train de modifier notre programme des prix, mais l'essentiel de ce programme réside dans la collecte des prix. Oui, nous modifions notre Enquête sur la population active, mais la grande majorité du travail et des réalisations dans ce domaine consistent en la collecte régulière, sur une base mensuelle, des données sur l'emploi et le chômage dans les ménages canadiens. Il est vrai qu'il y a dix ans, Statistique Canada était considéré comme l'organisme statistique par excellence de la planète. Il est vrai que sa réputation a été ternie ou semble s'être quelque peu détériorée au cours des dix dernières années, mais ce que je veux dire, c'est que les réalisations qui ont valu à l'organisme cette réputation sont en grande partie toujours en place. »

Ainsi, la restructuration minimale qui eut lieu au sein de l'organisme au cours des premières années de Martin Wilk au poste de statisticien en chef visait simplement à équilibrer les responsabilités et à encourager la communication entre les divers secteurs en établissant des interdépendances. Cette notion d'établissement d'interdépendances fut d'ailleurs abordée par Simon Goldberg, qui l'appelait la « dimension horizontale ». En 1982-1983, on lança un programme visant à intégrer les activités de l'ensemble de l'organisme au moyen

d'un examen systématique de ces activités. Cette intégration des opérations visait à aider l'organisme à s'éloigner de l'« indépendance » historique des divisions des programmes statistiques. Dans le cadre de ce programme, les divisions furent amenées à concentrer leurs ressources sur les questions liées à la qualité et à la pertinence des produits existants, et les gestionnaires furent encouragés à examiner l'efficacité de chaque programme. Parallèlement, les bureaux régionaux prirent en charge des responsabilités supplémentaires en assumant la saisie, le traitement et la diffusion des données, ainsi que les services de liaison avec les utilisateurs. Dans son rapport de 1983, le vérificateur général énonça les résultats du programme dans les mots suivants : « Le Bureau s'est maintenant stabilisé et il connaît une période de renouveau, tant au plan [*sic*] de l'orientation que des objectifs ». Il s'exprima également au sujet de la réponse aux besoins des utilisateurs : « Nous avons constaté que la gamme de produits de l'organisme était certainement pertinente. Nous n'avons trouvé aucun cas où Statistique Canada dépensait des sommes importantes sur des produits qui n'étaient d'aucune utilité précise pour les utilisateurs. [...] Au cours des cinq dernières années, l'organisme s'est efforcé de réduire le fardeau imposé aux entreprises et aux particuliers appelés à fournir des renseignements. »

Pendant les premières années de son mandat à Statistique Canada, Martin Wilk apporta peu de grands changements à la structure de l'organisme. Toutefois, certains des changements qu'il mit en œuvre vers la fin de son mandat définirent la structure de l'organisme pour les deux décennies suivantes. Ces changements comprenaient la centralisation et l'intégration des opérations de l'administration centrale, la recentralisation de la méthodologie, la création de la Direction des études analytiques et la création du Secteur des communications et des opérations.

En 1985, Statistique Canada créa la Division des opérations et de l'intégration afin de réaliser des économies d'échelle en intégrant et en centralisant les processus opérationnels. Cela fit en sorte que les gestionnaires d'enquête délaissèrent les opérations de production routinières pour se tourner vers la conception de programmes, l'élaboration de renseignements et la recherche et le développement. La création de cette division centralisée qui se concentrait sur les processus opérationnels permit d'atténuer les variations importantes dans la charge de travail des programmes. La centralisation des

processus contribua également à enrichir le travail des employés qui effectuaient des tâches opérationnelles routinières ou répétitives en élargissant la portée de leur travail. Cette approche posa néanmoins un problème, les gestionnaires d'enquête perdant leur capacité de conseiller ou d'influencer directement le personnel traitant leur enquête. Pour résoudre ce problème, on commença dès lors à rédiger un document de spécifications précisant le travail opérationnel requis et la qualité du produit attendu, que l'on remit aux employés à l'avance.

LA CHARPENTE DE L'ORGANISME

En 1983, huit bureaux régionaux effectuaient des enquêtes-ménages, des opérations du recensement et, de plus en plus, des enquêtes-entreprises, soit les bureaux d'Halifax, de Montréal, de Toronto, de Winnipeg, de Regina, d'Edmonton, de Vancouver et de Sturgeon Falls. Il convient de rappeler que le bureau régional d'Ottawa avait déménagé à Sturgeon Falls en juillet 1983, conformément à une politique de décentralisation du gouvernement visant à accroître la présence fédérale dans les régions et à favoriser la création de nouveaux emplois. Les bureaux régionaux offraient également des services de référence et de consultation, lesquels gagnaient en importance d'année en année : de 1980 à 1985, le nombre de demandes de renseignements reçues par les bureaux régionaux passa d'environ 140 000 à 320 000. Martin Wilk, qui estimait que les bureaux régionaux constituaient la charpente de l'organisme et qu'ils étaient essentiels à l'amélioration des relations avec le public, des taux de réponse et de la satisfaction des utilisateurs, inaugura une nouvelle ère de proximité avec les bureaux régionaux en effectuant des visites en personne et en leur faisant parvenir ses vœux des Fêtes personnalisés sur vidéo.



Centre de référence de Statistique Canada, Montréal, 1984

Nouvelles initiatives de gestion

Dans une entrevue accordée au bulletin SCAN destiné aux employés, Martin Wilk fit part de ses réflexions sur le concept de gestion. Il expliqua que selon lui, la gestion allait bien au-delà de l'administration et de la surveillance prudentes des opérations; plus important encore, il s'agissait d'assumer la responsabilité des personnes ainsi que des produits et services de l'organisme. Martin Wilk était d'avis que la gestion était synonyme de leadership, de planification et d'innovation prudente. En ce qui concerne l'innovation, il rédigea en 1989 un document intitulé *Management contributions to innovation in Statistics Canada* (Contributions de la direction à l'innovation à Statistique Canada), dans lequel il exposa son point de vue sur les défis associés à l'innovation pour un organisme statistique. Il y résuma certaines des contradictions intrinsèques auxquelles était confronté tout organisme statistique :

[Traduction] « Mener dans le domaine de l'élaboration de renseignements tout en donnant l'apparence de suivre, veiller à la continuité des produits normalisés tout en innovant, se préoccuper de la qualité de ses produits et faire preuve d'autocritique tout en veillant au maintien de la confiance du public, garder un profil bas tout en acquérant une grande renommée, ainsi que soutenir la recherche et l'analyse créatives au sein d'un organisme où prévalent la production normalisée et les limites au chapitre des ressources. »

Ainsi, sous la supervision de Martin Wilk, un certain nombre de nouvelles initiatives de gestion

interne furent mises en œuvre, dont un grand nombre sont encore en vigueur aujourd'hui, ce qui témoigne bien de leur valeur. Martin Wilk instaura une participation plus directe de tous les gestionnaires au processus de gestion en établissant une structure de comités de gestion. Ces comités jouèrent un rôle crucial dans la facilitation de la communication et de la prise de décisions consensuelles dans des domaines comme les politiques, le personnel, la planification opérationnelle et les finances de l'organisme. Ils favorisèrent aussi chez les gestionnaires une compréhension accrue de l'organisme et un plus grand sens des responsabilités à l'égard de l'ensemble de l'organisme. Les gestionnaires participèrent aux comités non pas en tant que représentants de leur secteur respectif, mais en tant que représentants des intérêts de l'organisme dans son ensemble. De plus, on introduisit le concept de rotation des responsabilités des gestionnaires, ce qui contribua à décourager l'esprit de clocher et à mettre l'accent sur le rendement global de l'organisme. Statistique Canada établit également son propre programme interne de formation des cadres intermédiaires, et fut l'une des rares institutions gouvernementales à le faire à l'époque. Des groupes de travail sur les pratiques de gestion furent mis sur pied, servant de tribune pour la présentation de recommandations de changements en matière de gestion. Ces groupes de travail contribuèrent à favoriser un plus grand sentiment de collaboration et de cohésion au sein de l'organisme. Il s'agissait aussi des premières années des conférences sur la gestion hors site, lesquelles constituèrent, pour

certaines gestionnaires, la première occasion de se rencontrer. Comme le mandat de Martin Wilk ne dura que cinq ans, bon nombre de ces initiatives en étaient encore à leurs débuts au moment de la nomination de son successeur. Ainsi, le défi d'intégrer ces initiatives dans la culture de l'organisme passa aux mains du statisticien en chef suivant, Ivan Fellegi, qui le releva avec brio.

Par ailleurs, l'organisme créa le Comité des politiques, composé des statisticiens en chef adjoints et agissant à titre de principal forum de consultation sur les questions stratégiques. À son tour, le Comité était informé par les comités de gestion à orientation fonctionnelle. Le Comité de direction en place jusqu'alors fut finalement aboli.

Statistique Canada instaura également des évaluations périodiques des programmes dans le but d'évaluer la pertinence des programmes et la satisfaction des clients à l'égard de la création de la Division de l'évaluation des programmes. En juillet 1981, le Conseil du Trésor publia une circulaire décrivant les principes généraux et les méthodes visant l'établissement de l'évaluation des programmes au sein des ministères et organismes fédéraux. Statistique Canada fut l'une des premières institutions fédérales à adopter une politique d'évaluation. Ainsi, au milieu de 1983, plusieurs grands programmes furent évalués, y compris la balance des paiements, l'Enquête sur la population active ainsi que les programmes du commerce extérieur, de la statistique des sciences, de l'informatique, de la statistique juridique et de la statistique de la culture.

Place à la diversité

En vue d'accroître la diversité au sein de l'organisme et dans l'ensemble de la fonction publique, des efforts conscients furent déployés dans les sphères du recrutement et du soutien aux employés.

Par exemple, en 1980, un programme fut mis en place à Statistique Canada pour accroître son effectif francophone, particulièrement au sein du groupe professionnel des économistes, sociologues et statisticiens. Dans le cadre de ce programme, l'organisme mit en place des mesures de recrutement actif sur les campus universitaires du

Québec, lesquelles firent passer de 14 % à 35 % la représentation des francophones dans ce groupe entre 1980 et 1984. Le rayonnement du bilinguisme au sein de la fonction publique fédérale fut aussi illustré par l'ouverture, en 1982, du nouveau Centre de formation linguistique de Statistique Canada, lequel améliora l'accessibilité de la formation linguistique pour les employés. La Commission de la fonction publique mit alors des professeurs de langue à la disposition de Santé et Bien-être social Canada et de Statistique Canada, qui menaient conjointement le projet.

Bien que des efforts importants furent déployés afin d'améliorer la représentation des

francophones au sein de la fonction publique, l'équité en matière d'emploi n'était pas encore un objectif majeur pour le gouvernement et pour la société en général, plus particulièrement pour ce qui est des communautés de minorités visibles, où elle était carrément absente. On observait quelques changements au chapitre de l'équité en matière d'emploi pour les femmes, mais peu pour les Autochtones, les personnes ayant une incapacité et les membres de minorités visibles.

Le Programme de promotion de la femme se poursuivait, et l'on tint des séances périodiques à l'heure du dîner pour s'assurer que la direction était au courant des défis auxquels les femmes

Martin B. Wilk pratique son français au nouveau laboratoire de langues du Mini-centre de formation linguistique, 1982



**EN 1980, UN
PROGRAMME FUT
MIS EN PLACE
À STATISTIQUE
CANADA POUR
ACCROÎTRE
SON EFFECTIF
FRANCOPHONE**

devaient faire face sur le plan de la poursuite de leurs aspirations professionnelles. En octobre 1983, la fonction publique annonça son objectif de doubler le nombre de femmes occupant des postes de direction au cours des cinq années suivantes. À Statistique Canada, pour améliorer la représentation des femmes dans certains groupes professionnels et aux niveaux supérieurs, les gestionnaires durent établir des cibles de participation des femmes ainsi qu'un échéancier pour atteindre ces objectifs. L'organisme produisit, à l'intention du Conseil du Trésor, des rapports annuels dans lesquels il faisait état des progrès et recommandait des mesures à prendre.

L'organisme avait également lancé en 1979 un programme visant à accroître les possibilités d'emploi pour les Autochtones, lequel comprenait des efforts de recrutement ciblés ainsi que la détermination et l'élimination des obstacles à la dotation et à l'avancement professionnel. Le Recensement de 1981 fut désigné comme l'un des secteurs visés par les mesures initiales d'embauche, et près de 1 000 Autochtones furent embauchés dans le cadre du recensement.

On mit aussi en place un programme visant à accroître les possibilités d'emploi pour les personnes ayant une incapacité, lequel comprenait la détermination et l'élimination des obstacles architecturaux, la prise des dispositions nécessaires pour les aides et les services ainsi que l'organisation de séances de sensibilisation à l'intention des gestionnaires et des autres employés.

Cependant, il restait encore beaucoup de travail à faire et un certain nombre d'années s'écoulèrent avant que la fonction publique et l'organisme commencent à tirer pleinement parti des avantages associés à un effectif diversifié.

La recherche et le développement dans la mire de l'organisme

Tout au long du mandat de Martin Wilk à Statistique Canada, on accorda une attention accrue à la revue et à la redéfinition des objectifs stratégiques. En mai 1981, Martin Wilk prit la parole à l'assemblée annuelle de la Société statistique du Canada pour exprimer sa vision de l'organisme. Il dit avoir la conviction que le mandat de l'organisme était de fournir des renseignements au public. Véritable témoignage de ce changement d'orientation, le premier rapport annuel signé par Martin Wilk, soit celui de 1979-1980, s'éloigna grandement de l'approche monotone des rapports annuels précédents, qui détaillaient chacun des programmes un par un. Dans ce rapport, Martin Wilk commença par définir clairement la raison d'être et la contribution de l'organisme au Canada, à la vie des Canadiens et sur la scène internationale. Plutôt que de se perdre dans les détails, il présenta les points saillants des programmes et des activités et mit l'accent sur leur raison d'être. Contrairement aux rapports précédents, qui ressemblaient davantage à des recueils de descriptions des efforts individuels, ce rapport brossa le tableau d'un organisme intégré et axé sur les objectifs.

Par ailleurs, Martin Wilk était convaincu qu'il fallait assurer l'octroi continu de ressources aux activités créatives et pertinentes en matière de recherche et de développement, à la détermination et à la mise en œuvre de nouvelles statistiques, méthodes et opérations de traitement ainsi qu'à l'amélioration de la production et de la diffusion. En fait, Martin Wilk décrivit l'organisme comme [traduction] « une créature à deux têtes, moitié institut de recherche scientifique, moitié organisme de production d'information ». En effet, d'une part, l'organisme était sans équivoque une organisation scientifique, et d'autre part, il avait d'importantes responsabilités en matière de production d'information en tant que l'un des principaux éditeurs du pays, diffusant en moyenne neuf publications par jour ouvrable.

Au début des années 1970, la recherche et l'analyse au sein de l'organisme avaient certes été passablement renforcées sous la direction de Sylvia Ostry, mais l'organisme n'avait jamais réussi à rattraper le niveau de recherche promu et exigé par Simon Goldberg. En fait, ces activités avaient même été reléguées au second plan à la fin des années 1970, alors que l'organisme faisait l'objet d'une tourmente et devait composer avec des exercices de réduction budgétaire. Toutefois, à compter de 1983, on inclut au rapport annuel de l'organisme une annexe dressant une bibliographie partielle des travaux de recherche effectués par les employés de Statistique Canada.

De plus, on encouragea et promut activement les fonctions d'analyse et de recherche au sein de l'organisme, et ce, grâce à des relations

plus étroites avec le milieu universitaire et le milieu de la recherche. Ce partenariat découla de la mise en place d'un programme de bourses et de stages, d'un réseau de comités consultatifs et d'une recentralisation des services méthodologiques de l'organisme afin d'établir l'orientation générale de l'organisme et d'améliorer la collaboration intellectuelle. Il s'agissait d'un changement délibéré et profond, et la recherche, le développement et l'analyse demeurèrent par la suite une importante composante de la culture et de la raison d'être de l'organisme.

Le Programme de bourses et de stages invita les universitaires et experts de premier plan à se joindre à Statistique Canada en vue d'accomplir certaines tâches et de mettre leurs capacités d'analyse au profit de l'organisme, leur permettant ainsi de consacrer plus de temps à l'analyse. En 1985, les boursiers invités entreprirent des recherches sur des sujets tels que les communautés linguistiques en situation minoritaire, la démographie mathématique ainsi que les caractéristiques et profils de carrière au sein de la profession enseignante. Le programme contribua à renforcer la réputation de Statistique Canada en tant qu'organisme de sciences sociales.

Le Comité de recherche, de développement et d'analyse fut créé à titre de comité-cadre pour coordonner et stimuler l'innovation et intégrer les travaux de recherche entrepris par les diverses entités de recherche de l'organisme. Ce comité exerça une fonction de coordination, établit une orientation stratégique et aida l'organisme à formuler les priorités et à cerner les possibilités.

Afin de coordonner et de soutenir le programme de recherche et de développement de l'organisme en matière de méthodologie d'enquête et d'analyse des données, le Comité de recherche en méthodologie fut créé en août 1982. Ce comité élaborait et tint à jour un plan stratégique en matière de recherche méthodologique à Statistique Canada dans le but de coordonner et de superviser la recherche au sein des multiples divisions de méthodologie qui, à l'époque, étaient éparpillées dans les divers secteurs. En 1984, lorsque la méthodologie fut de nouveau centralisée, le Comité continua d'agir à titre de comité de gestion de la Direction de la méthodologie aux fins du Programme de recherche en méthodologie. Il présenta également un rapport annuel sur ses réalisations et ses plans au Comité des méthodes et des normes, l'un des nouveaux comités de gestion de l'organisme créés en 1984.

Le premier symposium de Statistique Canada, dont le thème était « A critical look at survey research from planning to evaluation » (Un regard critique sur la recherche par enquête, de la planification à l'évaluation), eut lieu en septembre 1982. Le deuxième symposium, tenu en 1984 et organisé par le Comité de recherche en méthodologie, fut également le premier de la série annuelle sur les méthodes d'analyse des données.

La Division de la recherche et de l'analyse fut créée au sein du Secteur de la statistique sociale en 1981, et fut plus tard intégrée à la nouvelle Direction des études analytiques. Une nouvelle publication mensuelle intitulée *La conjoncture*

économique fut lancée en 1980-1981. Celle-ci présentait des analyses de la conjoncture économique portant sur des sujets d'intérêt particulier tels que la récession et l'expansion de l'économie, ainsi que les résultats d'un nouveau système d'indicateurs avancés. L'organisme travaillait depuis quelque temps sur un nouvel indice fondé sur des indicateurs avancés qui, à mesure que l'inflation continuait de prendre de l'ampleur, devint rapidement l'un des baromètres de la performance économique du pays les plus surveillés en 1981-1982. Cet indice combinait un groupe de variables économiques, y compris les mises en chantier, l'Indice des prix à la consommation (IPC) et les ventes au détail, qui pouvaient toutes être utilisées comme indicateurs de l'orientation de l'économie.

Martin Wilk et ses cadres supérieurs reconnurent la nécessité pour l'organisme d'analyser les faits nouveaux dans les sphères sociale et économique afin d'être en mesure de cerner les nouveaux enjeux et de contribuer à les éclairer. Ce travail devait être mené en interaction et en communication continues avec les ministères chargés des politiques. Cependant, il existait une certaine tension en raison de l'intrusion apparente du travail d'analyse de l'organisme sur les platebandes de ces autres ministères. Cette « intrusion apparente » était et demeure un élément nécessaire de tout organisme statistique centralisé, et Statistique Canada en était particulièrement conscient au fur et à mesure qu'il élargissait son programme de recherche et de développement.



Des employés de l'Enquête sur la population active débutent leur travail au Yukon, 1981

Croissance de la collaboration et du rayonnement

Au début des années 1980, Statistique Canada entra dans une nouvelle ère de sensibilisation et de collaboration interministérielle. L'organisme entreprit un certain nombre de projets en collaboration avec d'autres ministères et consulta davantage les utilisateurs sur leurs besoins en données, y compris par l'entremise de divers groupes de travail et consultations interministériels et fédéraux-provinciaux. Des comités directeurs bilatéraux furent mis en place, en complément des comités de coordination fédéraux-provinciaux existants, afin de gérer les relations avec de nombreux ministères clés. Par exemple, à la demande du gouvernement territorial du Yukon, Statistique Canada étudia la faisabilité d'étendre l'Enquête sur la population active au territoire du Yukon, alors que l'on procédait à un remaniement de l'échantillon dont l'achèvement était prévu à la fin de 1984. L'organisme renforça également son réseau de conseillers experts en créant de nombreux comités consultatifs professionnels, notamment pour le programme des prix, les statistiques sur le marché du travail et le Système de comptabilité nationale. Ces comités consultatifs externes se réunissaient régulièrement pour surveiller les programmes statistiques et recommander des améliorations à leur portée ou à leur contenu.

L'organisme établit aussi un programme de bourses et de stages dans le but de combler l'écart entre les statisticiens du milieu universitaire

et ceux du milieu gouvernemental. À ce sujet, Martin Wilk prononça en juin 1985, devant la Société statistique du Canada, une allocution remarquable intitulée *les relations entre les Statisticiens et les statisticiens*. Il expliqua que les statisticiens du gouvernement n'avaient pas appris à entretenir un dialogue continu avec les statisticiens universitaires (qu'il distinguait en parlant respectivement de « praticiens » et de « théoriciens ») et que, par conséquent, ils risquaient de sous-utiliser une ressource riche et fondamentalement importante. Cette allocution fut par la suite publiée dans la revue *Techniques d'enquête* en décembre 1985 et fit l'objet de discussions dans le cadre de la Conférence des statisticiens européens.

Dans un effort généralisé visant à accroître la sensibilisation, l'organisme produisit le bulletin *Faits saillants statistiques*, un bulletin hebdomadaire envoyé à tous les ministres ainsi qu'à tous les hauts fonctionnaires des ministères fédéraux. En outre, Martin Wilk participa à des « comités parallèles » des sous-ministres sur le développement social et le développement économique et régional. Les membres de ces comités se réunissaient hebdomadairement afin de discuter d'initiatives stratégiques, d'échanger des renseignements sur les politiques gouvernementales et d'appuyer la coordination interministérielle. Ces réunions permirent aux sous-ministres de connaître la position des autres ministères sur les propositions de politiques en vue de s'assurer que les ministres étaient pleinement préparés en vue des réunions des comités du Cabinet.

L'organisme franchit une nouvelle étape en méthodologie

Après leur dispersion au sein des divers secteurs spécialisés en 1978, les divisions de la méthodologie continuèrent de jouer leur important rôle de prestataires de services; toutefois, selon les dires de Sir Claus Moser, elles ne bénéficiaient pas d'une préoccupation centrale pour la méthodologie. L'un des aspects positifs de cette période fut la poursuite de la publication *Techniques d'enquête*. Depuis sa création en 1975, cette revue offrait une plateforme pour la publication d'articles rédigés par des membres du personnel des divisions de méthodologie et par d'autres personnes, et elle était distribuée librement à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisme. Progressivement, la revue attira un certain lectorat et acquit une reconnaissance professionnelle ainsi qu'une renommée internationale. En 1984, elle devint une publication officielle de Statistique Canada.

Avec l'arrivée de Martin Wilk survint un rééquilibrage de la méthodologie : l'organisme porta une attention renouvelée aux besoins actuels et futurs en améliorant ses activités de recherche et de développement. Il mit l'accent sur les priorités fondamentales qu'étaient la pertinence, l'innovation et l'élaboration de programmes statistiques. En 1982, la Direction de l'élaboration des méthodes fut créée au sein du Secteur de la statistique sociale, regroupant deux des trois divisions de la méthodologie, de même que les fonctions de la géographie et de l'exploitation des données administratives. La


centralisation complète eut lieu en 1984, avec la création de la Direction de la méthodologie au sein du Secteur de l'informatique et de la méthodologie.

Les employés se virent alors offrir un nouveau cours sur la méthodologie d'enquête. Le Comité consultatif des méthodes statistiques fut créé en tant que groupe d'experts internationaux et tint sa première réunion en mai 1985. Par la suite, il se réunit deux fois par année afin de fournir des conseils d'experts et d'examiner les avancées de l'organisme dans le domaine de la méthodologie. Il fut présidé par plusieurs statisticiens éminents, dont Morris Hansen, Wayne Fuller, Graham Kalton et Michael Brick. Durant cette période, l'organisme établit aussi d'importantes relations professionnelles avec le Bureau du recensement des États-Unis et les organismes statistiques de la Suède et de la Grande-Bretagne.

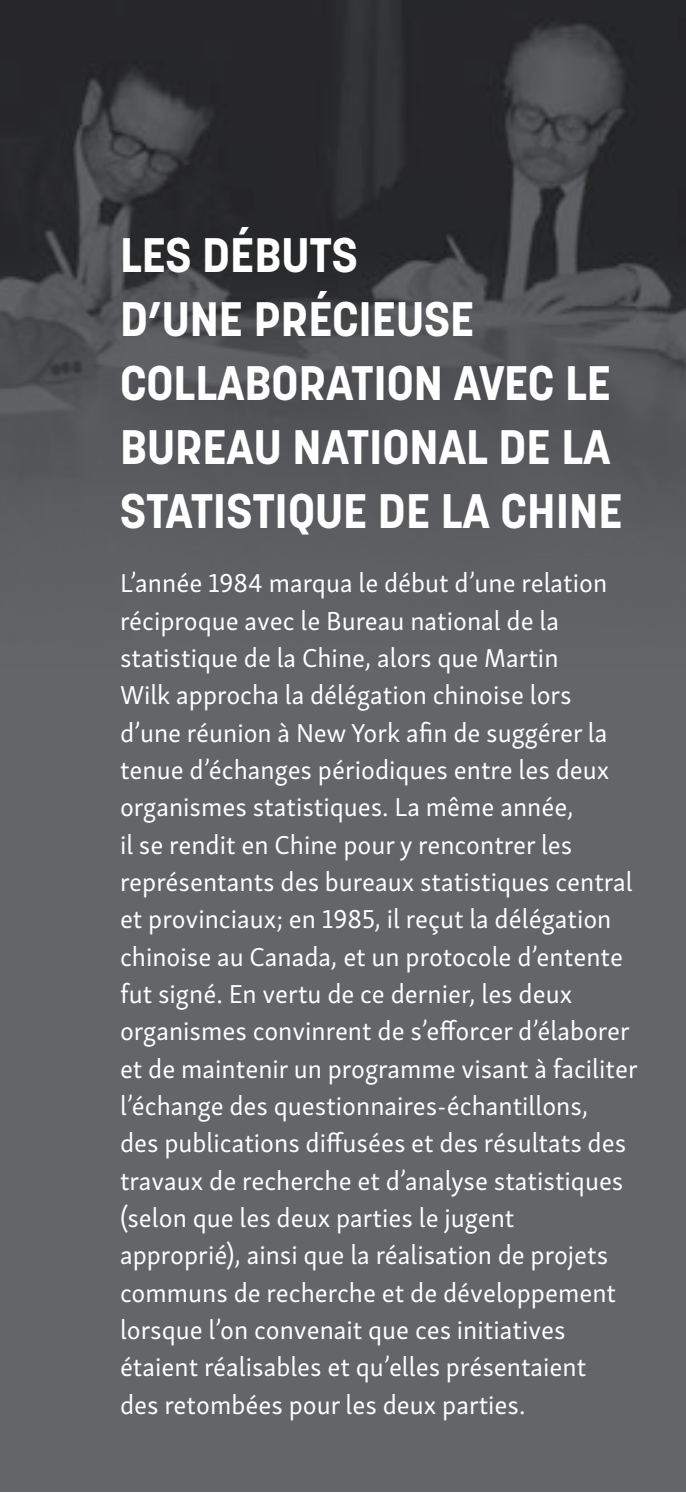
Les relations internationales prennent de l'ampleur

À l'époque où Walter Duffett était statisticien en chef, il assurait lui-même la fonction de coordination internationale de l'organisme, de concert avec Simon Goldberg. À son arrivée, Sylvia Ostry affecta un employé à son bureau afin de s'occuper de ces questions, et c'est ainsi que naquit en 1973 le Bureau des relations internationales, qui relevait directement du statisticien en chef. Trois ans plus tard, la Division des relations internationales fut créée au sein de l'organisme. Au cours des années 1970 et 1980, la Division fut active au sein du

*Simon A. Goldberg et
Martin B. Wilk, 1982*



**SIMON GOLDBERG FUT INVITÉ EN 1982 À REVENIR
À STATISTIQUE CANADA POUR PRONONCER UN DISCOURS
PRINCIPAL À L'OCCASION D'UN SÉMINAIRE SUR LE RÔLE DE
LA COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE PERFECTIONNEMENT
DU SYSTÈME STATISTIQUE INTERNATIONAL**



LES DÉBUTS D'UNE PRÉCIEUSE COLLABORATION AVEC LE BUREAU NATIONAL DE LA STATISTIQUE DE LA CHINE

L'année 1984 marqua le début d'une relation réciproque avec le Bureau national de la statistique de la Chine, alors que Martin Wilk approcha la délégation chinoise lors d'une réunion à New York afin de suggérer la tenue d'échanges périodiques entre les deux organismes statistiques. La même année, il se rendit en Chine pour y rencontrer les représentants des bureaux statistiques central et provinciaux; en 1985, il reçut la délégation chinoise au Canada, et un protocole d'entente fut signé. En vertu de ce dernier, les deux organismes convinrent de s'efforcer d'élaborer et de maintenir un programme visant à faciliter l'échange des questionnaires-échantillons, des publications diffusées et des résultats des travaux de recherche et d'analyse statistiques (selon que les deux parties le jugent approprié), ainsi que la réalisation de projets communs de recherche et de développement lorsque l'on convenait que ces initiatives étaient réalisables et qu'elles présentaient des retombées pour les deux parties.

Comité des statisticiens du Commonwealth, de l'Institut interaméricain de statistique, ainsi que de l'Institut international de statistique et de ses sections.

Martin Wilk continua de favoriser les relations au Canada et à l'échelle internationale en veillant à la collaboration de l'organisme à des réunions internationales et à des échanges professionnels, et en accueillant des visiteurs d'autres pays. Cela renforça la réputation internationale du Canada en matière de statistique. Par exemple, Simon Goldberg fut invité en 1982 à revenir à Statistique Canada pour prononcer un discours principal à l'occasion d'un séminaire sur le rôle de la coopération technique dans le perfectionnement du système statistique international. Simon Goldberg présenta également un exposé au Comité des politiques afin de susciter l'intérêt de ses membres à l'égard du Programme de mise en place de dispositifs nationaux d'enquête sur les ménages des Nations Unies, un important effort de coopération technique internationale dans le domaine des statistiques coparrainé par les Nations Unies, le Programme des Nations

Unies pour le développement et la Banque mondiale. Ce programme visait à fournir un cadre statistique pour la planification des pays en développement et à aider ceux-ci à mettre en place des programmes statistiques nationaux autosuffisants. En 1979, Simon Goldberg devint coordonnateur du programme aux Nations Unies après avoir quitté son poste de directeur du Bureau de statistique des Nations Unies.

À compter de 1980, Statistique Canada dirigea également un groupe de travail international sur les statistiques de l'industrie de la radiodiffusion, de la télévision et du cinéma. Ce groupe de travail fut créé non seulement pour élaborer un système normalisé de statistiques culturelles, mais aussi pour aider les pays en développement à mettre en place leur propre programme de statistiques culturelles et pour veiller à la validité des comparaisons internationales de ces statistiques. Tous ces efforts de collaboration contribuèrent à la production continue de statistiques comparables à l'échelle internationale et à l'amélioration du système statistique canadien.

DES COMMUNICATIONS STRATÉGIQUES ET ADAPTÉES

L'une des premières initiatives de Martin Wilk fut d'établir des relations efficaces avec les médias, ce qui comprenait une surveillance régulière de la couverture médiatique. Il convient de rappeler que jusque-là, l'organisme n'avait pas de politique claire en matière de relations avec les médias et qu'il s'était contenté, lorsqu'il faisait l'objet d'une attention négative, de rester tranquille et d'espérer que l'attention négative s'essouffle rapidement; les employés ne devaient communiquer avec les médias que si c'était absolument nécessaire. Dans cette optique, Martin Wilk instaura un protocole visant à assurer une réaction et une correction rapides de la part de l'organisme en cas de déclaration erronée ou de critique injustifiée. La mise en place de ce protocole eut des résultats positifs non seulement sur le moral des employés, mais aussi sur les relations de l'organisme avec le public. Une politique ferme d'entière collaboration avec les médias fut établie, laquelle prévoyait que l'organisme devait être totalement ouvert à leurs demandes de renseignements et les tenir étroitement informés du travail de l'organisme. Les cadres supérieurs furent encouragés à communiquer ouvertement avec les médias et à participer activement à des activités professionnelles et publiques externes. Un programme de formation fut également élaboré en collaboration avec l'Université Carleton afin d'améliorer les compétences en communication des chercheurs ainsi que les connaissances statistiques des spécialistes en communication.

Dans l'ensemble, les communications de l'organisme devinrent de plus en plus stratégiques, et dans cette optique, la Direction de la diffusion, de la promotion et de l'information vit le jour en 1981-1982. Cette direction relevait du statisticien en chef adjoint responsable du nouveau Secteur des communications et des opérations. Bien que le Secteur des services de diffusion et de promotion, qui relevait également d'un statisticien en chef adjoint, avait été créé près de 10 ans plus tôt, la création de la Direction de la diffusion, de la promotion et de l'information découlait d'efforts déployés en vue d'améliorer et de centraliser la politique et les opérations d'édition de l'organisme et de mettre davantage l'accent sur le rôle de l'organisme en tant que fournisseur de services. Statistique Canada devait acquérir une expertise en ventes et en service ainsi qu'en affaires publiques afin de s'assurer de maintenir de bonnes relations avec le public. La nouvelle direction fut organisée de sorte qu'elle était « axée sur la clientèle », ou spécialement adaptée aux besoins de ses divers clients, y compris les administrations publiques fédérale, provinciales et municipales, le milieu des affaires, les groupes professionnels, le grand public, les médias ainsi que la communauté statistique internationale.

L'année 1985 marqua plus d'un demi-siècle de diffusion du *Quotidien* de Statistique Canada, publié pour la première fois en 1932 sous le nom de *Bulletin quotidien*. En janvier 1985, l'heure

de diffusion officielle du *Quotidien* fut devancée pour passer de 13 h à 10 h afin d'améliorer son actualité, et Statistique Canada commença à présenter aux médias, par l'entremise du service Canada NewsWire, un préavis des principales publications la veille de leur diffusion.

L'un des efforts concertés en cours visait à améliorer la disponibilité de « l'information sur l'information ». À cette fin, on élaborait en 1980-1981 un système de documentation des données statistiques afin de fournir aux utilisateurs des renseignements détaillés sur chacune des enquêtes de l'organisme, les données recueillies au moyen de celles-ci ainsi que les sources de ces données. De plus, le premier ensemble exhaustif



Le Quotidien, le bulletin de diffusion officiel de Statistique Canada, 1986

de métadonnées couvrant l'ensemble des activités de collecte de données de l'organisme fut publié en 1980 sous le titre *Répertoire des questionnaires de Statistique Canada sur microfiche*. Celui-ci fournissait aux concepteurs d'enquêtes un aperçu des types de questions posées par Statistique Canada, et présentait aux analystes et aux utilisateurs de données des renseignements sur les questions ainsi que le matériel connexe utilisé pour produire des données. Une nouvelle publication, le *Répertoire des concepts sociaux pour enquêtes statistiques*, fut également lancée à titre de document de référence pour faciliter l'interprétation des résultats des enquêtes sociales. Ces initiatives visaient à aider les utilisateurs de données à évaluer les forces et les faiblesses de leurs

sources de données, et les concepteurs d'enquête à formuler leurs propres questions. On élaborait aussi du matériel pédagogique sur une période de quatre ans afin d'accroître l'utilité des publications de l'organisme dans les salles de classe. Cette initiative faisait suite aux commentaires d'associations d'enseignants qui étaient d'avis que le matériel statistique de l'organisme était difficile à utiliser à des fins pédagogiques. L'organisme participa même à l'Exposition nationale canadienne de 1981 à Toronto, en compagnie d'autres ministères et organismes fédéraux. Parmi les objets exposés par Statistique Canada figuraient du matériel écrit et graphique, du matériel audiovisuel, un terminal permettant d'accéder à CANSIM et des systèmes Télidon. Un jeu-questionnaire

informatisé mettant à l'épreuve les connaissances des visiteurs au sujet de leur collectivité locale et le tirage quotidien d'un exemplaire de la publication *Le Canada* attirèrent notamment beaucoup de visiteurs.

Aperçu

Au début des années 1980, Statistique Canada avait aussi sa propre émission de radio d'information statistique, intitulée *Aperçu*, que l'organisme produisait mensuellement et distribuait gratuitement à 200 stations de radio FM partout au pays. *Aperçu* fournissait aux Canadiens de courts extraits sonores sur des sujets d'intérêt, entremêlés de faits et de chiffres



Divers projets statistiques en exposition, vers 1980

pertinents, ce qui contribua à humaniser les statistiques de l'organisme et à les rendre plus conviviales pour les Canadiens. L'émission, qui tenait le public canadien informé des activités, des produits et des services de l'organisme, représentait un important outil du Programme d'information publique du Recensement de 1986. Chaque émission mensuelle présentait tout au plus une dizaine de faits et était diffusée environ 2 000 fois, selon les estimations. Les sujets couverts comprenaient les dépenses liées aux automobiles, les arbres de Noël, les frais de déménagement, l'IPC et l'industrie des boîtes de conserve. L'émission, à la fois proactive et peu coûteuse, fut diffusée de 1982 jusqu'au début des années 1990, et eut des retombées positives pour l'organisme. Elle fut abandonnée au début des années 1990, notamment en raison de l'incapacité de mesurer l'efficacité du programme.

Il ne s'agissait toutefois pas des premiers messages radio de Statistique Canada à être entendus sur les ondes. En effet, en 1933, pour faire suite à la diffusion du tout premier *Bulletin quotidien* l'année précédente, l'organisme avait fourni du matériel à la Commission canadienne de la radiodiffusion en vue de la diffusion d'une émission de deux minutes intitulée *A fact a day about Canada* (Un fait par jour au sujet du Canada), dont le contenu était par la suite mis par écrit chaque mois dans un bulletin particulièrement populaire auprès des enseignants.

L'organisme entre dans une nouvelle ère de l'information

Après des années de mise en œuvre difficiles, l'informatisation du travail statistique était sur la bonne voie : outre les nombres, les ordinateurs permirent enfin de traiter le texte, ce qui se traduisit par des avantages considérables dans le traitement du flot sans fin de publications de l'organisme. Fait tout aussi important, l'organisme accueillit au sein de son effectif de nouveaux employés qui étaient à l'aise avec la technologie et prêts à l'adopter. En 1981, on comptait environ 70 machines de traitement de texte Micom à Statistique Canada, dont un grand nombre se trouvaient dans la Section du traitement des publications et des textes de la Division des services administratifs. Ces machines étaient utilisées par 75 opérateurs de traitement de texte, lesquels avaient tous suivi une formation pour passer des machines à écrire à ces nouvelles machines de traitement de texte.

Par ailleurs, des travaux étaient en cours en vue d'améliorer l'efficacité des communications en tirant pleinement parti des technologies de l'information modernes, par exemple en élargissant la capacité de CANSIM et en améliorant l'accessibilité et l'utilité des données grâce à l'utilisation d'outils de visualisation tels que le système Télidon. Statistique Canada travaillait également à un projet appelé « Telechart », qui combinait les graphiques en couleur du Télidon à la fonction de récupération de CANSIM afin de créer un système d'affichage graphique dynamique. Le principal moyen de



Une employée opère un MICOM, 1981

diffusion de l'organisme à l'époque demeurait les médias imprimés, mais on commençait progressivement à utiliser d'autres moyens tels que CANSIM, les microfiches et les bandes d'ordinateur. Par exemple, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, les comptes nationaux trimestriels furent publiés sur des disquettes.

C'est aussi durant cette période que furent menés les « essais du Télidon ». Le Télidon (terme formé d'une combinaison de mots grecs signifiant « voir à distance ») était une création du Centre canadien de recherches en communications, qui avait peaufiné une technologie bidirectionnelle apparue pour la première fois en Europe dans le but de créer un système interactif de transmission d'information utilisant la télévision familiale. Il s'agissait plus ou moins d'un système combinant le téléphone (communication à distance), la télévision (affichage de texte et d'images sur un écran) et l'ordinateur (manipulation et récupération d'information). Cette période fut réellement

passionnante pour les communications. Le Télidon fit les manchettes internationales, qui prévoyaient un franc succès pour ce système. L'Annuaire du Canada de 1981 fit également mention du Télidon : « La télévision bidirectionnelle permettra dans les années 80 de répandre l'usage de services qui jusqu'à présent paraissaient futuristes comme les services de courrier électronique, d'achat par télévision, d'opérations bancaires automatisées, de télédétection et de sécurité, de téléconférence, de dialogue inter-ordinateurs et de collection de renseignements provenant de banques de données situées dans tout le Canada et dans le monde entier. »

Le ministère fédéral des Communications finança l'élaboration du système canadien, qui fit l'objet d'une année d'essais approfondis, tandis que les essais du Télidon furent organisés par le Groupe de travail sur le service au public

d'Approvisionnement et Services Canada. Cette nouvelle technologie fut perçue comme un moyen d'améliorer la communication directe avec le grand public, et Statistique Canada participa aux efforts afin de devenir le premier fournisseur d'information pour tous les essais sur le terrain. En fait, l'organisme était le plus important fournisseur d'information de tous les organismes gouvernementaux.

Un groupe de travail sur le Télidon dirigé par David Worton rassembla une vaste collection de renseignements en français et en anglais aux fins de visualisation dans les villes d'essai. Les trousseaux préparés pour les essais sur le terrain comprenaient les documents intitulés *Wise Old Owl Quiz*, *Statistics Canada at your Service*, *Fast Facts on Canadians* et *Energy in the Home*, un rapport sur les indicateurs actuels ainsi que des articles sur l'IPC, l'économie actuelle et la région en question. Certains essais débutèrent en

1980, et ils étaient tous en cours l'année suivante. Chaque essai sur le terrain était parrainé par différentes organisations, dont le gouvernement fédéral, la Société Radio-Canada, TVO, une entreprise de câblodistribution et un certain nombre de compagnies de téléphone.

Toutefois, la nouvelle technologie ne fut finalement pas adoptée, car les appareils Télidon coûtaient beaucoup plus cher que les téléviseurs et leur utilisation occasionnait des frais de téléphonie supplémentaires. Les consommateurs et les entreprises perdirent intérêt vers 1981, et le gouvernement mit fin à son soutien au milieu des années 1980, devant l'échec de l'adoption généralisée. Le Télidon joua toutefois un rôle important dans l'avancement continu des technologies de l'information au Canada, et ses inventeurs reçurent plusieurs prix en reconnaissance de leurs contributions.

JALONS IMPORTANTS DES PROGRAMMES STATISTIQUES

En 1980-1981, la technologie de télédétection par satellite fit des percées à Statistique Canada par le truchement d'un projet expérimental mené conjointement par l'organisme et le Centre canadien de télédétection. L'estimation réussie de la superficie du Nouveau-Brunswick consacrée à la culture des pommes de terre au moyen de la télédétection par satellite ouvrit de nouvelles perspectives en démontrant que l'imagerie par satellite, combinée à des procédures plus traditionnelles d'estimation de la superficie, pouvait permettre à l'organisme de

réduire le fardeau des répondants, de mettre au point des cartes de répartition des cultures en temps opportun et de produire des estimations fiables pour les sous-régions. Ainsi, à l'été 1983, on utilisa la télédétection pour recueillir des renseignements sur la superficie des cultures afin d'estimer la superficie consacrée aux pommes de terre au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard, la superficie consacrée au canola dans certaines parties de l'Alberta et du Manitoba, ainsi que la superficie consacrée aux céréales et la superficie des terres en jachère dans le

sud-ouest du Manitoba. On prévoit aussi d'étendre l'utilisation de cette technologie à l'ensemble de la province du Manitoba.

La Division de la statistique des sciences et de la technologie fut créée en 1983 en réaction à l'importance croissante de la recherche et du développement scientifiques pour assurer le développement économique, la compétitivité internationale et le bien-être de la société du Canada. Le Centre de la statistique des sciences déjà existant fut intégré à la nouvelle division;

AU DÉBUT DES ANNÉES 1980, LES PRÉOCCUPATIONS AU SUJET DE LA PRODUCTIVITÉ CANADIENNE SUSCITÈRENT DES QUESTIONS QUANT À LA QUALITÉ ET AU NIVEAU DES ESTIMATIONS DU STOCK DE CAPITAL

son personnel et son budget furent transférés à Statistique Canada en provenance du ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie. La Division de la statistique des sciences et de la technologie fournissait des renseignements dans le but de faciliter l'analyse d'enjeux tels que le caractère adéquat des ressources

consacrées à la recherche et au développement, la disponibilité des scientifiques, des ingénieurs et des techniciens, l'accessibilité des technologies de pointe aux entreprises canadiennes ainsi que l'incidence des nouvelles technologies sur la compétitivité internationale de l'organisme et ses besoins futurs en matière de compétences. De plus, un programme d'indicateurs des sciences et de la technologie visant à favoriser le développement efficace de la technologie au Canada fut créé et dirigé par un comité consultatif interministériel.

Au début des années 1980, les préoccupations au sujet de la productivité canadienne suscitèrent des questions quant à la qualité et au niveau des estimations du stock de capital, qui avaient été compilées à l'aide des dossiers administratifs existants. Par conséquent, un groupe de recherche interministériel composé de représentants de la Banque du Canada, du Conseil économique du Canada, du ministère des Finances et de Statistique Canada fut formé en 1984-1985 dans le but d'examiner la faisabilité d'une enquête sur le stock de capital. Cette enquête était envisagée comme une solution qui permettrait de donner un aperçu du processus de renouvellement de la technologie, de l'obsolescence technologique et des changements structurels dans l'économie, ce qui pourrait aider à déterminer les causes du déclin de la productivité au Canada. Après avoir confirmé la faisabilité d'un tel projet d'enquête, Statistique Canada révisa les enquêtes sur les investissements afin d'y inclure des questions portant sur les types de machines, la nature et la

durée de vie prévue des actifs fixes, l'obsolescence technique et d'autres renseignements. Un nouveau produit sur les dépenses en capital pour 1985 fut créé, et il fut diffusé au cours de l'exercice suivant.

En 1981-1982, Statistique Canada commença à effectuer des travaux préparatoires en vue d'inclure, dans les estimations, des activités non marchandes comme les travaux ménagers et le bénévolat ainsi que l'économie « souterraine » ou « non mesurée ». En 1983-1984, l'organisme publia les premiers comptes du bilan national du Canada. Il envisagea également d'ajouter une dimension régionale aux comptes et, la même année, il publia ses premières estimations des comptes provinciaux des revenus et des dépenses pour 1979. Au milieu des années 1980, le personnel responsable des comptes nationaux entreprit une étude pour le compte de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, étude qui démontra que depuis 1961, en raison de l'inflation, les ressources économiques du pays étaient passées du secteur non résidentiel et du secteur des particuliers aux secteurs des administrations publiques et des entreprises. Il convient de mentionner qu'au cours de la décennie précédente, Statistique Canada avait perdu sa place au sein de la communauté internationale pour ce qui est des comptes nationaux, mais qu'il la regagna sous la direction d'Ivan Fellegi, grâce à la position ferme de ce dernier sur l'engagement international.



ÉTUDES SUR L'EMPLOI DU TEMPS

On dit que l'emploi du temps est la monnaie du système social. En fait, l'intérêt pour l'emploi du temps s'est accru à compter de la parution des premières études sur les conditions de vie de la classe ouvrière en réaction aux pressions engendrées par l'industrialisation croissante. Dans les années 1970 et 1980, on reconnut de plus en plus l'importance de la qualité de vie et du bien-être économique et social. Bien que l'on utilisait déjà le produit national brut pour mesurer le bien-être, il devint évident que la mesure de l'activité du marché n'était qu'une facette du bien-être social et économique. On prit conscience que les activités non marchandes telles que les travaux ménagers et le bénévolat, tout comme d'autres facteurs comme les ressources naturelles et l'impact environnemental, devaient également être prises en compte. Le précurseur des études sur l'emploi du temps à grande échelle fut la Multinational Time Budget Study (Étude multinationale sur le budget-temps), menée par Alexander Szalai en 1965 dans le cadre d'un effort de collaboration internationale entre 12 pays (dont le Canada ne faisait pas partie). De nombreux pays, dont le Canada, menèrent ensuite leurs propres études sur l'emploi du temps en fonction des normes établies par ce projet multinational. En 1971, l'Institut des affaires publiques de l'Université Dalhousie mena l'une des premières études importantes sur l'emploi du temps au Canada dans les villes de Toronto et d'Halifax.

L'intérêt de Statistique Canada à l'égard de la réalisation d'une étude nationale sur l'emploi du temps donna lieu, à l'automne 1981, à une enquête pilote sur l'emploi

du temps. Dans le cadre de celle-ci, un suréchantillon fut prélevé à Halifax en vue de permettre une comparaison avec les données recueillies 10 ans plus tôt lors de l'étude réalisée par l'Institut des affaires publiques. L'enquête pilote fut menée par une société d'experts-conseils, et parrainée et financée par Statistique Canada, le ministère des Communications, la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et Approvisionnement et Services Canada. Son objectif consistait à déterminer la faisabilité d'une enquête sur l'emploi du temps par téléphone dans le contexte canadien. Même si l'organisme avait recours aux interviews téléphoniques pour une partie de l'échantillon de l'Enquête sur la population active depuis les années 1970, on étudia la possibilité d'une utilisation plus étendue. La faisabilité d'échantillonner les ménages par téléphone au moyen de la composition aléatoire fut également mise à l'essai. En fait, le début des années 1980 marqua aussi l'élaboration du premier système d'interview téléphonique assistée par ordinateur à Statistique Canada, dans le cadre de l'Enquête sur l'hébergement des voyageurs.

L'enquête pilote sur l'emploi du temps s'avéra un succès, ce qui permit à l'organisme, à compter de 1986, de recueillir sur une base régulière des données sur l'emploi du temps des Canadiens à l'échelle nationale dans le cadre du deuxième cycle de l'Enquête sociale générale. Ces données furent par la suite recueillies à intervalles réguliers dans le cadre de cette nouvelle enquête.

De nouvelles approches voient le jour au chapitre de la statistique des entreprises

L'année 1984 marqua également le lancement du projet de remaniement des enquêtes-entreprises (PREE), un grand projet d'une durée de six ans visant à remanier l'ensemble du spectre des enquêtes-entreprises au moyen d'un Registre des entreprises revitalisé et d'une exploitation intensive des données fiscales. Le projet fut lancé en réaction à des préoccupations au sujet de possibles faiblesses dans l'infrastructure de Statistique Canada. Celles-ci découlaient d'un certain nombre de progrès récents, y compris l'informatisation des données, l'avènement de la comparaison des données au niveau des microdonnées, l'incidence sur le fardeau des répondants et l'élaboration d'un registre central des entreprises dont l'utilisation n'était pas encore généralisée. Au cours des trois décennies précédentes, l'organisme avait bâti le Programme des enquêtes-entreprises en y intégrant graduellement des enquêtes individuelles répondant à divers besoins en matière d'information. Chacune des quelque 200 enquêtes-entreprises était gérée par les diverses divisions, qui étaient chargées d'élaborer et de tenir à jour leur propre méthodologie et leur propre personnel de bureau, ainsi que de dresser une liste détaillée des entreprises œuvrant dans leur domaine d'intérêt. Le PREE regroupa toutes ces listes en une seule base de données intégrée pouvant être utilisée aux fins de toutes les enquêtes. On s'attendait à ce que cette initiative améliore la rentabilité

et l'efficacité globales du programme et à ce que l'établissement d'une relation plus étroite avec Revenu Canada vienne renforcer ces avantages. On s'attendait également à ce que le PREE améliore la qualité des statistiques des entreprises et facilite la comparaison des données des enquêtes-entreprises avec celles des enquêtes économiques.

Ce projet était considéré comme avant-gardiste en ce qu'il offrait une solution intégrée à un grand nombre de problèmes apparemment différents dans l'ensemble de l'organisme. Par ailleurs, grâce au PREE, de nombreuses petites entreprises virent disparaître leur obligation de répondre à des enquêtes. Après le recensement, il s'agissait de la plus grande initiative de l'organisme. Certes, quelques divisions utilisaient déjà le Registre des entreprises comme source d'information, mais il avait d'abord fallu les convaincre de l'efficacité du Registre. Ainsi, le Registre des entreprises intégré fut établi avec succès, mais la tenue à jour de la liste de deux millions d'entreprises et plus représentait assurément un défi. Bien que certaines divisions continuèrent d'utiliser leurs propres listes, le PREE joua un rôle déterminant dans l'adoption du Registre par plusieurs divisions, dont la division responsable de la nouvelle Enquête mensuelle sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Au cours des deux décennies qui suivirent, Statistique Canada mit en œuvre d'autres initiatives qui continuèrent de contribuer à l'adoption du Registre par les divisions responsables des enquêtes-entreprises.



Martin B. Wilk remet un certificat de mérite à un employé de la Division du registre des entreprises

La nouvelle Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail vit le jour dans le but d'améliorer les statistiques trimestrielles sur le revenu du travail. Après une période d'essai en parallèle de 12 mois, elle remplaça au printemps 1983 quatre enquêtes de longue date sur l'emploi. Élaborée de façon à tenir compte des pratiques de tenue de dossiers des répondants, la nouvelle enquête permit, grâce aux nouvelles techniques d'échantillonnage, de réduire de 30 000 le nombre d'entreprises devant répondre à des enquêtes sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.

L'un des projets de recherche et de développement entrepris par l'organisme fut une nouvelle approche de collecte des statistiques sur les petites entreprises. La reconnaissance des petites entreprises en tant qu'importants facteurs de création d'emplois et de richesse économique donna lieu à des demandes de renseignements supplémentaires au sujet de leur contribution à l'économie nationale ainsi qu'à des demandes de données utiles aux activités quotidiennes de ces petites entreprises. La nouvelle approche élimina le fardeau de réponse annuel de la plupart de ces petites entreprises en utilisant les renseignements fournis par celles-ci dans leurs déclarations de revenus. Cette initiative s'avéra aussi efficace en favorisant la création d'une base de données exhaustive consacrée aux petites entreprises. Le Groupe chargé de la statistique des petites entreprises fut créé en juin 1985 à la suite de consultations avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec des représentants du milieu des petites entreprises. Une liste des besoins en données les plus urgents fut dressée, et les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables des petites entreprises convinrent de l'octroi à l'organisme d'un financement conjoint pour combler ces besoins.

Les sociétés sous contrôle étranger dans l'économie canadienne

En 1962, en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats* dont le statisticien fédéral s'était vu confier la

responsabilité, l'organisme commença à recueillir des renseignements sur l'ampleur de la participation des non-résidents dans les sociétés et les syndicats canadiens. Ces renseignements furent utilisés pour évaluer l'étendue du contrôle étranger dans l'économie canadienne, la *Loi* fixant les seuils de revenu au-delà desquels les sociétés étaient tenues de produire une déclaration de propriété. Toutefois, les seuils de déclaration étaient statiques et, avec l'inflation, le nombre de sociétés tenues de produire une déclaration en vertu de la *Loi* avait augmenté. On constata que ce volume accru ne contribuait pas à l'atteinte de l'objectif de mesure du contrôle étranger dans l'économie canadienne et imposait un fardeau considérable à un nombre important d'entreprises. Dans cette optique, des modifications furent apportées à la *Loi* en juillet 1981, lesquelles permirent de réduire le fardeau de réponse des petites entreprises en prévoyant que plus de 96 000 d'entre elles soient exemptées de la production de déclarations. On parvint à respecter cette exigence en combinant une série de questionnaires en un seul questionnaire intégré sur les comptes financiers et les opérations internationales pour d'autres entreprises. Cela donna lieu à une amélioration et à un élargissement de la couverture des données financières des syndicats, à l'augmentation de la pertinence des renseignements et à l'accroissement de l'accès des ministères et organismes fédéraux aux données, ce qui permit d'éliminer les chevauchements.

De nouvelles approches voient le jour au chapitre de la statistique sociale

La promulgation de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* en 1977-1978 accrut la sensibilisation du public à l'égard de la protection de la vie privée des personnes, ce qui l'amena à faire un examen plus minutieux de la capacité de Statistique Canada à exiger la participation aux enquêtes en vertu de la *Loi sur la statistique*. Parallèlement à l'utilisation croissante de l'informatique, l'organisme utilisa également davantage les données administratives à des fins statistiques, et commença à coupler des données afin d'accroître leur puissance et leur utilité. Par conséquent, la *Loi sur la statistique* fut modifiée en 1981 en vue de permettre la tenue d'enquêtes sur une base volontaire, tout en maintenant la nature obligatoire des recensements. Statistique Canada entreprit de rendre toutes ses enquêtes-ménages facultatives, à l'exception de l'Enquête sur la population active. Les enquêtes-entreprises, y compris toutes les enquêtes agricoles, demeurèrent des instruments de collecte à participation obligatoire, essentiellement parce que la question de la protection de la vie privée des personnes ne s'appliquait pas aux entreprises et parce que le passage à la participation volontaire aurait eu une incidence considérablement plus importante sur la qualité des données sur les entreprises, particulièrement compte tenu du fait que certaines entreprises avaient plus de poids que d'autres dans les estimations.

*Un employé des Services conseils,
vers 1980*



Deux nouvelles lois, la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, entrèrent en vigueur en 1983 dans le cadre de la transition vers un gouvernement plus ouvert au Canada. La première établissait le droit d'accès aux documents de l'administration fédérale, tandis que la seconde protégeait la vie privée des personnes et leur droit d'accès aux renseignements personnels les concernant détenus par les institutions fédérales. En réaction à ces nouvelles lois, l'organisme créa l'infrastructure nécessaire pour traiter les demandes d'accès à l'information connexes, y compris pour répondre aux demandes

de renseignements sur ses « rouages », par exemple sur son administration interne et sa planification, et pour octroyer aux personnes un accès à leurs propres documents personnels.

Au début des années 1980, une loi fut adoptée en vue d'établir un service de renseignement de sécurité civil, lequel devait initialement avoir un droit d'accès à toutes les bases de données gouvernementales, peu importe les lois existantes. Martin Wilk réussit toutefois à justifier la nécessité d'une exception pour l'organisme pour des raisons de confidentialité. Il expliqua que le concept de confidentialité « ne signifie pas que les statisticiens ont un sens

moral plus poussé que le reste de la population. Cela découle plutôt du fait que “les notions de fiabilité, d'objectivité et de confidentialité” vont de pair et qu'elles sont primordiales dans le milieu de la statistique et le fonctionnement d'un organisme statistique. »

En 1984-1985, les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables du tourisme mirent sur pied le Groupe d'étude national des données sur le tourisme. Celui-ci était composé de cadres supérieurs des secteurs public et privé et présidé par Martin Wilk. Même si le tourisme était reconnu depuis longtemps comme un secteur important, sa contribution économique n'avait jamais été mesurée avec précision. Le groupe d'étude avait pour objectif de créer une base de données fiable permettant de mesurer et de surveiller le rendement du secteur. Il collabora avec plus de 50 organisations des milieux des affaires, des administrations publiques, des associations commerciales et des universités, et présenta son rapport final aux ministres responsables du tourisme en novembre 1986.

Par ailleurs, la demande de données sur les sous-populations, y compris les personnes ayant une incapacité, les femmes, la population autochtone et les personnes âgées, continua d'augmenter. Pour répondre à cette hausse du nombre de demandes, Statistique Canada mena des études spéciales et créa des ensembles de données. En réaction à une recommandation formulée en 1981 par le Comité parlementaire spécial sur les invalides et les handicapés, l'organisme élaborait une base de données sur les personnes ayant



Martin B. Wilk et certains membres du Groupe d'étude national des données sur le tourisme, 1987

LES ORIGINES DU CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE



Le problème de la compétence mixte dans l'administration de la justice au Canada rendit difficiles la production et l'obtention de renseignements actuels et normalisés. L'un des principaux défis que connut l'organisme sur le plan de la compilation des statistiques juridiques

nationales fut la difficulté à obtenir des données juridiques auprès de toutes les provinces, en grande partie en raison de la nécessité de négocier bilatéralement avec chaque province aux fins de l'obtention des statistiques provinciales. L'efficacité du Programme de la statistique juridique reposait entièrement sur l'appui des provinces, et ces relations bilatérales se détérioraient progressivement. Après des tentatives répétées de mesures correctives, les provinces finirent par mettre sur pied leur propre organisation visant à compiler des statistiques juridiques nationales, mais son coût et son efficacité à long terme étaient discutables. Par conséquent, on mit sur pied en 1979 le groupe de travail fédéral-provincial du Projet national de coordination des ressources dans le domaine de la statistique et de l'information judiciaires, présidé par le sous-secrétaire à la Justice de l'Ontario, dans le but d'examiner l'état des statistiques juridiques nationales et d'élaborer un plan officiel aux fins de leur amélioration.

En juin 1980, le groupe de travail présenta son rapport à tous les sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables de la justice. Ce rapport recommandait la fondation d'un centre satellite de la statistique juridique quasi indépendant, le Centre national de la statistique et de l'information judiciaires, au sein de Statistique Canada. Il proposait également la création du Conseil de l'information juridique, composé des sous-procureurs généraux et des sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables de la justice ainsi que du statisticien en chef, conseil qui aurait pour mandat d'établir les priorités, de veiller à la disponibilité des ressources et d'orienter le centre satellite par l'entremise de son Comité de direction. Dans son rapport, le groupe de travail recommanda également la création d'un comité consultatif national des utilisateurs composé d'utilisateurs non gouvernementaux de statistiques juridiques nationales. Même si tous les sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables de la justice finirent par approuver la fondation d'un centre satellite, les provinces exprimèrent une appréhension persistante quant au statut quasi indépendant du centre, bon nombre d'entre elles préférant un centre entièrement indépendant. La création du centre satellite fut toutefois acceptée en principe, et des mécanismes furent mis en place afin d'élaborer des propositions de programme, d'établir des lignes directrices et de définir des principes de fonctionnement. On arriva au compromis que si l'on jugeait après trois ans que le centre ne répondait pas aux besoins nationaux, on passerait à un centre plus indépendant. C'est ainsi que le Centre canadien de la statistique juridique vit le jour en 1981, voyant son ouverture officielle annoncée lors de la réunion fédérale-provinciale des ministres responsables de la justice en décembre 1981. Le modèle s'avéra un immense succès; en 1984, le mandat initial de trois ans fut prolongé de cinq ans, et le Centre demeure opérationnel à ce jour.

une incapacité au Canada afin de produire des données factuelles aux fins de la planification, de la mise en œuvre et de l'évaluation des programmes aidant ces personnes à participer plus pleinement à la société. En vue de constituer la base de données, l'organisme mena en 1983 et en 1984 une enquête supplémentaire auprès de la population canadienne ayant une incapacité comme supplément de l'Enquête sur la population active. Cette enquête constituait la première tentative de collecte de données nationales sur la prévalence de l'incapacité selon les définitions de l'Organisation mondiale de la Santé. L'enquête portait sur la taille et les caractéristiques de la population ayant une

incapacité et sur l'incidence de l'incapacité sur le mode de vie de cette population. La création de cette enquête mena à la publication, au début de 1986, d'un imposant recueil sur l'incapacité fondé sur les données de l'enquête. De plus, Statistique Canada intégra au Recensement de 1986 une question visant à déterminer la population ayant une incapacité dans l'ensemble du pays, de sorte à accroître la richesse de l'enquête postcensitaire en fournissant des renseignements beaucoup plus détaillés au sujet de la nature des incapacités et de leurs répercussions sur les études, le travail, les loisirs et le transport.

En 1982, l'organisme mena l'Enquête sur les victimes d'actes criminels dans les centres urbains au Canada dans sept villes. Cette enquête faisait suite à la réalisation d'essais préliminaires à Edmonton en 1977 et à Hamilton en 1978, et à la première enquête à grande échelle à Vancouver en 1979. Même s'il était déjà possible de connaître la fréquence des actes criminels en consultant les dossiers administratifs, aucun renseignement détaillé sur les risques, les répercussions ou l'étendue de la victimisation n'était jusqu'alors disponible. Parrainée par le ministre du Solliciteur général du Canada, l'enquête couvrit l'étendue et la répartition de certains crimes contre la personne et contre les ménages, le risque de victimisation, les répercussions de certains crimes sur le plan des coûts et des blessures corporelles, les perceptions du public à l'égard du système de justice pénale ainsi que les besoins des victimes.

Un nouveau programme de données régionales

En 1981-1982, Statistique Canada mena des consultations auprès des ministères fédéraux et d'autres utilisateurs au sujet de l'établissement d'un programme exhaustif de données régionales afin d'intégrer et d'améliorer l'accès aux données régionales déjà disponibles et d'élaborer d'autres sources pour ce type de données. Le Programme de données régionales fut approuvé par le Cabinet et lancé en 1983. Il exploitait les ensembles de données existants et des ressources supplémentaires limitées



Des employés font la promotion du Recensement de 1981 à une foire à Winnipeg

en vue de produire des données sociales et économiques cohérentes sur les petites régions. L'organisme mena des consultations auprès des autres ministères fédéraux et des gouvernements provinciaux et territoriaux afin de comprendre leurs besoins en données et les sources de données qu'ils pourraient utiliser conjointement. Le premier objectif du programme était la publication de profils des circonscriptions électorales fédérales établis à partir des sources

de données régionales existantes. Il s'agissait de la première mise en commun systématique sur une base géographique de données provenant de plusieurs secteurs spécialisés. En mai 1985, Statistique Canada coparraina une conférence internationale sur les statistiques régionales dans le but d'apprendre des expériences d'autres pays.

L'un des premiers produits découlant du Programme de données régionales fut le Fichier

de conversion Canada, publié en 1985, qui permit aux analystes de consulter les données du recensement par région géographique en fonction du code postal. Le deuxième produit en importance résultant de ce programme, publié un an plus tard, fut un recueil de données sur les caractéristiques socioéconomiques des résidents des quartiers urbains et ruraux, recueil qui comprenait cinq volumes.

LE PROGRAMME DU RECENSEMENT

Dans le cadre du Recensement de 1981, on reprit le thème « Soyez du nombre! » afin de personnaliser le recensement pour les Canadiens. Le questionnaire détaillé fut envoyé à un Canadien sur cinq, plutôt qu'à un Canadien sur trois comme ce fut le cas lors du recensement précédent. Par ailleurs, dans le cadre du processus d'approbation du recensement, l'organisme dut examiner la possibilité d'utiliser des sources de données administratives et d'enquête pour remplacer en totalité ou en partie les données du recensement en 1986. À l'époque, on avait conclu qu'il n'existait aucune solution de rechange possible au recensement. Cela dit, Statistique Canada mit en œuvre quelques nouvelles initiatives, comme des négociations fructueuses avec Revenu Canada en vue d'utiliser les installations, le personnel et le matériel informatique de ses centres régionaux aux fins de la saisie des données du recensement sur des bandes d'ordinateur. Les économies réalisées et le temps gagné au chapitre de la production des données furent considérables. Ce processus ne

fut toutefois pas exempt de controverse, puisqu'il en découla des allégations non fondées selon lesquelles des renseignements confidentiels avaient été fournis à Revenu Canada.

Des discussions eurent également lieu avec Postes Canada au sujet de l'élaboration en commun d'un processus de couplage des codes postaux avec les données du recensement. À la fin de 1984, cette collaboration permit d'extraire des données selon le code postal pour 39 centres urbains au Canada. Statistique Canada put ainsi fournir aux utilisateurs des renseignements personnalisés du recensement par code postal pour des régions définies par l'utilisateur, comme les zones de circulation ou les districts d'aménagement.

De plus, on mena un projet pilote relatif au recensement, dans le cadre duquel on remit à un échantillon de recenseurs des cartes infographiques sur lesquelles étaient indiqués le tracé et le nom des rues, la tranche d'adresses

de chaque îlot ainsi que d'autres caractéristiques utiles. Les cartes infographiques se révélant de précieux outils de collecte, l'organisme entreprit par la suite de travailler à un système qui lui permit de produire des cartes pour 1 200 secteurs de recensement en milieu urbain aux fins d'utilisation dans le cadre du recensement suivant, ce qui aida les recenseurs à couvrir les régions leur étant assignées. Les recenseurs se virent donc remettre des cartes infographiques de leurs secteurs, sur lesquelles étaient indiqués le tracé et le nom des rues, la tranche d'adresses de chaque îlot ainsi que d'autres caractéristiques géographiques utiles. Dans le cadre du programme de publication du recensement, l'organisme créa un atlas métropolitain produit par ordinateur qui présentait les résultats du Recensement de 1981 pour 12 grandes régions urbaines. Les cartes comprises dans l'atlas illustraient environ 35 thèmes, dont la répartition de la population selon l'âge, la langue et le revenu. Des bandes-échantillons à grande diffusion furent également



*Oyez! Oyez! Un crieur public annonce la nouvelle :
« Le Recensement de 1986 s'en vient... »*

produites afin d'aider les chercheurs en leur donnant accès à un échantillon d'enregistrements de répondants non identifiables.

Le recensement fut un franc succès : plus de 99 % de l'ensemble des ménages canadiens furent dénombrés en moins d'un mois, les derniers chiffres de population furent établis deux mois avant la date prévue et l'on économisa

plus de 3 millions de dollars par rapport au budget établi.

En revanche, le Recensement de 1986 ne commença pas aussi bien. En septembre 1984, le premier ministre Brian Mulroney mit sur pied le Groupe de travail ministériel chargé de l'examen des programmes, qui avait pour mandat d'examiner les programmes gouvernementaux dans le but d'offrir des programmes plus simples, plus compréhensibles et plus accessibles aux Canadiens. Les examens des programmes furent effectués par des groupes d'étude, souvent appelés les « groupes de travail Nielsen », en référence au fait que l'initiative était dirigée par le vice-premier ministre, l'honorable Erik Nielsen. En fait, Michael Wolfson, qui devint plus tard statisticien en chef adjoint à Statistique Canada, fut prêté au gouvernement afin de l'aider dans cette initiative. Le statisticien en chef adjoint David Worton fit partie du groupe d'étude des grandes enquêtes, qui examina les principaux programmes d'enquête nationaux et les systèmes connexes de diffusion de renseignements.

Parallèlement au lancement de ces examens de programme, le gouvernement prescrivit aussi la mise en place de diverses stratégies de réduction des dépenses. Bien que le Programme du recensement ait été initialement approuvé par le gouvernement du premier ministre Pierre Elliot Trudeau en avril 1984 et que le contenu du recensement l'ait été en juin, cette approbation fut annulée par le ministre des Finances du gouvernement de Brian Mulroney dans le cadre

des efforts de réduction des coûts, décision qui fut annoncée dans un exposé économique diffusé en novembre 1984. On demanda alors à Statistique Canada d'effectuer un Recensement de la population minimal, conformément aux exigences d'une loi constitutionnelle. L'organisme se prépara donc à n'effectuer qu'un dénombrement de la population, et seulement dans les provinces de la Saskatchewan et du Manitoba. On prévint aussi l'annulation complète du Recensement de l'agriculture de 1986.

Toutefois, des groupes de commerce, des universitaires et d'autres ministères se rallièrent pour s'opposer à la décision, et un comité de sous-ministres fut mis sur pied dans le but d'examiner cette dernière. Après de longues discussions, négociations et analyses, le Programme du recensement fut rétabli, sous la condition que Statistique Canada réalise des économies de 100 millions de dollars sur cinq ans, soit le montant qui aurait été économisé si le recensement avait été annulé. Martin Wilk réagit en affirmant catégoriquement que même si la réduction du budget avait été imposée à l'organisme, il appartenait à lui seul de décider des secteurs où ces économies seraient réalisées, et qu'il ne s'agirait pas nécessairement du recensement. Dans un communiqué daté du 21 décembre 1984, on put lire que : [traduction] « conformément à l'engagement du gouvernement de réduire les dépenses, Statistique Canada a élaboré un plan de rechange afin de réaliser l'entièreté des économies de 100 millions de dollars. » Au bout du compte, l'organisme réalisa des économies de 26 millions

de dollars, généra des recettes de 44 millions de dollars grâce au recouvrement des coûts de ses produits et services, et économisa 30 millions de dollars en utilisant des fonds réservés à un programme fédéral d'emploi d'étudiants et de jeunes afin d'embaucher 25 000 recenseurs, soit une proportion considérable du nombre total de 45 000 employés temporaires nécessaires à la conduite des opérations du recensement. Pour ce qui est des économies de 26 millions de dollars, elles furent réalisées en réutilisant et en améliorant les systèmes et les méthodes du Recensement de 1981 et en réduisant les efforts publicitaires, y compris en abandonnant la publicité payante. En fait, on eut recours à une solution de rechange sous la forme d'une campagne d'information publique, avec l'appui volontaire de plus de 1 000 sociétés, associations et organismes médiatiques, qui distribuèrent gratuitement des articles promotionnels et offrirent à l'organisme du temps et de l'espace publicitaire gratuit à la radio, à la télévision

et dans la presse écrite. Le Comité consultatif national du recensement fut également constitué en vue de conseiller le ministre responsable de Statistique Canada au sujet des communications avec le public et d'autres défis relatifs au Recensement de 1986. Le comité regroupait 29 bénévoles du milieu des affaires, des médias, des associations bénévoles, des universités et d'autres établissements partout au Canada.

Le Recensement de 1986 fit œuvre de pionnier sur plusieurs plans; pour la première fois, le questionnaire abrégé était bilingue, et le questionnaire détaillé fut remis dans la langue officielle préférée du répondant, ou dans les deux langues si l'on ne connaissait pas la langue préférée du répondant. De plus, on révisa la trousse du recensement afin d'y inclure la raison d'être de chacune des questions. Ces raisons d'être ainsi que certains autres documents furent traduits en 33 langues en vue de faciliter le dénombrement des personnes qui ne parlaient ni l'une ni l'autre des langues officielles.



Une employée utilise CANSIM, la principale base de données socioéconomiques de Statistique Canada, 1985

UN ACCENT ACCRU SUR LE RECOUVREMENT DES COÛTS

Parmi les mesures de réduction des coûts adoptées dans le cadre du Recensement de 1986 figurait un accent accru sur le recouvrement des coûts en vue d'accroître les recettes de l'organisme provenant de la vente de produits statistiques. Par conséquent, Statistique Canada devint dépendant de ses recettes, c'est-à-dire qu'il se mit à dépendre de la vente de ses produits et services pour financer en partie le coût du rétablissement du Recensement de 1986. Ainsi,

l'organisme augmenta nettement les prix de ses produits et services et imposa l'achat de licences aux fins de la redistribution des données.

L'organisme se vit également confier la pleine responsabilité opérationnelle de ses publications, y compris leurs coûts et leurs recettes, et mit en place une gestion organisée et intégrée de ses publications. Cette initiative lui permit de recouvrir les coûts de ses dépenses

de publication. Ainsi, en 1984, le gouvernement fédéral prescrivit le recours au recouvrement des coûts, lorsque cela était pertinent, dans le cadre de l'effort pangouvernemental de contrôle des dépenses publiques. Statistique Canada détermina le prix de ses produits de sorte à recouvrer les coûts d'impression, d'envoi par la poste et de manutention, et il factura le temps de traitement par ordinateur et les heures de travail du personnel nécessaires pour effectuer

les totalisations spéciales. La méthodologie, l'analyse et l'entretien des systèmes furent considérés comme un bien public et ne furent donc pas facturés aux clients. L'organisme continua d'offrir un service statistique gratuit en faisant parvenir ses publications gratuitement aux bibliothèques de partout au Canada, ainsi qu'à tous ses bureaux régionaux.

Ainsi, au milieu des années 1990, environ 5 % des recettes prévues dans le budget de l'organisme découlaient de la diffusion de produits imprimés et électroniques, et environ 15 % d'entre elles provenaient d'enquêtes à frais recouvrables.

Cette accentuation du recouvrement des coûts eut toutefois des inconvénients. Pendant des années, l'organisme n'avait pas recouvert la plupart de ses coûts de publication, ne facturant que des frais minimes pour ses publications imprimées. Le passage relativement soudain à un recouvrement accru des coûts suscita du mécontentement chez bon nombre de clients de l'organisme, particulièrement à l'égard des frais de 3 \$ par série chronologique de CANSIM. Par ailleurs, le recouvrement des coûts accrut la sensibilisation de l'organisme et de ses clients aux dépenses relatives à la prestation des services, et même s'il servit à une certaine fin à l'époque, il est fort probable qu'il dissuada également l'utilisation plus répandue des statistiques officielles.



Les publications vedettes, 1985

LE DÉBUT DES ANNÉES 1980, PRÉCURSEUR D'UNE NOUVELLE ÈRE

Le 14 août 1985, Martin Wilk annonça sa retraite au personnel de Statistique Canada. Bien que le premier ministre l'ait invité à poursuivre l'exercice de ses fonctions, il avait décliné en lui indiquant qu'il estimait avoir accompli en grande partie la mission qu'il avait acceptée en 1980 et que l'organisme était sur une voie qu'il serait en mesure de poursuivre sans lui. Le 1^{er} septembre 1985, il devint conseiller spécial auprès du Bureau du Conseil privé, poste qu'il occupa jusqu'à la fin de l'année, puis il prit sa retraite de la fonction publique en janvier 1986.

Après avoir quitté son poste de statisticien en chef, Martin Wilk fut invité à présenter un exposé sur les cinq années précédentes à l'occasion de la Conférence des cadres hors site de l'organisme en octobre 1985. On put dégager de ses nombreuses remarques positives un indice important qu'un changement de cap s'était opéré au sein de l'organisme : [traduction] « au cours de la période de récession la plus importante qu'ait connu le Canada depuis les années 1930, alors que Statistique Canada publiait mois après mois les sombres nouvelles

d'un taux d'inflation élevé, d'un taux de chômage en hausse constante, d'une baisse du PIB et d'autres nouvelles économiques préoccupantes, durant tout ce temps, l'organisme n'a fait l'objet d'aucune critique ou remise en question importante au sujet de la qualité ou de l'objectivité des renseignements qu'il a produits. Je pense que c'est une chose dont il faut être très fier. »



La fête d'adieu du statisticien en chef, Martin B. Wilk, 1986

Un nouveau statisticien en chef	122
Trois changements culturels fondamentaux	122
Investir dans les personnes	122
Un homme qui fait mentir le destin	124
Un secteur public en décroissance	126
Importance soutenue accordée à la recherche et au développement	129
Croissance de la renommée internationale	129
L'Initiative de démocratisation des données	130
L'organisme en vedette dans la Revue canadienne de statistique	132
Reconnaissance nationale et internationale	133
Changements organisationnels	134
Restructuration des bureaux régionaux	134
Le Conseil national de la statistique comme mécanisme d'orientation	136
Initiatives de gestion	138
Lignes de communication ouvertes	138
Meilleur bulletin des employés	139
Interdiction de fumer	140
Recrutement universitaire visant à attirer de nouveaux employés	140
Formation	140
Planification intégrée et centralisée	142
Automatisation des rapports de temps	142
Communications et commercialisation	145
Inside StatsCan	146
Internet : l'émergence d'un nouvel outil	147
Herby et Elliott parcourent les couloirs	147
Une image de marque plus forte	149

Jalons importants du système statistique	151
L'avènement des enquêtes longitudinales	151
Accélération des programmes de statistiques sociales	153
Soutien social	154
L'Enquête sociale générale change la donne	155
Évolution du système d'information sur la santé au Canada	155
Travail non rémunéré	156
50 ans, ça se célèbre!	158
Nouvelles initiatives d'information sur la santé	158
Un nouveau programme national de statistiques sur l'éducation	158
La littératie des adultes dans le monde	159
Réexamen de la Confédération	159
Défense de la neutralité politique de Statistique Canada	160
Petites et grandes entreprises	160
Statistique Canada passe du produit national brut au produit intérieur brut comme principale mesure de la production	161
Dates de diffusion fixes des enquêtes économiques	161
Initiatives relatives aux statistiques sur le commerce international	162
Libre-échange	163
Mesure du secteur des services	164
Nouveaux systèmes généralisés	164
La télédétection continue de gagner du terrain	164
Lignes directrices sur la qualité	166
Programmes du recensement	168
Intégration des données sur le tourisme	169
M. Recensement	169
Statistiques sur les peuples autochtones	170
Registre des adresses et Registre des entreprises	170
Un énorme pas en avant sur le plan démographique	173
Environnement	174
Recyclage à Statistique Canada	175



CHAPITRE 4

La période de
1985 à 1995 :
un organisme plus solide



Ivan P. Fellegi reçoit l'Ordre du Canada du gouverneur général, le très honorable Ramon Hnatyshyn, 1992

UN NOUVEAU STATISTICIEN EN CHEF

En 1983, Martin Wilk prit des dispositions pour qu'Ivan Fellegi soit promu au nouveau poste de sous-statisticien en chef l'année suivante. Non seulement fit-il savoir de manière évidente qu'il existait un candidat tout désigné à sa succession, mais il prévint ainsi une période d'apprentissage. À vrai dire, Ivan Fellegi est probablement déjà un candidat de choix; cinq ans auparavant, lors de la recherche d'un nouveau statisticien en chef, le comité de sélection l'avait en effet approché pour l'inviter à une entrevue, mais il avait alors indiqué qu'il jugeait que ce n'était pas tout à fait le bon moment.

En 1985, Martin Wilk écrivit au premier ministre de l'époque, Brian Mulroney, pour l'informer de son intention de prendre sa retraite. Plus tard au cours de l'été 1985, Ivan Fellegi, alors à Bruges, en Belgique, avec sa famille, reçut un message dans lequel on lui demanda d'appeler le greffier du Conseil privé, Gordon Osbaldeston. Ce dernier l'informa que le premier ministre voulait savoir s'il était disposé à accepter le poste de statisticien en chef du Canada. Ivan Fellegi accepta et devint statisticien en chef du Canada le 1^{er} septembre 1985, après avoir déjà travaillé près de 30 ans au sein de l'organisme.

TROIS CHANGEMENTS CULTURELS FONDAMENTAUX

Bien que Statistique Canada ait entrepris sa transformation sous la gouverne de Martin Wilk, c'est sous la direction d'Ivan Fellegi que bon nombre des initiatives lancées dans la première moitié des années 1980 furent renforcées et ancrées dans la culture de travail de l'organisme. La période en question fut marquée par trois éléments fondamentaux : un investissement continu et réfléchi dans les personnes, un renforcement de la recherche et de l'analyse fondé sur une méthodologie solide et sur la collaboration avec le milieu universitaire, et une réputation internationale grandement rehaussée.

Investir dans les personnes

Ivan Fellegi était tout à fait d'accord avec Martin Wilk sur le fait que les réorganisations à grande échelle avaient tendance à perturber les activités et à être improductives. Il était partisan de la stabilité organisationnelle conjuguée à une mobilité individuelle considérable permettant le perfectionnement des personnes et des compétences, mais il cherchait également la souplesse nécessaire au redéploiement des personnes en cas de nouvelles priorités. Il ne s'agissait pas d'années faciles pour diriger un organisme gouvernemental, car, année après année, les compressions constantes effritaient les budgets.

En 1979, Ivan Fellegi revint de son congé aux États-Unis dans une période de réduction budgétaire importante, et il se vit dans l'obligation d'aviser certains employés qu'ils devaient être mis à pied. Cette difficile expérience le bouleversa profondément, et il jura de faire tout en son pouvoir pour ne plus jamais avoir à faire de telles mises à pied. Six ans plus tard, il fut nommé statisticien en chef alors qu'on venait encore une fois d'effectuer d'importantes réductions budgétaires. Dans sa première note de service à l'ensemble du personnel, il proposa aux employés dont l'emploi était en danger, mais qui étaient disposés à faire preuve de souplesse, la possibilité d'être réaffectés à d'autres postes qui étaient devenus vacants par attrition. Les employés recevraient la formation et le soutien nécessaires. Ainsi, même si l'on abolissait le poste qu'ils occupaient, les employés ne seraient pas au chômage. Au sein de l'organisme, cette politique finit par être connue sous le nom de « politique de non-licenciement » d'Ivan Fellegi. Cette dernière contribua grandement au sentiment d'apaisement au sein de l'organisme, qui devait composer avec des compressions budgétaires, des récessions, des gels des salaires et une grève des fonctionnaires. Elle permit aussi à l'organisme de mieux s'adapter au changement. L'époque où les gens se joignaient à l'organisme et prenaient leur retraite 35 ans plus tard au sein du même secteur était révolue.

Les besoins en données augmentaient de façon exponentielle, mais le budget permettant de produire ces données diminuait d'année en année; ce fut d'ailleurs la norme pour les années suivantes. Un programme quinquennal

de réduction des dépenses fut mis en œuvre en 1985-1986, car Statistique Canada devait réduire ses coûts annuels de près de 26 millions de dollars. Compte tenu de la politique de non-licenciement, bien que 586 postes furent supprimés, la plupart furent abolis au moyen de l'attrition normale. Les employés permanents touchés furent réaffectés à d'autres postes, bon nombre s'étant vu offrir la possibilité d'améliorer leurs compétences et d'occuper des emplois plus stimulants. Des économies importantes furent également réalisées dans plusieurs domaines; comme il est indiqué dans le chapitre précédent, l'un des changements les plus importants fut la création en 1985 de la Division des opérations et de l'intégration, qui permit de centraliser les opérations de collecte des données. L'intégration et la normalisation des opérations permirent d'améliorer l'efficacité et d'économiser plus de 175 années-personnes au moyen de la centralisation du personnel de soutien qui postait, recevait, vérifiait et codait les enquêtes pour l'organisme ainsi que de l'utilisation de nouvelles technologies et de meilleures méthodes. La nouvelle division donna une plus grande souplesse à l'organisme, non seulement parce qu'elle était en mesure de s'occuper de périodes de pointe et de charges de travail variables, mais aussi parce que sa capacité n'était pas consacrée à un produit en particulier — les plans de traitement d'une enquête pouvaient ainsi être remplacés par les plans d'une autre enquête moyennant un court préavis. Dans les années 1980 et 1990, de nombreuses autres initiatives visèrent le changement de culture de l'organisme et la réflexion au niveau de

l'organisation, mais la création de la nouvelle division constitua la première initiative d'importance. Il convient de souligner que comme pour tout changement d'importance au sein d'une grande organisation, la transition ne fut pas facile. Celle-ci fut laborieuse et exigea beaucoup de temps, et de nombreux gestionnaires hiérarchiques qui faisaient les choses à leur façon depuis des décennies opposèrent de la résistance. Les employés de bureau étaient réticents à quitter leur division d'attache pour se joindre à la nouvelle division, et leurs gestionnaires ne voulaient pas les perdre. Sur le plan logistique, établir la nouvelle approche sans perturber les programmes en cours était également toute une entreprise. Bien que le chemin ait été parsemé de difficultés, la transition fut au bout du compte couronnée de succès et permit de créer l'une des fonctions les plus importantes de l'organisme.

Le populaire programme des affectations spéciales mis en place sous la direction de Martin Wilk fut l'autre élément important ayant favorisé la souplesse et la réactivité de l'organisme dans le contexte des compressions budgétaires incessantes. Le programme fut couronné de succès, environ 10 % de l'ensemble des employés participant à tout moment à une affectation spéciale. Le programme fut tellement utile que 24 autres ministères mirent en place des programmes semblables. Le programme des affectations spéciales fut créé à la suite de la récession de 1981 à 1982 et du contrôle des salaires qui en découla, alors que l'organisme faisait l'objet d'importantes

UN HOMME QUI FAIT MENTIR LE DESTIN

Ivan Peter Fellegi est né en 1935 à Szeged, en Hongrie. Il fut initié très jeune aux mathématiques; à quatre ans, il savait déjà compter jusqu'à 1 000. Il développa une infection cérébrale à l'âge de 18 mois, et sa mère fut alors informée du fait que s'il survivait, il serait lourdement handicapé pour le reste de ses jours. Après un tel diagnostic, sa famille fit évidemment preuve de la plus grande vigilance; elle lui apprit non seulement à compter à l'âge de quatre ans, mais également à nommer toutes les capitales européennes ainsi qu'à réciter de la poésie. Lorsque l'Allemagne envahit la Hongrie en mars 1944, son père fut amené dans un camp de concentration en Autriche, et la famille fut ensuite déportée. La famille retourna en Hongrie en 1945, et l'entreprise familiale, une usine de maçonnerie en pierres, fut nationalisée quatre ans plus tard par le régime communiste. En raison de ses origines familiales « bourgeoises », Ivan Fellegi ne fut pas autorisé à fréquenter l'école dans sa ville natale, et il quitta donc la maison à l'âge de 14 ans pour s'inscrire à l'école secondaire à Budapest, la capitale du pays, où l'on ne connaîtrait pas ses origines. Le même obstacle fondé sur la classe sociale se dressa lorsque vint le temps d'aller à l'université. Il existait toutefois une autre option : les étudiants exceptionnels étaient admis à l'université, peu importe leurs antécédents familiaux. Tous les étudiants qui se classaient parmi les cinq premiers aux concours nationaux étaient automatiquement admis à l'université dans le domaine dans lequel ils avaient participé. Poète dans l'âme, Ivan Fellegi fut encouragé par ses professeurs à participer au concours en littérature

hongroise. Il décida plutôt que l'option la plus sûre était de participer à l'examen en mathématiques, la logique des réponses mathématiques ne pouvant être contestée, tandis que la littérature était beaucoup plus subjective. Il réussit et fut admis à la Faculté de mathématiques de l'Université Eötvös Loránd (l'Université de Budapest).

Il venait de commencer sa quatrième année en mathématiques, en 1956, lorsque la révolution hongroise éclata. Son père le convainquit de quitter le pays, comme sa sœur l'avait fait quelques années plus tôt. Cependant, comme il aurait alors été impossible de le faire légalement, sa mère obtint astucieusement un certificat médical indiquant que son fils avait la tuberculose; Ivan Fellegi et un cousin furent ainsi envoyés à un sanatorium idéalement situé près de la frontière avec l'Autriche. Ils arrivèrent dans la ville frontalière trop tard pour être admis au sanatorium et prirent une chambre dans un hôtel local. Ils partirent à pied plus tard cette nuit-là. Il ne s'agissait toutefois pas d'une simple randonnée. Ils tombèrent sur un bûcheron, qui les regarda et leur dit qu'il ne voulait pas savoir qui ils étaient ni où ils allaient, mais qu'au cas où cela les intéresserait, il y avait des Russes « par là » et il n'y avait pas de Russes « par ici ». Ivan Fellegi et son cousin ne savaient pas quand ils traverseraient la frontière; ils savaient seulement que dès qu'ils entendraient des voix, leur sort serait déterminé par la langue qu'ils entendraient parler. Lorsqu'ils finirent par entendre ces voix fatidiques, la langue était... l'allemand. Ils furent donc pris en charge par une patrouille frontalière autrichienne.

Ivan Fellegi retrouva sa fiancée, Marika Gulyas, à Vienne, et ils partirent tous les deux pour le Canada, où ils arrivèrent en janvier 1957, en plein hiver. Leur première adresse canadienne fut celle d'une prison à Montréal, qui était à l'époque un refuge temporaire pour des centaines de réfugiés hongrois. Il emménagea ensuite avec sa sœur, qui faisait des études de médecine à Ottawa. Elle l'encouragea à poursuivre ses études et, quelques semaines plus tard, il s'inscrivit à la deuxième année du programme préparatoire aux études en médecine, qui débutait à l'automne à l'Université d'Ottawa.

Entre-temps, il se chercha un emploi et communiqua avec la Commission de la fonction publique. Heureux hasard, la fonction publique avait besoin de mathématiciens, et avait donc assoupli la règle voulant que seuls les citoyens canadiens pouvaient être embauchés par le gouvernement. En février 1957, Ivan Fellegi entra en fonction au Bureau fédéral de la statistique à titre d'adjoint technique. Il se rendit vite compte qu'il aimait profondément les statistiques, et il communiqua avec l'Université Carleton pour s'enquérir de la possibilité d'y suivre un programme de maîtrise en études statistiques. Même si celle-ci n'avait pas encore de programme de maîtrise, il s'avéra qu'elle avait l'intention d'en créer un. L'Université indiqua qu'elle accepterait Ivan Fellegi s'il réussissait un examen oral complet en mathématiques afin de prouver que ses connaissances étaient équivalentes à celles acquises dans le cadre d'un



*Ivan P. Fellegi,
statisticien en chef du Canada, 1985-2008*

baccalauréat à l'université. Il réussit l'examen et commença à suivre des cours du soir, et il obtint sa maîtrise ès sciences en 1958, devenant le premier étudiant de l'Université Carleton à recevoir une telle distinction. Ivan Fellegi voulait également poursuivre des études de doctorat en statistique, mais l'Université Carleton ne comptait aucun professeur de statistique. La Faculté de mathématiques prit des dispositions pour qu'un professeur de Toronto — l'éminent

Donald Alexander Stuart Fraser — révise sa thèse lorsqu'elle serait terminée. Ivan Fellegi prit le risque de poursuivre sa thèse sans conseiller pour le guider ou même pour approuver initialement son sujet. La reconnaissance de sa thèse, *Sampling without Replacement with Probabilities Proportional to Size* (Échantillonnage sans remise avec probabilités proportionnelles à la taille), témoigna de la pertinence du sujet pour le Bureau fédéral de la statistique, particulièrement dans le contexte de l'Enquête sur la population active. En 1961, une fois sa thèse approuvée par Donald Fraser et après deux heures et demie d'examen oral, il devint le premier doctorant de l'Université Carleton. La Faculté de mathématiques de l'Université d'Ottawa participa également à l'administration de l'examen.

Au Bureau fédéral de la statistique, Ivan Fellegi fut nommé chef du Service de recherche et de consultation en échantillonnage en 1962, directeur en 1965, directeur général de la Direction de la méthodologie et des systèmes en 1971, et statisticien en chef adjoint du Secteur des services statistiques en 1973. Il prit ensuite un congé de Statistique Canada de mai 1978 à mars 1979 pour siéger à la commission sur la réorganisation du système statistique des États-Unis établie par le président Carter. Il revint à Statistique Canada en 1979 à titre de statisticien en chef adjoint du Secteur de la statistique sociale, et il fut nommé sous-statisticien en chef de l'organisme en janvier 1984. Il occupa le poste de statisticien en chef du Canada pendant 23 ans, de 1985 à 2008.

À sa retraite, il avait travaillé à Statistique Canada pendant 51 ans. Il fut nommé statisticien en chef émérite du Canada par le premier ministre Stephen Harper en 2008, et il continue encore aujourd'hui à se présenter à son bureau deux fois par semaine pour prodiguer des conseils de nature professionnelle et personnelle aux employés de l'organisme. Il siège au Conseil national de la statistique depuis 31 ans, ayant d'abord siégé comme statisticien en chef, puis comme membre; il y siège depuis la première réunion du Conseil en 1986. Au moment de la publication du présent ouvrage, il sert le système statistique du pays, et par extension son pays, depuis 61 ans.

Au cours de sa carrière, Ivan Fellegi fut également président de la Société statistique du Canada, de l'Institut international de statistique et de l'Association internationale des statisticiens d'enquête. Il détient six doctorats honorifiques, et a reçu un grand nombre de médailles, de témoignages et de titres au cours de sa carrière; il est notamment membre de l'American Statistical Association, membre honoraire de l'Institut international de statistique, membre honoraire de la Royal Statistical Society et médaillé d'or de la Société statistique du Canada. En octobre 1992, il reçut l'Ordre du Canada des mains du gouverneur général de l'époque, Ramon Hnatyshyn, et il fut promu Officier en 1998. Il reçut le Prix pour services insignés du premier ministre et le Prix pour une carrière exceptionnelle en 2002. En 2004, il reçut l'Ordre du mérite de la République de Hongrie.

UN SECTEUR PUBLIC EN DÉCROISSANCE

Le mécontentement grondait de plus en plus dans la fonction publique en raison du gel des salaires et de la suspension des droits relatifs à la négociation collective et à l'arbitrage. Le contrôle des salaires fut instauré en 1975 (pour trois ans) et en 1982 (pour deux ans) en réaction aux préoccupations relatives à l'inflation et aux taux d'intérêt élevés. De plus, depuis 1984, les règlements salariaux dans la fonction publique étaient inférieurs à ceux obtenus dans les autres secteurs de l'économie et inférieurs au taux d'inflation. Un gouvernement conservateur majoritaire fut élu sur la promesse de réduire la taille et le rôle du gouvernement. De 1985 à 1990, la taille de la fonction publique fut réduite de 15 000 personnes (environ 6 %). Un grand nombre de sociétés d'État furent privatisées ou dissoutes, ce qui réduisit encore davantage la taille du secteur public.

En 1991, le gouvernement indiqua qu'il n'y aurait pas d'augmentation salariale pendant un an et que, pour les trois années suivantes, aucune augmentation de plus de 3 % ne serait envisagée, à moins que les agents négociateurs n'acceptent une réduction des niveaux d'emploi. La réduction de la taille de la fonction publique ainsi que les restrictions budgétaires furent instaurées en vue de permettre au gouvernement de faire face aux déficits budgétaires records enregistrés pendant la période, à la dette fédérale élevée accumulée au cours de la décennie précédente et aux paiements d'intérêt élevés sur cette dette. La situation était insoutenable, et la solution passait notamment par une réduction de la taille du secteur public.

La réaction ne fut pas favorable, et l'Alliance de la Fonction publique du Canada, l'un des plus importants syndicats du pays et le plus important du secteur fédéral, déclencha sa première grève nationale générale; celle-ci devint d'ailleurs la plus importante grève de l'histoire du Canada, environ 100 000 employés fédéraux y ayant pris part. La grève débuta en



septembre 1991 et se termina par l'adoption d'une loi spéciale de retour au travail à la fin d'octobre. La loi prolongea également de deux ans tous les contrats en cours de négociation et prévoit un gel des salaires pour 1991 et une augmentation de salaire de 3 % pour l'année suivante.

En réaction à la loi spéciale, les dirigeants syndicaux demandèrent à leurs membres de voter contre le gouvernement aux prochaines élections, une idée qui était fondamentalement contraire à l'impartialité politique des fonctionnaires. En 1992, les conventions de la fonction publique furent prolongées de deux ans sans augmentation de salaire.

Lorsque le gouvernement libéral fut élu en 1993, il continua à s'attaquer au déficit, non seulement en gelant les salaires et en effectuant un examen des programmes visant la réduction de la taille du gouvernement, mais aussi en augmentant les impôts et en réduisant les transferts aux provinces.

restrictions budgétaires. Même si les programmes faisaient l'objet de compressions, la demande de nouveaux renseignements continuait d'augmenter, et le fait de disposer d'un bassin d'employés disposés à accepter un nouveau travail était donc inestimable pour l'organisme ainsi que pour les employés, qui ne perdaient ainsi pas leur emploi. Le programme était rassurant tant pour l'employé que pour l'employeur, car il garantissait à l'employé qu'il pouvait reprendre son poste précédent si l'affectation ne convenait pas. Dans cette période de faible roulement et de rareté des promotions, les mutations latérales demeuraient la seule possibilité pour de nombreux employés désirant un changement.

À la suite d'un exercice marqué par les compressions budgétaires dans le cadre duquel aucun emploi ni aucun programme ne fut aboli, Ivan Fellegi, dans une entrevue accordée en 1988 à SCAN, le bulletin des employés, fit la déclaration suivante : [traduction] « Notre politique de non-licenciement n'est pas seulement humaine, mais je pense qu'elle contribue à un milieu de travail plus productif. Si les gens sentent qu'ils jouissent d'une sécurité d'emploi raisonnable, ils sont davantage disposés à prendre des risques, et nous voulons voir nos gens prendre des risques judicieux. »

En plein milieu de la récession de 1990 à 1992, encore une fois aux prises avec des réductions budgétaires massives, Ivan Fellegi souhaitait que

l'organisme suive trois principes. Premièrement, tout ne pourrait pas être réduit également; certains programmes devraient être supprimés complètement. Deuxièmement, les employés ne devraient pas être licenciés et ils devraient sentir qu'ils jouissent de la sécurité d'emploi, mais ils devraient collaborer et être disposés à être réaffectés à d'autres postes. Troisièmement, il faudrait préserver un budget aux fins de l'innovation et de l'amélioration. Ivan Fellegi estimait qu'il était essentiel de maintenir un climat d'innovation en période de réduction des ressources, car les programmes pouvaient être rétablis relativement rapidement alors qu'il était beaucoup plus difficile de rallumer la flamme de l'innovation une fois celle-ci éteinte.



La 1 000^e employée envoyée en affectation spéciale avec quelques membres de la Division des affectations spéciales, 1988

**DANS CETTE PÉRIODE
DE FAIBLE ROULEMENT
ET DE RARETÉ DES
PROMOTIONS, LES
MUTATIONS LATÉRALES
DEMEURAIENT LA
SEULE POSSIBILITÉ
POUR DE NOMBREUX
EMPLOYÉS DÉSIRANT UN
CHANGEMENT**

Wassily Leontief, lauréat du prix Nobel d'économie, s'adresse à une foule rassemblée dans la salle de conférences R.H. Coats au sujet des répercussions des changements technologiques sur les travailleurs, 1985



**CHAQUE ANNÉE, UNE QUINZAINES DE
CONFÉRENCES FURENT PRÉSENTÉES, CERTAINES PAR
DES EXPERTS DE L'EXTÉRIEUR DE L'ORGANISME ET
D'AUTRES PAR DES MEMBRES DU PERSONNEL**

De fait, l'importance accordée à l'analyse ainsi qu'à la recherche et au développement, même en pleine période de compressions budgétaires successives, fut l'une des marques distinctives des années Fellegi à Statistique Canada.

Importance soutenue accordée à la recherche et au développement

En vertu d'un nouveau programme annuel de congés sabbatiques aux fins de recherche interne, les employés de niveau intermédiaire purent soumettre des propositions de recherche en vue d'entreprendre des travaux d'analyse ou de recherche et développement présentant un intérêt particulier pour Statistique Canada. Chaque année, un maximum de six employés dont les propositions avaient été acceptées par un groupe d'experts se voyaient offrir la possibilité de poursuivre de tels travaux et d'être libérés de leurs fonctions courantes pour une période maximale d'un an, et ce, en conservant leur plein salaire et leurs avantages sociaux. À la fin de leur congé sabbatique, les employés retournaient à leur poste, ayant acquis de nouvelles compétences en recherche et en analyse, et ils pouvaient publier les résultats de leurs recherches. Une fois terminés, les travaux étaient revus et publiés soit sous forme de monographies de recherche, soit dans l'une des publications phares de l'organisme, comme *L'Observateur économique canadien*, *Techniques d'enquête*, *L'emploi et le revenu en perspective* et *Tendances sociales canadiennes*. C'est aussi au cours de ces années que les révisions institutionnelles et les évaluations par

les pairs des documents d'analyse devinrent des éléments fondamentaux du programme de recherche de l'organisme.

Une série de conférences portant sur divers thèmes fut instaurée à Statistique Canada à la fin des années 1980. Celle-ci fut d'abord lancée pour incarner l'esprit de Célébration 88, un programme fédéral visant à mettre en évidence diverses réalisations à la veille des Jeux olympiques tenus à Calgary en 1988. Chaque année, une quinzaine de conférences furent présentées, certaines par des experts de l'extérieur de l'organisme et d'autres par des membres du personnel. Par exemple, le réputé démographe Ansley Coale parla des tendances démographiques en Chine depuis 1950, et le professeur Anthony Richmond, de l'Université York, traita de l'importance de la recherche fondamentale pour les politiques publiques dans son exposé sur la recherche démographique et les politiques publiques. Parmi les autres personnes réputées qui donnèrent des conférences à Statistique Canada figuraient Nathan Keyfitz, Richard Ruggles et Wassily Leontief (lauréat du prix Nobel d'économie en 1973). Une conférence spéciale sur l'histoire de l'organisme fut donnée en 1988 par le statisticien en chef adjoint nouvellement retraité David Worton, qui consacrait alors son temps à la rédaction d'un ouvrage sur l'histoire de l'organisme, lequel fut publié en 1998.

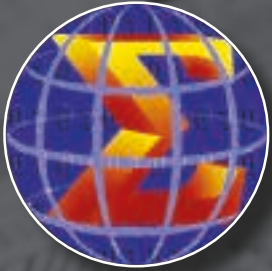
Un intérêt renouvelé pour l'analyse se manifesta également dans les changements apportés aux communiqués de l'organisme publiés dans

Le Quotidien. La publication d'un plus grand nombre d'analyses dans *Le Quotidien* découla d'une collaboration entre des gestionnaires et des analystes de presque toutes les divisions de l'organisme. Un comité supérieur de rédaction fut créé en 1994 dans le but d'améliorer la qualité analytique du *Quotidien* et de transformer ce dernier en un produit plus lisible qui met l'accent sur l'histoire. Ivan Fellegi présida le comité, qui était composé de cadres supérieurs et d'analystes principaux de l'ensemble de l'organisme. À chaque réunion, les membres du comité étaient chargés d'examiner les communiqués importants à venir. Quelques semaines plus tard, le comité rencontrait les analystes afin de discuter de leurs recommandations. Le comité se réunit chaque semaine pendant environ huit mois. Ces réunions permirent au comité de définir ce qui constitue un communiqué efficace et aidèrent les divisions auteures à réorganiser leurs communiqués. À la fin de l'année, de nouvelles lignes directrices sur la rédaction d'un communiqué efficace furent élaborées, et un cours de rédaction de communiqués pour *Le Quotidien* fut offert. Le cours fut une grande réussite, et de nombreux abonnés réguliers remarquèrent une amélioration notable des communiqués.

Croissance de la renommée internationale

Pendant la même période, une grande importance fut accordée à la collaboration de l'organisme à l'échelle internationale,

L'INITIATIVE DE DÉMOCRATISATION DES DONNÉES



En 1991, la coordonnatrice du Centre de données de la bibliothèque de l'Université Carleton, Wendy Watkins, fut détachée à Statistique Canada. De concert avec d'importants collaborateurs, comme Ernie Boyko, de Statistique Canada, et Paul Bernard, du Département de sociologie de l'Université de Montréal, elle chercha un moyen d'offrir aux universités un accès facile et abordable à la multitude de microdonnées dont disposait Statistique Canada.

Depuis 1971, l'organisme produisait des fichiers de microdonnées anonymisées à grande diffusion selon le principe du recouvrement des coûts; les données étaient sous licence et ne pouvaient être redistribuées. Les coûts d'accès étaient prohibitifs pour les étudiants avant même que les prix ne soient augmentés dans les années 1980, lorsque le recouvrement des coûts devint l'un des moyens pour l'ensemble du gouvernement de répondre aux pressions budgétaires. L'accès aux microdonnées canadiennes était donc sévèrement limité à ceux dont les recherches étaient bien financées. Par conséquent, la plupart des chercheurs se fiaient à des données américaines ou internationales pour leurs recherches.

Plus de 20 organisations et organismes gouvernementaux se réunirent au printemps de 1993, et il fut par la suite décidé qu'un groupe de travail devrait être créé afin qu'une initiative visant l'accessibilité accrue aux microdonnées soit mise en œuvre le plus rapidement possible. Le groupe de travail, dont les réunions étaient animées par la Fédération canadienne des sciences humaines et sociales, comptait des représentants des milieux de la recherche et des bibliothèques universitaires, de Statistique Canada, du Secrétariat du Conseil du Trésor et du Programme des services de dépôt des bibliothèques du gouvernement. Il élaborait de solides

arguments, mettant l'accent sur les avantages pour la recherche, notamment au chapitre de l'élaboration des politiques et du débat public, ainsi que sur l'importance d'utiliser des données canadiennes, par opposition à des sources de données étrangères ou périmées, lesquelles étaient beaucoup moins coûteuses à l'époque. En 1995, le Conseil du Trésor prit la décision d'appuyer l'initiative et décida qu'un consortium de ministères et d'organismes gouvernementaux partagerait les coûts de l'initiative. Sept organismes, dont Statistique Canada et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, acceptèrent de contribuer au financement de l'initiative, qui fut lancée au début de 1996 sous la forme d'un projet pilote de cinq ans. En 1997, 50 universités participèrent à l'initiative et se virent accorder l'accès aux données canadiennes à des fins de recherche. Bien que l'initiative ait d'abord mis l'accent sur les fichiers de microdonnées à grande diffusion, elle engloba plus tard toutes les données accessibles au public.

L'Initiative de démocratisation des données fut un important partenariat universitaire pour Statistique Canada, et ses avantages furent considérables; elle aida les étudiants à acquérir de solides compétences en matière de données quantitatives, elle favorisa l'utilisation des données canadiennes et elle permit d'améliorer la qualité et la documentation des produits de l'organisme. De fait, au cours de la première année de l'initiative, le principal entrepôt américain de données universitaires fit état d'une réduction de 50 % du recours aux fichiers de données américains par des chercheurs universitaires canadiens. Grâce à l'initiative, les Canadiens furent mieux informés des enjeux sociaux et économiques en raison du plus grand nombre de recherches et d'analyses. L'initiative jeta également les bases des centres de données de recherche, dont la création fut proposée en 1998 et concrétisée quelques années plus tard (voir « La naissance des centres de données de recherche » au chapitre 5).

comme en témoignaient non seulement la stature croissante de l'organisme à l'échelle internationale, mais aussi le nombre d'employés élus membres d'organisations internationales prestigieuses, comme l'Institut international de statistique.

En 1988, un nouveau programme permit de fournir une assistance technique à d'autres pays selon le principe du recouvrement des coûts, et ainsi d'appuyer le programme canadien de coopération au développement et d'améliorer la comparabilité des données à l'échelle internationale.

Ivan Fellegi accordait beaucoup d'importance à la collaboration internationale, et ce, pour trois raisons principales. D'abord et avant tout, la collaboration internationale était importante à des fins d'apprentissage. En tant qu'organisme statistique centralisé, Statistique Canada n'avait pas de véritable équivalent au Canada. Par conséquent, pour que ses employés soient exposés à des discussions ou à des critiques pertinentes et puissent ainsi poursuivre leur perfectionnement professionnel, ils devaient travailler avec d'autres organismes statistiques ailleurs dans le monde. Deuxièmement, une telle collaboration permettait d'élargir les horizons des employés en les encourageant à se comparer

aux autres. Troisièmement, Ivan Fellegi voulait que Statistique Canada joue un rôle de premier plan à l'échelle internationale, car il estimait que la reconnaissance internationale était essentielle à la réputation de l'organisme ici au Canada; à l'époque, la réputation internationale était très importante pour le Canada.

En outre, Ivan Fellegi estimait qu'il était du devoir de l'organisme de partager les connaissances et l'expérience acquises, non seulement pour collaborer et offrir de l'assistance, mais aussi pour renforcer les connaissances et la confiance de l'organisme. Pour expliquer le vieil adage selon lequel pour



Des délégués d'une dizaine de pays d'Afrique subsaharienne participent à un cours de six semaines sur l'échantillonnage du recensement à Ottawa, 1988

L'ORGANISME EN VEDETTE DANS LA REVUE CANADIENNE DE STATISTIQUE

En 1988, la Société statistique du Canada souligna les travaux d'analyse de l'organisme en produisant un numéro spécial de la *Revue canadienne de statistique*, qui porta exclusivement sur le travail effectué par Statistique Canada. Le numéro, publié à l'automne 1988, fut rédigé et révisé par des statisticiens et des spécialistes en sciences sociales associés à Statistique Canada, et il souligna la diversité et l'excellence des travaux méthodologiques et analytiques de l'organisme. L'année suivante, l'organisme fut l'hôte de la réunion annuelle de la Société statistique du Canada.

bien comprendre un sujet, il faut essayer de l'enseigner, il fit la déclaration suivante dans le cadre d'une entrevue qu'il accorda à SCAN : [traduction] « Lorsque vous donnez un exposé devant un organisme international, vous avez intérêt à savoir de quoi vous parlez. Je trouve que notre travail à l'échelle internationale est un stimulant incroyablement utile pour clarifier notre propre pensée. »

En 1988, le Canada fut élu à la Commission de statistique des Nations Unies, le plus haut organe décisionnel pour les activités statistiques internationales. La Commission était composée des statisticiens en chef des États membres, qui venaient de partout dans le monde, et elle supervisait le travail de la Division de statistique des Nations Unies. Les 24 pays membres étaient élus pour un mandat de quatre ans par le Conseil économique et social des Nations Unies, selon une répartition géographique équitable. Le Canada fut président de la Commission pour les trois premières sessions, en 1947 et en 1948, et il fut réélu à la Commission six autres fois au moment de la publication du présent ouvrage, soit de 1951 à 1959, de 1962 à 1969, de 1974 à 1981, de 1989 à 1992, de 2006 à 2009 et de 2018 à 2021.

L'assistance technique était également une priorité pour le gouvernement du Canada. En réponse à une demande du Bureau de statistique des Nations Unies, un cours de six semaines sur l'échantillonnage du recensement fut offert à Ottawa en 1988, et des délégués d'une dizaine de pays d'Afrique subsaharienne y participèrent. À la demande de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et de la Banque mondiale, l'organisme mena également une mission en Ouganda afin d'évaluer la possibilité que Statistique Canada participe au rétablissement des services de statistique de ce pays. Une assistance technique fut aussi offerte à l'Indonésie dans le domaine de la statistique de l'environnement, et une formation à court terme fut donnée à l'intention de statisticiens de l'Indonésie, de l'Égypte et de la Malaisie.

À compter de 1989-1990, Statistique Canada, soutenu par le financement de l'ACDI, participa à un important programme d'assistance technique dirigé par la Banque mondiale et visant l'élaboration graduelle d'une base de données permettant de suivre les répercussions sociales des ajustements économiques structurels en Afrique subsaharienne. L'organisme contribua à la conception de questionnaires, offrit des programmes de formation et mit en œuvre des programmes d'enquête.

En 1989, le ministère des Affaires extérieures proposa et finança une mission d'assistance technique en matière de statistiques à l'intention de pays d'Europe centrale et orientale. Une délégation fut envoyée en Hongrie en vue d'évaluer les besoins statistiques les plus urgents du pays, et des séminaires furent organisés sur des sujets tels que les fondements juridiques d'un système statistique, la gestion de bureaux statistiques, le maintien de la pertinence des produits statistiques ainsi que les relations avec les répondants. Pour la première fois, en 1990-1991, une assistance fut fournie à l'Europe de l'Est, et l'organisme donna des conseils aux fonctionnaires hongrois sur les politiques de gestion et les fondements juridiques d'un système statistique national, ainsi que sur la création d'un registre des entreprises. Une assistance fut également fournie pour la préparation d'une enquête mensuelle sur le commerce de détail, qui devint la première enquête moderne par sondage du pays.

D'autres pays reçurent une assistance technique, notamment l'ancienne Tchécoslovaquie, le Sénégal, le Kenya, le Pakistan, le Sri Lanka et l'Ouganda. Barbara Clift, qui avait joué un rôle fondamental dans la conception et la création des comptes des revenus et dépenses du Canada, passa six mois en Ouganda en 1989 et en 1990, où elle mit elle-même au point un ensemble de comptes de production pour le pays.

En 1991, l'organisme participa également à la première d'une série de réunions visant la coordination du système statistique international. Cette initiative trilatérale d'Eurostat — l'Office statistique des Communautés européennes — ainsi que des bureaux statistiques nationaux du Canada et des États-Unis avait pour objectif d'aider les pays d'Europe de l'Est à adapter leurs systèmes

statistiques à une économie de marché. En 1990, l'organisme fut également l'hôte du séminaire de la Commission économique pour l'Europe, lequel portait sur les répercussions de l'évolution de la structure par âge de la population dans les pays industrialisés.

Un nouveau programme d'échanges bilatéraux fut lancé avec la France, l'Australie et le Royaume-Uni en vue d'entretenir des relations plus étroites et de permettre un partage des connaissances. Un membre de l'Institut national de la statistique et des études économiques de la France se joignit à l'organisme en 1991 à titre de directeur de la Division des prix, tandis que Statistique Canada procéda à une affectation semblable en France. Des gestionnaires de Statistique Canada participèrent également à des affectations en Australie et au Royaume-Uni.

RECONNAISSANCE NATIONALE ET INTERNATIONALE

En 1989, le vérificateur général conclut, après une vérification d'un an, que Statistique Canada était un organisme hautement professionnel qui accordait la plus grande importance aux besoins des employés tout en répondant à la demande croissante en matière de données. L'organisme était également l'un des quatre ministères et organismes fédéraux à avoir obtenu une cote supérieure du Conseil du Trésor pour la planification des ressources humaines.

En juillet 1990, la revue *The Economist* indiqua que les statisticiens de Statistique Canada étaient les meilleurs statisticiens officiels au monde. À la mi-juillet 1991, la publication ajouta que les données canadiennes sur l'économie du Canada étaient les plus fiables de la planète. Toutefois, les critères selon lesquels se fondaient les classements n'étaient pas nécessairement solides sur le plan statistique, et ceux-ci ne furent donc pas pris très au sérieux par les organismes statistiques du monde entier. Les articles donnèrent néanmoins à l'organisme une importante impulsion à l'intérieur des frontières du pays, et ils furent cités de façon stratégique pendant de nombreuses années.

CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS

À la fin de 1985, l'équipe de statisticiens en chef adjoints était composée des personnes suivantes : Bruce Petrie, Statistique sociale, des institutions et du travail; Gordon Brackstone, Informatique et Méthodologie; Guy Labossière, Services de gestion; David Worton, Affectations spéciales; Yvon Fortin, Communications et Opérations; Jacob Ryten, Statistique du commerce et des entreprises; Stewart Wells, Comptes nationaux et Études analytiques.

En octobre 1985, on annonça qu'Harry John Hodder occuperait le poste de sous-statisticien en chef. Ce dernier avait commencé sa carrière dans la fonction publique fédérale au Conseil

privé en 1954, et il avait occupé un certain nombre de postes à l'Agence canadienne de développement international, au ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ainsi qu'à la Banque interaméricaine de développement. Il s'était joint à Statistique Canada en novembre 1984 à titre de statisticien en chef adjoint du Secteur de la statistique du commerce et des entreprises. Malheureusement, il décéda subitement en février 1986. Le poste de sous-statisticien en chef demeura vacant pendant un an, jusqu'à ce qu'Ivan Fellegi juge qu'il n'était plus nécessaire. Aucun autre sous-statisticien en chef n'a été nommé depuis.

Restructuration des bureaux régionaux

À la fin des années 1980, les bureaux régionaux traitaient environ 400 000 demandes de renseignements téléphoniques chaque année, et ils effectuaient des travaux personnalisés d'une valeur d'environ 1,5 million de dollars pour des utilisateurs de données. La fonction de collecte des données se régionalisait également de plus en plus, ce qui permettait d'améliorer les taux de réponse et l'actualité des données. La taille des échantillons pouvait ainsi être réduite, ce qui permettait de réduire le nombre d'entreprises et d'organismes tenus de participer



L'équipe de la haute gestion, qui relève du statisticien en chef Ivan P. Fellegi, de gauche à droite : Bruce Petrie, Harry Hodder, Guy Labossière, David Worton, Yvon Fortin, Jacob Ryten et Stewart Wells. Absent : Gordon Brackstone.

aux enquêtes. De 1984 à 1989, 39 enquêtes furent régionalisées. En 1987-1988, les bureaux régionaux étaient responsables de la réalisation de 100 enquêtes (comparativement à environ 75 en 1985).

La création du bureau régional de Calgary en 1987 fit passer à 10 le nombre de bureaux régionaux. En raison de la désuétude des mini-ordinateurs, du récent succès de l'utilisation d'interviews téléphoniques assistées par ordinateur (ITAO) et du besoin croissant pour l'organisme de répondre rapidement aux demandes de renseignements, une étude sur la modernisation des opérations de collecte des bureaux régionaux fut menée en 1988. Peu après, 1989 marqua l'entrée en vigueur de la première convention collective des intervieweurs et des intervieweurs principaux travaillant dans les bureaux régionaux (environ 1 200 intervieweurs). Jusqu'en 1987, les régions écrivaient leurs données comptables à la main dans des registres, qu'elles transmettaient chaque mois à Ottawa. Pour sa part, la Division des services financiers du bureau central utilisait depuis 1982 un système comptable automatisé appelé FINCON pour les opérations budgétaires; en 1987, ce système fut étendu à l'ensemble des régions.

Les ITAO furent mises à l'essai pour la première fois à Halifax en mars 1986 et, après quelques modifications, elles furent mises en œuvre partout au pays dans tous les bureaux régionaux. Il s'agissait d'une technologie à la fois nouvelle et stimulante pour l'organisme, car

elle permettait de contourner tous les processus manuels de collecte de données, y compris l'enregistrement, la vérification préliminaire et le codage. Les intervieweurs reçurent une formation et s'adaptèrent rapidement à la nouvelle technologie, même si beaucoup travaillaient avec un ordinateur pour la première fois. Chaque intervieweur reçut une trousse d'autoapprentissage une semaine avant la formation en salle de classe, qui était d'une durée de trois jours.

La saisie des données directement à l'ordinateur plutôt que sur un formulaire papier permettait d'apporter des modifications en ligne dès l'entrée

des données, et ainsi de régler immédiatement tout problème avec le répondant. De plus, les fichiers de l'échantillon pouvaient être tenus à jour; les intervieweurs pouvaient modifier directement le nom des entreprises, les adresses et les personnes-ressources afin de garder la liste d'envoi à jour. Dans le cadre de l'Enquête annuelle sur les manufactures, on enregistra une augmentation de 20 % du taux de réponse et une diminution d'environ 27 % du coût de collecte unitaire. Cette enquête servit de projet pilote pour l'utilisation des ITAO dans le cadre des enquêtes économiques. Le logiciel d'ITAO utilisé provenait du Bureau du recensement des États-Unis, et il avait déjà été utilisé avec succès



Cette équipe d'étudiants, relevant de la Sous-division des opérations, a joué un rôle important dans la réussite du projet-pilote CATI, 1988

LE CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE COMME MÉCANISME D'ORIENTATION

Le premier ministre Brian Mulroney mit sur pied en septembre 1984 une série de groupes de travail visant à mieux cibler le service au public et à améliorer la gestion des programmes gouvernementaux. Ces groupes de travail étaient dirigés par le vice-premier ministre, l'honorable Erik Nielsen, et devinrent ainsi connus sous le nom de « groupes de travail Nielsen ». Les examens de programmes étaient effectués par des groupes d'étude composés d'un nombre équilibré de spécialistes des secteurs privé et public, et chaque groupe était chargé de l'examen d'une « famille » de programmes. Le statisticien en chef adjoint David Worton faisait partie du groupe d'étude des grandes enquêtes, qui examinait les principaux programmes d'enquête nationaux et les systèmes connexes de diffusion de renseignements. Au grand soulagement de l'organisme, le groupe d'étude arriva à la conclusion que [traduction] « le défi pour le gouvernement consiste à organiser ses renseignements de sorte qu'ils répondent efficacement à ses propres besoins et que les utilisateurs puissent y accéder plus facilement à un moindre coût. Les enquêtes socioéconomiques, par l'intermédiaire de Statistique Canada, s'acquittent efficacement de cette tâche [...] L'organisme (Statistique Canada) représente un modèle à suivre pour toutes les activités d'enquête du gouvernement fédéral parce qu'il fonctionne bien [...] L'évaluation principale a révélé que Statistique Canada, qui depuis 1978 subit des pressions dans le but d'assurer une saine gestion, s'est adapté par suite de ces pressions et constitue

maintenant un organisme gouvernemental bien géré. » Après une décennie difficile marquée par les critiques négatives, de nombreux employés et gestionnaires poussèrent un soupir de soulagement collectif.

En mai 1985, les résultats initiaux du Groupe de travail ministériel chargé de l'examen des programmes furent publiés, et l'on y recommanda d'accentuer la consultation sur les programmes de Statistique Canada au moyen de la création d'un Conseil national de la statistique, qui conseillerait le statisticien en chef sur l'établissement des priorités et la rationalisation des programmes de Statistique Canada. Le Conseil fut créé à la suite d'une décision du Cabinet en juin 1985. Dans une note de service datée du 13 septembre 1985 et adressée à l'honorable Stewart McInnes, qui était le ministre responsable de Statistique Canada à l'époque, Ivan Fellegi, alors statisticien en chef, présenta une

version provisoire du mandat du Conseil, y compris les modalités organisationnelles ainsi qu'une liste de candidats possibles. Le document contenait une série de recommandations, et Ivan Fellegi suggéra notamment que chaque membre siège à titre individuel plutôt qu'à titre de représentant officiel d'une organisation ou d'un groupe d'intérêt. Il souligna également que l'inclusion des présidents des comités consultatifs de Statistique Canada au sein du Conseil profiterait à ce dernier et favoriserait la relation nécessaire entre le Conseil et les comités consultatifs de l'organisme. Dans des notes de service subséquentes, le statisticien en chef proposa des candidats aux postes de présidents et détermina les comités consultatifs actifs ainsi que les présidents et les remplaçants. Le 21 novembre 1985, le ministre répondit au statisticien en chef et lui communiqua un certain nombre de décisions relatives au mandat proposé, notamment que le Conseil serait composé d'environ

**LE CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE
JOUA UN RÔLE DÉTERMINANT DANS
LA COMMUNICATION DU MESSAGE SELON
LEQUEL LE BESOIN DE DONNÉES
ÉTAIT ESSENTIEL À L'ÉPOQUE**



Les membres fondateurs du Conseil national de la statistique, 1986

30 membres, qu'il se réunirait au moins une fois par année, que les membres seraient nommés pour un mandat renouvelable de trois ans, et que les frais de déplacement et les autres frais réels seraient remboursés aux membres, mais que ces derniers ne seraient pas rémunérés pour leur temps. Dans une correspondance ultérieure, le ministre désigna officiellement les membres initiaux du Conseil ainsi que son président, Thomas H.B. Symons, président fondateur de l'Université Trent, à Peterborough, en Ontario. Thomas Symons présida le Conseil national de la statistique pendant près de 20 ans. Le Conseil tint sa première réunion en octobre 1986 et se réunit ensuite deux fois par année, prodiguant des conseils d'experts à quatre statisticiens en chef jusqu'à aujourd'hui. De plus, grâce à la renommée de ses membres et en raison de précédents, le Conseil devint un défenseur très

influent de l'objectivité, de l'intégrité et de la solidité à long terme du système statistique national du Canada.

De fait, au beau milieu des compressions budgétaires du début des années 1990, le Conseil national de la statistique joua un rôle déterminant dans la communication du message selon lequel le besoin de données était essentiel à l'époque. Lorsque la proposition de l'organisme d'être exempté des compressions budgétaires fut présentée au Cabinet, elle avait déjà l'appui de sous-ministres fédéral et provinciaux, et *The Economist* venait de publier que Statistique Canada était considéré comme le meilleur organisme statistique au monde. Par conséquent, environ le tiers du montant des compressions budgétaires visant l'organisme lui fut restitué.

dans le cadre de l'Enquête sur la population active, qui fut le premier projet pilote d'ITAO pour une enquête sociale en mars 1993.

En 1993, les intervieweurs mirent aussi à l'essai des ordinateurs de poche sur le terrain. Il s'agissait alors des débuts de l'interview sur place assistée par ordinateur (IPAO), dont la mise en œuvre s'avéra un défi de taille. On aurait dit que tout ce qui pouvait arriver de pire arriva, qu'il s'agisse de problèmes relatifs à la durée de vie des piles, d'écrans gelés ou difficiles à lire sous un fort éclairage, ou encore de vitesses de traitement désespérément lentes. La ténacité porta toutefois fruit, car les ordinateurs de poche utilisés dans le cadre de l'Enquête sur la population active permirent finalement d'économiser 1,7 million de dollars par année.

En outre, la Direction des opérations de collecte avait créé depuis peu un nouveau service appelé « Enquêtes à processus accéléré » pour certains des travaux d'enquête qui étaient nouveaux pour l'organisme ou pour la direction. La durée des activités d'élaboration, de collecte et de traitement relatives à ces enquêtes particulières, qui étaient au nombre d'environ 10 par année, variait de quelques semaines à un maximum de six mois.

INITIATIVES DE GESTION

Quittant son cloisonnement rigide de la fin des années 1970, l'organisme entra dans une ère où l'ensemble des employés s'approprièrent de plus en plus les initiatives de gestion, qui s'ancrèrent dans la culture de l'organisme. Parmi ces initiatives figuraient notamment les affectations spéciales, les lignes de communication ouvertes, les sondages d'opinion auprès des employés, le recrutement universitaire, le mentorat ainsi qu'un programme de formation générale.

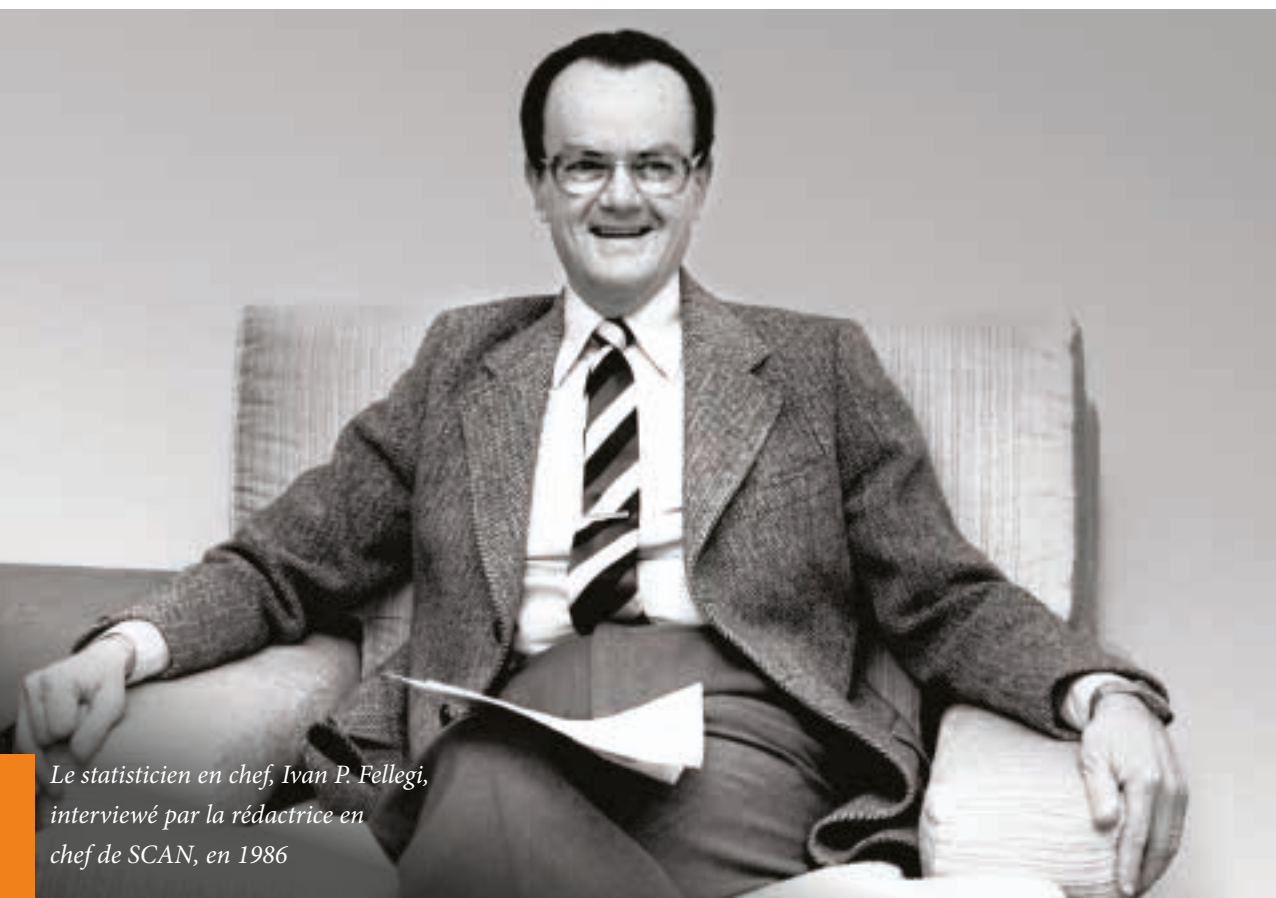
Lignes de communication ouvertes

Ivan Fellegi commença à solliciter des entrevues annuelles auprès du bulletin des employés, *SCAN*. Ces comptes rendus annuels étaient publiés dans un numéro spécial et couvraient la plupart des réalisations de l'organisme au cours de l'année, ainsi que le contexte dans lequel il évoluait. De plus, Ivan Fellegi instaura son bilan annuel, qui lui permit de communiquer avec l'ensemble des

membres du personnel au moyen d'un discours prononcé devant les cadres supérieurs au Centre de conférences Simon-A.-Goldberg et de la publication subséquente du bilan dans le bulletin des employés (*SCAN* et, par la suite, @StatCan). Le bilan permettait au statisticien en chef de traiter non seulement des principales réalisations de la dernière année, mais aussi des défis à relever pour l'année à venir.

Le Comité des politiques de Statistique Canada, qui avait été constitué par Martin Wilk, se réunissait chaque semaine. La prise de décisions par consensus (par opposition aux décisions individuelles) par l'ensemble des statisticiens en chef adjoints permettait de tenir compte de toutes les particularités de l'organisme. Le Comité représentait également une autre façon de garder les canaux de communication ouverts, puisque tous les statisticiens en chef adjoints informaient leurs propres gestionnaires le lendemain afin que l'ensemble des cadres supérieurs soient au courant non seulement des décisions prises, mais aussi des raisons qui motivaient ces décisions.

La communication était par ailleurs renforcée par l'instauration de sondages d'opinion auprès des employés. Ces sondages étaient réalisés tous les trois ans, et la participation était anonyme afin que toutes les opinions puissent être exprimées. Les directeurs devaient discuter des résultats de leur division avec leurs employés, les comparer à ceux d'autres secteurs de l'organisme et établir des objectifs concrets permettant d'améliorer la



Le statisticien en chef, Ivan P. Fellegi, interviewé par la rédactrice en chef de SCAN, en 1986

situation d'ici la ronde suivante du sondage. La création d'un réseau d'information électronique fut proposée pour la première fois à Statistique Canada après que le sondage d'opinion auprès des employés de 1991 ait révélé un désir généralisé d'améliorer les communications internes et de faciliter l'accès à l'information. Le Réseau de communications internes devint opérationnel au bureau central en avril 1994 et dans les régions en octobre, et il devint rapidement un pilier du programme de communications internes de l'organisme.

Deux autres initiatives découlant des sondages d'opinion auprès des employés visaient les aspirations professionnelles des employés. La première était les entrevues sautant un niveau

hiérarchique, qui furent lancées en 1993. Celles-ci permettaient aux employés de discuter de leurs aspirations professionnelles à moyen terme et des besoins de formation connexes avec le supérieur de leur supérieur. L'idée était que puisqu'il était possible que les supérieurs directs soient en conflit d'intérêts, ceux-ci pouvant être réticents à perdre leurs meilleurs employés au profit d'occasions de carrière ailleurs, les supérieurs du niveau hiérarchique suivant étaient plus susceptibles d'avoir une perspective plus large et une vision plus objective. Ils pouvaient également conseiller les employés sur les possibilités ailleurs dans l'organisme ainsi que sur les enjeux relatifs à leur carrière à long terme. La deuxième initiative découlant des sondages était de permettre à tout employé ayant occupé le même poste depuis

quatre ans et plus de poser sa candidature à une affectation spéciale sans la permission de son supérieur. Encore une fois, il s'agissait d'établir un équilibre entre l'avancement professionnel et les besoins opérationnels.

En 1991, cherchant des modèles de perfectionnement professionnel pour la fonction publique, le Conseil du Trésor mit sur pied un groupe de travail interministériel chargé de déterminer les meilleures approches en matière de perfectionnement professionnel. Après avoir étudié plus de 60 organisations des secteurs privé et public, le groupe de travail en choisit trois, soit deux du secteur privé (IBM et Chevron) et une du secteur public (Statistique Canada).

MEILLEUR BULLETIN DES EMPLOYÉS

Le bulletin des employés de Statistique Canada, *SCAN*, remporta deux prix décernés par des associations de professionnels des communications au milieu des années 1980, dont le premier prix du programme annuel de remise de prix de l'Institut des services de l'information, qui lui décerna l'honneur du meilleur bulletin des employés du gouvernement fédéral pour l'année 1985. L'Institut était une association professionnelle bénévole d'employés du gouvernement qui œuvrait à l'élaboration et au maintien de normes professionnelles élevées dans le domaine de l'information publique, des relations publiques et des communications. En 1986, *SCAN* reçut le prix d'excellence de l'Association internationale des professionnels de la communication, qui souligna que le bulletin était le meilleur tabloïde des secteurs public et privé.



La rédactrice en chef de SCAN reçoit le prix de l'AIPC, 1986



INTERDICTION DE FUMER

En mai 1988, le gouvernement adopta un projet de loi d'initiative parlementaire, la *Loi sur la santé des non-fumeurs* (projet de loi C-204), qui interdit de fumer dans les lieux de travail de compétence fédérale. Statistique Canada imposait déjà une interdiction de fumer dans ses locaux depuis deux ans, après qu'un sondage sur le tabagisme ait révélé que la grande majorité des employés de l'organisme étaient préoccupés par les dangers de la fumée de tabac. Dans un message envoyé à tous les employés en juin 1986, Ivan Fellegi avait indiqué qu'il serait interdit de fumer dans les trois immeubles de Statistique Canada d'ici le mois d'octobre de la même année, à l'exception des endroits équipés d'un système de ventilation distinct dans les cafétérias. Des cours avaient également été organisés en collaboration avec Santé et Bien-être social Canada à l'intention des gens qui souhaitaient cesser de fumer.

Recrutement universitaire visant à attirer de nouveaux employés

À l'époque, Statistique Canada lança une campagne générale de recrutement universitaire visant à attirer de nouveaux employés. Bien que des diplômés universitaires aient déjà été embauchés auparavant, le processus avait reçu peu de soutien de l'ensemble de l'organisme. Un gestionnaire choisissait des candidats dont le nom figurait sur une liste de la Commission de la fonction publique, les invitait à une entrevue, choisissait les candidats qui avaient réussi et les embauchait directement. Dans le cadre du nouveau programme général, les recrues embauchées par une équipe travaillaient de façon plus générale pour Statistique Canada plutôt que pour un gestionnaire en particulier. Le programme de recrutement du groupe Économique, sociologie et statistique (ES) fut lancé à l'été 1989. Tous les employés de premier échelon du groupe ES furent recrutés par une seule équipe de directeurs qui passa au peigne fin les universités à la recherche des meilleurs candidats de partout au pays. L'équipe s'efforça d'embaucher les meilleurs diplômés en décembre et en janvier, c'est-à-dire lorsqu'un plus grand nombre d'entre eux étaient à la recherche d'un emploi. Pendant les 24 premiers mois, les recrues reçurent une formation et participèrent à une série d'affectations spéciales les exposant à diverses facettes du travail à Statistique Canada. Des mentors leur furent par ailleurs attribués afin de leur permettre d'acquérir une perspective générale de l'organisme.

Il existait également une volonté d'accroître le travail à temps partiel effectué au sein de l'organisme, non seulement parce que ce type de travail semblait permettre d'optimiser les ressources, mais aussi en vue de favoriser l'équilibre avec les autres priorités de la vie. Tous les directeurs durent accroître les possibilités de travail à temps partiel dans tous les groupes professionnels de leur division.

Formation

Le Cours de base sur les enquêtes fut lancé sous forme de projet pilote en 1990. Un cours semblable avait déjà été offert par le Bureau du recensement des États-Unis, et un groupe d'employés (recrues du groupe ES) de Statistique Canada avait été envoyé aux États-Unis afin de suivre le cours et de voir si ce dernier pouvait s'appliquer au contexte canadien. Hank Hoffman adapta le cours au contexte canadien et aux approches utilisées à Statistique Canada. Le premier cours fut donné en 1994, un an après la création de l'Institut de formation de Statistique Canada. Le cours de six semaines destiné aux nouveaux employés comportait également une version légèrement modifiée à l'intention des employés déjà en poste. Un programme de certificat sur les enquêtes fut également offert, permettant d'offrir chaque année trois semaines de formation à 250 employés de soutien aux enquêtes. Hank Hoffman reçut en 1993-1994 la Prime de l'employé de l'année de Statistique Canada pour sa contribution exceptionnelle à la formation et au perfectionnement professionnel des employés de l'organisme.

En 1991, dans le cadre d'un programme pilote, l'Université Carleton choisit un nombre maximal de quatre étudiants pour qu'ils travaillent à des projets de recherche présentant un intérêt pour Statistique Canada. Chaque étudiant était supervisé par un employé de l'organisme. Un an plus tard, des ententes conclues avec l'Université Carleton et l'Université d'Ottawa permirent d'offrir

des programmes de certificat en économie et en études démographiques aux employés de l'organisme. Moyennant un certain nombre d'inscriptions et la participation d'employés de Statistique Canada pour qu'ils donnent une partie du cours, les universités adaptèrent certains cours de façon à ce qu'ils répondent aux besoins de l'organisme. Dans les régions, plusieurs projets pilotes furent également lancés

en collaboration avec des universités locales afin de voir quels genres de programmes de coopération pouvaient être mis en œuvre. Même si les programmes de certificat avaient leur place, ils ne connurent pas autant de succès que d'autres initiatives de formation.



Le statisticien en chef, Ivan P. Fellegi (à droite) et Jacob Ryten, statisticien en chef adjoint, inaugure l'Institut de formation de Statistique Canada

PLANIFICATION INTÉGRÉE ET CENTRALISÉE

Le processus de planification régulier établi sous la direction de Martin Wilk se poursuivait et, chaque année, l'organisme évalua systématiquement les besoins des utilisateurs et les paramètres budgétaires selon lesquels il fonctionnait. Un tel processus permettait d'établir les priorités pour les années ultérieures et de prévoir les besoins en ressources. De plus, la haute direction réussit à réaliser des économies en ressources d'au moins 1 % par année, ce qui permit de libérer des fonds pour d'autres investissements nécessaires, comme des investissements dans les infrastructures, de nouveaux projets ou des besoins budgétaires imprévus. Chaque division dut devenir plus

efficace de 1 % chaque année, et ce, de façon permanente. Les secteurs pouvaient demander des investissements initiaux pour des initiatives susceptibles de contribuer à la réalisation des économies en question, mais les investissements devaient être « remboursés » en trois ans ou moins grâce à des économies permanentes. Le nouveau fonds fut appelé l'« initiative d'investissement stratégique », et les divisions furent encouragées à faire des propositions pour en tirer parti. Le fonds aida l'organisme à accroître sa capacité d'analyse, à lancer la modernisation du Registre des entreprises ainsi qu'à moderniser et à rationaliser ses activités de collecte.

L'instauration du recouvrement interne des coûts pour de nombreux services constitua l'un des changements de culture fondamentaux adoptés par l'organisme en 1991. Par exemple, le Centre principal des ordinateurs commença l'exercice sans budget, et ses coûts furent couverts par la vente de services aux programmes utilisateurs pendant l'exercice. L'objectif était de confier aux gestionnaires de programmes le contrôle financier de toutes les ressources utilisées par leur programme, y compris celles nécessaires à la collecte, à l'envoi postal, aux activités du bureau central, aux téléphones et à l'informatique. Un tel recouvrement mit en

AUTOMATISATION DES RAPPORTS DE TEMPS

Dans les années 1960, les employés devaient signer une feuille de présence au début et à la fin de chaque journée, qui étaient annoncés par une sonnerie. La première sonnerie du matin retentissait à 8 h, et elle avisait les employés de signer la feuille de présence et de se préparer au travail. La deuxième sonnerie retentissait à 8 h 07, et les feuilles de présence étaient alors rapidement enlevées. Les feuilles de présence étaient placées aux sorties lorsque la sonnerie retentissait de nouveau à la fin de la journée.

Toujours dans les années 1960, les banques étaient uniquement ouvertes de 10 h à 15 h. Par conséquent, les employés étaient autorisés à prendre une très longue période de repas les jours de paye, où un service d'encaissement

de chèques de paye était offert. Deux gardes armés arrivaient alors au bureau avec des sacs d'argent. Ils faisaient des piles de diverses coupures, et une foule d'employés arrivaient, chèques de paye en main. Pour des frais de 2 \$, il était possible d'éviter le déplacement à la banque.

Le nouveau Système automatisé de rapport de temps, mis en œuvre à Statistique Canada en 1990, permit d'éviter de remplir environ 200 000 formulaires manuscrits de déclaration du temps chaque année. Deux ans plus tard, le système permit aussi aux employés et aux superviseurs d'accéder facilement à leur solde de congés, éliminant ainsi 80 000 autres formulaires par année.

*Le personnel administratif prépare
les plans financiers, 1991*



évidence les coûts complets des programmes et permit aux gestionnaires de programmes, au fil du temps, d'utiliser les ressources de la façon la plus efficace possible dans les limites de leur budget total.

Parallèlement, les secteurs de service obtinrent une rétroaction réelle sur la demande de services, ce qui leur permit d'adapter la gamme et le niveau de leurs services d'une année à l'autre. Les dépenses en immobilisations associées à l'infrastructure informatique de l'organisme furent par exemple autofinancées par les dépenses en informatique inscrites dans les budgets des programmes et ne nécessitèrent pas de présentations budgétaires externes distinctes. Certains gestionnaires étaient d'avis que le recouvrement interne des coûts avait du bon et du mauvais; même si cette initiative les aidait à se familiariser avec les coûts de tous les aspects de leurs programmes, ils avaient un peu les mains liées pour ce qui est de transférer un coût d'un poste budgétaire à un autre.



*Des employés dans l'entrepôt
des publications, 1985*

COMMUNICATIONS ET COMMERCIALISATION

À la suite de consultations avec des journalistes, les deux principales publications de première ligne, *Le Quotidien* et l'hebdomadaire *Infomat*, furent revues et remaniées en 1986. Ces nouvelles publications présentèrent mieux l'information et la rendirent plus compréhensible et plus conviviale; on dit qu'elles furent « humanisées ». Le nouveau *Quotidien* mit en évidence les séries les plus importantes et mit davantage l'accent sur l'analyse. Le nouveau *Infomat*, en plus de mieux présenter les graphiques, contient de brèves analyses des principaux communiqués à saveur sociale et économique de la semaine.

Une nouvelle publication trimestrielle de style magazine sur les questions sociales, *Tendances sociales canadiennes*, fut également publiée en 1986. Ce recueil contenait des articles sur les enjeux sociaux d'un point de vue statistique, et il présentait les principaux indicateurs sociaux. Il devint rapidement l'une des publications phares à succès de l'organisme, comptant environ 3 500 abonnés en 1987 et 5 000 deux ans plus tard. Une nouvelle publication phare mensuelle sur l'économie, *L'Observateur économique canadien*, était aussi en cours de planification. Diffusée pour la première fois en 1988, cette publication présentait un résumé analytique de la conjoncture économique du moment, un article de fond, un résumé des changements apportés aux programmes, aux méthodes et aux services statistiques ainsi que des tableaux statistiques sur les principales variables économiques. Ces deux publications furent suivies un an plus tard,

en 1989, par *L'emploi et le revenu en perspective*, un examen trimestriel reprenant le même style magazine. Cette dernière publication traitait des enjeux d'actualité en matière de travail et de revenu, et présentait les derniers progrès relatifs aux enquêtes et à la méthodologie.

Le virage vers des publications axées sur l'utilisateur se poursuivait; une importance de plus en plus grande fut notamment accordée aux publications portant sur un sujet plutôt que sur une enquête. Statistique Canada produisit donc de plus en plus de recueils de données portant sur une industrie, une question de politique ou

un secteur précis dans une publication. Bien que la production de tels recueils exigeait beaucoup de travail, ceux-ci furent très bien reçus par les utilisateurs de données. Parmi ces recueils, on comptait notamment *Le transport maritime au Canada*, *Indicateurs de santé*, *La culture en perspective*, *Les jeunes au Canada*, *La famille au Canada* et *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*.

Offerte exclusivement aux établissements d'enseignement par abonnement, la trousse comprenait un tutoriel, un guide de l'enseignant, un guide d'utilisation des données ainsi que des



Des employés font une démonstration de Telichart, 1985

INSIDE STATSCAN

Statistique Canada fit ses débuts à la télévision en 1988; il commençait alors à contribuer à une émission intitulée « Inside StatsCan », diffusée par Ottawa Cablevision tous les mercredis soirs. L'émission avait deux objectifs : présenter les produits de l'organisme aux téléspectateurs, et donner aux employés de Statistique Canada une formation sur les médias. Chaque émission comportait un segment de dix minutes avec un représentant de l'organisme; par exemple, des émissions portaient sur les Services de l'assistance-utilisateurs, le Centre canadien de la statistique juridique et la Division de la géocartographie. En décembre 1988, une émission spéciale d'une heure porta sur divers produits aidant les petites entreprises à prendre leur envol.

L'organisme lança une trousse électronique appelée « E-Stat » à l'intention du marché de l'éducation, soit essentiellement un « CANSIM pour les écoles ». Le projet E-Stat débuta en 1985. Brian Burnham, enseignant au Conseil scolaire de la région de York, entendit alors le statisticien en chef parler de TELICHART lors d'une réunion du Comité consultatif national de la statistique de l'éducation. Il savait que le personnel de l'école secondaire Richmond Hill explorait des façons d'accroître l'utilisation des ordinateurs par les étudiants, et il se dit que le système TELICHART pourrait être un bon moyen de combiner les données canadiennes et la technologie informatique dans le cadre de son cours d'administration des affaires. En 1987, les plans d'une étude pilote furent consolidés, les liaisons nécessaires furent installées à l'école et le personnel de l'école reçut une formation. Après avoir donné d'excellents résultats, le système fut installé dans 40 écoles au Canada dans le cadre d'un projet pilote plus vaste, et l'on souhaita que ces écoles deviennent des ambassadrices qui feraient connaître le système aux autres écoles du pays. Le projet s'avéra un immense succès et, en novembre 1989, le Comité des politiques eut droit à une démonstration des travaux effectués par les étudiants à l'aide du système.

Ottawa Cablevision a remercié Judie McSkimming pour sa contribution à Inside StatsCan en lui attribuant un VAMPIE, le prix du bénévolat, 1989

activités en classe conçues par des éducateurs. Les données initialement comprises dans la trousse étaient des séries chronologiques pertinentes pour les écoles. On ajouta plus tard les données du recensement allant du recensement de la Nouvelle-France effectué par Jean Talon en 1666 jusqu'au recensement le plus récent. Même si les élèves des écoles secondaires représentaient le public cible initial, le système s'avéra utile pour tous les élèves, du second cycle du primaire jusqu'aux niveaux postsecondaires. Les écoles accédaient d'abord aux données CANSIM par modem (qui communiquait avec un ordinateur installé à Ottawa) au moyen des technologies Télidon et TELICHART. L'avènement de la technologie CD-ROM permit de mettre un CD de E-Stat à la disposition des écoles en 1992. TELICHART permettait de représenter graphiquement et de superposer des courbes de données à différentes échelles, et les élèves purent ainsi établir des liens entre différents phénomènes. L'objectif était qu'il soit facile et amusant de travailler avec des données et d'apprendre sur le Canada, tout en développant des compétences de base en informatique et en analyse. En outre, grâce à TELICHART, toute une génération de Canadiens apprit à compter sur les données officielles du Canada comme ressource de base.

Statistique Canada lança son premier produit de données sur CD-ROM en 1989, et le lancement de produits électroniques l'incita à s'attaquer à la question de l'octroi de licences. Dès le départ, il s'agissait d'une question controversée; les marchés de Statistique Canada, croyait-on,

s'éroderaient si l'organisme ne faisait pas valoir ses droits de propriété intellectuelle et s'il ne contrôlait pas la diffusion ultérieure de ses renseignements ou n'était pas indemnisé à ce chapitre. Sans de tels marchés, Statistique Canada ne serait pas en mesure de soutenir ses nouveaux produits; il commença donc à octroyer des licences « de façon défensive », et la pratique se transforma ensuite en une importante source de revenus pour l'organisme en manque de liquidités. En fin de compte, les prix élevés des produits limitèrent probablement leur utilisation plus généralisée. Statistique Canada lança également un programme de « comptes nationaux sur disquette », qui connut un assez grand succès jusqu'à ce que la technologie devienne en quelque sorte désuète avec l'arrivée d'Internet.

Internet : l'émergence d'un nouvel outil

Les ordinateurs devenaient beaucoup plus courants; en 1990, presque tous les employés en avaient un. En réalité, tout le complexe du bureau central devait être recâblé, car l'utilisation de réseaux locaux et de réseaux plus vastes augmentait. Tout le câblage de voix et de données du bureau central fut remplacé, car la capacité permettait à peine de répondre aux besoins du moment. Une fois terminé, le réseau disposait d'une capacité 20 fois plus grande, et il était beaucoup plus fiable.

En 1986, le premier réseau local fut installé, permettant de relier les ordinateurs et ainsi

HERBY ET ELLIOTT PARCOURENT LES COULOIRS

En 1989-1990, un carrousel robotisé fut installé au Centre principal des ordinateurs de Statistique Canada. Ce système permettait de remettre automatiquement des bandes magnétiques aux utilisateurs de la bibliothèque, éliminant ainsi la recherche manuelle. Il ne s'agissait toutefois pas du premier « robot » de l'organisme, puisqu'en novembre 1985 apparut Herby, le premier « courrier mobile » automatisé de Statistique Canada, qui fut mis à l'essai. Herby travaillait au deuxième étage de l'immeuble Principal à la Gestion des documents; il suivait cinq fois par jour un trajet de guidage fluorescent invisible et faisait 29 arrêts par trajet de 50 minutes, chaque arrêt durant 28 secondes. Il transportait le courrier interne, le courrier à expédier, les dossiers et d'autres articles. En 1987, l'arrivée d'Elliott donna à l'organisme un deuxième chariot à courrier robotisé. Malheureusement, les deux robots tombaient assez souvent en panne pendant leur trajet, ce qui entraînait des coûts de réparation importants, et ils finirent par être abandonnés lorsque l'organisme centralisa le service de courrier dans une seule salle de l'immeuble Principal.



Les premiers ordinateurs personnels, vers 1990

d'améliorer la vitesse et l'efficacité des communications et des flux de travaux. En juin 1994, l'organisme disposait de deux réseaux informatiques distincts, un pour les données confidentielles et l'autre pour les données publiques. Le fait d'utiliser deux réseaux permettait aux utilisateurs d'accéder directement aux bases de données publiques tout en protégeant les données confidentielles contre tout accès non autorisé.

En 1993, une présentation s'inscrivant le cadre d'une série de conférences de l'organisme porta sur Internet, qui commençait alors à émerger. Un article de SCAN qui portait sur la conférence donna l'explication suivante : [traduction] « Une simple commande Telnet permet à l'utilisateur de se connecter à n'importe quel ordinateur au moyen d'un catalogue d'accès public [...] Savoir ce que vous voulez n'est toutefois qu'une partie du jeu — le trouver est une tout autre affaire. » C'était évidemment avant l'époque des puissants moteurs de recherche d'aujourd'hui! Un article subséquent de SCAN, publié en 1994, décrivit Internet aux employés de l'organisme comme [traduction] « un système de communications, un outil de recherche, un système de divertissement et un forum de discussion réunis en un seul système ».

En 1994, il existait deux « nœuds » Internet, le premier étant le nœud « STCINET », qui permettait aux utilisateurs de se connecter à distance, d'échanger des courriels et de transférer des fichiers électroniques partout dans le monde. Le deuxième nœud, le nœud

« Talon », permettait d'informer les internautes au sujet de Statistique Canada et de ses produits et services. Les renseignements et les données qui n'étaient pas autrement source de revenus (comme les documents de recherche) pouvaient être rendus disponibles sur le nœud Talon, comme les renseignements sur l'organisme, la classification des statistiques et la façon de trouver et de commander des publications. Les numéros du *Quotidien* étaient également accessibles en format de recherche par mot clé.

Statistique Canada lança officiellement son site Web, « StatCan en direct », en mars 1995; le site permettait de mettre en ligne du texte, des tableaux et des graphiques. Il donnait accès au *Quotidien* chaque matin à 8 h 30, ainsi qu'à la base de données CANSIM, à la base de données



Le site Web de Statistique Canada, 1995

sur le commerce international — le Système de renseignements et d'extraction de l'information sur le commerce (TIERS) — et à 40 publications virtuelles. Après 71 ans, la dernière version papier du *Quotidien*, publié pour la première fois en 1932, fut publiée en 2003.

Une image de marque plus forte

Par suite de la directive de 1985 sur le recouvrement des coûts du Conseil du Trésor, qui exigeait le passage au recouvrement intégral des coûts dans le cadre d'une stratégie à l'échelle du gouvernement visant à réduire les déficits, Statistique Canada mit au point des produits mieux adaptés, des méthodes de commercialisation plus vigoureuses et des présentations plus attrayantes. L'idée d'établir une nouvelle image de marque plus forte fut soulevée en 1988 dans le cadre d'une conférence des gestionnaires à Cornwall. Cette dernière donna lieu au lancement d'une nouvelle image de marque en mars 1990. La nouvelle présentation des publications comprenait quatre éléments principaux : un symbole graphique (un petit logo noir représentant un graphique), une grille carrée (permettant l'affichage d'une image), une typographie uniforme (une police de caractères appelée ERAS) et un positionnement uniforme des composantes du Programme de coordination de l'image de marque (le logo de Statistique Canada et le mot-symbole « Canada »). Statistique Canada mit également au point un logo pour son 75^e anniversaire, en 1992, en intégrant les

couleurs de l'organisme, le bourgogne et le bleu, qui furent utilisées sur toutes les publications, les en-têtes de lettres et les enveloppes.

En 1992, la Division de la commercialisation fut créée dans le but d'améliorer la planification des produits, et ce, au moyen d'un examen des besoins des utilisateurs et d'un contrôle de la réaction du marché. Même si le marketing n'était alors pas nouveau à Statistique Canada, on estimait qu'il était temps de disposer d'une fonction de commercialisation plus forte, plus visible et mieux coordonnée, assortie de prix uniformes. Le but était d'être plus orienté vers le client ainsi que d'en apprendre davantage au sujet des clients de Statistique Canada afin de cibler précisément leurs besoins. Grâce à une présentation plus conviviale des produits, un plus grand nombre de personnes furent en mesure de localiser et d'utiliser les renseignements plus facilement. Ce changement fut aussi perçu comme une façon de produire des revenus afin d'aider à combler certaines des lacunes découlant des compressions budgétaires successives. La division fut chargée de trouver la façon la plus utile et rentable de diffuser des produits en tirant parti de tous les types de technologies nouvelles et anciennes disponibles, y compris les CD-ROM, les disquettes, les bases de données en ligne, les produits de télécopie personnalisés et, évidemment, les produits sur papier.

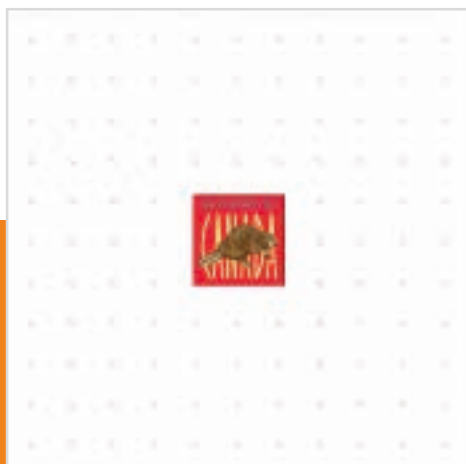
La publication phare de Statistique Canada *Un portrait du Canada*, qui présentait toute la gamme des données de l'organisme de façon

conviviale, fut également remaniée. Lorsqu'elle fut publiée à la fin de 1992, *The Ottawa Citizen* la qualifia de « l'un des plus beaux ouvrages jamais publiés au Canada ». Statistique Canada remporta le grand prix Marketer of the Year de la section de la capitale nationale de l'American Marketing Association, apparemment pour sa « véritable audace au chapitre du marketing » dans un contexte de circonstances imprévues. Ce prix reconnaissait l'excellence en marketing ainsi que le travail innovateur de réflexion et de créativité. Le gagnant fut sélectionné par quatre experts en marketing établis à Toronto. Essentiellement, le plan de commercialisation dut être modifié lorsque les restrictions budgétaires à l'échelle du gouvernement entraînèrent une réduction marquée du nombre d'exemplaires du



La nouvelle image de marque de Statistique Canada, 1990

livre commandés par le gouvernement fédéral. Les coordonnateurs de la commercialisation se mirent à la recherche de nouveaux marchés et lancèrent une audacieuse campagne de prépublication, qui permit de vendre 15 000 exemplaires avant même que l'ouvrage ne soit imprimé. En fait, le livre fut si populaire qu'un employé du Centre de consultation statistique dut garder le centre ouvert tard, le 24 décembre 1992, afin de satisfaire la demande des acheteurs frénétiques de dernière minute. On vendit plus de 900 exemplaires de l'ouvrage *Un portrait du Canada* en décembre seulement, et 40 acheteurs de dernière minute en firent l'acquisition le 24 décembre. Tous les exemplaires en stock furent vendus, et un client acheta même l'exemplaire en démonstration, lançant à la blague qu'il deviendrait peut-être un article de collection.



La couverture de la publication vedette
Un portrait du Canada



Une intervieweuse
consulte une carte, 1997

JALONS IMPORTANTS DU SYSTÈME STATISTIQUE

À la fin des années 1980, des questions stratégiques pour lesquelles on ne disposait pas de données statistiques se posèrent, y compris au chapitre de la compétitivité internationale, des obstacles au commerce interprovincial et de leurs répercussions sur les arrangements constitutionnels, de l'incidence sur les particuliers des programmes sociaux, de santé et d'éducation, ainsi que de la structure et du rendement des industries de services. Statistique Canada présenta des propositions et reçut du financement additionnel sur cinq ans, dont une partie provenait directement des budgets des ministères chargés de l'élaboration des politiques. On appela cette initiative « Lacunes statistiques » (et plus tard « Lacunes statistiques I » lorsque la seconde version vit le jour), et l'on obtint du financement pour les premières enquêtes longitudinales de Statistique Canada en vue de raffermir le Système de comptabilité nationale, de combler les lacunes dans les données sur la santé, l'éducation et l'environnement, ainsi que d'améliorer les statistiques sur le secteur des services.

L'avènement des enquêtes longitudinales

Dans les années 1990, les chercheurs en politiques sociales constatèrent de plus en plus le besoin de microdonnées longitudinales en vue de mieux comprendre les effets des politiques sociales. Dans le cadre de sa nouvelle optique analytique, Statistique Canada entreprit l'exploration d'études,

de bases de données et d'enquêtes longitudinales afin d'obtenir un meilleur aperçu analytique des changements sous-jacents aux données agrégées. Par exemple, l'un des projets consistait à analyser au fil du temps le rendement économique des entreprises participant au commerce international de services. Un autre portait sur le sort des travailleurs devant composer avec des pertes d'emploi et permettait d'analyser les changements dans la rémunération et dans l'emploi à plus long terme. Cette décennie marqua le lancement de nombreuses enquêtes longitudinales à Statistique Canada, et de nombreux ministères chargés de l'établissement de politiques et de chercheurs universitaires furent de fervents partisans de cette nouvelle génération d'enquêtes, en raison des riches possibilités d'analyse des phénomènes sociaux qu'elles offraient.

Certaines enquêtes à caractère longitudinal, comme l'Enquête sur l'activité (appelée Enquête sur les antécédents de travail jusqu'en 1986), recueillaient des données rétrospectives sur une période de 12 mois et les combinaient avec une deuxième série de données sur 12 mois recueillies un an plus tard. L'Enquête sur l'activité fut menée comme supplément de l'Enquête sur la population active et constitua un progrès majeur pour le programme des enquêtes auprès des ménages. La Banque de données administratives longitudinales, une autre initiative longitudinale, était tirée de dossiers administratifs plutôt que d'enquêtes. Un échantillon de 20 % des déclarants canadiens fut créé à partir des données fournies



Des interviewers, 1996

chaque année à l'Agence des douanes et du revenu du Canada dans les déclarations de revenu des particuliers. La couverture remontait à 1982, des années s'ajoutant au fur et à mesure que les données devenaient disponibles.

Trois grandes enquêtes longitudinales virent le jour au cours de la première moitié de la décennie : l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR), l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes et l'Enquête nationale sur la santé de la population.

L'EDTR fut financée à même la première initiative sur les lacunes statistiques (Lacunes statistiques I), et sa première période de collecte de données se déroula en 1993. L'enquête permettait d'examiner les changements relatifs à la composition de la famille, aux activités sur le marché du travail, à la rémunération et au revenu familial au fil du temps,

ce qui permit de faire la lumière sur les transitions de revenu, comme le fait d'échapper au « piège de la pauvreté ». L'enquête permit de recueillir des données pendant six ans auprès d'un échantillon de ménages et fut conçue pour se poursuivre grâce à des panels se chevauchant. À mi chemin de la durée de vie du premier panel, un deuxième panel de six ans était sélectionné, et ainsi de suite. Le premier panel de 15 000 ménages (environ 31 000 personnes) fut interviewé en janvier 1993 afin de recueillir des données préliminaires susceptibles d'avoir une influence permanente sur l'activité sur le marché du travail et le bien-être des particuliers et des familles, comme le niveau de scolarité, l'expérience de travail, la situation matrimoniale et le nombre d'enfants nés et élevés.

Des données sur le travail et le revenu furent recueillies l'année suivante. Elles permirent l'analyse des changements découlant du climat économique, des changements de politiques et des changements dans la vie des Canadiens. La première publication fut diffusée en 1995 et comprenait des articles soulignant certains des résultats des interviews préliminaires. Même si les retombées positives des études longitudinales furent nombreuses, ces études furent coûteuses et imposèrent un fardeau important aux répondants. Cet inconvénient fut atténué en partie par le fait que pour les questions sur le revenu, on donnait aux répondants le choix de répondre directement ou d'autoriser Statistique Canada à accéder à leurs dossiers fiscaux. En 1995, des travaux furent également entrepris en vue d'intégrer l'EDTR et l'Enquête sur les finances des consommateurs, étant donné que les deux recueillaient des

renseignements détaillés sur le revenu des Canadiens. L'intégration fut achevée en 1998, et l'EDTR devint la source de données transversales et longitudinales sur les tendances du revenu.

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, financée et menée conjointement avec Développement des ressources humaines Canada (le nom du ministère à l'époque), fut menée sur le terrain en 1994. Il s'agissait de la première enquête longitudinale nationale complète au pays portant exclusivement sur le développement des enfants. L'enquête permit de recueillir des données sur une vaste gamme de variables, y compris la situation familiale, le style parental, la perception du voisinage, le mode de garde, les antécédents relatifs à la garde légale des enfants, le vocabulaire préscolaire, le comportement, les antécédents socioéconomiques, la santé, les pratiques scolaires et le rendement à l'école. Des données furent recueillies pendant 25 ans pour tous les facteurs pouvant avoir une incidence sur le développement d'un enfant; ces données furent recueillies auprès des parents, des enseignants et des directeurs d'école des enfants, ainsi qu'auprès des enfants eux-mêmes lorsqu'ils atteignaient l'âge de 10 ou 11 ans.

En 1992, on termina les travaux préparatoires de la nouvelle Enquête nationale sur la santé de la population, et la collecte des données commença en juin 1994 grâce au financement de la première initiative de lacunes statistiques. L'enquête permit de suivre un échantillon de 17 000 Canadiens au fil du temps afin d'en apprendre davantage au sujet des risques sur la santé auxquels ils étaient exposés, de leurs activités en matière de

protection de la santé, de l'évolution de leur santé, de leur utilisation du système de soins de santé et des répercussions des interventions majeures en santé. L'enquête était également conçue en vue de servir de plateforme pour du contenu supplémentaire, ainsi que pour être liée aux données administratives recueillies couramment, y compris les statistiques de l'état civil, les mesures de l'environnement et les variables relatives aux collectivités. Il s'agissait d'une nouvelle source de données importante à une époque où la réforme des soins de santé représentait un enjeu majeur à l'échelle du pays. Les données qui en découlèrent servirent à alimenter les discussions stratégiques relatives au remaniement possible du système de soins de santé du pays.



Aperçu de l'Enquête nationale sur la santé de la population, 1994-1995

Accélération des programmes de statistiques sociales

On mit au point la Base de données et Modèle de simulation de politique sociale dans le but de permettre aux chercheurs et aux analystes des politiques d'étudier les effets possibles de différents changements au chapitre des politiques fiscales et sociales sur la répartition du revenu, les différents types de familles et les dépenses fédérales et provinciales. La base de données combinait des données administratives tirées des déclarations de revenu des particuliers et des dossiers des prestataires d'assurance-emploi avec des données d'enquête sur les dépenses et le revenu des familles, afin de présenter un portrait détaillé d'un « ensemble » de 170 000 Canadiens dans un échantillon non confidentiel et statistiquement représentatif de Canadiens. Après sa diffusion initiale en 1990, elle améliora considérablement la richesse des analyses des politiques et du débat public dans le domaine de la planification publique et de la recherche sociale.

Une nouvelle version du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fut lancée en 1988. On l'appela « DUC2 », ou « Programme DUC fondé sur l'affaire ». L'enquête fut conçue afin de remplacer les dénombrements agrégés sur papier des crimes déclarés par la police et d'uniformiser les enregistrements électroniques détaillés des services de police concernant les affaires, les victimes et les accusés. À cette fin, on utilisa des interfaces uniformes avec les systèmes de gestion des dossiers de la police, et cette enquête s'inscrivit parmi les premières collectes


électroniques de données administratives pour Statistique Canada. En 2009, tous les grands et presque tous les petits services de police s'étaient convertis à la nouvelle enquête fondée sur des données administratives.

Au début des années 1990, deux autres enquêtes sociales importantes virent le jour : l'Enquête sur les maisons d'hébergement et l'Enquête sur la violence envers les femmes. Les deux enquêtes furent menées dans le cadre de l'Initiative fédérale de lutte contre la violence familiale, le principal outil de collaboration du gouvernement fédéral visant à résoudre le problème de la violence familiale. L'Initiative de lutte contre la violence familiale, qui existe toujours aujourd'hui, était coordonnée par l'Agence de la santé publique du Canada et permettait à 15 ministères et organismes partenaires de collaborer en vue de prévenir la violence familiale et d'y réagir. La contribution de Statistique Canada consistait à améliorer la disponibilité de données à l'échelle nationale relativement à la nature et à la portée de la violence familiale.

L'Enquête sur les maisons d'hébergement fut menée pour la première fois en 1991-1992, comme supplément de l'Enquête sur les établissements de soins pour bénéficiaires internes, afin de répondre aux besoins en information relativement aux services offerts aux victimes de violence familiale. En 1992-1993, l'Enquête sur les maisons d'hébergement devint une enquête indépendante et représenta la seule source de données au pays pour ce qui est des maisons d'hébergement destinées aux femmes victimes de violence et à leurs enfants. L'enquête,

qui recensait les établissements résidentiels fournissant des services aux femmes et à leurs enfants, permettait de recueillir des données à l'intention des fournisseurs de services, des organismes sans but lucratif et des gouvernements aux fins de l'élaboration de programmes et de services. L'enquête se tient tous les deux ans depuis sa création.

L'Enquête sur la violence envers les femmes fut menée pour la première fois en 1993 et elle fut la première à mesurer la nature et la portée de la violence faite aux femmes au Canada. L'enquête, qui était le résultat d'une collaboration entre le Centre canadien de la statistique juridique et la Division de la statistique sociale et autochtone, était l'une des enquêtes les plus délicates jamais menées par Statistique Canada. Il s'agissait également de l'une des premières du genre dans le monde, et elle suscita donc beaucoup d'intérêt à l'échelle internationale. Les personnes chargées des interviews étaient toutes des femmes qui avaient été soigneusement évaluées pour leur sensibilité et qui avaient suivi une formation donnée par un psychologue clinicien avant le début de l'enquête. Plus de 12 300 interviews, chacune d'une durée variant entre 15 minutes et 3 heures, furent menées auprès de femmes âgées de 18 ans et plus. On donna aux répondantes un numéro sans frais qu'elles pouvaient rappeler dans l'éventualité où elles ne pouvaient pas mener l'interview de façon entièrement sécuritaire. La gestionnaire de l'enquête, Holly Johnson, reçut la Prime de l'employée de l'année en reconnaissance de son leadership, de son professionnalisme et de son rendement exceptionnel à la tête de l'enquête. Ses conseils furent par la suite sollicités pour



*L'honorable Monique Vézina visite Statistique Canada
durant la Semaine internationale de la femme, 1987*

SOUTIEN SOCIAL

En mars 1987, la ministre responsable de Statistique Canada, l'honorable Monique Vézina, fut invitée à présenter un exposé dans le cadre des célébrations de la Semaine internationale de la femme. C'est grâce à la contribution de la ministre Vézina que le projet de garderie fut lancé au pré Tunney, cette dernière ayant ouvert ses portes en 1988. Il s'agissait de la cinquième garderie à être créée au sein de la fonction publique dans le cadre d'un projet pilote dirigé par le Conseil du Trésor.

La garde d'enfants était un enjeu social clé à l'époque, et Statistique Canada menait une Enquête sur la garde des enfants pour Santé et Bien-être social Canada ainsi que le National Daycare Research Network en vue de recueillir des données sur les besoins en matière de services de garde au pays auprès d'un échantillon de 32 000 ménages. Les données étaient requises en vue

d'aider à élaborer les politiques, de déterminer le traitement fiscal et de régler d'autres enjeux liés à la garde des enfants.

Tout comme les services de garde, les questions relatives aux services plus généraux d'aide à la personne présentaient un intérêt de plus en plus grand pour les gouvernements et les défenseurs des soins de santé. En 1989, Statistique Canada tint un Symposium sur les soutiens sociaux afin de discuter de l'élaboration de programmes et de services destinés aux personnes âgées, aux personnes atteintes du sida, aux personnes ayant une incapacité physique ou mentale ainsi qu'aux enfants. Le sida était un nouvel enjeu social de premier plan, le premier cas ayant été déclaré au début des années 1980. La première Journée mondiale du sida se tint le 1^{er} décembre 1988 et eut pour thème l'amélioration de l'information et la réduction de la discrimination.

la tenue d'enquêtes semblables en Russie et aux États-Unis. Elle fut aussi la corédactrice d'une édition spéciale de la *Revue canadienne de criminologie* consacrée à l'enquête.

L'Enquête sociale générale change la donne

L'un des plus importants jalons dans le domaine social des années 1980 fut la création de l'Enquête sociale générale en 1985. Cette enquête polyvalente fut conçue pour permettre l'observation de tendances sociales à long terme ainsi que la collecte de données sur les questions sociales représentant un intérêt immédiat. Au début, l'enquête reposait sur un échantillon de 10 000 répondants, qui passa à 25 000 en 1999. L'enquête, qui visait les personnes âgées de 15 ans et plus, portait tour à tour sur cinq thèmes principaux, soit la santé, l'emploi du temps, la victimisation, la scolarité et le travail, ainsi que la famille.

Cette enquête fut le résultat du détachement d'Ivan Fellegi au Bureau du recensement des États-Unis à la fin des années 1970. À ce moment-là, il constata à quel point les Américains étaient avancés au chapitre de la statistique sociale, d'autant plus que l'Enquête santé Canada venait d'être annulée et que l'Enquête sur la population active constituait la seule source de données à jour sur les ménages canadiens. À son retour, en sa qualité de statisticien en chef adjoint du Secteur de la statistique sociale, il trouva du financement pour l'enquête, mais comme les budgets étaient serrés, l'approche la plus pratique pour recueillir

une quantité aussi importante de renseignements était une approche cyclique. En fait, l'enquête finit par être désignée de façon anecdotique comme l'« enquête des pauvres ». L'Enquête sociale générale permet de recueillir des données sur un sujet différent chaque année selon un cycle de cinq ans, les réseaux de soutien social et de soutien de la santé des personnes âgées constituant le thème principal du premier cycle de l'enquête. L'enquête servit aussi de tremplin pour d'autres nouvelles enquêtes, qui firent initialement partie d'un cycle (comme la santé et l'éducation) avant de se tenir de façon indépendante.

Évolution du système d'information sur la santé au Canada

En 1988, le Conseil national d'information sur la santé (CNIS) fut constitué à titre d'organisme conjoint fédéral-provincial par la Conférence des sous-ministres, avec comme objectif d'améliorer les données sur la santé au moyen de l'élaboration et de la coordination d'un système national d'information sur la santé. Le CNIS était un organisme constitué de sous-ministres adjoints provinciaux et de leurs homologues de Statistique Canada et de Santé et Bien-être social Canada. Il relevait des sous-ministres fédéraux et provinciaux de la Santé et du statisticien en chef pour ce qui est des priorités en matière de données, de la division des responsabilités et du caractère approprié des ressources. Le mandat du CNIS comprenait l'examen du concept d'un centre national d'information sur la santé

ainsi que de la façon dont Statistique Canada s'intégrerait dans cette démarche. Statistique Canada proposa de faire de sa propre Division de la santé le Centre canadien d'information sur la santé (CCIS) et de confier au CNIS la responsabilité de tous ses programmes d'information sur la santé, y compris les pouvoirs d'établir les priorités et l'orientation stratégique des programmes. Le CNIS donna son accord, et le CCIS fut créé en 1989.

Le CNIS avait pour objectif d'établir et de maintenir un consensus national permanent sur tous les aspects des systèmes nationaux d'information sur la santé et de continuellement passer en revue les priorités et les plans relatifs à la collecte, au traitement et à la diffusion des données sur la santé à l'échelle nationale. Le regroupement des représentants de tous les ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux de la Santé, y compris Santé et Bien-être social Canada et Statistique Canada, visait à faciliter la participation directe des provinces et des territoires ayant des responsabilités en matière de santé au moyen de l'orientation de leurs priorités. Il visait également à appuyer un consensus provincial du point de vue de la production de données sur la santé comparables à l'échelle du pays. Des défis se posèrent au chapitre des rôles et des responsabilités entre le CNIS, Santé et Bien-être social Canada et Statistique Canada, étant donné que le mandat du CNIS recoupait plusieurs secteurs clés des deux organisations. Des difficultés persistantes se présentèrent également quand vint le temps d'obtenir la collaboration des provinces et des territoires.

TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

Au cours des quelque trois premières décennies suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'influence et l'importance des comptes nationaux ne cessèrent de croître. Des questions se posèrent toutefois de plus en plus, car on ne tenait pas compte des influences externes telles que celles liées à la pollution environnementale, ou encore de la contribution du capital humain découlant d'activités non marchandes, comme la cuisine, le ménage ou l'éducation des enfants.

Au début des années 1970, Statistique Canada commença à envisager l'attribution d'une valeur monétaire au travail non rémunéré, au moment du premier examen de la pertinence du produit national brut pour mesurer le rendement économique. Toutefois, ce n'est qu'en 1978 que l'organisme publia ses premières estimations de la valeur du travail ménager, dans une étude menée à forfait par le professeur Oli Hawrylyshyn de l'Université Queen's pour Statistique Canada. L'étude était de nature exploratoire et visait à trouver la meilleure façon de déterminer une valeur pour le travail ménager. On utilisa les données du Recensement de 1971 portant sur le nombre et le type de familles ainsi que la rémunération selon la profession, de même que les résultats d'une enquête de 1971 sur l'emploi du temps, afin de calculer une valeur pour le travail ménager au Canada. La valeur du travail non rémunéré était estimée entre 32 et 38 milliards de dollars pour 1971, soit environ 35 à 40 % du produit national brut. Les travaux du professeur Hawrylyshyn relatifs à la valeur du travail non rémunéré représentèrent probablement la première étape d'un long processus visant à reconnaître

les limites inhérentes du cadre conceptuel des comptes nationaux et à y donner suite. Les estimations modélisées pour le travail ménager firent l'objet d'un prolongement des comptes nationaux appelés comptes satellites. Ces derniers virent le jour dans la version de 1993 des comptes nationaux et visaient à fournir des données plus détaillées et ciblées au sujet de la modification des concepts sous-jacents au système de base. Le compte satellite du travail ménager non rémunéré fut calculé à partir des données d'une enquête sur l'emploi du temps, de données sur le taux de rémunération et d'autres statistiques économiques.



Le deuxième (1986) et le huitième (1992) cycle de l'Enquête sociale générale sur l'emploi du temps ajoutèrent de nombreux éléments au corpus de connaissances au chapitre du travail non rémunéré. En 1993, Statistique Canada collabora avec Condition féminine

Canada afin de coparrainer une conférence internationale sur la mesure et l'évaluation du travail non rémunéré. L'avènement de l'EDTR la même année permit l'ajout d'une nouvelle dimension à l'analyse sensibilisée au genre. En 1995, Statistique Canada publia une série chronologique remontant à 1961 des valeurs des différents types de travail non rémunéré et estima qu'en 1992, la valeur agrégée du travail non rémunéré représentait entre le tiers et la moitié du produit intérieur brut.

En avril 1990, le CNIS accepta une offre conjointe de Statistique Canada et de Santé et Bien-être social Canada consistant à parrainer un expert-conseil afin de faciliter l'élaboration plus poussée du plan du CNIS, et ce, en vue de l'évolution d'un système national d'information sur la santé. La proposition fut par la suite adoptée à la réunion de juin des sous-ministres de la Santé.

Un groupe de travail fut créé, dirigé par le statisticien en chef précédent, Martin Wilk. Il s'attaqua à un examen majeur des besoins de renseignements en matière de santé du pays afin de mieux comprendre les facteurs ayant une incidence sur la santé ainsi que la façon dont le gouvernement pourrait dépenser son argent plus efficacement. Les dépenses en santé représentaient près de 9 % du produit intérieur brut du Canada. Toutefois, très peu de renseignements portant sur l'efficacité ou l'efficience du système de santé étaient disponibles pour améliorer les résultats à ce chapitre. La question suivante revenait sans cesse : « Qu'obtenons-nous pour les sommes que nous affectons en santé? » Le groupe de travail formula également des recommandations de planification à l'intention du CNIS en vue de l'établissement d'un système d'information sur la santé pour le Canada. En 1991, le groupe de travail publia le Rapport du Groupe de travail national sur l'information en matière de santé, mieux connu sous le nom de « Rapport Wilk », qui décrivait l'information sur la santé au Canada comme étant dans un « état déplorable » et comme comportant des lacunes au chapitre

de la coordination, de la planification et de la réponse aux besoins des utilisateurs.

Le rapport recommanda la création d'un organisme non gouvernemental national sans but lucratif chargé de coordonner l'information sur la santé. Après des discussions intenses entre les ministres de la Santé, on approuva en principe, en septembre 1992, la création de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), un mécanisme national visant à coordonner l'élaboration et le maintien d'un système d'information exhaustif et intégré sur la santé au Canada. Sa création permit d'établir des liens indépendants entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les groupes non gouvernementaux chargés de la santé. Sa mission était de fournir les renseignements exacts et à jour requis aux fins de l'établissement d'une politique efficace en matière de santé pour la gestion du système de santé au Canada et pour la sensibilisation du public relativement aux facteurs ayant une incidence sur la santé, ainsi que d'assurer la coordination connexe.

Le nouvel institut regroupait les activités et les responsabilités existantes (en totalité ou en partie) de quatre organisations : l'Hospital Medical Records Institute, le Groupe des systèmes d'information de gestion, la Division de l'information sur la santé de Santé et Bien-être social Canada ainsi que le CCIS de Statistique Canada. Au moment de déterminer les activités qui seraient transférées à l'ICIS, les décisions se fondèrent sur les avantages comparatifs au chapitre des coûts, de l'infrastructure et de la

compétence manifeste, ainsi que les mandats prévus par la loi. Santé et Bien-être social Canada et Statistique Canada écrivirent des lettres d'intention définissant leur position relativement au nouvel institut, y compris la non concurrence au chapitre des activités ou des services générant des revenus, à condition de pouvoir remplir leurs mandats législatifs. Le CNIS fut démantelé, même si le comité directeur continua d'agir à titre de conseil d'administration intérimaire pour superviser la planification de la mise en œuvre du nouvel institut.

Le transfert officiel de la plupart des activités et des responsabilités à l'ICIS eut lieu en 1994, lorsque celui-ci devint fonctionnel. On décida que le CCIS cesserait d'exister une fois que l'ICIS serait établi. Toutefois, la production de statistiques sur la santé ne pouvait pas disparaître complètement à Statistique Canada, certaines fonctions ne se prêtant pas au transfert ou à la cession. Statistique Canada transféra un certain nombre d'activités ainsi que le financement connexe à l'ICIS, y compris les données sur les hôpitaux et leurs activités, les données sur les établissements de soins pour bénéficiaires internes, les bases de données sur les admissions et les congés des patients hospitalisés, l'élaboration d'une base de données axée sur les patients, les renseignements sur les infirmières autorisées, le registre de la tuberculose (et d'autres registres semblables), les analyses de l'état de santé ainsi que la nosologie. Par ailleurs, afin d'éviter toute confusion, le CCIS fut renommé Division de la statistique de la santé lorsque l'ICIS devint opérationnel.

50 ANS, ÇA SE CÉLÈBRE!

Le Conseil de la statistique de l'état civil du Canada célébra son 50^e anniversaire en 1995. Fondé en 1945, le Conseil était un groupe consultatif intergouvernemental regroupant les dirigeants des organismes de la statistique de l'état civil de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi que la Division de la statistique de la santé de Statistique Canada. Tout au long de son histoire, le Conseil mit l'accent sur l'élaboration d'approches communes pour la collecte de données sur l'état civil, le partage des données ainsi que la contribution à la résolution des problèmes grâce à la mise en commun des expériences, des résultats de la recherche et de l'expertise.

Nouvelles initiatives d'information sur la santé

Un certain nombre d'enquêtes furent menées à la fin des années 1980 et au début des années 1990 afin de promouvoir et d'élaborer des programmes de santé. Elles englobaient une vaste gamme de questions liées à la santé, y compris la consommation de drogues légales et illicites, la santé mentale, les habitudes alimentaires, la

qualité des relations familiales ainsi que l'état de santé mentale et son incidence sur la vie des gens. Santé et Bien-être social Canada finança en 1988-1989 la première Enquête nationale sur la conduite automobile et la consommation d'alcool en vue de produire des données destinées aux campagnes de sensibilisation du public. Il finança également l'Enquête nationale sur la consommation d'alcool et d'autres drogues de 1988 en vue de sonder les attitudes relatives à la consommation de drogues et d'alcool. Le ministère de la Santé de l'Ontario finança l'Enquête sur la santé en Ontario de 1990, pour laquelle Statistique Canada participa à un processus d'invitation ouverte à soumissionner, l'emportant contre le secteur privé, et ce, tant du point de vue de la qualité que du prix. Parmi les autres enquêtes menées par Statistique Canada figuraient l'Enquête sur la santé mentale, financée par la Fondation ontarienne de la santé mentale, et l'Enquête sur la promotion de la santé, financée par Santé et Bien-être social Canada.

Après de nombreuses années de collaboration entre les registres provinciaux et territoriaux du cancer et Statistique Canada, le Registre canadien du cancer (RCC) fut créé en 1992 afin de servir d'outil permettant à Statistique Canada de recueillir des données sur le cancer auprès de toutes les provinces et de tous les territoires. Le registre remplaça le Système national de déclaration des cas de cancer (SNDCC), qui était en place depuis 1969 et qui fournissait une base de données permettant d'étudier les tendances et les modèles au niveau de la tumeur. Alors que le SNDCC était une base de données axée

sur l'événement, le RCC se fonda plutôt sur le patient, ce qui eut pour avantage de présenter des données longitudinales utiles pour tous les Canadiens ayant reçu un diagnostic de cancer.

Un nouveau programme national de statistiques sur l'éducation

L'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie devenaient des déterminants clés de la compétitivité, et il en ressortait de plus en plus que le pays avait besoin de meilleures mesures du rendement du système d'éducation ainsi que d'un cadre permettant de mieux comprendre les résultats scolaires. Il existait très peu de renseignements sur la relation entre la scolarité et la réussite sur le marché du travail, ainsi que sur la capacité des personnes de s'adapter à l'évolution des technologies et des conditions économiques. De même, il existait peu de données sur les transitions telles que celles entre l'école et le marché du travail, entre l'emploi et le chômage ainsi qu'entre l'emploi et la retraite. Si Statistique Canada avait un aperçu relativement complet des activités du système d'éducation, il disposait cependant de très peu de données empiriques sur la capacité du système à produire les compétences appropriées pour le marché du travail, la portée et les causes de l'abandon scolaire, l'effet de la taille des classes ou de la formation des enseignants, ainsi que le rapport entre la scolarité et le statut socioéconomique.

En 1988, les sous-ministres provinciaux de l'Éducation approuvèrent une entente de travail officielle avec Statistique Canada en vue

d'élaborer un programme national complet de statistiques sur l'éducation. Cette initiative eut pour résultat la création du Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation (CSCE) en 1989, à titre de partenariat fédéral-provincial-territorial entre Statistique Canada et le Conseil des ministres de l'Éducation, en vue de régir le programme de statistiques sur l'éducation. Un an plus tard, on produisit et publia pour la première fois des mesures statistiques de l'éducation primaire, secondaire et postsecondaire à l'échelle du Canada.

La littératie des adultes dans le monde

Statistique Canada améliorait sa réputation à l'échelle internationale, et on lui demandait de plus en plus de prendre la direction d'initiatives internationales. Par exemple, en 1990, les Nations Unies demandèrent au Canada de jouer un rôle de premier plan dans le remaniement de l'Enquête internationale sur la criminalité. Cette enquête servait à recueillir des données à des fins de comparaisons internationales, et le Canada était l'une des nations participantes.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) demanda aussi à Statistique Canada d'assurer la coordination et le leadership à l'échelle internationale relativement à une enquête multinationale sur l'alphabétisation, la première évaluation comparative multinationale à grande échelle des compétences en littératie des adultes. Cette évaluation avait pour but de permettre

l'analyse des liens entre la littératie et l'éducation, ainsi qu'entre la réussite sur le marché du travail et la croissance économique. Menée en 1994, en 1996 et en 1998, l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes représentait un effort de coopération à grande échelle de la part de gouvernements, d'organismes statistiques nationaux, d'instituts de recherche et de l'OCDE. L'élaboration et la gestion étaient coordonnées par Statistique Canada et l'Educational Testing Service de Princeton au New Jersey, avec la participation du National Centre for Education Statistics du département américain de l'Éducation. En 1994, neuf pays participèrent au premier cycle de l'enquête, soit le Canada, la France, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas, la Pologne, la Suède, la Suisse et les États-Unis. Encouragés par le succès du premier cycle, cinq autres pays et territoires participèrent au cycle suivant (l'Australie, la communauté flamande de Belgique, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande et l'Irlande du Nord). Neuf autres pays se joignirent au dernier cycle de l'enquête (le Chili, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, la Hongrie, l'Italie, la Norvège, la Slovaquie et la région italophone de la Suisse).

L'enquête suscita la controverse. Après la première ronde de collecte et d'analyse des données, la France retira ses résultats avant leur publication. Ce retrait était motivé par des préoccupations en ce qui a trait à la comparabilité des résultats, et plus particulièrement au fait que l'on croyait que les résultats sous-estimaient les véritables compétences en littératie de la population

adulte en France par rapport à celles des adultes des autres pays. La Commission européenne commanda un examen de l'enquête, qui fut mené par l'Office for National Statistics du Royaume-Uni. Les données de la deuxième ronde avaient déjà été recueillies avant le début de l'examen (elles furent publiées en 1997), et la troisième ronde de données fut recueillie pendant l'examen. Ce dernier, qui portait uniquement sur le premier cycle, fut publié au moment de la rédaction de l'analyse finale. Même si certains problèmes furent décelés, la plupart d'entre eux avaient déjà été résolus dans le cadre des leçons apprises du premier cycle. Au cours de la deuxième et de la troisième ronde de collecte des données, des spécifications et des procédures d'assurance de la qualité plus rigoureuses contribuèrent à réduire la variation entre les pays dans les pratiques d'enquête.

Réexamen de la Confédération

En 1987 et en 1991, dans le contexte des accords du lac Meech et de Charlottetown, le gouvernement procéda à un réexamen de la Confédération en vue de transférer des pouvoirs aux provinces et aux territoires dans l'espoir de ramener le Québec dans le giron constitutionnel. En prévision de ces discussions, il était nécessaire de mieux comprendre les liens économiques entre les provinces avant que des changements aux arrangements existants puissent être proposés. Toutefois, 1984 fut la dernière année où une enquête sur le commerce interprovincial fut menée. Statistique

Canada reçut du financement, dans le cadre de l'initiative Lacunes statistiques I, pour mener une enquête très nécessaire sur l'origine et la destination du commerce provincial ainsi que pour mettre à jour les tableaux d'entrées-sorties interprovinciaux.

Défense de la neutralité politique de Statistique Canada

L'année 1991 marqua également l'avènement de la nouvelle taxe sur les produits et services de 7 % perçue au départ de l'usine en remplacement de la taxe sur les ventes des fabricants. Il fallait tenir compte de la taxe dans les comptes nationaux, et Statistique Canada se prépara en vue de son entrée en vigueur, tant du point de vue de ses statistiques que de ses transactions opérationnelles avec le secteur privé. On tenta d'annuler la publication d'un article analytique après l'entrée en vigueur de la taxe. Les prix avaient augmenté comme prévu, et l'article analytique tentait de déterminer plus précisément la partie de l'augmentation attribuable à la nouvelle taxe comparativement à ce que l'inflation aurait été sans elle. Ivan Fellegi refusa catégoriquement d'annuler la publication de l'article et parla de cet incident comme du seul au cours de son mandat où il y eut une tentative d'ingérence de la part du gouvernement dans la neutralité politique de Statistique Canada.

Petites et grandes entreprises

L'importance des petites entreprises dans l'économie continuait d'être reconnue, et celles-ci demeuraient au centre de nombreuses initiatives de Statistique Canada. De 1978 à 1986, on réduisit de moitié le nombre de questionnaires envoyés aux petites entreprises. Par ailleurs, un service d'information sans frais fut prévu dans le but d'aider les entreprises de partout au pays à remplir leurs questionnaires. En 1986, une nouvelle série de rapports statistiques sur les petites entreprises fut lancée, y compris les *Profils des petites entreprises*, qui présentaient toute une gamme de données financières (y compris sur les actifs et passifs, le fonds de roulement et les dépenses d'exploitation) sur diverses industries à l'intention des propriétaires et des gestionnaires de petites entreprises. La Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales fut également créée en 1987-1988 en vue de mener des enquêtes personnalisées pouvant être jumelées à des enquêtes existantes pour un coût additionnel minime.

Le Programme de la statistique des grandes entreprises fut créé au début des années 1990, et comptait neuf chargés de profils à Ottawa, à Montréal, à Edmonton et à Vancouver. Ces derniers avaient chacun un portefeuille d'entreprises dont ils assumaient la responsabilité continue et avec lesquelles ils créaient des liens et établissaient des rapports de travail. Les chargés de profils cherchaient des entreprises, leur rendaient visite, recueillaient des données et, au besoin, mettaient à jour le Registre des

entreprises. Le fait qu'un chargé de profils recueille toutes les données requises auprès d'une entreprise donnait rationalité à la collecte grâce à la réduction du fardeau de réponse et à un moins grand chevauchement des données, ce qui donnait lieu à des données plus complètes et mieux intégrées. Le programme servait en outre à renforcer les bons rapports avec les grandes entreprises, qui représentaient à l'époque environ 30 % de l'ensemble de l'activité commerciale au Canada.

Par ailleurs, Statistique Canada mit en place un nouveau programme visant à mesurer régulièrement le fardeau de réponse. Parmi les initiatives qui contribuèrent de façon substantielle



Profils des petites entreprises

à la réduction du fardeau de réponse figurait le remaniement de l'Enquête annuelle sur les commerces de gros et de détail. Pendant des années, Statistique Canada avait mené un recensement annuel des grossistes et des détaillants en vue d'obtenir des données détaillées aux fins du calcul de la valeur ajoutée par ces industries. Ces données servaient également de repères pour les enquêtes mensuelles sur échantillon auprès des grossistes et des détaillants. Toutefois, ces enquêtes avaient récemment fait l'objet d'un remaniement et d'un renforcement, au point où elles purent être menées de façon autonome sans les repères fournis par le recensement annuel. En outre, on constata qu'il était possible de recueillir beaucoup plus de contenu détaillé, et de façon plus efficace, grâce à une version spéciale élargie du cycle de janvier de l'enquête sur échantillon. Ces changements furent mis en œuvre pour la première fois en 1994, ce qui réduisit considérablement le fardeau de réponse pour les entreprises, en plus de diminuer les coûts pour Statistique Canada.

Statistique Canada passe du produit national brut au produit intérieur brut comme principale mesure de la production

En juillet 1986, une révision historique du Système de comptabilité nationale fut diffusée après deux ans seulement, alors que six années avaient été nécessaires à la dernière révision importante, diffusée en 1972. La révision comprenait deux changements majeurs : le

passage du produit national brut au produit intérieur brut (PIB) et le remaniement des données de 1961 à 1986, ainsi que le changement de base des indices des prix en dollars constants de 1981. La différence la plus visible des comptes révisés fut la transition du produit national brut au PIB comme principale mesure de la production du pays. On considérait qu'il s'agissait d'une mesure plus appropriée de la production pour l'analyse de l'inflation, de la production, de l'emploi et de la productivité, compte tenu de la contribution importante de l'investissement étranger au développement économique du pays.

Alors que le produit national brut, qui mesure la production « appartenant » à des résidents, tant au pays qu'à l'étranger, constitue un meilleur indicateur du revenu des résidents canadiens, le PIB mesure la production au pays, que celle-ci soit attribuable à des résidents ou à des non-résidents. Autrement dit, il mesure les répercussions de l'ensemble de la production au Canada, peu importe qui est propriétaire des actifs. La transition permet de mieux aligner les pratiques du Canada avec les pratiques internationales et les recommandations du Système de comptabilité nationale des Nations Unies, ainsi que d'assurer une comparabilité directe des comptes du pays avec d'autres mesures de l'activité économique au Canada et avec les comptes nationaux de la plupart des autres pays. En 1989, les chiffres du PIB en prix constants furent calculés selon une nouvelle base, soit 1986, et furent par la suite recalculés tous les 5 ans plutôt que tous les 10 ans.

DATES DE DIFFUSION FIXES DES ENQUÊTES ÉCONOMIQUES

En réaction aux demandes généralisées des utilisateurs et, plus particulièrement, sur la recommandation du Conseil national de la statistique, des efforts furent déployés en vue d'établir des dates de diffusion fixes pour d'importantes séries de données économiques et de données sur les entreprises. En 1988-1989, des dates de diffusion fixes furent établies pour les comptes nationaux. Même si, au départ, elles le furent à titre de mesure de courtoisie à l'endroit des utilisateurs de données qui souhaitaient planifier leur analyse dès la disponibilité des données, elles comportaient un autre avantage à plus long terme, à savoir que les dates de diffusion préétablies empêchaient que l'on perçoive une influence politique relativement au moment où les indicateurs clés sont rendus publics. Les dates fixes simplifièrent aussi la vie des employés de Statistique Canada en leur fournissant des points d'ancrage pour la planification et la gestion de leurs programmes.

Initiatives relatives aux statistiques sur le commerce international

Depuis 1971, Statistique Canada collaborait avec la communauté internationale à l'élaboration d'un nouveau système international de désignation et de codification des marchandises, appelé le Système harmonisé. L'objectif était d'arriver à une désignation uniforme des produits dans les documents commerciaux et d'améliorer

la comparabilité des statistiques internationales. Ce n'était pas une tâche facile, le système comprenant plus de 5 000 descriptions et codes de produit, et chaque définition et classification étant approuvée lors de séances plénières. Créé sous l'autorité du Conseil de coopération douanière (maintenant connu sous le nom d'Organisation mondiale des douanes, une organisation intergouvernementale indépendante basée à Bruxelles, en Belgique), le Système harmonisé fut approuvé de façon définitive en

juin 1983. Il prit effet en 1988, soit près de cinq ans plus tard. Plus de 200 pays et économies s'en servirent afin d'établir leurs tarifs douaniers et de recueillir des statistiques sur le commerce international. L'initiative contribua grandement à la comparabilité des données et facilita par conséquent les négociations commerciales internationales. Le nouveau système de classification fut mis en place à Statistique Canada après une exécution en parallèle de trois mois de l'ancien et du nouveau système.



*Des employés de la Division
du commerce international, 1987*

La relation du Canada avec les États-Unis, son principal partenaire commercial, était l'une des relations statistiques les plus importantes du Canada à l'échelle internationale. En 1971, un accord fut conclu entre le Canada et les États-Unis en vue de permettre aux deux pays de convenir mutuellement d'estimations pour les données sur les importations et les exportations. Il s'agissait d'un processus annuel de rapprochement des données agrégées cinq à six mois après chaque année civile. En juillet 1987, un nouveau protocole d'entente fut conclu relativement à l'échange de données sur les importations, et celui-ci fut considéré comme une première mondiale entre deux nations commerçantes. Étant donné le consensus selon lequel les données sur les importations étaient généralement mieux mesurées que celles sur les exportations (principalement parce que les importations sont à la source des droits de douane, mais pas les exportations), les pays convinrent de remplacer, en 1990, leurs propres chiffres sur les exportations servant à calculer la balance commerciale par les chiffres sur les importations de l'autre pays, de façon détaillée, par produit.

Ce remplacement dépendait de l'adoption par les deux pays d'un système compatible de codification des marchandises, le nouveau Système harmonisé, qui fut mis en œuvre à Statistique Canada en janvier 1988. L'adoption du système aux États-Unis fut retardée parce que celui-ci faisait partie de l'*Omnibus Trade and Competitiveness Act* de 1988, qui prit effet un an plus tard, le 1^{er} janvier 1989. Les deux pays

convinrent également d'une clé de conversion officielle aux fins des classifications des industries, qui permit d'effectuer des analyses industrielles détaillées du rendement d'un pays par rapport à l'autre. De telles analyses devenaient de plus en plus importantes par suite des accords de libre-échange.

Le 19 mars 1990 marqua la première diffusion de données obtenues au moyen des échanges de données entre le Canada et les États-Unis. Ces échanges donnèrent lieu à des gains d'efficacité à Statistique Canada. En 1988, lorsque le Système harmonisé fut adopté pour la première fois, la Division du commerce international fonctionnait au maximum de sa capacité avec plus de 200 personnes. En 1990, en raison d'une charge de travail réduite à la section des exportations et de la mise en place du Système harmonisé, la division travaillait efficacement avec un effectif de 130 personnes. À l'extérieur de Statistique Canada, le Système harmonisé eut un impact encore plus grand du fait qu'il exemptait les exportateurs de remplir plus de 2,5 millions de documents chaque année.

Statistique Canada était également en pleine création d'une base de données sur le commerce mondial, TIERS, afin de permettre la mesure du commerce entre les autres pays. Par exemple, des études de rapprochement portant sur le commerce avec le Japon et la Communauté européenne étaient en cours. Des données sur le commerce entre d'autres pays ainsi que sur leur production et leur emploi vinrent s'ajouter

LIBRE-ÉCHANGE

Un nouvel accord, l'*Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis*, fut conclu en janvier 1988. Ce dernier permit d'éliminer progressivement une vaste gamme de restrictions commerciales sur une période de dix ans, et entraîna une augmentation du commerce transfrontalier. Il fut ensuite remplacé par l'*Accord de libre-échange nord-américain*, qui prit effet en janvier 1994 et qui inclut le Mexique. Statistique Canada se prépara en vue des besoins en données découlant du libre-échange, y compris l'analyse et le suivi des industries touchées.

aux données que Statistique Canada possédait déjà au sujet du Canada et de ses partenaires commerciaux. Ce vaste ensemble de données internationales figurait parmi les premiers du genre et permit aux entreprises canadiennes d'évaluer la compétitivité relative du Canada sur d'autres marchés. En 1992, TIERS comprenait des statistiques sur le commerce de marchandises fondées sur des données douanières pour plus de 16 000 marchandises importées et 6 000 marchandises exportées de 200 pays dans le cadre du Système harmonisé.

Mesure du secteur des services

Le système statistique était constitué et évoluait selon le concept de biens, c'est-à-dire les industries primaires de l'agriculture, de la fabrication, de l'extraction minière et de la pêche, par exemple. Le secteur des services prenait une importance relative et, pendant la période d'après-guerre, il commençait à dépasser le secteur des biens. Le secteur des services n'était pas seulement le secteur de l'économie canadienne qui connaissait la croissance la plus rapide;

il s'agissait également de l'un des plus difficiles à mesurer sur le plan conceptuel. Statistique Canada tenait donc beaucoup à améliorer les mesures dans ce domaine, mais il trouvait difficile de réaffecter les ressources des enquêtes sur les biens aux enquêtes sur les services, non seulement en raison de l'important changement requis à l'interne, mais aussi en raison de la réaffectation budgétaire nécessaire.

Statistique Canada proposa que les organismes statistiques de plusieurs pays mettent en commun

leurs ressources dans le but d'élaborer un système de classification des industries de services. Chaque pays rédigea donc une ébauche de classification pour une industrie, le Canada étant chargé de la classification pour les architectes et les ingénieurs et, par la suite, des classifications pour le sous-secteur des télécommunications et le secteur de la finance et des assurances. Le système de classification proposé fut officiellement approuvé par le Bureau de statistique des Nations Unies en février 1989.



Statistique Canada, l'hôte de la quatrième réunion du Groupe de Voorburg, 1989

Des réunions informelles et volontaires de représentants d'organismes statistiques nationaux furent organisées dans le but d'aborder certains problèmes relatifs aux méthodes statistiques. Ces réunions, connues sous le nom de « city groups », furent nommées en fonction de la ville où s'était tenue leur première réunion. Elles permettaient une utilisation novatrice et efficace des ressources en vue d'améliorer les normes statistiques internationales. Le groupe chargé des statistiques des services fut appelé le Groupe de Voorburg sur les statistiques des services puisque le Bureau de la statistique des Pays-Bas en fut l'hôte en janvier 1987. Neuf pays et six organismes se réunirent pour collaborer à un plan visant à établir une classification des industries de services internationalement approuvée. Le Canada tint la quatrième réunion du groupe en octobre 1989, et l'on y discuta de 37 documents portant sur des sujets allant du commerce international des services à des propositions de classifications révisées des produits pour certaines industries. Une ancienne statisticienne en chef de Statistique Canada, Sylvia Ostry, participa à la réunion à titre de panéliste pour l'un des points à l'ordre du jour relativement aux besoins d'information sur les politiques de l'industrie de services. Le groupe tint des réunions annuelles pour examiner les progrès réalisés dans chaque pays. En 1991, il étudia et approuva une proposition canadienne en vue de la tenue d'une enquête comparable à l'échelle internationale sur l'industrie de l'informatique.

Cette lacune dans les données sur les services entraîna également une augmentation modeste du nombre d'indices des prix des services. L'élaboration de ces indices n'était pas une tâche facile, ceux-ci étant beaucoup plus difficiles à produire que les indices des prix des biens en raison de la nature plus subjective des services. Il est plus difficile de maintenir la qualité constante des services que celle des biens aux fins de la mesure des variations de prix pures. L'élaboration d'indices des prix des services commença dans les années 1980 avec l'Indice des prix des services d'ingénierie-conseil. Afin de contribuer à combler cette lacune dans les données, on élaborait de nouveaux indices de prix sur des sujets comme les services professionnels en informatique, les télécommunications, l'hébergement des voyageurs et les services de comptabilité.

Nouveaux systèmes généralisés

En 1987-1988, une part importante des travaux d'élaboration en méthodologie portait sur la création et la mise à l'essai d'un système généralisé d'enquête, un ensemble de méthodes uniformes aux fins de la tenue d'enquêtes. Le système rendit superflue la conception d'un programme personnalisé pour chaque enquête et réduisit par conséquent le temps, l'argent et l'énergie nécessaires aux enquêtes, en plus de favoriser l'utilisation de meilleures méthodes d'enquête. Les deux premiers modules, le module d'échantillonnage et le module de contrôle et d'imputation,

LA TÉLÉDÉTECTION CONTINUE DE GAGNER DU TERRAIN

En 1979, Statistique Canada établit pour la première fois un programme de télédétection au sein de la Division de l'agriculture afin d'utiliser l'imagerie satellite pour calculer les estimations de la superficie des cultures et trouver d'autres méthodes en vue d'améliorer l'exactitude des estimations d'enquête, de réduire le fardeau des répondants et de mieux planifier les méthodes d'échantillonnage. Comme il est mentionné dans le chapitre précédent, l'un des premiers grands projets de télédétection reposait sur des données de satellites Landsat pour effectuer des comparaisons avec les estimations traditionnelles des superficies consacrées à la culture des pommes de terre pour la campagne agricole de 1980 dans la vallée de la rivière Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick. En 1989, la technologie servit à évaluer l'état des cultures, et les efforts de recherche furent axés sur les estimations du rendement. L'utilisation opérationnelle de la télédétection par Statistique Canada était très avancée à l'époque, et des groupes de divers pays rendaient visite à l'organisme afin d'en apprendre davantage à ce sujet.

furent mis en place en 1988. Les travaux se poursuivaient relativement aux modèles de saisie des données et de totalisation. En fait, deux des applications les plus importantes furent adoptées dans le cadre du Programme du Recensement de 1991, soit le Système de codage automatisé par reconnaissance de texte pour le Recensement de la population et le Système généralisé de vérification et d'imputation pour le Recensement de l'agriculture. En 1992, le système de collecte et de saisie des données était suffisamment développé pour pouvoir être mis en œuvre à la fois au bureau central et dans les

bureaux régionaux. Même si l'utilisation du système généralisé représentait une priorité à l'échelle de Statistique Canada, le défi consistait à assurer son utilisation dans le cadre de toutes les enquêtes nouvelles ou remaniées, sauf dans des circonstances exceptionnelles. En 1994, le nouveau Centre de démonstrations des systèmes et méthodes généralisés ouvrit ses portes, et l'on y donna des cours et des démonstrations des systèmes. À l'époque, les systèmes généralisés permettaient à Statistique Canada d'économiser 0,8 million de dollars par année pour les enquêtes auprès des entreprises seulement.

Le statisticien en chef adjoint, Gordon Brackstone (à l'extrême droite), souhaite la bienvenue aux personnes venues visiter le Centre de démonstration des systèmes et des méthodes généralisés lors des portes ouvertes qui ont eu lieu en juin 1994.



LIGNES DIRECTRICES SUR LA QUALITÉ

Parmi les nouveaux produits importants qui virent le jour au milieu des années 1980 figurait la première édition des Lignes directrices concernant la qualité de Statistique Canada. Il s'agissait d'un ensemble de pratiques de gestion et d'options techniques qui tirait parti de l'expérience collective de nombreux employés de Statistique Canada pour atteindre les objectifs de qualité. Les lignes directrices contribuèrent à la planification et à la conception des enquêtes ainsi qu'à l'évaluation et à l'analyse des résultats. Il s'agissait d'un document de référence important pour Statistique Canada, et de nombreuses éditions révisées furent diffusées afin de faire évoluer les lignes directrices en vue de rendre compte des progrès réalisés en matière de pensée et de technologie statistiques.

L'année 1985 marqua également la création du Centre de ressources en conception de questionnaires (CRCQ) comme centre d'expertise à Statistique Canada pour la conception et l'évaluation des questionnaires. Jusqu'en 1992, l'organisme fit appel à des entreprises privées externes spécialisées dans les études de marché pour mettre à l'essai ses questionnaires. À partir de 1992, Statistique Canada commença à effectuer ses essais à l'interne par l'entremise du CRCQ au moyen de méthodes comme des groupes de discussion et des entrevues cognitives. Quelques années plus tard, Statistique Canada élaborait et adopta sa *Politique concernant l'examen et la mise à l'essai des questionnaires*, qui témoignait de la valeur de ses compétences et qui prévoyait l'examen et la mise à l'essai par le CRCQ de tous les questionnaires nouveaux et remaniés.





Le « bonhomme », une sculpture de glace de six pieds représentant le symbole du Recensement de 1986 pour le Bal de Neige

PROGRAMMES DU RECENSEMENT

L'une des caractéristiques importantes du Recensement de 1986 était le volume considérable de publicité et de soutien non payés dont il bénéficia, y compris de la part des employés de Statistique Canada. Les employés au recensement, ainsi que leurs amis et parents, entreprirent de concevoir et de créer une sculpture de glace de six pieds représentant le symbole du Recensement de 1986 (le « bonhomme ») pour le Bal de Neige. Une équipe du Centre canadien de la statistique juridique participa également au concours de sculptures sur glace, réalisant une sculpture représentant l'arrestation d'un suspect. Un employé de Statistique Canada portant un costume de bonhomme fit également des apparitions publiques, y compris dans les écoles, afin d'encourager les enfants et leur famille à « participer au dénombrement ». En outre, des personnalités canadiennes célèbres donnèrent de leur temps pour promouvoir le recensement au moyen d'annonces d'intérêt public filmées, qui furent largement diffusées partout au pays. Parmi ces personnalités figuraient Andy Moog et Kevin Lowe de l'équipe de hockey des Oilers d'Edmonton, Dale Hawerchuk des Jets de Winnipeg, le chanteur Ian Tyson, les médaillés olympiques de 1984 Alwyn Morris et Caroline Waldo, ainsi que l'acteur John Vernon. L'efficacité de la stratégie de communication non payée dépendit également de la participation d'organisations disposant de moyens de communication qui reconnurent l'importance du recensement pour leurs propres activités.

Par exemple, la chaîne d'épicerie Safeway, dans l'Ouest canadien, imprima le logo du recensement sur ses camions et ses sacs d'épicerie.

Le Recensement de 1986 comprenait des questions sur l'identité autochtone conçues dans le but de produire des données de meilleure qualité sur les populations d'Inuits, d'Indiens inscrits, d'Indiens non inscrits et de Métis au Canada ainsi que sur leurs caractéristiques. Un Programme sur les Autochtones qui bénéficiait d'un financement distinct fut également créé afin de renforcer la capacité statistique des peuples autochtones et de fournir des données aux collectivités et aux organismes autochtones à leurs propres fins (par exemple aux fins de la prestation de services et de l'élaboration de programmes).

Un certain nombre de changements furent effectués dans le cadre du Recensement de 1991, y compris la collecte de données sur les unions de fait et les mariages. Par ailleurs, le retour par la poste fut étendu à presque toutes les régions au pays, alors qu'auparavant seulement 60 % de la population utilisait cette méthode. Dans le cadre du recensement, on commença également à inclure les résidents non permanents dans la population cible. Les enquêtes post-censitaires du Recensement de 1991 comprirent une enquête auprès des peuples autochtones et une enquête auprès des personnes handicapées. Cette dernière s'apparentait à l'Enquête sur

la santé et les limitations d'activités, menée parallèlement avec le Recensement de 1986, mais elle fournissait des données plus à jour et permettait une évaluation des changements qui s'étaient produits depuis 1986.

Intégration des données sur le tourisme

En 1983, l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme plaida en faveur de l'intégration des statistiques sur le tourisme dans le Système de comptabilité nationale. Même si les industries touristiques (hôtels, restaurants, taxis, compagnies aériennes, voyagistes, etc.) faisaient effectivement partie des comptes, il n'y avait pas de regroupement global permettant de montrer l'incidence du tourisme en tant que « quasi-industrie ». Pour faire suite à cette requête, les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux du Tourisme mirent sur pied en 1985 un groupe de travail national sur le tourisme, dirigé par le statisticien en chef à la retraite Martin Wilk. Il s'agissait d'un groupe de travail mixte des secteurs public et privé chargé d'établir une base statistique pour la planification, le marketing, la gestion et la rentabilité du tourisme. Statistique Canada effectua de la recherche à l'interne en vue de fournir le soutien analytique à l'élaboration d'une nouvelle base de données, et assura les fonctions de secrétariat auprès du groupe de travail grâce à plus de 40 employés de différents secteurs de l'organisme qui mirent à contribution leur temps et leur expérience au projet d'une durée

de deux ans. Le groupe de travail collabora avec plus de 50 organisations de tous les secteurs de l'industrie — administrations publiques, entreprises, associations commerciales et universités — et présenta son rapport final aux ministres du Tourisme en novembre 1986. Ses recommandations comprenaient l'amélioration des enquêtes existantes à l'échelle fédérale et provinciale ainsi que l'établissement d'un Institut de recherche sur le tourisme en vue de déterminer comment répondre aux besoins futurs en données. En mars 1987, Martin Wilk reçut le prix F.G. Brander Memorial décerné



Edward T. Pryor, 1988

M. RECENSEMENT

En novembre 1992 décéda un homme que l'on appelait affectueusement « M. Recensement ». Il s'agissait d'Edward T. Pryor, sociologue, érudit et conférencier de renom, qui avait collaboré à presque tous les aspects du recensement depuis 1968, soit six recensements au total. Sa passion pour la sociologie avait inspiré de nombreuses personnes à suivre ses traces, et il avait agi à titre de mentor auprès de nombreux jeunes étudiants et employés. Il fut consultant pour le Recensement de 1971 et joua le rôle de conseiller dans le cadre du plan de réorganisation du recensement. Plus tard, en tant que directeur de la Division des caractéristiques du recensement, il fut chargé du programme des produits et services du Recensement de 1971. Il fut gestionnaire du Recensement de 1981 avant de devenir directeur général de la Direction de la statistique démographique et du recensement. Il agit aussi comme chef de projet dans le cadre du Recensement de 1991. Il rédigea et corédigea quelque 30 articles et publications, et agit comme ambassadeur de Statistique Canada au pays et à l'étranger, y compris en Chine, dans le cadre de son Recensement de 1982. Après son décès, il reçut la Prime d'excellence durant la carrière de Statistique Canada, qu'Ivan Fellegi remit à son épouse qui l'accepta en son nom. Un fonds de bourse d'études Edward T. Pryor fut également créé à l'Université Carleton pour aider financièrement les étudiants en sociologie.

par l'Association de l'industrie touristique du Canada en reconnaissance des travaux du groupe. Ces derniers menèrent à la création en 1994 d'un nouveau compte satellite du tourisme, qui fournit un aperçu intégré des dépenses liées au tourisme afin de montrer la contribution globale du tourisme à la production, à l'emploi et aux exportations.

Registre des adresses et Registre des entreprises

Un certain nombre de bases de données opérationnelles furent créées à la fin des années 1980, y compris le Registre des adresses, qui vit le jour en 1987 et qui fut utilisé initialement comme outil de vérification de la couverture après listage dans le cadre du Recensement de 1991. Le personnel produisit des listes d'adresses résidentielles pour 23 000 secteurs

de dénombrement dans les régions urbaines du pays, et ce, grâce à diverses sources, comme des listes de numéros de téléphone et des factures d'électricité. Il appariait ensuite ces listes avec les données géographiques du recensement. L'idée de créer un Registre des adresses avait été revue à plusieurs reprises depuis le milieu des années 1960, soit lorsque le concept fut étudié pour la première fois pour le Recensement de 1971. Enfin, en 1987, dans le cadre du programme de recherche pour le Recensement de 1991,

STATISTIQUES SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES

Tout au long de l'histoire du recensement au Canada, les définitions, la terminologie et la méthodologie associées à la mesure de la population autochtone connurent un certain nombre de changements. Par exemple, en anglais, on commença à utiliser le terme « Indigenous » plutôt qu'« Aboriginal » pour désigner les premiers habitants de notre pays, ce terme étant considéré comme plus respectueux. À partir de 1971, des efforts importants furent déployés en vue d'améliorer la qualité des données sur la population autochtone du Canada. Jusqu'en 1996, les données du recensement sur les peuples autochtones étaient recueillies au moyen d'une question portant sur l'ascendance ou l'origine ethnique, tandis qu'en 1996, la question permit aux répondants de s'auto-identifier comme Autochtones, et plus particulièrement comme Indiens de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuits.

L'Enquête auprès des peuples autochtones, élaborée en 1988 et menée en 1991, était la première enquête post-censitaire auprès des peuples autochtones au Canada. C'était la première fois qu'on tentait de mener une telle enquête. Elle présentait un profil utile des modes de vie, des conditions de vie, de la santé, des antécédents professionnels, de la scolarité, de la mobilité et des langues. Statistique Canada demanda l'appui et la participation d'organisations autochtones nationales du Canada et sollicita leur point de vue sur les renseignements qui devraient être recueillis. Des représentants d'organisations régionales et nationales indiennes, métisses et inuites, ainsi que des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et de nombreux organismes de recherche et de services, participèrent activement à l'élaboration du contenu.

la possibilité de créer un registre des adresses résidentielles pour les régions urbaines fut démontrée. Avant l'avènement du Registre des adresses, chaque représentant du recensement devait compiler à la main une liste d'adresses pour son secteur de dénombrement et remettre un questionnaire à chaque logement. Toutefois, c'était une chose de remettre un questionnaire aux répondants et de leur demander de le renvoyer par la poste, mais c'en était une tout autre de cibler directement le questionnaire et de l'envoyer

par la poste au bon ménage. La couverture et la qualité du Registre des adresses s'améliorèrent au cours des années qui suivirent, jusqu'à ce que le registre soit de qualité suffisante pour servir de base à l'envoi par la poste des questionnaires du Recensement de 2006.

Le Registre des entreprises, une base de données centralisée contenant des descriptions détaillées de la plupart des entités commerciales exploitées au Canada, continua également d'être amélioré.

Ce n'est toutefois qu'à la fin des années 2000 qu'il atteignit son plein potentiel. Statistique Canada prit l'initiative de créer une tribune pour l'échange international d'expérience dans le domaine des registres des entreprises. La première réunion eut lieu à Ottawa, en 1986, et le groupe fut à l'origine connu sous le nom de « Table ronde sur les bases d'enquêtes-entreprises ». Il fut par la suite renommé « Groupe de Wiesbaden sur les registres d'entreprises » en 2007, alors qu'il se rencontrait à Wiesbaden, en Allemagne, afin de s'aligner sur la convention de désignation des autres city groups.



L'équipe principale ayant participé à l'établissement du nouveau Registre des adresses de Statistique Canada, 1991

Les enquêtes mensuelles sur le commerce de détail et de gros furent, en 1988, les premières à utiliser le nouveau Registre des entreprises. En fait, parmi les premiers changements découlant du Projet de remaniement des enquêtes-entreprises, on procéda au remaniement de l'Enquête sur le commerce de détail afin de produire de meilleures estimations de l'activité dans ce secteur. L'échantillon de l'enquête nouvellement remaniée provenait du nouveau Registre des entreprises. La prochaine enquête qui vint s'ajouter au Registre des entreprises fut l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. À la fin de 1989, la plupart des enquêtes annuelles étaient converties au registre.

Dans le cas de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, il fallut plus de trois ans, à partir de 1989, à la conversion au Registre des entreprises. Une équipe de chercheurs, de développeurs et de personnel de soutien collabora à ce projet, qui était si vaste et complexe qu'on l'appela le « projet Big Bang ».

Le travail consistait à coupler l'enquête avec le nouveau Registre des entreprises, à lisser les ruptures dans les données des séries chronologiques, à convertir les séries de données selon la classification type des industries de 1980, à produire des données désaisonnalisées et à créer de nouveaux produits d'information afin d'aider les utilisateurs à comprendre les données révisées. Le remaniement prit fin en 1994, et l'on utilisa les données administratives sur les petites entreprises qui étaient nouvellement disponibles

à partir du formulaire de retenues à la source de Revenu Canada sur le nombre d'employés et à la masse salariale mensuelle. Les autres variables furent obtenues à partir d'une petite enquête de chevauchement effectuée au moyen d'interviews téléphoniques assistées par ordinateur auprès de 2 500 entreprises. Avant le remaniement, 30 000 entreprises étaient visées par l'enquête.

L'utilisation des dossiers fiscaux réduisit également les coûts de fonctionnement d'environ

0,9 million de dollars par année. Au moment où l'enquête fut conçue, à la fin des années 1970, il était recommandé d'utiliser des données administratives; toutefois, il n'y avait pas d'élan pour donner suite à la recommandation. La relation relativement médiocre de Statistique Canada avec d'autres organismes à la fin des années 1970 contribua à ce manque d'élan pour un remaniement précoce.



Les employés du remaniement de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, 1994

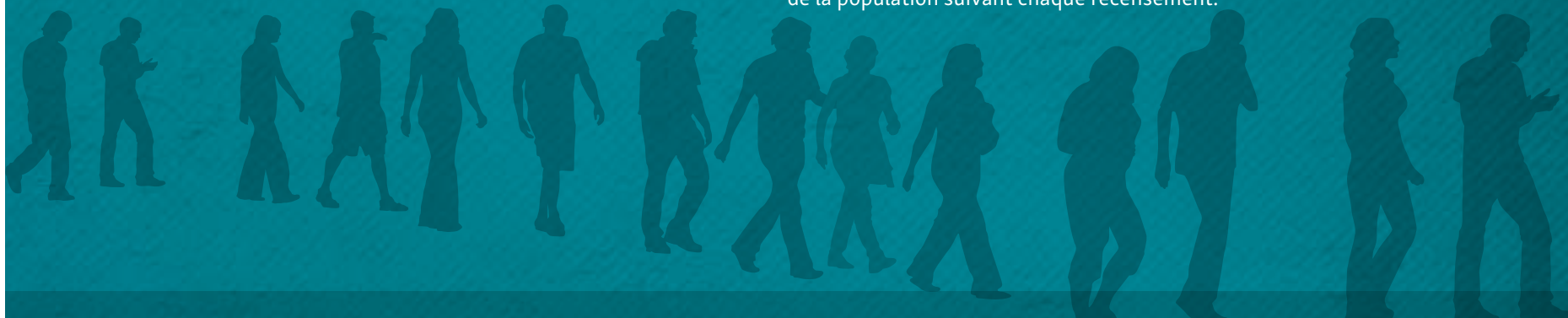
UN ÉNORME PAS EN AVANT SUR LE PLAN DÉMOGRAPHIQUE

Par le passé, la population entre les recensements était estimée en utilisant comme population de base les chiffres du recensement précédent ainsi que le nombre annuel de naissances, de décès et de migrations internationales et interprovinciales. Puis, chaque fois qu'un nouveau recensement était mené, les estimations de population entre le recensement précédent et le nouveau recensement étaient réétalonnées. La différence entre les estimations démographiques produites sur la base du recensement précédent et les nouveaux chiffres du recensement a souvent été source d'insatisfaction chez les démographes qui cherchaient à expliquer la disparité entre les deux sources de données.

À partir du Recensement de 1966, Statistique Canada publia des estimations du sous-dénombrement du recensement fondées sur un échantillon, ce qui permit de mesurer le nombre de personnes ayant été omises par le recensement. Au début, les résultats ne furent pas considérés comme suffisamment fiables pour être utilisés dans le but d'ajuster les estimations démographiques. À partir de 1971, le processus de production de ces estimations du sous-dénombrement devint suffisamment solide pour appuyer les rajustements des estimations provinciales de la population.

À partir du Recensement de 1991, on commença à mesurer le surdénombrement, certaines personnes pouvant être dénombrées plus d'une fois dans le cadre du recensement. La mesure du sous-dénombrement et du surdénombrement du recensement amena Statistique Canada à publier des estimations du sous-dénombrement net du recensement. Même si les chiffres du recensement ne sont jamais rajustés en fonction du sous-dénombrement net, les estimations démographiques produites sur une base trimestrielle le sont depuis ce temps.

Les estimations démographiques de Statistique Canada sont utilisées afin de gérer les paiements de transfert, un exercice très important puisque des milliards de dollars sont transférés aux provinces et aux territoires grâce à la péréquation et à d'autres programmes, ce qui leur permet d'offrir des programmes et des services raisonnablement comparables. Étant donné que les changements apportés aux estimations démographiques peuvent entraîner le transfert de plus grandes ou de moins grandes sommes d'argent aux gouvernements provinciaux et territoriaux, Statistique Canada rencontre régulièrement ces gouvernements afin d'expliquer les méthodes et les résultats du recensement, y compris les études de la couverture et les estimations de la population suivant chaque recensement.



Environnement

Le sujet de l'environnement prenait les devants de la scène, tant du point de vue des besoins en données que de la vie professionnelle au quotidien dans la fonction publique. Pendant les années 1960, l'ouvrage révolutionnaire de Rachel Carson intitulé *Silent Spring* et les problèmes comme celui des pluies acides donnèrent lieu à une nouvelle ère de sensibilisation à l'environnement. La *Loi sur le ministère de l'Environnement* établit Environnement Canada en 1971, en reconnaissance de la nécessité d'une meilleure gestion de l'environnement. Le Programme de la statistique de l'environnement de Statistique Canada fut créé au milieu des années 1970, et à l'époque, il était associé à un programme d'élaboration d'indicateurs sociaux. Une équipe de recherche multidisciplinaire composée de géographes, de biologistes et d'économistes collabora à l'élaboration des bases de données nécessaires en vue d'analyser l'interaction entre les personnes et l'environnement.

En 1989-1990, grâce au financement reçu dans le cadre de Lacunes statistiques I, Statistique Canada élaborait des statistiques afin d'évaluer l'environnement au Canada et d'en suivre l'état. En août 1989, un article de *SCAN* indiquait qu'une « nouvelle race de statisticiens de l'environnement » venait de voir le jour à la Section de l'environnement et des ressources naturelles de la Direction des études analytiques. Les données de Statistique Canada sur la population, l'agriculture et la fabrication furent réorganisées par bassin hydrographique et

bassin fluvial afin d'aider les utilisateurs à effectuer des études environnementales dans les régions locales. Des données sur la qualité de l'environnement et les ressources naturelles furent obtenues d'Environnement Canada, d'Agriculture Canada et d'Énergie, Mines et Ressources Canada, ainsi que de ministères de l'Environnement provinciaux et territoriaux, puis furent intégrées dans les bases de données socioéconomiques de Statistique Canada. Un cadre appelé « Statistique des stress et réactions écologiques » fut élaboré et servit de base au cadre statistique des Nations Unies aux fins de l'élaboration de statistiques environnementales. Parmi les publications importantes de Statistique Canada à l'époque figuraient le premier *Rapport sur l'état de l'environnement au Canada*, rédigé et publié conjointement avec Environnement Canada et diffusé pour la première fois en 1986 dans le cadre d'une conférence de presse en présence du ministre de l'Environnement de l'époque, Tom McMillan, et le compendium de statistiques appelé *L'activité humaine et l'environnement*, publié pour la première fois en 1978.

En 1992, Statistique Canada reçut du financement dans le cadre du Plan vert aux fins d'un programme de compte satellite de l'environnement. Le Plan vert était un plan d'action environnemental lancé par le gouvernement fédéral en 1990 comme stratégie nationale et plan d'action pour le développement durable. Il contribua en outre à fournir du financement à diverses initiatives au cours des cinq années suivantes. Le gouvernement fit

appel à Statistique Canada pour produire un ensemble d'indicateurs en vue de présenter l'état de l'environnement. En 1993, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie fut convoquée. Statistique Canada renomma sa Division des comptes des revenus et des dépenses « Division des comptes nationaux et de l'environnement » et commença l'élaboration d'un compte satellite des ressources naturelles. Un groupe de travail ponctuel fut constitué en 1993 afin de tenir lieu de city group en vue de s'attaquer au difficile enjeu conceptuel de mesure de l'environnement. Il s'agissait du Groupe de Londres composé d'experts de la comptabilité environnementale, qui tint sa première réunion à Londres, en Angleterre, en mars 1994. Le groupe continue de se réunir chaque année dans le but d'examiner les travaux en cours dans le domaine des comptes environnementaux, de les comparer et d'en discuter.

RECYCLAGE À STATISTIQUE CANADA

Un programme de recyclage était en place à Statistique Canada depuis 1976. Le programme utilisait alors des bacs en bois pour recueillir le papier. Ceux-ci avaient comme inconvénient qu'ils ne pouvaient pas contenir beaucoup de papier et qu'ils devaient être vidés dans des bacs situés dans le corridor, ce qui ne semblait pas se produire très souvent. Très rapidement, ces jolis bacs en bois devinrent des endroits de choix pour recueillir les annuaires téléphoniques et les disquettes d'ordinateur.

Au début des années 1990, des programmes de bacs bleus virent le jour partout au pays, et Statistique Canada commença aussi à avoir recours au recyclage du papier et à promouvoir un milieu de travail respectueux de l'environnement. En fait, l'utilisation de microfilms fut présentée comme un moyen de réduire la consommation de papier. Lorsque les employés soumettaient des travaux au Centre principal des ordinateurs afin de produire leurs données, ils pouvaient choisir de recevoir celles-ci sur microfiches plutôt que sur papier. Les sorties d'ordinateur étaient généralement disponibles en un jour ou deux.



Les membres du groupe de travail « vert », 1991

La protection de la vie privée au cœur des préoccupations	178	Le Programme de la statistique sociale	211
Modification de la <i>Loi sur la statistique</i>	179	Le lancement du Centre de la statistique de l'éducation	211
Des changements au chapitre de la protection de la vie privée dans		L'Enquête sur la santé arrive en force	212
le Programme du recensement	181	L'Initiative de lutte contre la violence familiale au Canada	212
La genèse de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée	182	Les autres initiatives de taille en matière de santé	214
Un péché mortel	183	Le nouveau Programme de la statistique autochtone	215
Assouplissement du programme en raison de la pénurie de main-d'œuvre	183	Deux nouvelles initiatives longitudinales	217
Les initiatives de la direction	184	Deux nouvelles enquêtes sur le milieu de travail	217
Statistique Canada navigue entre les écueils budgétaires	184	La participation du Canada à une enquête internationale sur les jeunes	218
Une solution collaborative en matière d'orientation stratégique	185	La délinquance chez les jeunes dans la mire de la communauté	
Allègement des pressions budgétaires grâce aux initiatives		internationale	218
de rationalisation stratégique	186	L'exode des cerveaux	218
Restructuration des bureaux régionaux	186	La mesure des crimes motivés par la haine	219
Un accent renouvelé sur la qualité	187	Le Programme du recensement	220
Modernisation de la fonction publique	190	La puissance de la cartographie	221
Un accent accru sur l'analyse	192	Un accès aux données historiques du recensement	222
Rayonnement et communication	193	Le Programme de la statistique des entreprises	223
La naissance des centres de données de recherche	194	La déferlante du Projet d'amélioration des statistiques	
CANSIM a le vent dans les voiles	195	économiques provinciales	223
Deux catastrophes naturelles et un Quotidien victorieux	196	L'introduction d'un nouveau système de classification	227
Évolution du programme d'éducation	197	La statistique des sciences et de la technologie	228
La normalisation des logiciels	197	L'Enquête sur la sécurité financière	228
Promotion du Programme du recensement : des méthodes		L'adoption de nouvelles méthodes pour mesurer le commerce	229
publicitaires uniques	198	L'amélioration des mesures du commerce	229
Accentuation des relations publiques	200	La concrétisation du Programme de la statistique de l'environnement	229
Les communications internes	200	La maladie de la vache folle	230
Le numérique en plein essor	201	Les organismes génétiquement modifiés	231
L'évolution des modes de collecte des données	201	Une assistance technique offerte à l'échelle internationale	232
Le bogue de l'an 2000	202	Sur la voie de l'amélioration continue	233
Les ressources humaines	204		
L'évolution de l'équité en matière d'emploi	204		
L'élargissement du recrutement et de la formation	207		
Objectif : mieux-être	209		
Les concours génériques uniformisent les règles du jeu	210		
De nouvelles initiatives de dotation	210		

CHAPITRE 5

Un héritage durable :
de 1995 à 2008

LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS

Comme ce fut le cas à l'avènement des ordinateurs quelques décennies plus tôt, la question de la protection de la vie privée refit surface, cette fois en raison de l'émergence d'Internet et de la prolifération de l'information accessible qui en découlait. En même temps, la croissance de la capacité informatique fournissait à l'organisme une occasion de coupler les données de sorte à accroître considérablement leur puissance et leur pertinence, et de réduire le fardeau des répondants et les coûts associés à la collecte de données.

Le concept et l'efficacité du couplage d'enregistrements étaient déjà reconnus en 1946. Cette année-là, le couplage d'enregistrements fit l'objet d'un rapport d'analyse publié par le Bureau fédéral de la statistique quant aux exigences législatives relatives aux allocations familiales et à la nécessité de disposer de données à l'appui de l'âge, de l'ordre de naissance ou du décès des personnes. Le rapport commençait ainsi : [traduction] « Le récit de la vie de chaque personne est consigné dans un livre. Ce récit commence par la naissance de la personne et se termine par son décès. Les grands événements de sa vie remplissent les pages. Le couplage d'enregistrements est l'assemblage de ces pages en un livre. » Le concept de la protection de la vie privée n'avait pas encore vu le jour en 1946, mais il est désormais admis que le couplage d'enregistrements, par sa nature, porte atteinte à la vie privée. Ainsi, à partir du milieu des années 1980, l'organisme établit des politiques et des

directives sur le couplage d'enregistrements pour s'assurer que cette méthode n'était employée que lorsque l'intérêt général prévalait clairement et justifiait l'intrusion nécessaire dans la vie privée.

Dans le contexte statistique, les mesures de protection de la vie privée assurent la protection des répondants contre les demandes de renseignements intrusives et leur octroient un certain contrôle sur leurs renseignements personnels. La notion de confidentialité désigne quant à elle le fait d'empêcher que des renseignements soient divulgués dans une forme identifiable à toute personne qui n'a pas l'autorisation de les recevoir. Statistique Canada est tenu par la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi sur la statistique* de protéger la confidentialité des renseignements. En 1998, en raison d'une demande de renseignements sur les clients présentée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de l'utilisation accrue du site Web de Statistique Canada par des clients du secteur privé et d'autres visiteurs, l'organisme élaborait la *Politique en matière de renseignements sur les clients* afin de définir clairement ses pratiques en ce qui a trait aux renseignements sur les clients.

Conformément aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, qui donnent aux particuliers le droit de connaître la raison et les fins pour lesquelles leurs renseignements personnels sont recueillis, l'organisme élaborait la *Politique d'information*

des répondants aux enquêtes en 1998. Statistique Canada s'assurait ainsi que les répondants étaient pleinement informés de l'utilisation prévue des renseignements qu'ils fournissaient, du pouvoir en vertu duquel une enquête donnée était menée, de la protection de la confidentialité de leurs réponses et de l'existence de toute entente de partage de données connexe.

Parmi les autres mesures prises par l'organisme pour éviter les atteintes non désirées à la vie privée, mentionnons l'instauration de la participation volontaire pour toutes ses enquêtes-ménages, à l'exception de l'Enquête sur la population active et du recensement, afin qu'une personne ait le choix de ne pas participer à une enquête si elle estime que sa vie privée s'en trouverait violée. L'organisme examine aussi attentivement les questions qu'il pose afin d'éviter toute atteinte réelle ou perçue à la vie privée ou, le cas échéant, de la traiter avec le plus grand soin.

En 2004, Statistique Canada retint les services de Lockheed Martin Canada, une entreprise de sécurité mondiale et d'aérospatiale, dans le cadre d'un processus d'appel d'offres ouvert pour un contrat de traitement des données d'essai du Recensement de 2006. En vertu des règles de l'Accord de libre-échange nord-américain, les entreprises canadiennes, américaines et mexicaines étaient autorisées à soumissionner à ce contrat. La population canadienne et les députés manifestèrent alors leurs préoccupations

LE CONCEPT DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE N'AVAIT PAS ENCORE VU LE JOUR EN 1946, MAIS IL EST DÉSORMAIS ADMIS QUE LE COUPLAGE D'ENREGISTREMENTS, PAR SA NATURE, PORTE ATTEINTE À LA VIE PRIVÉE

à l'égard du fait que la société mère américaine de Lockheed Martin Canada pourrait avoir accès à de l'information. Bien que l'entreprise n'eût pas accès aux résultats du recensement, par l'entremise du Centre des opérations des données ou de la base de données des réponses du recensement de l'organisme, Statistique

Canada réduisit néanmoins la portée de la participation de l'entreprise pour apaiser les préoccupations du public. Le contrat fut révisé afin que l'entreprise ne soit plus responsable du traitement des données, mais qu'elle fournisse tout de même le matériel, les logiciels et les services d'impression et de soutien prévus au contrat. Toutes les opérations de traitement furent effectuées exclusivement par des fonctionnaires de Statistique Canada dans les locaux de l'organisme.

Modification de la *Loi sur la statistique*

Les spécialistes de la recherche historique et généalogique utilisent depuis longtemps les données historiques du recensement pour raconter les histoires d'autrefois et analyser la transformation des sociétés au fil du temps. En règle générale, les dossiers des recensements passés sont déclassifiés et transférés aux archives publiques aux fins de recherche. Par exemple, les dossiers des recensements de 1891 et de 1901 furent respectivement diffusés en 1983 et en 1993, 92 ans après leur collecte.

Cependant, en 1998, les dossiers du Recensement de 1906 ne furent pas diffusés comme prévu, car il s'agissait d'un recensement particulier limité aux « provinces du Nord-Ouest », soit le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta. Alors qu'il courtisait l'Alberta et la Saskatchewan pour qu'elles joignent la Confédération, le premier ministre de l'époque, sir Wilfrid Laurier, déclara

que toutes les données du recensement recueillies demeureraient confidentielles. Le Recensement de 1906 permit de dresser un portrait de l'Ouest canadien à un moment clé de son développement : la Saskatchewan et l'Alberta avaient joint la Confédération l'année précédente, et la population de l'Ouest canadien était en pleine croissance. En fait, il y avait eu, selon le Recensement de 1906, une augmentation de 93 % de la population comparativement à cinq ans plus tôt. Conformément au règlement relevant de la loi statistique de l'époque (la *Loi du recensement et des statistiques* de 1905), un recenseur était tenu de garantir à une personne que ses renseignements ne seraient jamais diffusés et qu'elle seule pourrait y accéder. Fait intéressant, les instructions à l'intention des recenseurs laissaient entendre que ces dispositions en matière de confidentialité étaient destinées expressément aux recenseurs et qu'elles visaient à rassurer à la population au sujet des renseignements du recensement. Ces derniers ne seraient jamais communiqués, par exemple, aux percepteurs d'impôts. Rappelons que, en 1851, l'idée selon laquelle le recensement avait un lien direct ou indirect avec la fiscalité, voire avec la conscription, était répandue.

La *Loi sur le Bureau fédéral de la statistique*, rédigée en 1918 par Robert Hamilton Coats, consistait en grande partie en un regroupement de lois statistiques antérieures; ainsi, les dispositions précédentes en matière de confidentialité y étaient inscrites. Par conséquent, les recensements subséquents furent menés sous le régime d'une loi qui ne prévoyait

aucune disposition en matière de déclassification et de diffusion. En fait, dans son avis juridique, le ministère de la Justice conclut que ces recensements ultérieurs avaient été menés sous le régime des dispositions modifiées de la *Loi*, qui garantissaient que l'information ne serait jamais communiquée à une autre personne. Il était donc possible qu'aucun dossier d'un autre recensement ne soit un jour diffusé.

En 1996, les chercheurs firent pression sur divers ministres, dont le ministre responsable de Statistique Canada et la ministre du Patrimoine canadien, ainsi que sur le statisticien en chef et les députés locaux afin qu'ils autorisent la diffusion de documents historiques. Le doute planait quant à la diffusion de ces dossiers en partie parce que la version la plus récente

de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, soit celle de 1983, prévoyait une période d'attente de 92 ans à partir de la tenue d'un recensement pour la diffusion des dossiers. Toutefois, la *Loi* précisait également que, si d'autres lois prévoyaient des mesures de protection précises relatives à des dossiers personnels, les dispositions de ces autres lois prévalaient.

En 1999, pour lever le doute, le ministre responsable de Statistique Canada, John Manley, créa le Comité d'experts sur l'accès aux dossiers historiques du recensement. Le Comité devait donner des conseils impartiaux et éclairés au sujet des répercussions de la diffusion des dossiers du recensement sur les plans juridique et archivistique et sur la protection des

renseignements personnels. Présidé par Richard Van Loon, recteur de l'Université Carleton, le Comité était formé de Lorna Marsden, rectrice et vice-chancelière de l'Université York; Chad Gaffield, professeur à l'Université d'Ottawa; John D. McCamus, professeur à l'Osgoode Hall Law School; et Gérard La Forest, juge de la Cour suprême du Canada à la retraite. Le Comité conclut, dans son rapport de juin 2000, que l'intention n'avait jamais été d'assujettir les dossiers du recensement à une garantie de confidentialité perpétuelle et que le temps écoulé dissipait les préoccupations des répondants concernant la protection de leur vie privée. Selon lui, après une période suffisante, soit 92 ans, l'accès à ces dossiers par le public prévalait. Le Comité recommanda également que la population canadienne soit informée du fait que la garantie de confidentialité à l'égard de tous les futurs recensements était valide pour 92 ans seulement. Après avoir examiné le rapport du Comité, le ministère de la Justice réévalua son avis antérieur et estima que la diffusion des dossiers des recensements de 1906, de 1911 et de 1916 était effectivement possible, même sans modification à la *Loi sur la statistique*. Il recommanda tout de même de modifier celle-ci pour en améliorer la clarté et pour autoriser la diffusion future des données du Recensement de 1921 et des suivants. Les dossiers du Recensement de 1906 furent remis aux Archives nationales du Canada en 2003.

À l'époque, le commissaire à la protection de la vie privée s'opposait à la diffusion des dossiers du recensement et à leur transfert aux Archives

La question suivante s'adresse à toutes les personnes qui vivent habituellement ici, y compris celles qui sont âgées de moins de 15 ans. Si vous répondez pour d'autres personnes, veuillez consulter chacune de ces personnes.

La *Loi sur la statistique* garantit la confidentialité des renseignements que vous fournissez au recensement. Si vous répondez « OUI » à cette question, vos renseignements personnels deviendront accessibles au public 92 ans après le Recensement de 2006. Si vous répondez « NON » ou laissez cette question sans réponse, vos renseignements ne seront jamais rendus publics.

Cette personne est-elle d'accord pour que les renseignements qu'elle fournit au Recensement de 2006 deviennent accessibles au public en 2098 (92 ans après le recensement)?

- ☐ Oui
☐ Non

Question sur la divulgation des renseignements personnels dans 92 ans, Recensement de 2006

nationales du Canada. En outre, Statistique Canada craignait que la diffusion des dossiers des recensements passés ait une incidence négative sur le système statistique, d'autant plus que la tenue du Recensement de 2001 était imminente. L'organisme était d'avis que la participation au recensement pourrait être compromise. Cette inquiétude était corroborée par les résultats d'une recherche sur l'opinion publique entreprise en 2000, qui laissaient entendre que la population désapprouvait les modifications rétroactives aux dispositions sur la confidentialité de la *Loi* et qu'elle était donc moins susceptible de répondre au prochain recensement ou de donner des réponses exactes.

Au début des années 2000, un certain nombre de projets de loi furent présentés dans le but d'éliminer les ambiguïtés juridiques de la *Loi sur la statistique*. Après deux projets de loi qui se soldèrent par un échec, le projet de loi S-18 reçut la sanction royale en 2005. Celui-ci proposait de permettre la déclassification et le transfert aux archives des dossiers de recensement recueillis entre 1910 et 2005 après que 92 ans se furent écoulés. Le projet de loi proposait également d'imposer, à compter du Recensement de 2006, une exigence selon laquelle chaque personne devait donner son consentement pour que soient diffusés, 92 ans après la tenue du recensement, les renseignements la concernant. Cette dernière disposition fut jugée nécessaire pour atténuer le risque que la diffusion des dossiers des recensements passés soit perçue comme un non-respect de la garantie de confidentialité donnée par le gouvernement et ainsi éviter de compromettre la réponse au recensement.

Le projet de loi prévoyait également un examen de l'application de cette exigence pour évaluer la réaction de la population à cet égard et pour déterminer si d'autres changements s'imposaient. En 2017, l'obligation de demander le consentement fut éliminée dans le cadre d'une modernisation de la *Loi*.

Des changements au chapitre de la protection de la vie privée dans le Programme du recensement

En 1991, même si Statistique Canada garantissait la confidentialité des renseignements, les répondants exprimèrent des préoccupations quant au fait que les questionnaires de recensement étaient reçus et examinés par un représentant local du recensement qui pouvait très bien être un voisin. Pour dissiper les craintes, l'organisme, lors du Recensement de 1996, mena un essai dans l'Est de l'Ontario : les répondants avaient la possibilité d'envoyer leur questionnaire rempli par la poste à un bureau de district plutôt que de le remettre à un représentant local du recensement. Par la suite, tout suivi éventuel était fait par téléphone par des intervieweurs anonymes. Cette méthode fut toutefois jugée trop risquée sur le plan opérationnel pour être employée à l'échelle nationale en 2001. Elle finit néanmoins par être adoptée en 2006.

En fait, le Recensement de 2006 comportait un certain nombre de changements importants qui amélioraient la protection de la vie privée. Par exemple, une nouvelle option de réponse Internet fut mise en place, et 2,26 millions



Une montgolfière marque le début des activités de collecte de données pour le Recensement de 1991

de ménages s'en prévalurent. De plus, grâce à l'adoption de la technologie de reconnaissance automatique des caractères, Statistique Canada put traiter lui-même toutes les déclarations au centre de traitement des données, alors que, auparavant, l'Agence du revenu du Canada était chargée de la saisie manuelle de toutes les réponses du recensement. Une liste principale des logements pour l'ensemble du Canada fut également créée, et l'organisme envoya des questionnaires par la poste à 73 % d'entre eux.

En outre, les agents recenseurs locaux n'avaient généralement plus besoin d'effectuer des vérifications manuelles et un suivi auprès des répondants, car le suivi était dorénavant fait par interview téléphonique assistée par ordinateur à partir de trois centres d'appels. Ainsi, le nombre de personnes requises sur le terrain passa de 50 000 à seulement 27 000.

La genèse de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée

En 2002, une nouvelle politique pangouvernementale exigea de toutes les institutions fédérales qu'elles élaborent et tiennent à jour des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée visant à évaluer la conformité des programmes et des services aux exigences en matière de protection de la vie privée. Il s'agissait d'évaluer les risques en matière de protection de la vie privée, de confidentialité et de sécurité associés à la collecte, à l'utilisation ou à la divulgation de renseignements, puis d'élaborer des mesures d'atténuation pour éviter ou réduire ces risques. En conséquence, Statistique Canada forma le Groupe d'examen des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée et lui donna le mandat d'élaborer une politique propre à l'organisme afin de satisfaire aux exigences de la nouvelle politique. En 2005 furent achevées la politique ainsi qu'une évaluation générique portant sur la majorité des collectes de données d'enquête entreprises par l'organisme en vertu de la *Loi sur la statistique*.



*Nouvelle option de réponse
en ligne, Recensement de 2006*

Un péché mortel

En janvier 2006, dans son allocution annuelle à tout le personnel, Ivan Fellegi souligna l'importance de la confidentialité au sein de l'organisme en rappelant au personnel que Statistique Canada ne pouvait commettre qu'un seul péché mortel : celui de ne pas protéger les renseignements des répondants.

En raison de l'augmentation de l'utilisation des ordinateurs et de la capacité de traitement,

conjuguée à la croissance du nombre de demandes d'accès aux microdonnées présentées afin de conduire des recherches plus poussées, il devint beaucoup plus difficile qu'auparavant d'assurer la confidentialité des renseignements. L'organisme, qui souhaitait diffuser le plus de données possible, devait tout de même continuer de protéger la confidentialité des particuliers et des entreprises.

À l'automne 2005, Statistique Canada mit sur pied un groupe de travail composé de cadres

intermédiaires dont le mandat était de proposer des mesures pour sensibiliser durablement les fonctionnaires à leurs responsabilités à l'égard de la confidentialité des renseignements. Le groupe de travail recommanda d'adopter à l'échelle de l'organisme un programme de sensibilisation à la confidentialité, lequel consistait en une première formation par ordinateur obligatoire à effectuer au cours des trois premiers mois d'emploi. Une formation semblable, associée au renouvellement des cartes d'identité des

ASSOUPPLISSEMENT DU PROGRAMME EN RAISON DE LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE

Bien que Statistique Canada eût besoin de moins de personnel sur le terrain que prévu pour le Recensement de 2006, l'embauche et le maintien en poste du personnel posèrent un défi. En effet, l'organisme n'arriva à embaucher qu'environ 17 000 personnes en raison de la saturation du marché du travail dans les centres urbains, particulièrement dans de nombreuses régions de l'Alberta. Celle-ci se trouvait alors au cœur de la période de croissance économique la plus forte jamais enregistrée par une province. En fait, en seulement trois ans (de 2002 à 2005), son produit intérieur brut en dollars courants connut une croissance de 43 %. La province affichait les salaires les plus élevés au Canada, ce qui entraîna des pénuries croissantes de main-d'œuvre et de logements. Selon les données du Recensement de 2006, la population de l'Alberta enregistra une croissance de 10,6 % par rapport à 2001, un taux correspondant à près du double du taux national. Par conséquent, l'organisme prolongea la période de collecte et envoya des membres du personnel, dont des employés permanents de la Région du Centre, dans diverses régions pour pallier les pénuries. Il réduisit et cibra également les opérations de suivi afin de gérer les répercussions financières.



Des employées devant un kiosque pour le recrutement du Recensement de 2006, Montréal, 2005

ON RAPPELAIT À TOUTES LES PERSONNES QUI QUITTAIENT L'ORGANISME QU'ELLES ÉTAIENT TENUES DE RESPECTER LE SERMENT TOUTE LEUR VIE



*Campagne de sensibilisation auprès
des employées sur la confidentialité, 2007*

fonctionnaires tous les trois ans, était offerte au personnel permanent. Le rôle de coordonnateur de la sensibilisation à la confidentialité, qui consistait à superviser toutes les activités liées à la sensibilisation à la confidentialité, fut confié au directeur de la Division des services d'accès et de contrôle des données. Une page fut créée dans le Réseau de communications internes afin d'offrir un accès centralisé à l'information sur la confidentialité, notamment aux pratiques

exemplaires et aux responsabilités à cet égard. En outre, de nouvelles procédures au sujet de l'administration du serment de discrétion furent adoptées, et les directeurs devaient désormais faire prêter le serment aux fonctionnaires dès leur première journée de travail. De plus, on rappelait à toutes les personnes qui quittaient l'organisme qu'elles étaient tenues de respecter le serment toute leur vie.

LES INITIATIVES DE LA DIRECTION

Statistique Canada navigue entre les écueils budgétaires

Un des défis constants de tout organisme statistique centralisé est d'allier les nombreux signes de la demande des utilisateurs au cadre budgétaire du gouvernement. Il s'agit d'une tâche particulièrement difficile en période de réduction budgétaire. En effet, de 1985 à 1995, Statistique Canada vit son personnel diminuer de 10 % en raison d'une réduction des effectifs, laquelle s'ajoutait à la réduction de 20 % survenue à la fin des années 1970. Pour passer au travers de cette période houleuse, l'organisme s'appuya sur des méthodes de planification rigoureuses qu'il n'avait cessé de perfectionner depuis la mise en œuvre du processus de planification intégrée au début des années 1980. Au milieu des années 1990, le processus comprenait la préparation de rapports annuels sur chaque programme, l'examen et la mise à jour des priorités et des orientations stratégiques à long terme (cinq

ans), la planification opérationnelle, l'examen de propositions précises et la prise de décisions à leur sujet. Le processus fut également combiné à une présentation annuelle au Conseil du Trésor portant sur les besoins en ressources pour les trois années à venir, appelée le plan opérationnel pluriannuel.

À la fin des années 1980, le processus de planification intégrée fut désormais appelé le processus de planification à long terme. Une fois les rapports annuels sur les programmes présentés au printemps, chaque secteur procédait à un examen officiel des priorités et des orientations stratégiques au cours de l'été. Par la suite, une conférence sur la planification stratégique se tenait à l'automne, au cours de laquelle des plans à long terme étaient présentés. Par exemple, des propositions de nouvelles initiatives et des possibilités de gains d'efficacité étaient proposées. Les programmes les moins prioritaires étaient cernés aux fins de réduction ou d'annulation possibles. La planification des

ressources humaines et des activités était tenue afin que les décisions soient prises en fonction de tous les besoins en ressources et de tous les risques. Les propositions étaient ensuite examinées, et le Comité de la planification intégrée prenait les décisions définitives quant aux priorités stratégiques au cours de la nouvelle année. En 2011, le processus de planification à long terme céda sa place au Processus intégré de planification stratégique, lequel prolongeait l'horizon de planification à 10 ans et continuait d'orienter et de rationaliser à la fois les priorités en matière de planification stratégique et l'affectation des ressources de l'organisme.

Une solution collaborative en matière d'orientation stratégique

En 1995, la greffière du Conseil privé, Jocelyne Bourgon, mit sur pied neuf groupes de travail dirigés par des sous-ministres pour examiner diverses questions cernées dans le cadre des examens des programmes. Ivan Fellegi présidait le Groupe de travail sur le renforcement des services d'élaboration des politiques du gouvernement fédéral, chargé d'examiner la capacité d'élaboration de politiques du Canada et de recommander des améliorations. Le groupe produisit un rapport publié en décembre 1996, communément appelé rapport Fellegi. L'un des thèmes du rapport était « le besoin de se pencher davantage sur les questions stratégiques et à plus long terme, y compris les grands enjeux fonctionnels communs à plusieurs ministères et l'amélioration des tribunes interministérielles

où sont traitées ces questions ». En fait, tous les groupes de travail soulignèrent la nécessité d'une intégration horizontale. Ces travaux menèrent à la création, en 1996, du Secrétariat de la recherche sur les politiques (rebaptisé par la suite le Projet de recherche sur les politiques) au Bureau du Conseil privé afin de favoriser la collaboration dans l'ensemble de la fonction publique et de cerner les principaux enjeux liés au programme de politiques du gouvernement. Au départ, il s'agissait d'un comité interministériel formé des sous-ministres adjoints de plus de 30 ministères et organismes.

En 1998, le rôle du Projet de recherche sur les politiques passa de facilitateur à chef de file dans les projets de recherche horizontaux. Le Projet de recherche sur les politiques contribua à la collaboration horizontale en matière de recherche, notamment en faisant preuve de leadership au sein d'un nouveau comité interministériel appelé le Groupe de données pour la recherche sur les politiques. Le groupe était composé de membres d'environ 25 ministères et organismes centraux chargés de l'établissement de politiques et il se concentrait sur la détermination des lacunes statistiques et des domaines de collaboration possibles dans les secteurs stratégiques horizontaux prioritaires. Le groupe gérait un fonds spécial de capital de risque d'environ 20 millions de dollars par année qui était destiné aux projets statistiques expérimentaux ayant une durée de vie établie. Ces projets seraient financés pendant quatre ans à la condition que, s'ils s'avéraient une réussite, un ministère chargé de l'établissement

de politiques les financerait à plus long terme, sans quoi ils seraient abandonnés. Le groupe dressa donc une liste des projets de données prioritaires en vue de l'élaboration des données par Statistique Canada dans le cadre de ce que l'organisme a appelé l'initiative Lacunes statistiques II. Le groupe offrait une tribune importante pour la collaboration et le partage de fonds pour des projets d'intérêt commun et facilitait l'établissement des priorités.

Une partie du financement de l'initiative Lacunes statistiques II pour l'exercice 1998-1999 servit au financement continu du Programme de la statistique de l'environnement (dont le financement provenait jusqu'alors du Plan vert) et d'autres travaux de développement. Chaque projet financé par l'initiative Lacunes statistiques II relevait d'un ministère responsable, avec lequel l'organisme signait un protocole d'entente. Parmi les principaux projets financés par l'initiative, mentionnons la nouvelle Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada, l'Enquête sur la sécurité financière, l'investissement dans la statistique de l'environnement et de l'éducation, la collecte de renseignements sur les crimes motivés par la haine et sur la diversité au sein du système de justice canadien, l'Enquête sur le milieu de travail et les employés, l'indice des coûts de main-d'œuvre, le rapprochement et l'amélioration des données sur le commerce international de marchandises, l'investissement dans la statistique des sciences et de la technologie, et la collecte de renseignements sur la portée et l'utilisation des communications et du commerce sur Internet.

Allègement des pressions budgétaires grâce aux initiatives de rationalisation stratégique

En septembre 2002, afin d'alléger les pressions budgétaires croissantes, Statistique Canada lança six initiatives de rationalisation stratégique dans le but de réaliser des gains d'efficacité au chapitre des opérations à l'échelle de l'organisation. Ces pressions découlaient entre autres de l'augmentation des coûts liés aux déplacements sur le terrain et aux avantages sociaux des fonctionnaires; pourtant, le budget de l'organisme n'avait pas été accru

pour compenser cette augmentation. De plus, l'organisme avait connu une croissance de 20 % au cours des cinq années précédentes. Dans le cadre de ces initiatives, un regard critique fut posé sur les processus qui ajoutaient relativement peu de valeur aux produits et sur les activités qui pouvaient être réalisées à un niveau moins détaillé ou moins complexe. Furent également étudiées les possibilités d'utiliser des données d'entrée moins coûteuses, par exemple en augmentant l'utilisation des données administratives au lieu des données d'enquête. L'objectif était de retourner au rythme plus normal qui existait avant l'expansion rapide des cinq années précédentes.

Les principales initiatives furent la tenue d'un examen des enquêtes sur les entreprises afin de trouver des gains d'efficacité à réaliser au chapitre des opérations et des processus, l'augmentation de l'utilisation des données fiscales afin de réduire le fardeau des répondants et les coûts, l'amélioration et l'augmentation de l'utilisation de l'interview téléphonique assistée par ordinateur pour simplifier la collecte des données des enquêtes-ménages, un examen du cycle de remplacement des postes de travail, et une restructuration des bureaux régionaux. Au printemps 2003, l'organisme commença à regrouper les frais généraux de gestion et d'administration de ses bureaux régionaux

RESTRUCTURATION DES BUREAUX RÉGIONAUX

Les nouvelles initiatives menées au début des années 2000 entraînèrent une augmentation des besoins en matière de collecte. Une nouvelle enquête sur la santé se révéla particulièrement ardue, d'une part parce qu'il s'agissait d'une entreprise colossale, et d'autre part parce qu'elle était menée parallèlement à d'autres enquêtes importantes comme l'Enquête sur la population active, la nouvelle Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada et l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes. Un remaniement essentiel des activités de collecte et une restructuration majeure furent donc effectués pour libérer le personnel d'interview sur le terrain. La plus grande partie des opérations de collecte sur le terrain associées à l'Enquête sur la population active fut transférée aux centres d'interview téléphonique assistée par ordinateur des bureaux régionaux. De plus, la responsabilité à l'égard des enquêtes-entreprises

annuelles et trimestrielles, qui incombait auparavant aux bureaux régionaux, fut confiée à la Division des opérations et de l'intégration au bureau central. En outre, les enquêtes-entreprises mensuelles furent regroupées dans les bureaux régionaux de Montréal, de Toronto et d'Edmonton. Un nouveau centre d'interview téléphonique assistée par ordinateur fut ouvert à Sherbrooke, au Québec, et le bureau régional de Sturgeon Falls fut agrandi. Des plans visant à accroître la capacité furent également préparés, mais ils ne furent pas requis. En fait, pendant l'exercice 2007-2008, Statistique Canada ferma les centres d'appels de Montréal et de Vancouver, en grande partie en raison de la diminution de la charge de travail associée aux enquêtes depuis l'exercice 2001-2002, mais aussi dans le cadre des efforts de regroupement et de restructuration visant à réduire les frais généraux de collecte.

de sorte à répartir les directeurs régionaux et une partie de leur personnel administratif en trois régions, à savoir l'Est, le Centre et l'Ouest. Les neuf bureaux demeurèrent ouverts, et les opérations de première ligne restèrent essentiellement les mêmes. Certaines activités furent toutefois réorganisées pour équilibrer la charge de travail et le personnel entre les trois régions.

En 2004, l'organisme entra dans une période de resserrement financier accru en raison des compressions budgétaires et des nouvelles conventions collectives. Le gouvernement demanda aux ministères de présenter des propositions pour éliminer leurs programmes les moins prioritaires afin de réduire leurs budgets de fonctionnement de 5 %, un délestage qui serait échelonné sur trois ans. En prévision des décisions budgétaires, Statistique Canada poursuivit ses initiatives de rationalisation stratégique qui, dans ce nouvel environnement, devaient maintenant aller au-delà des gains d'efficacité. L'organisme réduisit également ses efforts de recrutement au minimum et examina des programmes statistiques qu'il lui serait possible d'éliminer s'il le fallait. En raison de son taux de roulement annuel d'environ 4 %, l'organisme était déterminé à atteindre sa cible de réduction des niveaux de dotation sans devoir recourir à des mises à pied. Il prévoyait de réaliser ses réductions grâce au roulement du personnel, à la réaffectation et à la formation, d'autant plus que la charge de travail importante associée au Recensement de 2006 allait bientôt offrir d'autres possibilités d'absorption du personnel.

Dans le cadre d'un nouveau mandat consistant à mener des examens cycliques de la gestion des dépenses de tous les ministères, organismes et programmes, le Conseil du Trésor entreprit un important examen de l'organisme de juin 2003 à novembre 2004. L'organisme se vit attribuer des notes excellentes pour ses pratiques globales de gestion, notamment au chapitre de la planification, des ressources humaines et des finances. Dans son examen, le Conseil du Trésor souligna également l'accent que mettait l'organisme sur la pertinence, ainsi que sa marge de manœuvre limitée en matière de réaffectation budgétaire ou de nouvelles demandes d'information en raison de ses obligations législatives, réglementaires et contractuelles. Il encouragea l'organisme à poursuivre ses efforts en vue d'établir des voies de communication avec d'autres ministères et organismes et il formula les deux recommandations suivantes : l'élaboration par le Conseil du Trésor d'un processus de financement plus cohérent et plus opportun pour le Recensement de la population et une participation plus précoce du Cabinet à l'égard de la portée et du budget global du recensement.

L'examen des dépenses du gouvernement finit par exempter l'organisme des compressions budgétaires, et l'embauche reprit en 2006. Toutefois, un nouvel examen budgétaire, l'Examen stratégique des programmes de 2007, effectué par un groupe d'experts l'année suivante provoqua d'autres remous. Les programmes visés par des exigences prévues par la loi et ceux qui comportaient des ententes avec les provinces furent exemptés de la portée de l'examen. Le comité classa les programmes de l'organisme

en fonction de leur degré d'utilité établi pour l'intérêt public. Certains de ces programmes avaient été créés à la suite de l'initiative Lacunes statistiques II, et d'autres étaient propres à certains ministères chargés de l'établissement de politiques. En 2007, le financement de l'initiative Lacunes statistiques II fut renouvelé pour quatre ans, sous réserve du résultat de l'examen.

Le groupe d'experts recommanda, dans sa conclusion de l'Examen stratégique des programmes, une réduction budgétaire de 21,5 millions de dollars. Par conséquent, cinq enquêtes furent abandonnées, le cycle de deux ans de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes fut réduit à un cycle de trois ans, le rapport annuel sur les indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement fut abandonné, et le fonds d'investissement du Groupe de données pour la recherche sur les politiques fut réduit de 80 %, ce qui laissait 2,4 millions de dollars par année pour les nouveaux projets. La plupart des projets financés par le fonds à l'époque furent abandonnés au cours des trois années suivantes selon leur calendrier. Quelques-uns des projets, jugés essentiels au système statistique national, continuèrent d'être financés.

Un accent renouvelé sur la qualité

En 1997, le Bureau du vérificateur général effectua une vérification de la gestion de la qualité des données qui raviva l'accent mis par l'organisme sur la qualité. En prévision de la vérification, Statistique Canada résuma ses pratiques de gestion de la qualité dans son

Cadre d'assurance de la qualité, lequel décrivait la qualité des données selon six dimensions, soit l'exactitude, la pertinence, l'actualité, l'accessibilité, l'intelligibilité et la cohérence. L'organisme utilisait ce cadre pour évaluer quatre de ses programmes en vue de la vérification, après laquelle le Bureau du vérificateur général recommanda que le cadre soit appliqué à l'ensemble du programme statistique. En janvier 2003, une équipe d'experts du Fonds monétaire international se présenta à Statistique Canada pour évaluer la conformité du Canada à la Norme spéciale de diffusion des données. Cette nouvelle norme, établie par le Fonds monétaire international en 1996 dans le sillage de la récente crise financière, était un guide pour les pays qui diffusaient des données économiques et financières au public. Elle couvrait plusieurs dimensions de la qualité et prescrivait des règles comportementales fondamentales pour les organismes statistiques. Dans son évaluation, l'équipe d'experts conclut que le Cadre d'assurance de la qualité de l'organisme était bien détaillé et qu'il s'agissait d'un exemple efficace de pratique d'assurance de la qualité.

Le Bureau du vérificateur général recommanda également l'adoption d'un mécanisme d'établissement de rapports à l'échelle de l'organisme. Compte tenu de cette recommandation, l'organisme mit en place un mécanisme officiel et intégré de production de rapports sur les programmes, par l'entremise duquel les secteurs de programme rendaient compte de la pertinence, de la qualité, des coûts, de la gestion des ressources humaines et

de l'orientation stratégique de leur programme respectif. Ce mécanisme comprenait un examen quadriennal approfondi et un rapport bisannuel plus court sur le rendement, l'orientation et toute proposition de changement entre deux examens. De plus, le Bureau du vérificateur général avait constaté, entre autres choses, que l'information que l'organisme fournissait au public sur la qualité de ses statistiques était incohérente. Statistique Canada proposa donc de créer un secrétariat de la qualité qui aurait le mandat de surveiller, au nom du Comité des méthodes et des normes, l'information fournie aux clients au sujet de la qualité des produits statistiques. Le Secrétariat de la qualité fut ainsi créé en 2000 pour élaborer et appuyer certaines des principales politiques et pratiques de gestion de la qualité de l'organisme, pour élaborer et gérer des examens de gestion de la qualité et pour fournir aux programmes des conseils sur la gestion de la qualité.

À la fin des années 1990, compte tenu de l'utilisation accrue des bases de données électroniques, l'organisme commença à investir des ressources dans l'élaboration de métadonnées pour les utilisateurs de données, dont des détails sur les concepts sous-jacents, la méthodologie de collecte et les limites des données. Le processus reposait sur deux priorités fondamentales : premièrement, la nouvelle base de données devait être détaillée, et, deuxièmement, elle devait être axée sur les besoins d'information réels des clients plutôt que sur ceux qui étaient présumés par l'organisme. La Base de métadonnées intégrée (communément

appelée BMDI) fut donc mise en œuvre en novembre 2000. Elle était initialement assortie de documents décrivant les sources de données et les méthodes utilisées. Elle fut par la suite élargie pour inclure les définitions des concepts et des variables utilisées dans les programmes statistiques.

En 2005 et en 2006, trois erreurs graves furent découvertes après la diffusion des données, la plus grave ayant trait à l'Indice des prix à la consommation (IPC). Conformément à une pratique de longue date, Statistique Canada ne révisé jamais l'IPC, ce qui rend celui-ci très utile aux personnes qui associent ou indexent divers contrats à ses fluctuations au fil du temps. Autrement dit, l'organisme ne peut laisser passer aucune erreur. Puisque l'IPC est utilisé pour rajuster les tranches d'imposition du revenu chaque année en fonction de l'inflation, de même que les paiements de pension, les contrats de travail, les augmentations de loyer et les gros contrats financiers comme les émissions d'obligations et de débentures des administrations publiques et du secteur privé, les conséquences possibles d'une erreur peuvent avoir une portée et une incidence colossales.

Cinq ans plus tôt, une erreur de programmation avait été commise lorsqu'une nouvelle méthodologie avait été adoptée pour l'indice des prix des services d'hébergement des voyageurs. Selon les estimations, cette erreur entraîna une sous-estimation de la variation moyenne annuelle de l'IPC de 0,1 % par année de 2001 à 2005. L'erreur fut corrigée pour les années à venir,

mais l'IPC ne fut pas révisé de façon rétroactive. Par conséquent, quand l'erreur fut découverte, la croissance mesurée de l'IPC était de 0,5 % inférieure à ce qu'elle aurait dû être au cours de cette période.

Lorsque l'organisme découvrit l'erreur en 2005, il ne fit pas immédiatement preuve de transparence. Il admit plutôt, dans une note de bas de page de deux phrases dans une publication mensuelle de

juillet 2005, qu'il y avait eu un écart, mais il ne fit pas explicitement mention d'une erreur, ce qui fut interprété comme une tentative de minimiser l'importance de la situation. L'affaire causa beaucoup d'embarras à l'organisme lorsqu'elle fut étalée au grand jour un mois plus tard. D'aucuns disaient même qu'il s'agissait de l'erreur la plus importante de l'histoire de Statistique Canada. L'erreur et la façon dont l'organisme géra la situation firent l'objet d'une vaste couverture

dans les médias et au Parlement. Les députés et les ministères reçurent d'innombrables lettres de protestation à ce sujet.

Statistique Canada, jusqu'alors fier de ses pratiques d'assurance de la qualité des données, surtout après avoir mis en place le Cadre d'assurance de la qualité et le Secrétariat de la qualité, fut très ébranlé par la situation. Un groupe de travail sur l'assurance de la qualité,



Les employés détenant fièrement leurs certificats soulignant 20 ans de service à la Direction générale des opérations régionales

dirigé par un comité de directeurs généraux, fut mis sur pied pour effectuer un examen exhaustif afin de cerner les faiblesses au chapitre de l'assurance de la qualité, de même que les facteurs sous-jacents, et de déterminer les pratiques exemplaires qui devaient être suivies pour tous les programmes de l'organisme. L'examen, amorcé en septembre 2006, couvrait neuf des programmes les plus importants, soit l'Enquête sur la population active, l'Enquête mensuelle sur le commerce de détail, l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, l'IPC, le commerce international, le Produit intérieur brut par industrie, les Comptes nationaux des revenus et dépenses, la productivité du travail, et la balance des paiements. Par la suite, un dixième programme, celui de la diffusion et des communications, vint s'ajouter à la liste, car l'examen portait sur l'exactitude de l'exécution des programmes, en particulier aux étapes ultérieures. Comme il fallait procéder à l'examen dans un délai de quatre mois, 10 équipes distinctes furent formées.

En février 2007, les progrès suivants avaient été accomplis : les secteurs dans lesquels des investissements supplémentaires permettraient de renforcer les pratiques d'assurance de la qualité avaient été cernés, et des pratiques exemplaires avaient été établies et communiquées aux autres programmes. Les résultats et les mesures prises furent diffusés dans *Le Quotidien* le 4 juin 2007. L'une des recommandations de l'examen consistait en l'élaboration d'un plan d'intervention prévoyant les procédures normalisées à suivre en cas d'incident relatif

à la qualité des données. Par conséquent, depuis l'exercice 2006-2007, le Secrétariat de la qualité surveille les modifications apportées au *Quotidien* en ce qui concerne les corrections après diffusion et les corrections avant diffusion (apportées dans les 24 heures précédant la diffusion). L'organisme mena également un exercice de formation à grande échelle sur l'assurance de la qualité, lequel était obligatoire pour tout le personnel à l'échelon des chefs de sous-section et aux échelons supérieurs qui participait à la production des données.

L'organisme tira des leçons précieuses de l'affaire. Outre le fait de faire preuve de vigilance lorsqu'il apportait des changements à ses programmes ou à ses pratiques d'assurance de la qualité, Statistique Canada se rappela la nécessité de communiquer de façon transparente, de reconnaître ouvertement ses erreurs et d'expliquer la situation le cas échéant. Cette affaire façonna définitivement la culture de l'organisme.

En 2006, une nouvelle orientation pangouvernementale sur le renforcement de la surveillance et de la responsabilisation donna lieu à une révision de la *Politique sur la vérification interne du gouvernement*. Par conséquent, l'organisme investit des fonds pour harmoniser sa fonction de vérification interne avec les exigences de cette nouvelle politique. En effet, en vue de l'entrée en vigueur de la nouvelle politique en avril 2009, Statistique Canada devait d'une part former un comité de vérification composé de membres expérimentés et compétents provenant

en grande partie de l'extérieur de la fonction publique et d'autre part produire des états financiers vérifiables. Ainsi, en 2009, Statistique Canada créa le Comité ministériel de vérification, composé de trois membres indépendants de l'extérieur de la fonction publique ainsi que d'un dirigeant principal de la vérification relevant directement du statisticien en chef. Le nouveau comité avait le mandat de fournir au statisticien en chef des recommandations et des conseils indépendants et objectifs ainsi qu'une assurance à l'égard de la pertinence des cadres de contrôle et de reddition de comptes de l'organisme.

Modernisation de la fonction publique

En 2001, à la suite de la publication d'un certain nombre de rapports influents, dont un rapport du vérificateur général publié en 2000 qui critiquait le manque de souplesse de la gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique, le gouvernement annonça dans le discours du Trône son engagement à l'égard du changement. En outre, le Groupe de travail sur la modernisation de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fut créé. Un nouveau modèle fut élaboré, et, en novembre 2003, la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* fut adoptée. La *Loi*, présentée comme le plus important changement à la gestion des ressources humaines dans la fonction publique en plus de 35 ans, entra en vigueur au cours des deux années suivantes. L'adoption de cette loi mena à la création et à la révision

EN 2005, LE NOUVEAU COMITÉ DIRECTEUR DE LA GESTION DU RENDEMENT, ÉTAIT CHARGÉ D'ÉVALUER LES PRATIQUES DE GESTION DU RENDEMENT

d'importants textes législatifs. Mentionnons, entre autres, la création de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* afin de régir la dotation, l'emploi et les activités politiques; la création de la *Loi concernant les relations de travail au sein de la fonction publique* afin d'aborder les relations de travail, la négociation des conventions collectives et le règlement des différends connexes; la modification de la *Loi sur la gestion des finances publiques* afin d'aborder les pouvoirs et la responsabilité; et la modification de la *Loi sur le Centre canadien de gestion*, plus tard renommée la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*, pour aborder l'apprentissage et le perfectionnement. Cette vaste réforme de

la gestion des ressources humaines dans la fonction publique modifia la façon dont le gouvernement embauchait, gérât et soutenait les fonctionnaires. Le gouvernement modernisa ainsi son système de dotation, favorisa de meilleures relations patronales-syndicales et mit en œuvre une approche plus intégrée de l'apprentissage en créant la nouvelle École de la fonction publique du Canada.

À Statistique Canada, le Comité directeur supérieur de la dotation assumait la responsabilité de la réalisation des changements nécessaires au sein de l'organisme, tandis que des groupes de travail de la direction, des syndicats et des ressources humaines furent formés pour élaborer des stratégies, des politiques et des procédures. L'un des changements découlant de la nouvelle *Loi concernant les relations de travail au sein de la fonction publique* à Statistique Canada fut l'abandon des griefs internes officiels en faveur d'une autre méthode de règlement des différends avant que ceux-ci ne deviennent des plaintes officielles. Pour ce faire, l'organisme et les syndicats locaux élaborèrent en collaboration une politique et des procédures pour mettre en place un nouveau système de gestion informelle des conflits afin d'aider les fonctionnaires à faire face aux situations difficiles et à les résoudre.

La nouvelle *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, quant à elle, reposait davantage sur des valeurs que sur des règles. Ainsi, les candidats à un concours n'étaient plus classés; les employeurs n'avaient donc plus à nommer les candidats dans l'ordre dans lequel ils avaient été classés.

Un bassin de candidats qualifiés était plutôt établi, à partir duquel n'importe qui pouvait être sélectionné.

Un nouveau programme de gestion du rendement fut également lancé en raison d'un sentiment qui perdurait depuis longtemps chez les cadres supérieurs, à savoir que l'organisme pourrait faire mieux pour établir des objectifs explicites pour les fonctionnaires et pour évaluer leur rendement de façon honnête et équitable. Comme il est mentionné au chapitre 2, le processus de l'organisme dans les années 1970 était plutôt exigeant en main-d'œuvre et donc coûteux, les superviseurs étant tenus de remplir des formulaires détaillés chaque année. Bon nombre estimaient que ce processus était inefficace. Cet exercice fut par la suite remplacé par un exercice moins administratif qui favorisa des discussions plus franches et directes entre les employés et les superviseurs. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, cette méthode s'essouffla peu à peu, et beaucoup estimèrent qu'il était temps de la renouveler. C'est ainsi que fut créé, en 2005, le nouveau Comité directeur de la gestion du rendement, qui était chargé d'évaluer les pratiques de gestion du rendement. Le nouveau programme permit d'accroître le soutien aux gestionnaires pour le traitement des cas de mauvais rendement et d'améliorer le processus d'établissement des objectifs, d'évaluation et de rétroaction pour les employés. Un nouveau cours pour les superviseurs intitulé « Amélioration du rendement des employés » fut élaboré, et la capacité des ressources humaines fut accrue afin d'aider les superviseurs à gérer les cas de gestion du rendement. Un site de gestion du rendement fut également lancé sur le réseau interne.



Ivan P. Fellegi donne une entrevue à SCAN, 1997

Un accent accru sur l'analyse

L'accent mis par l'organisme sur l'analyse allait de pair avec celui que mettait le gouvernement sur l'élaboration de politiques fondées sur des données quantitatives. Il y a plus de 20 ans, Ivan Fellegi soulignait, dans le numéro spécial de 1997 de *Scan*, que, « du point de vue du Bureau, le virage le plus important a été la reconnaissance accrue de l'importance de la "prise de décisions fondées sur les résultats", une expression de plus en plus populaire dans ce domaine. Cela signifie que les décisions devraient être prises à la lumière de renseignements pertinents et exacts plutôt qu'en fonction d'intuitions ou de théories dépassées [...] » Les propos du statisticien en chef font s'évanouir les derniers doutes quant au fait que rien ne change ou que le passé est garant de l'avenir. La tension permanente qui existe entre le besoin de publier rapidement une analyse sur un sujet pertinent en matière de politique et le besoin de veiller à l'objectivité des analyses est un combat de tous les instants pour un organisme statistique. Parfois, même le choix du sujet de l'analyse peut être considéré comme une décision subjective, et cela s'applique aussi à la recherche effectuée dans les centres de données de recherche de l'organisme par des non-fonctionnaires. Pour pouvoir utiliser les données conservées dans les centres de données, il faut se concentrer sur un domaine d'étude qui pourrait vraisemblablement être abordé par Statistique Canada.

L'établissement de CDR fut l'une des méthodes mises en place par Statistique Canada pour encourager les chercheurs en sciences sociales à utiliser les données canadiennes. Un autre moyen fut la mise en place d'un nouveau programme de bourses, dans le cadre duquel, chaque année, environ huit bourses étaient accordées à de jeunes chercheurs et chercheuses, ce qui leur donnait l'occasion de travailler à des projets de doctorat ou de postdoctorat au sein de l'organisme. Ces programmes remportèrent un franc succès; les chercheurs firent de plus en plus équipe avec Statistique Canada, même à l'extérieur du programme. Au fil des ans, d'autres initiatives furent entreprises pour promouvoir la recherche et l'analyse. Par exemple, en 1999, l'organisme commença à offrir aux étudiants et aux étudiantes au doctorat une allocation de recherche pour leur permettre d'accéder aux données des enquêtes longitudinales afin de promouvoir dans le milieu de la recherche non seulement l'organisme dans son ensemble, mais aussi la valeur de ces nouvelles enquêtes sociales.

L'an 2000 marqua la naissance d'une idée. Il s'agissait de l'Institut de recherche économique, qui avait pour but d'inciter les chercheurs à utiliser des microdonnées sur les entreprises dans le cadre de leurs travaux, à l'instar des centres de données de recherche pour les fichiers sociaux. Les questions de confidentialité qui s'appliquent aux données sur les entreprises diffèrent grandement de celles associées aux données sur les ménages en ce sens qu'il est pratiquement impossible de dissimuler une très grande entreprise dans un ensemble de données.

En revanche, les ménages ont tendance à être plus semblables, plus nombreux et plus faciles à dissimuler dans un ensemble de données par la suppression des noms, des adresses ou d'autres identificateurs. Le risque d'utilisation à mauvais escient des microdonnées sur les entreprises à des fins commerciales est également beaucoup plus grand que dans le cas des données sur les ménages. L'idée ne se concrétisa donc qu'en 2012, avec la création du Centre canadien d'élaboration de données et de recherche économique.

Par ailleurs, l'accès à distance aux données se révéla également extrêmement utile pour accroître le volume et l'étendue des analyses effectuées par des chercheurs externes. Il s'agissait d'une initiative novatrice dans le cadre de laquelle les chercheurs recevaient un fichier fictif qui était structuré de la même façon que les données d'enquête, mais qui contenait des données fictives et donc non confidentielles. Les chercheurs utilisaient les données fictives pour formuler leurs plans d'analyse et leurs

programmes informatiques, puis soumettaient les programmes à Statistique Canada, qui les exécutait, vérifiait la confidentialité des données sortantes et envoyait les résultats par courriel aux chercheurs. Grâce à cette capacité d'analyse plus poussée, le rôle traditionnel de l'organisme en matière de surveillance des questions sociales, économiques et environnementales se renforça à mesure que l'organisme cherchait à comprendre les divers facteurs à l'origine des données et à faciliter la recherche utile à l'échelle du pays.

RAYONNEMENT ET COMMUNICATION

Lorsque Statistique Canada établit sa présence sur Internet en 1995, son principal défi consistait à transférer l'information statistique du support papier précédemment utilisé au nouvel environnement électronique et à promouvoir le site Web. À peine dix ans plus tard, le site Web de l'organisme constituait son principal canal de diffusion et de communication avec le reste du monde.

Au départ, l'organisme offrait deux « produits » en ligne.

Le premier produit était le module des biens collectifs accessible gratuitement sur le site Web, qui contenait la section *Nouvelles du Quotidien*, les tableaux intitulés *Dimensions canadiennes* et d'autres services. Les tableaux intitulés *Dimensions canadiennes* consistaient en un éventail d'environ 160 tableaux statistiques gratuits d'intérêt général pour le public canadien. Le module avait été construit en fonction de

l'infrastructure existante de l'*Annuaire du Canada*, dont les tableaux étaient organisés en quatre thèmes, soit l'économie, l'État, le territoire et la société. Le module des biens collectifs contenait également une passerelle commerciale qui permettait aux utilisateurs de déterminer la série du Système canadien d'information socioéconomique (CANSIM) qui les intéressait et de visualiser les coûts associés. Lorsque les utilisateurs effectuaient une transaction, le paiement était fait en ligne par l'entremise de la Banque Toronto-Dominion. Statistique Canada remania son site Web en 2001 et élargit les tableaux intitulés *Le Canada en statistiques*, qui étaient mis à jour automatiquement à partir de CANSIM. L'organisme rendit également le contenu de la Base de métadonnées intégrée (ou BMDI) et les profils des collectivités accessibles, et il implanta un nouveau moteur de recherche.

Le second produit était un service de diffusion supérieur, appelé *StatCan en direct*,

accessible moyennant des frais d'inscription et d'abonnement. Il s'agissait essentiellement d'une interface destinée aux grands utilisateurs qui souhaitaient éviter les longs temps d'attente associés à l'Internet de l'époque. Ce second module, qui fonctionnait par commutation directe au moyen d'un modem, donnait accès aux publications du *Quotidien*, aux tableaux CANSIM et aux bases de données sur le commerce international et l'horticulture. *StatCan en direct* était beaucoup plus convivial que le module gratuit et il offrait un accès garanti et une ligne d'assistance gratuite. Ce service fut finalement supplanté par le site Web de Statistique Canada, les visites sur le site augmentant à pas de géant chaque année.

En novembre 1996, dans le cadre d'un projet intitulé « Partenaires pour l'accessibilité », qui fut proposé à la Direction de la gestion de la diversité de la Commission de la fonction publique, un service de synthèse de la parole fut

LA NAISSANCE DES CENTRES DE DONNÉES DE RECHERCHE

Compte tenu de l'offre croissante de riches ensembles de données provenant des nouvelles enquêtes longitudinales, l'organisme prit rapidement conscience qu'il n'avait pas les ressources nécessaires pour exploiter pleinement ces données et qu'il avait de la difficulté à rendre ce nouveau type d'information accessible à la population. La diffusion de tableaux sommaires ne lui permettait pas à la fois de rendre justice à la richesse des données disponibles et de protéger la confidentialité des données. En outre, l'accès aux microdonnées était limité aux fonctionnaires de Statistique Canada et aux chercheurs qui travaillaient dans les locaux de l'organisme. Le volume d'analyse qui pouvait être effectuée dans l'ensemble du milieu de la recherche était donc fondamentalement limité. L'information n'était utile que si elle pouvait être utilisée, et la grande richesse des données longitudinales était en soi ce qui en limitait l'utilisation.

Pour se pencher sur la question, Ivan Fellegi et Marc Renaud, président du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), créèrent le Groupe de travail mixte sur l'avancement de la recherche utilisant les statistiques sociales, présidé par Paul Bernard, professeur de sociologie à l'Université de Montréal et membre du Conseil national de la statistique. Le groupe de travail cerna trois principaux obstacles à l'exploitation analytique des données, à savoir la difficulté d'accéder aux microdonnées détaillées recueillies par Statistique Canada, l'absence de ponts

efficaces entre les chercheurs et les personnes qui participent à l'élaboration des politiques publiques, et le nombre insuffisant de chercheurs formés en analyse quantitative. En 1998, le groupe de travail publia un rapport dans lequel il proposait, entre autres choses, d'établir des centres de données de recherche (CDR) dans différentes régions du pays, où les chercheurs pourraient avoir accès aux microdonnées tout en respectant les exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique*. La même année, des discussions furent menées sur l'établissement d'un ensemble initial de CDR dans des universités qui fonctionnaient selon les mêmes dispositions en matière de sécurité que Statistique Canada; un employé à temps plein de Statistique Canada serait présent dans un tel CDR.

Neuf centres furent ainsi créés, dont le premier ouvrit ses portes à l'Université McMaster, à Hamilton, à l'automne 2000. Certaines universités finançaient cette nouvelle infrastructure par l'entremise de la Fondation canadienne pour l'innovation. En 2002, les centres étaient entièrement fonctionnels, et, deux ans plus tard, environ 500 chercheurs travaillaient à plus de 300 projets dans les CDR. Sept autres centres ouvrirent leurs portes de 2004 à 2006, et un projet d'aménagement d'antennes de CDR vit le jour à l'Université de Sherbrooke et à l'Université Laval. Les antennes étaient essentiellement exploitées comme des prolongements de CDR existants.

Au départ, le Réseau canadien des centres de données de recherche fut financé pendant trois ans (de 2001 à 2004) par le CRSH. En 2006, le Réseau reçut une subvention de fonctionnement pluriannuelle d'environ 1,4 million de dollars par année pendant cinq ans du CRSH et des Instituts de recherche en santé du Canada. Il reçut également une subvention de la Fondation canadienne pour l'innovation pour qu'il relie tous les CDR. Ainsi, le nombre de fichiers conservés dans les CDR augmenta (par exemple, les fichiers des recensements passés et récents furent placés dans les centres), et la faisabilité de l'ajout de données administratives fédérales et provinciales aux données des CDR fut évaluée.

Le Réseau connut un immense succès et permit aux chercheurs canadiens d'accéder à une riche source de données sociales puissantes. De nouvelles idées d'élargissement possible de l'utilisation de ces données virent le jour, notamment la possibilité d'utiliser ces données pour établir des comparaisons internationales. Quant au domaine spécialisé, les chercheurs proposèrent d'autres domaines d'étude potentiels à mesure qu'ils se familiarisaient avec les données. Par exemple, ils signalèrent de nouveaux domaines dont l'étude serait extrêmement utile et qui nécessiteraient des changements aux enquêtes longitudinales conçues à l'origine pour répondre aux besoins stratégiques. Par conséquent, des questions furent formulées au sujet de la possibilité de créer un mécanisme de



Ivan P. Fellegi parle de l'importance des Centres de données de recherche, Montréal, 2001

gouvernance tripartite auquel participeraient à la fois les ministères chargés de l'établissement des politiques et les chercheurs universitaires. De 2000 à 2010, le Réseau fut dirigé par un conseil universitaire qui incluait un représentant de chaque centre. Le directeur général du Réseau et le gestionnaire de programme de Statistique Canada étaient membres d'office du conseil, tandis que les partenaires financiers étaient des observateurs. Toutefois, aucun mécanisme de gouvernance mettant à contribution les ministères chargés de l'établissement des politiques ne fut mis en place avant 2017.

offert pour les publications du *Quotidien*. Ainsi, les personnes qui étaient incapables de lire les imprimés, qui avaient une déficience visuelle, qui ne pouvaient pas tourner les pages ou qui avaient une autre déficience pouvaient écouter la publication en composant un numéro sans frais. Les publications du *Quotidien* étaient également offertes en braille et en gros caractères.

À la fin des années 1990, alors que l'organisme gérait la transition de l'impression papier à la technologie électronique, il commença également à restreindre la publication sur papier aux ouvrages de référence fréquemment utilisés ou aux publications de prestige qui plaisaient au grand public. D'autres publications furent remaniées ou consolidées; par exemple, 13 publications distinctes sur les données sur le revenu furent remplacées par une nouvelle publication intitulée *Le revenu au Canada*. En 2006, les versions électroniques des publications de l'organisme devinrent accessibles gratuitement. S'ensuivit immédiatement une augmentation du nombre de visiteurs sur le site Web, en particulier pour les publications *Tendances sociales canadiennes*, *L'Observateur économique canadien* et *L'emploi et le revenu en perspective*, lesquelles virent leur nombre de visionnements et de téléchargements décupler. L'abandon du système par abonnement donna lieu, entre autres, à l'accroissement de l'anonymat des clients, ce qui fit que l'organisme ne pouvait plus utiliser ses listes de clients pour aviser ces derniers des mises à jour ou des révisions des ensembles de données. Par conséquent, Statistique Canada implanta sur son site Web un système d'inscription pour

les clients qui souhaitaient recevoir les avis. L'organisme mit également en place un nouveau système de gestion des relations avec la clientèle en 2007, après trois ans de développement, afin de centraliser l'information sur les interactions avec les clients et de soutenir le programme de communication.

CANSIM a le vent dans les voiles

Au cours de l'exercice 1995-1996, l'organisme élaborait et mit à l'essai un nouveau modèle de données pour CANSIM afin de rendre la base de données plus conviviale et d'y inclure des tableaux multidimensionnels, des étiquettes harmonisées, de la documentation, de nouvelles sources de données et une plateforme modernisée. Puis, en octobre 1996, un concours fut organisé auprès du personnel afin de nommer la nouvelle version de CANSIM. Cinq mois plus tard, le nouveau nom fut dévoilé : CANSIM II! Il fut alors décidé de conserver ce nom facilement reconnaissable.

En 1997, six secteurs d'enquête participèrent à un essai pilote visant à redéfinir leur structure de données afin qu'elle corresponde au nouveau format de CANSIM II. Le projet pilote permit de constater que le remaniement était avantageux, mais que l'harmonisation et la normalisation des données nécessitaient un investissement important. Certaines nouvelles données furent rendues accessibles directement à partir de la nouvelle version, tandis que d'autres furent transférées à la nouvelle base de données

progressivement. En avril 2000, CANSIM II était fonctionnel sur le réseau interne et il fut offert sur les réseaux externes un an plus tard. Il contenait environ trois millions de séries chronologiques, comparativement à un million dans la version originale. À peine deux ans plus tard, ce chiffre passa à 13 millions, principalement en raison de nouvelles données sur la population active et sur la santé. L'une des nouvelles fonctions de CANSIM II était la capacité de générer des tableaux et d'autres

parties de publications dans différents formats directement à partir de sa base de données. Il offrait également un affichage multidimensionnel, par opposition à son prédécesseur, qui affichait une seule dimension à la fois. CANSIM II était également couplé à la BDMI et il était plus facile à consulter. La génération automatisée des tableaux était appelée « édition dynamique » et elle cédera plus tard la place à l'« édition électronique intelligente », laquelle permettra la création,

l'assemblage et la composition d'une publication complète à partir de la base de données. Le système réduisit grandement l'effort de développement requis pour créer des produits papier et électroniques distincts. En 2002, une nouvelle stratégie de tarification fut mise en place pour CANSIM II et elle offrait trois options, à savoir des frais fixes par vecteur consulté, des paiements anticipés avec un rabais selon le volume et un service d'abonnement pour un accès illimité moyennant des frais annuels.

DEUX CATASTROPHES NATURELLES ET UN *QUOTIDIEN* VICTORIEUX

Beaucoup de personnes de la Région du Centre se souviendront de la tempête de verglas qui ravagea l'est de l'Ontario et l'ouest du Québec le jeudi 8 janvier 1998. Nombre de pannes de courant survinrent en raison des nombreux pylônes électriques qui s'effondraient sous le poids écrasant de la glace. Plusieurs régions déclarèrent l'état d'urgence, dont la région de la capitale nationale et Montréal, l'une des régions les plus durement touchées au Canada. Heureusement, les immeubles du pré Tunney avaient toujours de l'électricité. Ainsi, malgré une fermeture des bureaux le vendredi et le lundi, les fonctionnaires se présentèrent au travail pour veiller à la publication du *Quotidien*, qui comprenait les données de l'Enquête sur la population active le vendredi, et pour terminer les préparations en vue de la diffusion des données du recensement sur les Autochtones qui aurait lieu le jeudi suivant. Quant aux opérations, de nombreux intervieweurs furent eux-mêmes touchés par la tempête, et bon nombre de répondants avaient manifestement des préoccupations plus pressantes que de répondre aux enquêtes. Par conséquent, la collecte fut retardée, voire annulée dans certaines régions, tandis qu'une partie du travail fut réaffectée à d'autres bureaux au pays. Fidèle à ses habitudes, l'organisme publia rapidement un

portrait statistique de l'événement qui décrivait en détail son incidence sur l'emploi, les ventes au détail et les exploitations agricoles.

Cinq ans plus tard, en août 2003, le réseau électrique de l'Ontario et du nord-est des États Unis connut une panne qui toucha environ 50 millions de personnes. Les opérations durent être interrompues aux centrales nucléaires connectées à des réseaux électriques en panne, alors que d'autres centrales durent être réparées; il fallut jusqu'à deux semaines pour remettre les réacteurs à niveau. La panne électrique fut suivie d'une semaine d'économie d'énergie stricte. Les bureaux de Statistique Canada situés en Ontario fermèrent leurs portes pendant six jours ouvrables. Cependant, grâce aux efforts coordonnés du personnel d'un bout à l'autre du pays, l'organisme parvint à maintenir la sécurité et la sûreté de l'immeuble, à protéger les réseaux, à poursuivre les activités de collecte de données essentielles et à publier *Le Quotidien* tous les jours de la semaine. Une enquête supplémentaire fut rapidement ajoutée à l'Enquête sur la population active de septembre pour permettre l'analyse de l'incidence des heures de travail perdues en Ontario et à Gatineau, au Québec, en raison de la panne.

Évolution du programme d'éducation

Bien que le programme d'éducation de Statistique Canada eût démarré au milieu des années 1980 avec la création d'E-STAT, le passage aux services et à la diffusion en ligne donna lieu à l'établissement du Programme de soutien à l'éducation en 1996. Ce programme offrait des ressources d'apprentissage fondées sur les programmes d'études des établissements d'enseignement dans le but de favoriser l'amélioration des connaissances en statistique des élèves par le truchement d'un portail personnalisé leur donnant accès gratuitement à de l'information, à des outils d'apprentissage et à un support en ligne. Une équipe de fonctionnaires de l'organisme donnait des conseils et de la formation à des enseignants de tout le pays et établissait des partenariats avec les facultés d'éducation, les éditeurs de manuels scolaires et d'autres organismes appuyant le milieu de l'éducation. En 2000, la section des ressources d'apprentissage du site Web fut remaniée afin d'instaurer des pages d'inscription distinctes pour les élèves, les enseignants et les établissements postsecondaires, et E-STAT devint accessible gratuitement en ligne. Ainsi, en 2003, les enseignants et les élèves consultaient les ressources d'apprentissage en ligne au rythme d'environ 4 000 visites par jour, et plus de 9 800 écoles étaient inscrites à E-STAT. D'autres activités de sensibilisation furent élaborées dans le cadre du programme, notamment le projet international du Recensement à l'école, le Programme d'aide

en classe, les programmes de stages pour étudiants et étudiantes, les programmes des experts-conférenciers et le bulletin électronique sur les produits et services éducatifs offerts. Le Programme visait également à inclure les statistiques canadiennes les plus récentes et les plus fiables dans le matériel pédagogique du Canada, notamment dans les manuels et les plans de leçons.

Le projet du Recensement à l'école était un projet international d'enseignement en classe amorcé au Royaume-Uni en 2000 qui visait à accroître les connaissances en statistique des élèves. Certaines des questions du recensement étaient communes à tous les pays, tandis que d'autres furent élaborées au Canada par un conseil consultatif interprovincial des enseignants. Les élèves participaient à la collecte et à l'analyse de leurs propres données, qui étaient ensuite intégrées à des bases de données nationale et mondiale que des enseignants et des élèves de partout dans le monde pouvaient utiliser pour la recherche et l'analyse.

Le Programme d'aide en classe voit le jour en 1999 à titre de projet pilote. Il s'agissait d'une activité de sensibilisation communautaire qui avait pour but d'enseigner des connaissances en statistique aux élèves. Des fonctionnaires de Statistique Canada faisaient profiter les élèves de leur expertise en mathématiques et en technologie ou d'autres compétences ou connaissances en travaillant jusqu'à deux heures par semaine dans les écoles locales. Au départ, 22 personnes du Secteur de la statistique du

LA NORMALISATION DES LOGICIELS

À la fin des années 1990, le personnel s'empressa d'utiliser les nouveaux logiciels de traitement de texte et logiciels tableurs dès leur arrivée sur le marché (ce qui donna lieu à une situation qui fut désignée comme un « désalignement des logiciels », mais qu'il serait plus juste d'appeler la « diversité des logiciels »). Cette situation, qui engendra des problèmes puisque les personnes qui ne possédaient pas ces logiciels ne pouvaient pas ouvrir les fichiers, entraîna des coûts et prit du temps à gérer. Par conséquent, en 1998, l'organisme prit la décision de coordonner et de gérer tous les logiciels de façon centralisée, une initiative facilitée par la nouvelle capacité de déploiement à distance des logiciels et des mises à jour sur tous les ordinateurs de bureau. En 2002, il déploya un projet de conversion à un ordinateur de bureau normalisé qui comprenait le système d'exploitation et les logiciels pour les courriels, le calendrier, la visualisation des pièces jointes, la détection de virus, le traitement de texte et le tableur, appelé « Projet 2000 ». De plus, compte tenu du volume croissant de documents électroniques créés, l'organisme travailla à la mise au point d'un logiciel qui lui permettrait d'envoyer des documents électroniques au Centre de gestion des documents et il mit en place un nouveau système de gestion des documents pour les courriels.



Des étudiantes travaillent avec des données de Statistique Canada, Programme de soutien à l'éducation, 2001

commerce et des entreprises participaient au projet pilote. Durant l'exercice 2001-2002, ce sont 125 personnes de tous les secteurs de l'organisme qui y participaient. En 2004, l'organisme mit en place le Programme de liaison universitaire, qui s'adressait aux étudiants et étudiantes de niveau postsecondaire. Le Programme de soutien à l'éducation demeura en place pendant 15 ans, puis cessa en 2012.

Promotion du Programme du recensement : des méthodes publicitaires uniques

Pour annoncer le Recensement de 1996, le Programme de communications du recensement usa de nouvelles méthodes

publicitaires, notamment l'inscription de messages publicitaires sur les sièges d'autobus, sur un panneau d'affichage électronique près de la Tour CN et sur les sacs et les contenants de lait, de margarine et de sucre, ainsi que la distribution d'encarts dans les pochettes des sièges des transporteurs aériens régionaux. Le bureau régional du Québec créa deux vidéos de 32 secondes qui mettaient en vedette un comédien bien connu et qui furent projetées sur des télévisions en circuit fermé dans les cégeps et les clubs d'athlétisme. Parmi les autres innovations en matière de communications, mentionnons l'œuvre intitulée *Let our circle enlarge* [que notre cercle s'élargisse] de l'artiste cri George Hester, œuvre présentée sur une affiche du Recensement de 1996, et un message d'intérêt public diffusé en Arctique de l'Est et de l'Ouest mettant en vedette l'auteure compositeure inuite Susan Aglukark. Par ailleurs, Barb Wood, une artiste de Vancouver, réalisa, pour les recensements de 1986, de 1991 et de 1996, des œuvres d'art qui furent présentées en Colombie-Britannique et au Yukon. Parmi les artistes de talent qui participèrent aux activités de promotion du recensement figurait l'acteur canadien Leslie Nielsen, qui fit la promotion du Recensement de 1981 dans des messages d'intérêt public. Son mandat fut renouvelé pour le Recensement de 1996, pour lequel les messages furent diffusés sur 70 écrans de cinéma en Alberta et en Colombie-Britannique, ainsi que chaque demi-heure par la société Blockbuster Video dans ses 225 magasins au Canada, de même que par Rogers Video dans

ses 142 magasins. Jean Béliveau, Nettie Wiebe et Allan Blakeney participèrent également aux annonces d'intérêt public dans les Prairies.

Compte tenu des préoccupations de la communauté afro-néo-écossaise, qui estimait que les chiffres du recensement ne reflétaient pas fidèlement sa population, il fut recommandé de poursuivre, pour le Recensement de 1996, un programme de sensibilisation communautaire lancé pour le Recensement de 1991. La poursuite et l'élargissement du programme de sensibilisation pour le Recensement de 1996 furent assurés par un employé en affectation spéciale du ministère du Développement des ressources humaines. En outre, une grande attention fut accordée à la population acadienne afin de l'encourager à participer au recensement.

Le Recensement de l'agriculture de 2001 fut également annoncé de façon assez unique : dans la région de l'Ouest, 100 wagons furent recouverts du logo du recensement. Une société américaine de modélisme ferroviaire fabriqua plus tard des modèles réduits du wagon destinés à la vente, et, lorsque l'équipe du Recensement de l'agriculture rencontra son pendant américain à Washington quelques années plus tard, quelques-uns de ces modèles réduits furent présentés à l'équipe canadienne. Un chef du recensement dit éloquentement qu'il s'agissait d'une situation où l'art imitait la vie, qui imitait l'art. Selon les rumeurs, il est possible de voir certains des wagons originaux sur les chemins de fer encore aujourd'hui.

*Un employé montre l'une des trois semi-remorques de Canada
Safeway qui arborent le logo du Recensement de 1996 en Alberta*



Accentuation des relations publiques

En 1999, Statistique Canada prépara concurremment un plan de commercialisation et de diffusion détaillé ainsi qu'un processus de planification à long terme. Les activités de commercialisation et de diffusion étaient axées sur les priorités ministérielles, notamment sur la migration du format papier au format électronique, sur l'utilisation d'Internet pour élargir la gamme de produits et de services et sur l'amélioration du service à la clientèle grâce à une coordination accrue des ventes avec les bureaux régionaux.

En 2005 et de nouveau en 2007, Statistique Canada embaucha la société Environics Research Group Limited pour qu'elle évalue le degré de reconnaissance de l'image de marque et du rôle de l'organisme, les perceptions au sujet de la valeur de l'organisme et la mesure dans laquelle la population était prête à participer à ses enquêtes. Le sondage de 2007 permit de constater une grande sensibilisation du public à l'égard de l'organisme et de son rôle, la plupart des adultes (80 %) ayant une impression positive de l'organisme et le sentiment qu'il contribuait à la qualité de vie de la population. En outre, selon le sondage, plus de la moitié des répondants

préféraient participer aux enquêtes par Internet, soit deux fois plus de personnes que deux ans plus tôt.

L'organisme continua d'entretenir ses relations de collaboration avec les principaux ministères fédéraux et provinciaux. En fait, chaque fois qu'un communiqué statistique contenait des renseignements importants et non courants, Ivan Fellegi envoyait une lettre personnelle contenant les points saillants analytiques aux sous-ministres fédéraux et provinciaux des ministères concernés.

LES COMMUNICATIONS INTERNES

Bien qu'un réseau de communication interne fût opérationnel depuis 1994, il fonctionnait au moyen d'un programme d'interface utilisateur appelé « FolioVIEWS » auquel les fonctionnaires accédaient à partir d'une icône sur leur bureau. L'intranet, qui vit le jour en 1996, offrit aux régions un meilleur accès au réseau interne, ainsi qu'à son nouveau pendant externe accessible sur un réseau externe auquel il était possible d'accéder à partir de l'extérieur. Pendant un certain temps, les fonctionnaires pouvaient utiliser l'interface de leur choix. Cela dit, la version accessible au moyen du logiciel FolioVIEWS fut abandonnée en 1997. Des sites intranet pour les divisions furent également créés, dont 17 à l'automne 1996.

Le mois d'avril 1997 marqua la publication du premier numéro d'@StatCan, un nouveau produit de communication électronique hebdomadaire pour le personnel. Tous les articles de la publication trimestrielle papier *Scan* étaient également publiés dans @StatCan, souvent dans des formats plus longs avec plus de photographies.



De plus, de nombreux articles étaient publiés uniquement dans @StatCan en raison des limites d'espace ou de temps associées à la publication papier. Le dernier numéro de *Scan* parut en septembre 2000, et sa progéniture électronique reprit le flambeau des communications internes.

LE NUMÉRIQUE EN PLEIN ESSOR

En 1999, dans le discours du Trône, fut prononcée la déclaration suivante : « D'ici 2004, nous voulons être connus dans le monde entier comme le gouvernement le mieux branché avec ses citoyens. Les Canadiens et les Canadiennes auront accès à toute l'information et à tous les services gouvernementaux en direct, à l'endroit et au moment qui leur conviennent. » Cet engagement donna lieu à la création de l'initiative Gouvernement en direct, qui visait à rendre les services gouvernementaux les plus couramment utilisés accessibles en ligne, partout, à tout moment et dans les deux langues officielles. L'initiative s'étendit de 1999 à 2006, et l'ensemble des ministères et organismes fédéraux durent rendre tous leurs renseignements et leurs services disponibles en ligne avant la fin de 2004. Même si la majeure partie de l'information produite par l'organisme était accessible en ligne, l'initiative lui donna un élan supplémentaire pour continuer d'évoluer vers le numérique.

Dans le rapport final de l'initiative Gouvernement en direct de 2006, il était mentionné qu'Internet était devenu la principale voie de diffusion de Statistique Canada et que le site Web de l'organisme était l'un des plus visités de tout le gouvernement. Le rapport citant le *Cyberlivre du Canada*, produit par Statistique Canada, est un exemple illustrant que l'information constituait un atout pour la prise de décisions. Le *Cyberlivre du Canada* était une version en ligne de l'*Annuaire du Canada* qui intégrait des bandes sonores, des images, des

tableaux, des graphiques et du texte analytique et descriptif pour présenter un aperçu du pays. L'organisme l'avait mis en œuvre à titre de complément aux tableaux de la publication *Le Canada en statistiques*, après avoir mené une étude de marché pour mesurer l'intérêt du public pour une version électronique de l'*Annuaire du Canada*. Le *Cyberlivre du Canada* était gratuit et mis à jour de façon dynamique à mesure que de nouveaux renseignements étaient disponibles. L'organisme invita les fonctionnaires à prêter leur voix au cyberlivre pour le rendre accessible aux personnes ayant une déficience visuelle et il invita également les photographes amateurs à y contribuer en envoyant des photographies. La première version du cyberlivre, publiée en 2003, comportait les quatre mêmes sections que l'*Annuaire du Canada*, de même que les tableaux intitulés *Dimensions canadiennes : le territoire, la société, l'économie et l'État*.

Le *Cyberlivre du Canada* fut mis à jour périodiquement jusqu'à son élimination en 2005. Cette année-là, la version papier de l'*Annuaire du Canada* fut remaniée en vue de la publication en 2006. Elle serait dorénavant publiée sous forme d'almanach; il s'agissait donc d'un retour aux sources. Également, les annuaires précédents commencèrent à être numérisés en une collection en ligne. De plus, une nouvelle composante de texte, appelée *Aperçu du Canada en statistiques*, fut ajoutée aux tableaux de la publication *Le Canada en statistiques*; elle consistait en de courts articles analysant les

données tabulaires. Il s'agissait, essentiellement, d'un « guide d'accompagnement » des faits. Contrairement au cyberlivre, dont l'organisme entreprenait une mise à jour massive du contenu toutes les quelques années, l'*Aperçu du Canada en statistiques* n'était pas mis à jour annuellement, mais il évoluait graduellement en faisant l'objet de petites mises à jour régulières.

L'évolution des modes de collecte des données

Jusqu'en 1997, la collecte des données passa des questionnaires papier aux interviews téléphoniques assistées par ordinateur, aux interviews sur place assistées par ordinateur, à l'imagerie et à la reconnaissance intelligente de caractères, et enfin à la Collecte électronique des données (CED).

La première utilisation à grande échelle de l'imagerie au sein de l'organisme eut lieu dans le cadre du Recensement de l'agriculture de 1996. La saisie des données fut alors effectuée à partir des questionnaires convertis en images numérisées, ce qui permit au personnel du traitement de les consulter facilement. En outre, grâce à l'imagerie, les analystes étaient en mesure de consulter les questionnaires immédiatement sans avoir à présenter des demandes pour obtenir des formulaires particuliers, à attendre de les recevoir et à les renvoyer aux fins de classement. La reconnaissance intelligente de

caractères fut également utilisée en 1997 pour un certain nombre d'enquêtes, dont l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires, et pour les formulaires fiscaux utilisés dans l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, pour le Registre des adresses et pour l'Enquête sur les salaires et traitements. Cette nouvelle technologie permettant d'économiser

de l'argent et de gagner du temps, l'organisme l'évalua en vue de la saisie des données pour le prochain recensement. Statistique Canada déploya ainsi la technologie dans le cadre du Recensement de l'agriculture de 2001, mais également à titre d'étude de faisabilité en vue du Recensement de la population de 2006, et l'expérience fut un succès.

À la fin de l'exercice 2004-2005, l'organisme transféra toutes les enquêtes (sauf une) à la nouvelle application de collecte de données Blaise, élaborée par le bureau central de la statistique des Pays-Bas pour les interviews assistées par ordinateur, afin de mettre en œuvre une approche normalisée pour la collecte des données sur les entreprises et des

LE BOGUE DE L'AN 2000

À l'approche de l'an 2000, certains craignaient que le passage au nouveau millénaire n'affecte le matériel et les logiciels et n'en diminue la fiabilité. À l'époque, pour conserver la mémoire des ordinateurs, les années étaient enregistrées dans les programmes informatiques au moyen d'un code à deux chiffres, ce qui rendrait l'an 2000 impossible à distinguer de l'an 1900. C'était le nœud de l'affaire. Des comités spéciaux furent créés par les gouvernements, dont un groupe de travail sur l'an 2000 créé par le ministre de l'Industrie de l'époque, John Manley, en septembre 1997. Le groupe de travail demanda à l'organisme de mener une enquête afin d'estimer la volonté et la capacité des entreprises de parer à toute crise potentielle, enquête dont les résultats devaient être produits au plus tard en novembre 1997. Statistique Canada acquiesça à cette demande et créa l'Enquête sur la préparation à l'an 2000, qu'il mena à trois reprises avant la fin de 1999. L'objectif de l'enquête était que les ministères fédéraux utilisent les données recueillies pour évaluer la façon dont les entreprises canadiennes abordaient le problème et pour déterminer les secteurs industriels qui pourraient demander une attention particulière. Bien que la deuxième enquête permît d'établir que le problème avait été résolu efficacement, le groupe de travail recommanda tout de même la tenue d'une troisième enquête pour examiner la mise à l'essai des correctifs de systèmes et des plans d'urgence dans le secteur privé et par les services publics.

Après le maintien des principales publications mensuelles et trimestrielles, le bogue de l'an 2000 fut la préoccupation centrale de Statistique Canada pendant un certain nombre d'années. L'organisme ne se souciait pas seulement de ses propres systèmes, mais aussi des systèmes de ses répondants et de leur capacité à répondre aux enquêtes. Les préparatifs à grande échelle furent finalement couronnés de succès, le passage à l'an 2000 se déroulant sans heurt à Statistique Canada.

données sociales. Statistique Canada commença à normaliser et à réutiliser les modules de questions afin de réduire les coûts et d'accélérer les opérations, et il tira parti des fonctions d'ordonnancement des appels du logiciel. Alors que la méthodologie d'interview assistée par ordinateur avait permis de regrouper directement les interviews, la saisie des données et certaines modifications en un seul processus, la CED était une technologie en évolution qui transférait certaines de ces activités aux utilisateurs.

La première initiative de CED eut lieu au début des années 1990 au moyen du Système de gestion de questionnaires électroniques personnalisés, une application sur disquette qui était distribuée aux entreprises répondantes et qui devait être installée sur leurs postes de travail. L'application guidait le répondant tout au long du questionnaire, qui comportait un certain nombre de contrôles intégrés, puis l'entreprise devait retourner la disquette à l'organisme par messagerie. Parmi les premières enquêtes dont les données furent recueillies sur disquette au moyen de la CED figurent l'Enquête annuelle sur les magasins à succursales et les grands magasins de même que l'Enquête sur l'acier. Depuis l'avènement d'Internet, les répondants pouvaient télécharger l'application de bureau à partir du site Web de Statistique Canada au lieu de recevoir les disquettes par la poste. De plus, l'organisme recueillait également les réponses par d'autres moyens, notamment grâce à l'échange électronique de données, aux pièces jointes par courriel et au protocole de

transfert de fichiers. L'arrivée d'Internet généra ainsi de nombreux avantages et économies au chapitre de la rapidité, de la qualité des données et des coûts, mais il posa aussi le défi d'assurer la sécurité et la confidentialité de l'information transmise. Lorsque Statistique Canada utilisa pour la première fois une application de CED pour les enquêtes sur les services informatiques et les fournisseurs de services Internet, il constata un taux de réponse au jour du lancement supérieur à celui de toute l'année précédente.

L'initiative Gouvernement en direct octroyait des fonds à l'organisme pour qu'il accélère l'élaboration de son processus de CED pour l'exercice 2001-2002, ce qui lui permit de mettre à l'essai des applications de CED pour huit enquêtes-entreprises et trois enquêtes agricoles. L'année suivante, l'organisme obtint un financement pluriannuel jusqu'à l'exercice 2005-2006 pour élargir la CED. L'approche comportait deux volets, soit le site Internet de réponse sécuritaire, qui appuyait les 11 enquêtes pilotes, et le site de services personnalisés d'échange et de collecte pour les principaux fournisseurs de données, qui visait à simplifier la déclaration des grandes entreprises afin de réduire leur fardeau de déclaration. Les entreprises pouvaient ainsi accéder à leur inventaire d'enquêtes, à leur calendrier de collecte et aux versions électroniques de leurs questionnaires pour coordonner leurs réponses.

En 2006, environ 50 enquêtes furent menées au moyen de la CED, mais l'organisme éprouva

un certain nombre de difficultés techniques. La technologie était complexe et peu conviviale, et les problèmes techniques étaient nombreux, ce qui fit grimper les coûts au-delà de l'enveloppe budgétaire. Le temps de téléchargement par modem était très long, et des problèmes de déploiement survinrent en raison des configurations très diverses des ordinateurs des répondants. L'organisme avait peut-être dépassé les limites puisque la plupart des entreprises n'étaient pas prêtes pour cette technologie. Les répondants prirent du temps à l'adopter, un phénomène également observé dans d'autres pays. Par conséquent, l'organisme réduisit de moitié le nombre d'enquêtes menées au moyen de la CED et repensa la stratégie de collecte électronique des données pour la simplifier et pour améliorer sa rentabilité. Il chercha des solutions axées sur les serveurs (ou solutions « sans installation » et « à encombrement nul »), plutôt que des solutions axées sur les clients.

Entre-temps, le mode de réponse par Internet pour le Recensement de 2006 donna des résultats prometteurs. En effet, le taux de participation était d'environ 20 %. En 2010, l'organisme lança une initiative organisationnelle ayant pour but d'utiliser des questionnaires électroniques sur le Web comme principal mode de collecte. Le fait que l'accès rapide à l'Internet à large bande commençait lentement à remplacer l'accès par ligne commutée au milieu des années 2000 y était certainement pour beaucoup.

LES RESSOURCES HUMAINES

À l'époque, la gestion des ressources humaines au sein de l'organisme s'éloignait d'une période de compartimentage rigide et amorça une modernisation considérable. Cette modernisation de la gestion des ressources humaines procura au personnel un sentiment de sécurité tout en encourageant les mouvements horizontaux, favorisa le bien-être grâce à un programme de mieux-être organisé, et permit aux fonctionnaires de se faire entendre et de favoriser le changement au moyen de sondages d'opinion auprès du personnel. La modernisation uniformisa également les règles du jeu au moyen de concours génériques et renforça l'organisme grâce à de solides mécanismes de recrutement et de formation.

En 1997, l'organisme mit en œuvre une initiative de la fonction publique fédérale appelée « La Relève », qui visait à améliorer la gestion des ressources humaines. Il s'agissait d'un acronyme formé des mots « leadership, action, renouveau, énergie, (l')apprentissage, expertise, valeurs et excellence ». Cette initiative avait pour but de faciliter la gestion de la diminution rapide des effectifs que connaissait la fonction publique dans les années 1990 et de valoriser l'utilisation des ordinateurs, qui, selon l'impression générale, entraînait des pressions croissantes et des exigences imposées aux fonctionnaires. L'initiative fut présentée par la greffière du Conseil privé, Jocelyne Bourgon, dans son *Quatrième rapport annuel au premier ministre sur la fonction publique du Canada*. La greffière

attira l'attention sur le piètre bilan de la fonction publique relativement aux ressources humaines et à la planification de carrière. Elle demanda aux ministères fédéraux d'évaluer leurs besoins en ressources humaines et d'élaborer des plans de gestion à cet égard. Dans son rapport, elle insistait sur le fait que la fonction publique fédérale devait refléter les différents contextes, cultures, expériences, intérêts et styles qui la composaient et se les approprier.

Jocelyne Bourgon suggéra également que les ministères suivent l'exemple de Statistique Canada et de Ressources naturelles Canada et se concentrent sur la planification des ressources humaines à moyen et à long terme. L'organisme avait effectivement commencé à renouveler ses ressources humaines quelques années plus tôt (lorsqu'il avait constaté les nombreux départs à la retraite imminents et les changements technologiques croissants) au moyen d'une stratégie fondée sur le recrutement, la formation, des initiatives d'enrichissement de carrière et un milieu de travail positif. En fait, Statistique Canada fut l'un des premiers à créer un modèle de microsimulation de la structure par âge et des tendances de promotion et de retraite du personnel afin de cerner les goulots d'étranglement et d'établir des objectifs de recrutement et de promotion. Il nomma le modèle de simulation sur le personnel « PERSIM » et le partagea avec le Conseil du Trésor et la Commission de la fonction publique pour les aider à élaborer une stratégie globale de recrutement.

Les plans d'action ministériels comprenaient trois piliers, à savoir le recrutement, l'équité en matière d'emploi et le maintien en poste. L'une des vulnérabilités relevées dans le plan mis en œuvre par l'organisme en réponse à l'initiative La Relève était la nécessité d'accroître la représentation des membres des groupes visés par l'équité en matière d'emploi. L'organisme et le gouvernement fédéral avaient réalisé des progrès importants concernant les francophones, puis les femmes, les Autochtones et les personnes handicapées. Néanmoins, les avancées quant aux minorités visibles demeuraient relativement modestes.

L'évolution de l'équité en matière d'emploi

En 1967, la première *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* fut adoptée et elle suscita des questions au sujet de l'équité en matière d'emploi et de la représentativité au sein de la fonction publique fédérale. L'Organisation des Nations Unies avait désigné, l'année précédente, le 21 mars comme la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Elle avait exhorté la communauté internationale à redoubler d'efforts pour éliminer toutes les formes de discrimination raciale à la suite du massacre de Sharpeville en 1960, qui avait choqué le monde entier et avait donné lieu à une condamnation des politiques d'apartheid de l'Afrique du Sud à l'échelle mondiale.

Le Canada adopta, en 1971, une politique officielle de multiculturalisme afin que tous les citoyens et toutes les citoyennes puissent conserver leur identité, tirer une fierté de leurs ancêtres et avoir un sentiment d'appartenance. La *Loi canadienne sur les droits de la personne* fut adoptée par le Parlement en 1977 afin de protéger la population contre la discrimination fondée sur dix motifs : la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'état matrimonial, la situation de famille, la déficience et l'état de personne graciée. L'orientation sexuelle fut ajoutée à la liste des motifs de distinction illicite en 1996. En 1982, le multiculturalisme fut reconnu dans la *Charte canadienne des droits et libertés*, et, en 1988, le Canada adopta la *Loi sur le multiculturalisme canadien*.

Deux rapports importants publiés en 1984 façonnèrent l'avenir de l'équité en matière d'emploi au Canada. Le premier rapport, intitulé *L'égalité, ça presse!*, fut produit par le Comité spécial sur les minorités visibles dans la société canadienne. Le Comité y présentait 80 recommandations dans les domaines de l'intégration sociale, de l'emploi, des politiques publiques, des questions juridiques et judiciaires, des médias et de l'éducation. Le second rapport, intitulé *Égalité en matière d'emploi*, fut produit par la Commission royale sur l'égalité en matière d'emploi, présidée par la juge Rosalie Abella. La Commission étudiait des moyens de promouvoir l'égalité en matière d'emploi chez les femmes, les Autochtones, les personnes handicapées et les minorités visibles. Ce rapport, qui fit entrer

dans l'usage l'expression « équité en matière d'emploi », contenait un certain nombre de recommandations, dont la nécessité d'adopter des lois sur l'équité en matière d'emploi. En 1985, les minorités visibles furent ajoutées aux groupes visés par le Programme d'action positive du gouvernement fédéral, un programme à participation volontaire lancé en 1983. La même année, une disposition sur le droit à l'égalité fut ajoutée à la *Charte canadienne des droits et libertés*; elle précisait que la loi s'appliquait également à tous, indépendamment de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, du sexe, de l'âge ou des déficiences mentales ou physiques.

Ces deux rapports fondamentaux jetèrent les bases de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* adoptée en 1986, qui visait à ce qu'aucune personne ne se voit refuser des possibilités d'emploi et des avantages pour des raisons qui n'ont rien à voir avec sa capacité. La *Loi* visait également à cerner et à éliminer les obstacles systémiques auxquels se heurtaient les groupes désignés. Toutefois, elle ne s'appliqua à la fonction publique fédérale, à la Gendarmerie royale du Canada et aux forces armées qu'après avoir fait l'objet d'une révision en 1995. La *Loi sur l'équité en matière d'emploi* obligea les employeurs à mettre en œuvre des pratiques positives pour assurer la représentativité de la fonction publique par le recrutement, le maintien en poste et la promotion de membres des groupes visés par l'équité en matière d'emploi, soit les minorités visibles, les femmes, les personnes handicapées et les Autochtones.



Ces employés, à l'aide du nouveau système de codage automatisé par reconnaissance de texte, ont codé la dernière réponse au recensement de 1992

L'adoption de cette loi engendra également un besoin de données sur les groupes désignés, ce qui donna lieu à la création du Programme statistique sur l'équité en matière d'emploi à Statistique Canada en 1986 pour coordonner l'élaboration des données. Les données sur les groupes désignés en vertu du Règlement sur l'équité en matière d'emploi étaient relativement faciles à produire dans le cas des femmes, des Autochtones et des personnes handicapées, à l'aide du recensement et de l'Enquête postcensitaire sur la santé et les limitations d'activités. Elles étaient toutefois un peu plus difficiles à produire dans le cas des minorités visibles. Puisque les recensements de 1986 et de 1991 ne comportaient pas de questions permettant l'identification directe des personnes appartenant au groupe des minorités visibles, une approche indirecte en plusieurs étapes

fut adoptée pour dériver des estimations principalement à partir de l'origine ethnique, en conjonction avec le lieu de naissance et la langue maternelle. Afin de permettre une mesure plus directe de la population des minorités visibles, une question sur le « groupe de population » fut ajoutée au recensement suivant, soit celui de 1996. Cette nouvelle question devint l'enjeu le plus médiatisé du Recensement de 1996, surtout dans les provinces de l'Ouest, où un petit nombre de journalistes et de politiciens encouragèrent la population à s'identifier comme un « Martien ».

Au milieu des années 1990, Statistique Canada fonda le Groupe consultatif des minorités visibles afin d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'action périodiques portant sur les priorités relatives à l'avancement de l'objectif de l'organisme qui consistait à devenir un organisme inclusif appuyant tous les membres du personnel de façon égalitaire et se concentrant sur les enjeux liés aux groupes de minorités visibles. Aujourd'hui, ce groupe est devenu un organisme consultatif qui agit auprès de la haute direction au sujet des questions touchant l'emploi, le maintien en poste, le perfectionnement professionnel et l'avancement des fonctionnaires appartenant au groupe des minorités visibles. Il relève du Comité sur l'équité en matière d'emploi et la diversité, lequel donne des conseils d'orientation stratégique et met en œuvre des programmes de façon à assurer la représentation et le traitement équitables des fonctionnaires appartenant aux groupes désignés.

Quant aux Autochtones qui occupaient un emploi au sein de la fonction publique, leur taux de démission correspondait à plus du double de celui des personnes non autochtones, ce qui amena le Conseil du Trésor à lancer une étude en 1989. Celle-ci fut réalisée par la Commission de la fonction publique en 1990. Les données des entrevues portaient à croire que le taux de démission chez les Autochtones découlait, entre autres, d'un sentiment d'isolement par rapport à leur collectivité et à leurs collègues, d'une discrimination continue et d'un sentiment d'être cantonnés dans des « postes à teneur autochtone ». Ces constatations, en plus d'offrir une nouvelle perspective, jetèrent les bases nécessaires à d'autres consultations et changements.

En 1999, le Groupe de travail pangouvernemental sur la participation des minorités visibles dans la fonction publique fédérale fut mis sur pied par la présidente du Conseil du Trésor, car le gouvernement n'avait pas encore atteint les objectifs d'équité en matière d'emploi exigés par la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*. Parmi les recommandations principales du groupe de travail, mentionnons, en premier lieu, l'établissement d'un objectif repère en matière de recrutement afin de cibler une proportion de minorités visibles dans la fonction publique équivalente à celle observée dans la société canadienne et, en second lieu, le changement de la culture organisationnelle afin de rendre la fonction publique plus accueillante et plus sûre pour les fonctionnaires de minorités visibles. Le gouvernement accepta



Faire place au changement dans la fonction publique fédérale, 2000

AFIN DE PERMETTRE UNE MESURE PLUS DIRECTE DE LA POPULATION DES MINORITÉS VISIBLES, UNE QUESTION SUR LE « GROUPE DE POPULATION » FUT AJOUTÉE AU RECENSEMENT DE 1996

les recommandations du groupe de travail, et une politique gouvernementale intitulée *Faire place au changement* fut lancée en 2000 pour les mettre en œuvre. Une séance d'information eut lieu à Statistique Canada en janvier 2003 afin d'annoncer les changements qui seraient apportés et de susciter l'appui de l'initiative. Le plan d'action de Statistique Canada comprenait l'élaboration d'une stratégie de communication visant à promouvoir un environnement ouvert, la tenue d'une formation de sensibilisation, l'examen des résultats des concours génériques, la prestation de services d'orientation professionnelle aux membres des groupes visés

par l'équité en matière d'emploi et l'élaboration d'une politique complète sur l'adaptation aux besoins du personnel. Des champions, qui représentaient chaque groupe d'équité, furent également désignés afin d'aider l'organisme à établir ses priorités.

En 2004, pour assurer un suivi des progrès des initiatives législatives et stratégiques, le Comité sénatorial permanent des droits de la personne commença à surveiller les pratiques d'embauche et de promotion de la fonction publique fédérale afin de détecter les problèmes de discrimination et à étudier la mesure dans laquelle les objectifs d'équité en matière d'emploi étaient atteints. Ce point devint un ordre de renvoi permanent du comité, lequel publia son premier rapport en 2007, intitulé *L'équité en matière d'emploi dans la fonction publique fédérale : Nous n'y sommes pas encore*. Selon le rapport, bien que les femmes, les Autochtones et les personnes handicapées fussent maintenant mieux représentés par rapport à leur disponibilité dans la population active, les membres appartenant au groupe des minorités visibles demeuraient sous-représentés. En outre, tous ces groupes désignés n'étaient pas bien représentés tant à l'échelon de la direction que dans l'ensemble des groupes professionnels. Le Comité réclama le renforcement du leadership, l'élaboration de mesures concrètes et la suppression des obstacles systémiques qui entravaient le processus de dotation. Le deuxième rapport, publié en 2010, et le troisième, en 2013, démontrèrent que, malgré les progrès réalisés pour atteindre les objectifs d'équité en matière d'emploi au fil des ans, il restait du travail à

accomplir pour que la fonction publique fédérale soit vraiment représentative de l'ensemble de la population, et ce, à tous les niveaux.

L'élargissement du recrutement et de la formation

Le recrutement, la formation et le perfectionnement des fonctionnaires furent portés à l'avant scène à la suite d'un énorme projet de statistiques économiques, d'une expansion importante des statistiques de la santé et des nouvelles enquêtes postcensitaires, ainsi que de nouvelles initiatives découlant des initiatives Lacunes statistiques et Lacunes statistiques II. En plus des efforts accrus déployés au chapitre du recrutement, l'organisme produisit en 2002 une vidéo intitulée *Nous sommes Statistique Canada*, qui portait sur sa mission et ses valeurs fondamentales. La vidéo fut d'abord disponible sur cédérom, puis, en 2003, elle devint la première vidéo diffusée sur le site Web de Statistique Canada. Elle remporta également un prix d'excellence en présentation audiovisuelle de l'Association internationale des professionnels de la communication.

Pour aider le personnel à apprendre à transformer les données en information, Statistique Canada lança une version pilote du nouvel Atelier d'interprétation de données de six semaines au début de 1996 auprès de 12 fonctionnaires. Ce nouvel atelier devait remplacer le cours précédent de trois semaines sur les principes de l'analyse des données. Les analystes principaux agissaient à titre

L'ORGANISME CRÉA LA DIVISION DU RECRUTEMENT ET DU PERFECTIONNEMENT AFIN DE CONSOLIDER LES EFFORTS DE RECRUTEMENT, AUPARAVANT DÉCENTRALISÉS, ET DE COORDONNER LA FORMATION INITIALE ET LE PERFECTIONNEMENT

de conseillers auprès des participants, qui préparaient un manuscrit qu'ils pouvaient présenter aux fins de publication. En plus du cours, Statistique Canada lança le Programme de tutorat en analyse en 2003 pour aider les fonctionnaires à préparer un court article analytique sans que ceux-ci n'aient à quitter leur travail pour suivre un cours.

De même, l'organisme lança une version pilote de 14 semaines du Programme intensif sur les statistiques économiques (PRISE) en septembre 1996. Le PRISE naquit du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP), puisque cette nouvelle initiative d'envergure nécessitait des fonctionnaires possédant les compétences nécessaires à la conception, à la mise en œuvre et à l'exécution de changements importants aux programmes de la statistique des entreprises et de la statistique économique. En outre, les délais

serrés et l'ampleur même du PASEP faisaient en sorte qu'il monopolisait un grand nombre de personnes dans l'ensemble de l'organisme, ce qui donnait lieu à des pénuries de main-d'œuvre insoutenables dans d'autres programmes. Pour illustrer le taux de roulement de l'époque, il suffit de mentionner que la Division de l'organisation et des finances de l'industrie tint une fête en 1997 pour le départ de 30 fonctionnaires et l'accueil de 15 nouveaux, une proportion non négligeable par rapport à la centaine d'employés que comptait la division. Le PRISE avait pour but de transmettre aux nouveaux fonctionnaires une base de connaissances et de compétences solides et de les initier à certaines notions et disciplines de l'organisme dans le domaine de la statistique des entreprises et de la statistique économique, comme le PASEP, le Système de comptabilité nationale, les méthodes d'enquêtes-entreprises, le Registre des entreprises, les systèmes de classification, les états financiers

des entreprises et la gestion de projet. L'objectif était de mettre les fonctionnaires à niveau rapidement de sorte qu'ils puissent exercer leurs fonctions dans les délais les plus brefs. Plus de 80 personnes présentèrent du contenu à la première cohorte.

Les programmes de recrutement et de perfectionnement alliant affectations de travail et formation prirent leur envol à la fin des années 1990. Le personnel des Services informatiques (CS) était très demandé en raison du PASEP, du bogue de l'an 2000 et d'autres nouveaux programmes en cours d'élaboration. Il était également de plus en plus recherché dans le secteur privé. En conséquence, le Programme de recrutement et de perfectionnement des CS mit les bouchées doubles en 1998 pour embaucher environ 125 nouveaux diplômés universitaires par l'entremise du programme de perfectionnement de deux ans. L'organisme lança également le nouveau Programme de recrutement et de perfectionnement des SI (Soutien des sciences sociales) pour combler la pénurie croissante de compétences techniques de niveau débutant et pour offrir des possibilités de carrière au personnel de soutien.

Au début des années 2000, l'organisme créa la Division du recrutement et du perfectionnement afin de consolider les efforts de recrutement, auparavant décentralisés, et de coordonner la formation initiale et le perfectionnement. La nouvelle Division contribua également à améliorer la compétitivité de l'organisme en matière de recrutement, ce qui accéléra le

processus afin que l'organisme puisse offrir des emplois plus rapidement aux meilleurs candidats. La Division mettait davantage l'accent sur le recrutement à tous les niveaux et aidait les divisions qui connaissaient des pénuries de personnel ou qui seraient bientôt touchées par des taux élevés de départs à la retraite.

En 2002, les prévisions du volume des départs à la retraite à venir d'ici 2010, surtout parmi les postes de direction (EX), firent ressortir une faiblesse. L'organisme s'efforça donc d'en atténuer les risques. Dans le numéro spécial de 2002 d'*@StatCan*, Ivan Fellegi fit la déclaration suivante : « Depuis longtemps, nous avons rejeté le principe selon lequel nous devons choisir un successeur pour le prochain poste vacant, ce que nous appelons en quelque sorte un “prince héritier” [...] Nous avons plutôt décidé d'établir, pour chaque niveau, une réserve d'employés qualifiés ayant reçu une excellente formation et à laquelle nous pourrions avoir recours lorsque des vacances à un niveau supérieur se présenteront. Il s'agit là d'une stratégie plus juste, dynamique et, à mon avis, plus efficace. Toutefois, ces mesures requièrent beaucoup plus de travail. » La majeure partie des efforts déployés au chapitre de la formation, notamment le nouveau Programme de perfectionnement des cadres supérieurs en 2000 et le Programme de sélection et de perfectionnement des groupes de Direction (EX) en 2001, visaient à suppléer les lacunes. Parmi les autres initiatives lancées pour contribuer à la planification de la relève, mentionnons le Programme des anciens employés, les concours génériques, la nouvelle

Division du recrutement et du perfectionnement et un programme de mentorat qui fit l'objet d'un examen en 2002.

Le Programme des anciens employés fut créé en 2000 en vue de permettre aux personnes qui prenaient leur retraite et qui possédaient d'importantes connaissances organisationnelles de continuer à travailler à temps partiel et de veiller au transfert de leurs compétences. Ces personnes avaient la possibilité de reprendre le travail pour transmettre des connaissances historiques, par exemple en optimisant ou en élaborant des projets, en aidant les comités de sélection ou en offrant à l'organisme une plus grande marge de manœuvre pour la gestion des périodes occupées. L'initiative fut couronnée de succès et elle se poursuit encore aujourd'hui.

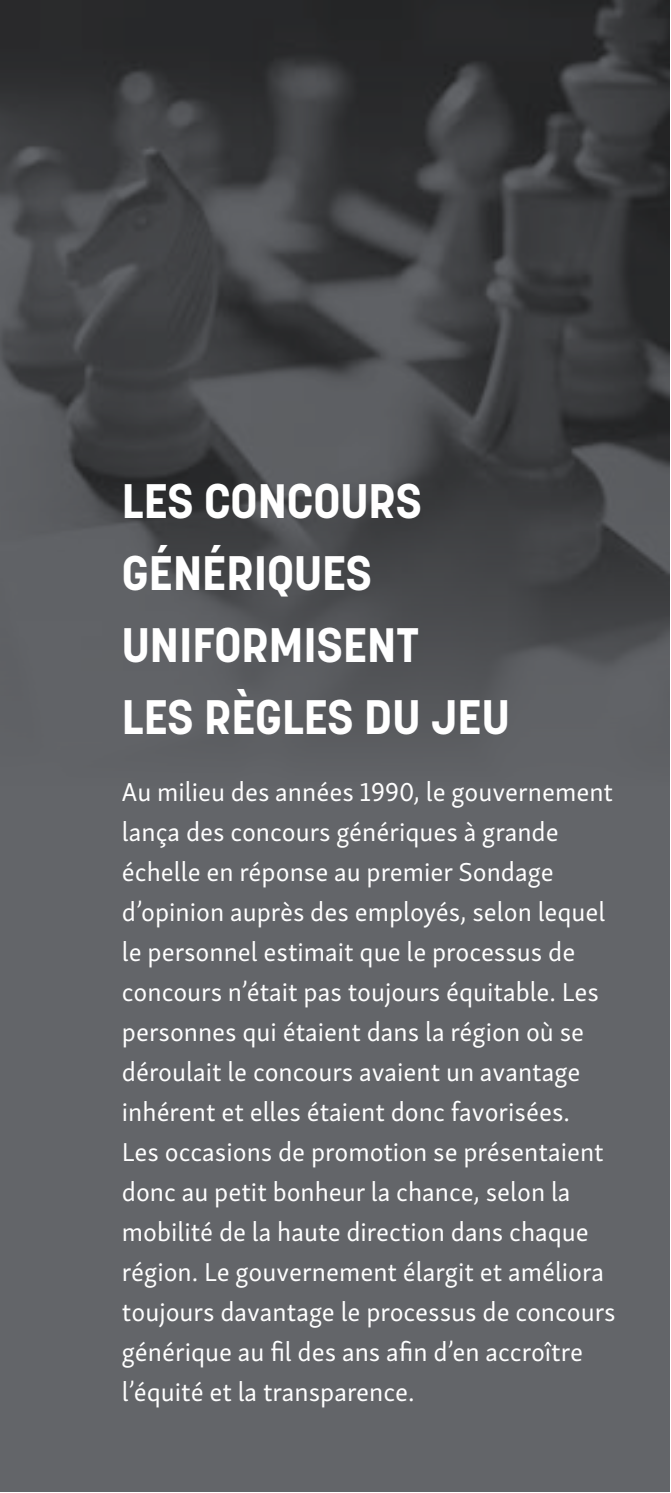
Objectif : mieux-être

En 2000, reconnaissant l'importance d'un milieu de travail positif, l'organisme confia à un groupe de travail composé de cadres intermédiaires le mandat de soutenir le bien-être du personnel. Le groupe mena des recherches approfondies sur les pratiques novatrices dans le secteur privé. En conséquence, le Comité sur le mieux-être au travail fut créé en 2001 et il s'inséra dans la structure des comités de gestion. Son mandat était de recommander des mesures concrètes pour promouvoir le mieux-être en milieu de travail, d'étudier les questions touchant le personnel et de favoriser des initiatives positives. L'une de ses premières initiatives fut le lancement d'un site Web sur le mieux-être pour



Logo du Comité sur le mieux-être au travail

le personnel. Deux ans plus tard, Statistique Canada remporta un prix de l'Institut national de la qualité pour avoir démontré que la santé et le bien-être du personnel faisaient partie intégrante de ses activités de base et y jouaient un rôle stratégique. Dans le cadre de son processus d'évaluation, l'Institut avait envoyé une équipe de cinq personnes à l'organisme pendant trois jours et avait tenu des séances de groupe de discussion avec plus de 200 fonctionnaires de l'organisme. Si le prix d'excellence du milieu de travail sain de l'Institut était bien connu dans le secteur privé, Statistique Canada fut le premier organisme du secteur public à le recevoir.



LES CONCOURS GÉNÉRIQUES UNIFORMISENT LES RÈGLES DU JEU

Au milieu des années 1990, le gouvernement lança des concours génériques à grande échelle en réponse au premier Sondage d'opinion auprès des employés, selon lequel le personnel estimait que le processus de concours n'était pas toujours équitable. Les personnes qui étaient dans la région où se déroulait le concours avaient un avantage inhérent et elles étaient donc favorisées. Les occasions de promotion se présentaient donc au petit bonheur la chance, selon la mobilité de la haute direction dans chaque région. Le gouvernement élargit et améliora toujours davantage le processus de concours générique au fil des ans afin d'en accroître l'équité et la transparence.

De nouvelles initiatives de dotation

À la fin des années 1990, la fonction publique mit en œuvre l'initiative de la Norme générale de classification, qui visait à simplifier le système de classification des emplois et à accroître l'équité dans l'évaluation des emplois dans la fonction publique. Dans le cadre de cette initiative, l'organisme regroupa ses descriptions de travail pour obtenir environ 250 descriptions de travail, comparativement à plus de 2 300 avant le début de l'initiative. Il créa également le Comité de parcours de carrière afin de déterminer les compétences et l'étendue de la formation et des connaissances nécessaires à chaque niveau des différents parcours de carrière au sein de l'organisme. Des renseignements sur la formation et l'expérience en enrichissement de carrière nécessaires à l'avancement au sein de chaque grand groupe professionnel et à chaque niveau furent fournis aux fonctionnaires pour qu'ils les utilisent comme outils de planification de carrière.

En 2006, la fonction publique fédérale procéda à la fusion des groupes Économie, sociologie et statistique (ES) et Soutien des sciences sociales (SI) pour former le nouveau groupe professionnel Économique et services de sciences sociales (EC). Il était difficile de veiller à ce que les descriptions de travail génériques concordent avec les tâches réelles des fonctionnaires; aussi, dans le cadre du processus de conversion, chaque personne eut l'occasion de commenter la description associée à son poste. Les fonctionnaires pouvaient

également exercer un recours s'ils n'étaient pas satisfaits de la description de travail générique associée à leur poste.

Un autre changement important au chapitre de la dotation fut la mise en œuvre par la fonction publique fédérale de la nouvelle *Politique sur l'emploi pour une période déterminée* pendant l'exercice 2003-2004. Cette politique visait à permettre aux personnes nommées pour une période déterminée d'obtenir plus rapidement une nomination pour une période indéterminée en réduisant la période de travail cumulative requise de cinq à trois ans. En 2004, environ 10 % des fonctionnaires de Statistique Canada avaient le statut d'employé nommé pour une période déterminée, et 153 obtinrent une nomination pour une période indéterminée à la suite de la mise en œuvre de la nouvelle politique.

De plus, à compter d'avril 2004, tous les postes bilingues dans la fonction publique fédérale devaient être confiés à des personnes bilingues au moment de leur embauche. Cette exigence découlait de la *Politique sur les langues officielles pour la gestion des ressources humaines* et elle donna lieu à une forte demande de formation linguistique au sein de l'organisme et dans l'ensemble de la fonction publique. Un financement accru fut offert dans le cadre du Plan d'action quinquennal pour les langues officielles du gouvernement, aussi appelé « plan Dion », puisqu'il relevait du mandat de Stéphane Dion, ministre des Affaires intergouvernementales. Ce plan visait à renforcer la dualité linguistique au pays ainsi

que la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire et à accroître l'utilisation des deux langues officielles dans la fonction publique fédérale. En fait, le premier ministre responsable des langues officielles fut nommé en 2001 en tant que ministre de facto, et officiellement en 2003. Pour évaluer le nouveau

plan d'action et se préparer à sa reconduction éventuelle en 2008, le gouvernement demanda à Statistique Canada de concevoir et de mettre en œuvre une enquête postcensitaire, l'Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle. Statistique Canada diffusa les données de l'enquête en décembre 2007, lesquelles furent

utilisées pour élaborer des politiques et des programmes pour les minorités de langue officielle. Dix ministères et organismes fédéraux contribuèrent au financement de l'enquête, qui visait à recueillir des renseignements auprès de la minorité francophone hors Québec et de la minorité anglophone au Québec.

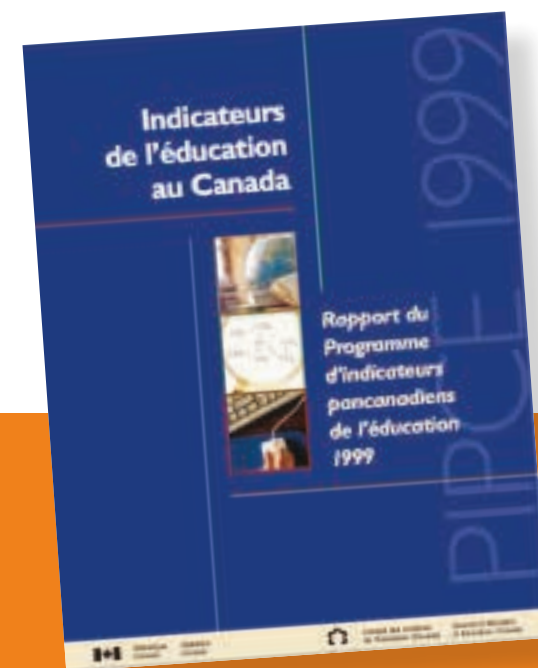
LE PROGRAMME DE LA STATISTIQUE SOCIALE

Ivan Fellegi a dit des statistiques sociales qu'elles étaient les laissées pour compte des systèmes statistiques. Au fil des ans, de nombreuses tentatives furent menées pour créer un cadre complet de statistiques sociales. Finalement, au milieu des années 1980, le gouvernement se concentra sur la détermination des programmes et des politiques efficaces et sur les raisons de cette efficacité, et il investit massivement dans le Programme de la statistique sociale. Ce dernier fit alors l'objet d'une expansion et d'une redéfinition importantes. Les enquêtes longitudinales jouèrent un rôle clé dans la compréhension de la transition vers des résultats positifs. Enfin, le Programme allait au-delà de la simple surveillance des processus et des dépenses pour étudier les résultats sociaux.

Le lancement du Centre de la statistique de l'éducation

Le Programme de la statistique de l'éducation de l'organisme connut un autre essor en 1996, lorsque le Centre de la statistique de l'éducation

fut créé par Statistique Canada en collaboration avec les provinces et les territoires et avec le Conseil des ministres de l'Éducation. Les avantages d'une approche collaborative avaient été démontrés par le succès du Centre canadien de la statistique juridique, lancé 15 ans plus tôt. Cette approche donnait un plus grand sentiment d'appartenance à ceux qui fournissaient et utilisaient les données du centre. Quelques années plus tard, en collaboration avec le Conseil des ministres de l'Éducation, l'organisme publia un rapport dans le cadre du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation. Ce rapport contenait la plus vaste gamme d'indicateurs comparatifs jamais accumulés sur le système d'éducation canadien, lesquels visaient à faciliter la prise de décisions et l'élaboration de politiques et de programmes. Il s'agissait également du premier grand projet issu de la collaboration avec le Conseil des ministres de l'Éducation et les ministres provinciaux de l'Éducation sous l'égide du Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation.



Indicateurs de l'éducation au Canada : rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation, 1999

L'Enquête sur la santé arrive en force

À l'époque, la politique en matière de santé au pays connaissait un virage important, caractérisé par un accent accru sur la promotion de la santé, ainsi que sur la régionalisation et l'intégration de divers programmes de soins et de soutien. Dans son budget de 1999, le gouvernement fédéral approuva une hausse importante du financement du secteur de la santé étalée sur quatre ans. Cette initiative se nommait le Carnet de route de l'information sur la santé et elle était issue d'un effort de collaboration lancé au début de 1998 à la suite des consultations menées

par le Conseil consultatif sur l'infrastructure de la santé du ministre fédéral de la Santé, l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et Statistique Canada. Elle fut menée auprès d'administrateurs du domaine de la santé, de chercheurs, de dispensateurs de soins, de représentants des gouvernements, de groupes de défense en matière de santé et des consommateurs, afin d'établir les besoins du pays en matière d'information sur la santé. L'une des priorités qui furent dégagées de ces consultations était la nécessité d'instaurer un système intégré d'information sur la santé incorporant l'information régionale et communautaire et permettant une comparaison significative entre

les secteurs de compétence. La vision et le plan d'action découlant des consultations furent approuvés par la Conférence des sous-ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de la Santé. Peu de temps après, le budget de 1999 affecta des fonds à la mise en œuvre du plan de travail répartis sur trois ans.

À la suite des consultations, Santé Canada, l'ICIS et Statistique Canada amorcèrent de concert un processus visant à établir des indicateurs de la santé de la population et du système de soins de santé. L'intention était de veiller à la transmission de cette information entre les collaborateurs, tout en assurant la protection de la vie privée

L'INITIATIVE DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE FAMILIALE AU CANADA



Dans le cadre des efforts continus du gouvernement s'inscrivant dans l'Initiative de lutte contre la violence familiale au Canada, Statistique Canada recueillit et analysa des données provenant de diverses sources afin de produire un rapport annuel intitulé *La violence familiale au Canada : un profil statistique*. Publié pour la première fois en 1997, ce rapport fournissait les données les plus récentes sur la nature et l'étendue de la violence familiale au Canada, ainsi que les tendances au fil du temps. Le premier rapport abordait

des sujets comme la violence conjugale, la violence faite aux enfants, les mauvais traitements envers les aînés, ainsi que le harcèlement criminel ou la traque furtive, à la suite de l'ajout, en 1993, de nouvelles dispositions au *Code criminel* interdisant le harcèlement criminel. En 1999, les résultats de la première Enquête sociale générale sur la victimisation furent publiés et ils fournissaient de l'information sur la violence conjugale faite aux femmes et aux hommes. Pour ce cycle, l'organisme doubla l'échantillon de l'Enquête sociale générale grâce au financement du Projet de recherche sur les politiques. Les résultats du deuxième cycle de l'Enquête sociale générale sur la victimisation furent publiés en 2004, et, deux ans plus tard, Statistique Canada et les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de la condition féminine publièrent un rapport intitulé *Mesure de la violence faite aux femmes : tendances statistiques 2006*.

et la confidentialité de l'information, et d'aider les régies régionales de la santé à surveiller l'avancement de leurs initiatives en matière de santé au moyen de renseignements comparables et de grande qualité. Le groupe établit un cadre stratégique afin d'orienter le travail et de surveiller les progrès réalisés, puis il consulta des experts des régies régionales de la santé et des ministères fédéral, provinciaux et territoriaux de la Santé, ainsi que des universitaires, en vue d'élaborer un ensemble d'indicateurs pour le cadre. Ces travaux menèrent à la Conférence consensuelle nationale sur les indicateurs de la santé de la population de 1999, où fut choisi un premier ensemble d'indicateurs de la santé comparables au chapitre de l'état de santé, des résultats des services de santé et de la qualité de ces derniers. Cette gamme d'indicateurs s'élargit avec l'élaboration de nouvelles sources de données, de nouveaux points de repère et l'accroissement des connaissances. Afin d'étendre la portée du projet à un public plus vaste et d'améliorer l'accès aux données sur les indicateurs, Statistique Canada et l'ICIS créèrent la publication électronique *Indicateurs de santé*, accessible sur le site Web de chaque organisme, qui présentait la gamme complète des données associées aux indicateurs régionaux produits dans le cadre du projet.

En 2002, dans le cadre d'une initiative distincte, le gouvernement fédéral ainsi que toutes les provinces et tous les territoires publièrent un ensemble d'indicateurs comparatifs de la santé pour leur secteur de compétence respectif. La plupart des données relatives à ces indicateurs

provenaient de Statistique Canada, qui avait lancé notamment une enquête spéciale pour combler deux lacunes clés dans les données, à savoir l'accès aux services de premier contact et les temps d'attente pour les principaux services de diagnostic et de traitement. En 2003, un nouvel accord sur la santé donna lieu à un besoin d'indicateurs supplémentaires, à l'élaboration desquels Statistique Canada participa encore une fois, et pour lesquels il fournit près des trois quarts des données requises.

Les deux questions clés sur lesquelles le gouvernement souhaitait obtenir régulièrement de l'information étaient l'état de santé de la population et l'état du système de soins de santé. En 1999 et en 2000, Statistique Canada et l'ICIS publièrent en collaboration deux rapports qui répondaient à ces questions. Statistique Canada aborda la première question dans un numéro spécial de sa publication *Rapports sur la santé*, et l'ICIS traita de la seconde question dans un rapport intitulé *Les soins de santé au Canada : Un premier rapport annuel*.

Un des facteurs essentiels à l'élaboration de données régionales fut la tenue d'une enquête sur la santé pouvant fournir des estimations pour chacune des régions sociosanitaires, dans lesquelles un grand nombre de décisions au sujet du système de santé étaient prises. Dans cette optique, Statistique Canada lança l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes en 2000 auprès d'environ 130 000 répondants, ce qui lui permit de recueillir tout un éventail de renseignements sur l'état de santé et les facteurs

de risque pour 136 régions sociosanitaires. L'enquête devint la plus importante enquête-ménage de l'organisme après le recensement. Puisque toutes les provinces, tous les territoires et toutes les régions avaient la possibilité de choisir des modules de contenu facultatifs en fonction de leurs besoins en données, Statistique Canada mena 27 versions différentes de l'enquête. Il fut également demandé à la population si elle consentait au couplage des données de l'enquête avec le dossier de santé provincial, et la majorité y consentit. Le riche ensemble de données ainsi créé permit aux



Rapports sur la santé, La santé de la population canadienne, Numéro spécial, 1999

JUSQU'EN 2007, L'ENQUÊTE SUR LA SANTÉ DANS LES COLLECTIVITÉS CANADIENNES SUIVIT UN CYCLE DE DEUX ANS

chercheurs d'établir des liens entre les habitudes de vie (comme le tabagisme, l'exercice, la fréquence des visites chez le médecin, le stress et la charge de travail) et les résultats en matière de santé (notamment l'utilisation du système de soins de santé, les séjours à l'hôpital et les visites chez le médecin), ainsi que d'étudier les avantages à long terme des interventions majeures en santé.

Jusqu'en 2007, l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes suivit un cycle de deux ans. La première année, 130 000 répondants étaient sondés sur des questions de base, et, l'année suivante, 30 000 répondants étaient sondés au moyen d'un questionnaire plus détaillé sur un sujet spécial qui nécessitait un volet de consultations distinct. Par exemple, en prévision du cycle de 2002, qui portait sur la santé mentale et le bien-être, de vastes consultations furent menées auprès des commissaires à la protection de la vie privée, des associations de santé et des experts en santé mentale afin d'élaborer une approche appropriée. Ce cycle de l'enquête fournit des estimations nationales de la prévalence des problèmes et des troubles mentaux majeurs et fit

la lumière sur des questions comme l'accès aux services de santé mentale et leur utilisation, la prévalence des troubles de santé mentale de nature épisodique et chronique, et la disponibilité du soutien social. À compter de 2007, l'organisme passa à un mode de collecte continue pour l'enquête de base, sondant 130 000 répondants au cours de la période de deux ans, afin de répartir la charge de travail des interviews et de produire des communiqués annuels à l'appui d'une surveillance de la santé en temps opportun. Des enquêtes spéciales détaillées étaient encore menées tous les deux ans. La même année, Statistique Canada mit au point une fonction de réponse rapide. Il s'agissait d'un service de collecte, de traitement et de diffusion des données dans un délai de quatre à six mois offert aux clients externes.

Les autres initiatives de taille en matière de santé

En 2003, l'organisme mena une enquête sur la santé en collaboration avec le National Center for Health Statistics [centre national

de statistique sur la santé] des États-Unis afin d'améliorer la comparabilité des données sur la santé en Amérique du Nord, surtout compte tenu de la différence entre le système de soins de santé en grande partie privé des États-Unis et le système financé par le secteur public du Canada. Pour la première fois, Statistique Canada effectua une collecte de données dans un pays étranger.

La même année, l'organisme reçut un nouveau financement pour mener une autre grande enquête sur la santé, qui aurait comporté cette fois toute une gamme de mesures physiques. Sous la direction d'un comité consultatif d'experts et du National Center for Health Statistics des États-Unis, qui avait de l'expérience dans ce type d'enquête, des travaux furent amorcés en vue de lancer cette enquête unique. La nouvelle Enquête canadienne sur les mesures de la santé ainsi créée fournissait des données sur les indicateurs de maladies chroniques et infectieuses, de la condition physique, d'exposition environnementale, de nutrition et de facteurs de risque, ainsi que des caractéristiques protectrices. En 2004, avec l'aide de la région sociosanitaire de Calgary, un prétest fut réalisé pour savoir si la population aurait accepté de participer à une telle enquête et pour déterminer les coûts et la logistique connexes. Le prétest fut concluant, et l'équipe du projet procéda à une « répétition générale » au début de 2006 pour se préparer à la collecte de données à grande échelle. L'enquête était composée d'une interview auprès des ménages et d'une visite à la clinique pour prendre les mesures physiques. Le premier cycle mobilisa 5 500 personnes

dans 15 collectivités au cours d'une période de deux ans. Les mesures physiques étaient prises dans des cliniques mobiles, lesquelles étaient en fait des remorques personnalisées, dont deux avaient été prêtées par les États-Unis, qui les avaient utilisées dans le cadre d'une enquête semblable sur les mesures directes, la National Health and Nutrition Examination Survey [enquête nationale sur la santé et la nutrition]. Une nouvelle division fut également créée à Statistique Canada pour appuyer l'enquête : la Division des mesures physiques de la santé. La première diffusion des données de l'enquête en novembre 2008 présentait des données préliminaires sur les concentrations de plomb, de mercure et de cadmium dans le sang pour les huit premiers sites de collecte. Le gouvernement octroya à Statistique Canada dans son budget de 2008 les fonds nécessaires à la poursuite du programme.

Parmi les principales enquêtes postcensitaires de l'époque figuraient l'Enquête sur la santé et les limitations d'activités et l'Enquête sur la diversité ethnique.

L'Enquête sur la santé et les limitations d'activités était une enquête postcensitaire menée en 1986 et en 1991. Elle fut ensuite rebaptisée l'Enquête sur la participation et les limitations d'activités pour les cycles de 2001 et de 2006. L'enquête avait été renommée car elle mettait désormais l'accent sur la participation à certaines activités des personnes dont les activités étaient limitées. La taille de l'échantillon de 2001 était d'environ 40 000 personnes et fournissait de l'information

sur les caractéristiques des adultes et des enfants ayant une déficience, sur leur besoin de soutien et sur leur participation à l'éducation, à l'emploi et aux activités quotidiennes. L'enquête était financée par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (nommé Développement des ressources humaines Canada en 2001). Le cycle de 2006 marqua le dernier cycle de l'Enquête sur la participation et les limitations d'activités, en raison de la nouvelle stratégie en matière de données pour les personnes ayant une déficience qui fut lancée par Ressources humaines et Développement des compétences Canada en 2010.

L'organisme collabora également avec Patrimoine canadien à l'Enquête postcensitaire sur la diversité ethnique afin de produire de l'information sur la diversité ethnique au Canada et sur son incidence sur les résultats socioéconomiques, et afin d'aider à améliorer l'information sur la façon dont les personnes interprétaient et déclaraient leur origine ethnique. À compter d'avril 2002, 30 représentants de l'organisme interviewèrent environ 42 000 personnes dans les deux langues officielles, ainsi qu'en mandarin, en cantonais, en italien, en pendjabi, en portugais, en vietnamien et en espagnol, au moyen d'interviews téléphoniques assistées par ordinateur. Les renseignements recueillis furent utilisés non seulement pour éclairer l'élaboration de politiques et de programmes à Patrimoine canadien, mais aussi pour faciliter l'élaboration du contenu du Recensement de 2006.



Logo de l'Enquête auprès des peuples autochtones

Le nouveau Programme de la statistique autochtone

L'Enquête auprès des peuples autochtones fut menée pour la première fois en 1991 afin d'élaborer à la fois des données nationales de base et des données sur des groupes autochtones particuliers. Compte tenu d'une recommandation de la Commission royale sur les peuples autochtones et de l'initiative fédérale *Rassembler nos forces*, il fut demandé à l'organisme de mener l'enquête régulièrement et d'élaborer un programme visant à renforcer la capacité statistique des organisations autochtones. Par conséquent, l'enquête devint une enquête postcensitaire. Les cycles de 1991

et de 2001 étaient conçus pour produire des données sur les populations vivant dans les réserves et hors réserve, tandis que le cycle de 2006 était le premier à exclure la population des provinces vivant dans les réserves. Plus tard, l'enquête de 2012 fut la première à exclure la population des provinces et des territoires vivant dans les réserves.

Par ailleurs, pour répondre à la demande d'aide au renforcement de la capacité statistique, l'organisme crée le Programme de formation en statistique pour Autochtones, dont il mène un projet pilote en février 1999. Le cours de deux semaines s'adresse aux Autochtones dont le travail les amène à travailler avec des statistiques. Il vise à enseigner aux participants à définir leurs besoins en données, à trouver des données et à utiliser efficacement les données à l'appui de la prise de décisions, de la planification, de la programmation et de l'évaluation de leur organisation respective. Il comprend aussi une introduction à la tenue d'enquêtes pour aborder les situations où il n'existe pas de données primaires. De plus, Statistique Canada met en œuvre le Programme des stagiaires autochtones, dans le cadre duquel des stagiaires sont embauchés pour deux ans à Statistique Canada afin d'apprendre diverses activités statistiques.

Pendant l'exercice 2003-2004, il fut demandé à l'organisme d'élaborer un plan détaillé pour un programme de la statistique autochtone détaillé répondant aux besoins d'information des groupes autochtones, des gouvernements et d'autres intervenants. Un financement de

10 millions de dollars étalé sur deux ans fut accordé. Le programme visait à produire des statistiques semblables à celles qui étaient disponibles sur la population non autochtone et à offrir une formation statistique et des possibilités de perfectionnement des compétences aux membres des Premières Nations, aux Inuits et aux Métis afin de favoriser l'autonomie gouvernementale des Autochtones. Des options de programme devaient être préparées en vue d'un examen par le Cabinet au printemps 2005. Entre-temps, l'organisme établit des liens avec les groupes autochtones, leur donna de la formation et élaborait des méthodes d'enquête pour la population vivant dans les réserves et pour la population hors réserve. Neuf agents de liaison auprès des autochtones

furent nommés afin de servir de personnes-ressources principales auprès des groupes et des organisations autochtones. L'organisme ajouta des questions à l'Enquête sur la population active et produisit des estimations expérimentales pour les quatre provinces de l'Ouest. Il mena également des enquêtes-ménages pilotes dans cinq collectivités des Premières Nations, ainsi que des enquêtes pilotes sur les statistiques du secteur public pour les gouvernements des Premières Nations. L'organisme travaillait aussi à l'élaboration d'une enquête postcensitaire auprès des enfants autochtones afin de recueillir de l'information sur le développement des enfants de moins de six ans vivant dans des réserves et hors réserve dans l'ensemble du Canada. Une grande partie des travaux dépendait de

*Employés du recensement de 2001
dans L'Arctique de l'Ouest*



l'obtention de fonds supplémentaires dans le cadre de la proposition du Cabinet pour un programme permanent, puisque le financement initial prenait fin en mars 2005. En 2007, le financement de l'Enquête auprès des peuples autochtones fut confirmé pour les cinq prochaines années.

Deux nouvelles initiatives longitudinales

Financée dans le cadre de l'initiative Lacunes statistiques II, une nouvelle enquête longitudinale fut mise en œuvre afin de mieux comprendre le processus d'adaptation des immigrants à la vie au Canada. Les résultats de l'enquête permirent à l'organisme d'analyser le lien entre l'environnement socioéconomique et la réussite au Canada et ils firent ressortir les services qui étaient les plus efficaces pour aider les immigrants à s'établir dans la société canadienne. Les interviews étaient offertes dans 15 langues et elles commencèrent dès l'automne 2000. Un échantillon initial de 20 000 immigrants récents fut établi, et les répondants étaient interviewés trois fois au cours des quatre années suivant leur arrivée.

Pendant trois ans, l'organisme mena des consultations auprès des ministères de la Santé et de l'Institut canadien d'information sur la santé, lesquelles portèrent leurs fruits en 2008, année où les répondants commencèrent à autoriser le couplage de leurs résultats d'enquête avec leur dossier de soins de santé provincial. Le couplage des données d'enquête sur l'environnement socioéconomique, les facteurs de risque et

la santé autoévaluée avec celles des dossiers provinciaux présentait un énorme potentiel analytique puisqu'il permettait d'analyser les liens entre les facteurs de risque, les caractéristiques socioéconomiques, l'utilisation des soins de santé, les interventions et les résultats. Ce processus de couplage fut appelé l'Initiative sur les données longitudinales administratives et sur la santé. À la première réunion du comité directeur fédéral-provincial, les membres s'entendirent sur des sujets de recherche prioritaires comme les soins de fin de vie, les répercussions des problèmes de santé mentale sur l'utilisation des soins, la santé des Autochtones, la survie au cancer et les épisodes de soins de courte durée qui auraient pu être évités. Les provinces signèrent des protocoles d'entente en 2008 et en 2009 pour participer à l'initiative.

Deux nouvelles enquêtes sur le milieu de travail

L'Enquête sur le milieu de travail et les employés était une première tentative d'enquête à grande échelle auprès des employeurs et des employés visant à répondre à des questions de productivité et de compétitivité. L'enquête fut financée dans le cadre de l'initiative Lacunes statistiques II et menée en collaboration avec Développement des ressources humaines Canada. Il s'agissait d'une double enquête, à savoir qu'elle fut menée d'abord auprès d'un échantillon d'employeurs, puis auprès d'un échantillon de leurs employés, ce qui permit d'obtenir des renseignements sur le marché du travail tant du point de vue de l'offre que de la demande. L'enquête fournit de l'information sur l'incidence des employés sur les pratiques

commerciales, y compris l'utilisation de la technologie, la formation, les salaires, la réduction des effectifs et l'existence de partenaires étrangers et nationaux. Elle permit également d'examiner les effets positifs ou négatifs de la formation, de l'expérience et du roulement du personnel sur les entreprises. L'essai pilote fut mené en 1996, et la première enquête à grande échelle, en 1999. Dans le cadre de cette enquête longitudinale annuelle, les milieux de travail étaient suivis pendant six ans, et les employés, pendant deux ans. Statistique Canada mena l'enquête de 1999 à 2006, bien que le dernier cycle ne comprît que des données sur les employeurs.

En partenariat avec l'Institut canadien d'information sur la santé et Santé Canada, l'organisme publia, en 2006, les données d'une nouvelle enquête menée auprès de 315 000 membres du personnel infirmier sur les conditions de travail, les défis et le bien-être physique et mental. L'Enquête nationale sur le travail et la santé du personnel infirmier était la première enquête représentative à l'échelle nationale à traiter des conditions de travail et de la santé du plus grand groupe professionnel du secteur des soins de santé, qui comprenait les infirmiers et infirmières autorisés, les infirmiers et infirmières auxiliaires autorisés et les infirmiers et infirmières psychiatriques autorisés dans l'ensemble des provinces et des territoires. L'enquête était le fruit d'une collaboration avec des organismes qui représentaient les infirmiers et infirmières praticiens, les chercheurs du milieu de la santé, les spécialistes de l'information sur la santé et les ministères fédéraux.

La participation du Canada à une enquête internationale sur les jeunes

Le Canada fit partie de la trentaine de pays qui participa au Programme international pour le suivi des acquis des élèves de l'Organisation de coopération et de développement économiques, lequel devint un outil stratégique menant à une réforme de l'éducation dans certains pays. Ce programme visait à fournir des indicateurs du rendement des élèves à l'âge de 15 ans, en évaluant la compréhension de l'écrit en 2000, la culture mathématique en 2003 et la culture scientifique en 2006. Il fournissait également de l'information sur la compétence et sur l'incidence du milieu socioéconomique et

des écoles. Au Canada, plus de 30 000 jeunes de 15 ans de plus de 1 000 écoles participèrent au programme en 2000.

Statistique Canada vint enrichir ce programme de l'Organisation de coopération et de développement économiques en menant l'Enquête auprès des jeunes en transition, qui lui permit d'assurer un suivi des mouvements des jeunes et d'examiner les facteurs qui influaient sur les transitions entre l'école et le travail. En fait, le premier cycle fut intégré au Programme international pour le suivi des acquis des élèves pour la cohorte plus jeune. Lancée en 2000, l'Enquête auprès des jeunes en transition suivit deux cohortes : la première formée de jeunes âgés de 15 ans et la seconde, de jeunes âgés de

18 à 20 ans. De l'information fut recueillie tous les deux ans jusqu'à ce que les jeunes atteignent le milieu ou la fin de la vingtaine.

La délinquance chez les jeunes dans la mire de la communauté internationale

Comme les statistiques sur la délinquance chez les jeunes étaient fondées sur des sources stratégiques, elles ne faisaient référence qu'aux actes criminels ou aux méfaits signalés. Afin de recueillir des données plus vastes ainsi que des données relatives aux relations ou aux liens avec les parents, l'école et les amis, le ministère néerlandais de la Justice lança l'Étude

L'EXODE DES CERVEAUX



L'exode des cerveaux, ou le départ d'érudits vers d'autres pays, principalement vers les États-Unis, en quête de meilleures possibilités ou d'un salaire plus élevé, suscitait de plus en plus d'inquiétudes. Statistique Canada entreprit donc l'Enquête auprès des diplômés de 1995 qui ont déménagé aux États-Unis. L'organisme souhaitait examiner les caractéristiques

des diplômés, les raisons pour lesquelles ils avaient déménagé, leurs études et leur expérience de travail, ainsi que leurs projets d'avenir. En 1998, l'organisme utilisa les résultats de cette enquête, ainsi que d'autres données, dans le cadre d'une étude approfondie des mouvements des travailleurs du savoir entre le Canada et d'autres pays. Cette étude démontrait que, malgré l'exode bien réel, quoique relativement petit, des cerveaux canadiens vers les États-Unis, ce phénomène était contrebalancé par l'arrivée au Canada de travailleurs hautement qualifiés venus des quatre coins du monde. En effet, pour chaque titulaire d'un grade universitaire qui émigrerait aux États-Unis, quatre titulaires d'un grade universitaire immigreraient au Canada.

LA MESURE DES CRIMES MOTIVÉS PAR LA HAINE

En 1965, le ministre de la Justice chargea un comité spécial, le comité Cohen, d'étudier la propagande haineuse au Canada et d'en faire rapport. Le rapport fut rendu public en 1966 et il fit de la propagande haineuse une infraction au *Code criminel*.

Les États-Unis furent le premier pays à rendre obligatoire la collecte de statistiques sur les crimes motivés par la haine en vertu de la *Hate Crime Statistics Act* [loi sur les statistiques relatives aux crimes motivés par la haine] de 1990. Au Canada, bien que divers services de police recueillaient volontairement des statistiques sur les crimes motivés par la haine, il n'existait pas de système centralisé. À la fin des années 1990, les crimes motivés par la haine furent désignés comme une importante lacune statistique. Grâce à l'Enquête sociale générale sur la victimisation de 1999, qui fut la première à poser des questions précises sur les crimes motivés par la haine, l'organisme produisit les premières estimations nationales disponibles sur les crimes motivés par la haine, ce qui donna lieu à un avancement important de la recherche sur les crimes motivés par la haine.

En 1999, le Centre canadien de la statistique juridique se vit octroyer un financement étalé sur quatre ans du Projet de recherche sur les politiques pour recueillir des renseignements

sur les comportements criminels motivés par la haine ou la discrimination dans le système de justice canadien. Tout d'abord, le Comité des informations et statistiques policières de l'Association canadienne des chefs de police mena des consultations afin d'établir une définition commune des crimes motivés par la haine. Une étude pilote sur les crimes motivés par la haine fut ensuite menée auprès de 12 principaux services de police afin d'évaluer la faisabilité de la collecte de statistiques sur les crimes motivés par la haine auprès des services de police. Dans le cadre de ce projet, la diversité des victimes, des délinquants et des travailleurs du système de justice fut également examinée afin d'évaluer l'égalité d'accès aux services de justice.

Depuis 1962, le Programme de déclaration uniforme de la criminalité produisait un registre continu des statistiques sur les crimes et les délits de la route de tous les services de police du Canada, et, en 1988, une version ayant fait l'objet d'une révision considérable, appelée « Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire », fut lancée. Cette version saisissait des données sur les caractéristiques des affaires, des victimes et des auteurs présumés. Le Programme fut modifié à nouveau en 2005 pour permettre à la police de décrire les crimes motivés par la haine en saisissant les données sur les affaires motivées par la haine en fonction

de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la langue, de la couleur, de la religion, du sexe, de l'âge, des déficiences mentales ou physiques ou de l'orientation sexuelle. Cette méthode était conforme aux modifications apportées au *Code criminel*, lesquelles permettaient l'imposition de peines plus sévères lorsqu'il y avait des preuves qu'une infraction était motivée par des préjugés ou de la haine envers un groupe en particulier. Le Canada fut l'un des premiers pays à recueillir de telles données, et le programme était considéré à l'échelle internationale comme un modèle pour mesurer la nature et l'étendue des crimes motivés par la haine.

En 2006, Patrimoine canadien finança l'Enquête supplémentaire sur les crimes motivés par la haine à l'appui du Plan d'action canadien contre le racisme, un projet quinquennal visant à lutter contre le racisme et à promouvoir l'inclusion. Il s'agissait d'une enquête spéciale menée auprès des services de police qui déclaraient des données dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, mais dont les systèmes de déclaration électronique n'avaient pas été convertis au nouveau système. Les services touchés fournissaient ainsi manuellement de l'information sur les affaires motivées par la haine, information que Statistique Canada pouvait coupler aux données du Programme.

internationale de la délinquance autorévélee, menée pour la première fois en 1992 dans 13 pays d'Europe, ainsi qu'au Nebraska, aux États-Unis. Une seconde étude fut menée en 2006 auprès d'une trentaine de pays européens, des États-Unis et du Canada. Le volet canadien de l'étude s'appelait l'Enquête internationale auprès des jeunes et il était parrainé par le

Centre national de prévention du crime, une division de Sécurité publique et Protection civile Canada. L'Enquête internationale auprès des jeunes fut menée à titre d'enquête à participation volontaire auprès d'environ 60 000 élèves de Toronto, après l'obtention du consentement de leurs parents. Elle permit à l'organisme de recueillir de l'information en vue d'aborder

des questions liées au risque et aux facteurs de protection en cas d'inconduite (par exemple la consommation de drogues et d'alcool, la supervision parentale et les relations) et la façon dont les écoles et les collectivités pouvaient aider les enfants à risque élevé à adopter des comportements prosociaux et à atteindre des résultats scolaires positifs.

LE PROGRAMME DU RECENSEMENT

En 1996, le jour du recensement fut devancé pour avoir lieu à la mi-mai plutôt qu'au début de juin afin de s'assurer que le plus grand nombre possible de personnes se trouvaient à la maison pendant le dénombrement et de prévoir suffisamment de temps pour effectuer le suivi avant les vacances d'été. Pour le Recensement de l'agriculture, l'organisme mena l'Enquête sur l'état d'avancement des semailles auprès d'environ 100 000 exploitants agricoles qui avaient déclaré que moins de 90 % de leurs grandes cultures étaient ensemencées au jour du recensement, afin d'évaluer l'incidence du changement de date et de vérifier ou de mettre à jour les données sur les cultures déclarées par ceux-ci.

Le Recensement de la population de 1996 comprenait de nouvelles questions sur les activités non rémunérées des ménages et d'autres questions visant à déterminer la population des minorités visibles. Pour la première fois, tous les questionnaires du recensement étaient imprimés sur du papier recyclé, et tous les produits normalisés étaient disponibles en format électronique, y compris sur cédérom et

sur disquette. Certains renseignements étaient accessibles sur Internet. De plus, comme le financement fourni par le Conseil du Trésor ne suffisait qu'à effectuer un dénombrement de base, six ministères fédéraux qui comptaient beaucoup sur les résultats du recensement pour mettre en œuvre bon nombre de leurs programmes et politiques versèrent à l'organisme un montant de financement supplémentaire de 55 millions de dollars pour qu'il effectue un recensement complet. Pour la première fois, l'organisme attira l'attention sur le fait que la population était légalement tenue de remplir le questionnaire du recensement. Pour les recensements précédents, l'accent avait été mis sur la responsabilité civique des personnes dans l'intérêt de toute la population, et les conséquences juridiques n'étaient abordées qu'avec les répondants retardataires.

Statistique Canada utilisa encore une fois les installations de Revenu Canada pour traiter les questionnaires du Recensement de 1996. Cela dit, peu après, l'organisme étudia de nouvelles méthodes pour saisir les dossiers du recensement



Le statisticien en chef, Ivan P. Fellegi, s'adresse aux participants lors de la réunion d'information sur le Recensement du Canada de 1996 pour les cadres supérieurs, 1995

parce qu'il remettait en question la permanence des installations fiscales, étant donné qu'une grande partie de la population produisait dorénavant ses déclarations de revenus par voie électronique. L'organisme travailla également à rendre ses formulaires de recensement accessibles par Internet. Dans cette optique, il améliora et élargit la portée du Registre des adresses en vue d'envoyer les questionnaires par la poste à environ deux tiers des ménages en 2006. L'organisme travailla également à une option de réponse Internet assortie de contrôles de sécurité et de contrôles intégrés, d'une reconnaissance intelligente de caractères et de vérifications automatisées de l'intégralité et il se donna pour objectif d'effectuer un suivi à partir d'une série de sites régionaux d'interviews téléphoniques assistées par ordinateur.

Lors du Recensement de 2001 eut lieu la première collecte de renseignements sur les couples de même sexe vivant en union libre, et, lors de celui de 2006, furent recueillis des renseignements sur le mariage de personnes de même sexe, à la suite de sa légalisation en juillet 2005. Le Recensement de 2006 comprenait également une nouvelle question marquante qui visait à demander aux répondants la permission d'utiliser les données de leurs dossiers d'impôt sur le revenu pour alléger leur fardeau.

Compte tenu de la vigueur de la situation de l'emploi et de la forte concurrence à l'égard du personnel qualifié au printemps 2001, il fut très difficile de recruter et de former du personnel pour le recensement. Ainsi, Statistique Canada

utilisa pour la première fois Internet comme principal outil de prestation de produits et de services de données au public et aux médias. Il utilisa également un nouveau système pour traiter les variables de la population, de la main-d'œuvre, de la mobilité, du lieu de travail et du mode de transport, soit environ la moitié de toutes les variables du Recensement de la population de 2001 : le Système canadien de contrôle et d'imputation du recensement. Ce système fut par la suite amélioré et utilisé de nouveau lors du Recensement de 2006 pour traiter près de la totalité des variables du recensement. En outre, le système servit au traitement du recensement brésilien de 2000, du recensement suisse de 2000, du recensement ukrainien de 2001, du recensement péruvien de 2005 et du recensement britannique de 2011.

Compte tenu de l'importance des changements méthodologiques prévus pour le Recensement de 2006, Statistique Canada jugea nécessaire de mettre ces changements à l'essai dans le cadre d'une répétition générale en 2004, ce qui ne s'était pas produit depuis 1974. Par conséquent, le temps dont l'organisme disposait habituellement pour élaborer les nombreux systèmes qui alimentaient le recensement fut grandement réduit, et l'organisme décida de confier une grande partie du processus d'élaboration en sous-traitance. Les systèmes de sous-traitance assurèrent ainsi l'exécution de la partie logistique du processus, dont le suivi des retours et la transmission aux recenseurs de renseignements à jour sur l'état d'avancement de chaque questionnaire afin qu'ils déterminent les mesures de suivi nécessaires.

La puissance de la cartographie

Lorsque les cartes informatisées du recensement furent produites pour la première fois au milieu des années 1980, elles se révélèrent être des outils de collecte précieux. Cependant, elles étaient produites manuellement et elles exigeaient beaucoup de main-d'œuvre. De plus, leur qualité variait selon les documents sources. Ainsi, dans le cadre du Recensement de 2001, Statistique Canada produisit pour la première fois toutes les cartes de façon automatisée à l'aide d'un ensemble de bases de données géographiques numériques exploitées et mises à jour en partenariat avec Élections Canada.

L'organisme avait une longue tradition de collaboration informelle avec Élections Canada, et, en avril 1998, les deux parties signèrent un protocole d'entente pour officialiser cette collaboration dans le cadre d'un projet conjoint. Ce projet consistait à élaborer une base de données nationale commune sur les rues et à établir un accès commun aux données cartographiques, aux mises à jour et à l'infrastructure des deux organismes sous un seul fichier réseau appelé la base de données géocartographiques nationale. Ce fichier de rues, de noms et de fourchettes d'adresses, combiné aux limites géographiques et politiques, facilita le recensement des électeurs d'Élections Canada de même que les activités de collecte et de diffusion de Statistique Canada. Les deux organismes tenaient conjointement à jour le cadre géographique et, en prévision du Recensement de 2006, ils communiquèrent avec d'autres

UN ACCÈS AUX DONNÉES HISTORIQUES DU RECENSEMENT

En 2002, Statistique Canada lança le projet de l'Infrastructure de recherche sur le Canada au 20^e siècle (IRCS) dans l'intention de créer des fichiers-échantillons à grande diffusion à partir des recensements antérieurs de 1911, de 1921, de 1931, de 1941 et de 1951. En couplant les nouvelles bases de données aux bases de données existantes pour les années 1871 à 1901 et 1961 à 2001, ce projet facilitait l'établissement de bases de données du recensement couvrant 130 ans. Il s'agissait de l'une des plus importantes initiatives en sciences sociales de l'histoire à l'époque, car elle jetait les bases nécessaires à la recherche sur la transformation de la société canadienne depuis la fin du 19^e siècle. L'IRCS était financée par la Fondation canadienne pour l'innovation, par les gouvernements de l'Ontario et du Québec, par des sociétés du secteur privé et par divers autres fonds en fiducie, institutions et fondations.

Cette initiative de renommée mondiale fut menée par Chad Gaffield de l'Institut d'études canadiennes et autochtones de l'Université d'Ottawa, en collaboration avec des chefs d'équipe de sept universités canadiennes partenaires (soit l'Université

d'Ottawa, l'Université Victoria, l'Université York, l'Université de Toronto, l'Université du Québec à Trois-Rivières, l'Université Laval et l'Université Memorial de Terre-Neuve). Un centre de recherche de l'IRCS répondant aux exigences en matière de sécurité de Statistique Canada fut établi dans chacune de ces universités. Parmi les autres partenaires, mentionnons l'Institut de la statistique du Québec, IBM Canada, l'International Microdata Access Group, Bibliothèque et Archives Canada, le Newfoundland and Labrador Statistics Agency et Statistique Canada. En 2006, le projet comptait plus de 130 chercheurs, étudiants et professionnels de tout le pays.

La majorité du travail effectué dans les sept centres universitaires consistait à saisir des données des dossiers manuscrits du recensement, souvent difficiles à déchiffrer, ainsi qu'à nettoyer et à coder les données. En plus de créer des bases de données du recensement, le projet comptait également un volet de recherche sur les données qualitatives et contextuelles, comme les renseignements diffusés dans les journaux pour chaque recensement au sujet du dénombrement ou des résultats



Chad Gaffield, directeur de l'Institut d'études canadiennes de l'Université d'Ottawa et chef du projet Infrastructure de recherche sur le siècle du Canada, 2002

du recensement et les sujets abordés à la Chambre des communes, au Sénat et dans les assemblées provinciales, ainsi que d'autres documents publiés ou non associés à chacun des recensements. Les données étaient également superposées aux couches cartographiques du Système d'information géographique à des fins de géoréférencement. L'infrastructure de recherche multidisciplinaire et interactive à grande échelle ainsi créée fut mise à la disposition des centres de données de recherche de tout le pays en 2009.

ministères fédéraux et organismes provinciaux pour obtenir des mises à jour du réseau routier, ce qui leur permit d'améliorer les renseignements dont ils disposaient sur celui-ci.

Jusqu'en 2006, les secteurs de dénombrement du recensement constituaient la plus petite unité géographique au pays, mais les comparaisons de données étaient difficiles parce que ces régions n'étaient pas toujours stables au fil du temps. Par conséquent, l'organisme commença à utiliser les îlots en région urbaine et les entités analogues délimitées par des caractéristiques stables dans les régions rurales en tant que plus petites unités normalisées à des fins de diffusion. L'utilisation

de ces petits secteurs comme éléments de base donna également à Statistique Canada la souplesse nécessaire pour concevoir des secteurs de dénombrement plus précis et établir des aires de diffusion personnalisées en fonction des besoins des utilisateurs.

En 2005, le fichier du réseau routier de l'organisme, qui s'appuyait sur la base de données géocartographiques nationale, fut mis à la disposition du public gratuitement. Par comparaison, en 2001, il en coûtait 25 000 \$ pour se procurer ce produit. Cette décision visait en partie à promouvoir les partenariats avec les provinces dans le cadre d'ententes de partage de

données. Elle découlait aussi du fait que de plus en plus de ministères rendaient ces ensembles de données accessibles et que Statistique Canada souhaitait promouvoir l'adoption de ses produits géographiques pour des usages tels que la cartographie, le géocodage, la recherche, la délimitation des régions et l'entretien des bases de données. L'organisme lança également un projet à plus long terme de migration du fichier du réseau routier vers un modèle plus précis et plus rapide compatible avec le système de localisation GPS de Ressources naturelles Canada en prévision du Recensement de 2011.

LE PROGRAMME DE LA STATISTIQUE DES ENTREPRISES

La déferlante du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales

En 1996, le gouvernement du Canada et les gouvernements du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador convinrent d'harmoniser leurs taxes de vente afin de réduire les coûts des entreprises, de simplifier les taxes et de réduire les coûts administratifs. Ainsi, à compter du 1^{er} avril 1997, une seule taxe commune de 15 % (la taxe de vente harmonisée) fut imposée dans ces provinces, au lieu des quatre taxes distinctes qui s'appliquaient auparavant (la taxe fédérale sur les produits et services et chacune des trois taxes provinciales). En raison de ce changement, les gouvernements fédéral et provinciaux avaient besoin d'un

intermédiaire impartial et digne de confiance pour leur fournir les données nécessaires au calcul de la répartition des revenus, soit environ 25 milliards de dollars par année, entre les quatre gouvernements. Statistique Canada se vit offrir ce rôle, malgré son statut d'organisme fédéral, ce qui constituait une distinction et un honneur non négligeables.

Les provinces acceptèrent l'harmonisation seulement dans la mesure où leurs recettes fiscales devaient être aussi stables et prévisibles qu'elles l'avaient été avec les taxes de vente provinciale et fédérale distinctes. Cette exigence compliqua le calcul, parce que les entreprises avaient droit à un remboursement de la taxe qu'elles payaient sur les intrants en fonction des produits et services qu'elles vendaient. Par

conséquent, les recettes fiscales devaient être réparties en fonction de la vente finale dans une province, bien qu'elles fussent perçues à toutes les étapes de la production, peu importe où cette production avait lieu. Jusqu'à ce moment, l'organisme n'effectuait pas de suivi pour déterminer si une vente était finale ou si un produit ou service serait utilisé comme intrant pour la création d'un autre produit ou service et vendu de nouveau.

Le projet que se vit ainsi confier l'organisme, appelé le Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP), représentait une entreprise colossale qui augmenta le budget annuel de l'organisme d'environ 43 millions de dollars. L'objectif général du projet était de produire des statistiques économiques d'une

*Employés du recensement
de 2006*



fiabilité à peu près égale pour les 13 provinces et territoires, et non seulement pour les provinces qui avaient adopté la taxe de vente harmonisée. Par conséquent, l'organisme dut recueillir des échantillons plus importants, en termes relatifs, dans les petites provinces. Un grand nombre de fonctionnaires devaient être embauchés, mais l'organisme devait gérer la réduction des effectifs dans d'autres secteurs en raison des compressions budgétaires.

Les travaux du PASEP furent amorcés en décembre 1996, lorsque l'organisme commença à mener des consultations et à formuler des plans d'action détaillés. Un certain nombre de groupes de travail furent créés pour diriger les travaux, le premier étant composé de 14 directeurs généraux de l'ensemble de l'organisme et ayant pour mandat d'assurer la surveillance et la coordination du projet. Les autres groupes se concentrèrent sur la gestion des relations externes et du fardeau de réponse, la conception et la mise en œuvre d'un nouveau système unifié d'enquêtes-entreprises axé sur les entreprises, la gestion de la transition du système d'enquête actuel au nouveau, et la gestion des questions de ressources humaines comme la formation, le recrutement et la dotation. Le projet, dirigé par Philip Smith, alors directeur général de la Direction de la mise en œuvre du PASEP, comprenait de nouvelles activités d'enquête auprès des entreprises et des ménages, un programme de tableaux d'entrées-sorties provinciaux annuels, et des initiatives visant à accroître l'utilisation des données fiscales et d'autres données administratives.

Cette mobilisation massive des ressources à l'échelle de l'organisme pendant plusieurs années avait pour principal objectif de produire des comptes d'entrées-sorties et des comptes des revenus et des dépenses pour l'ensemble des provinces et des territoires du Canada. L'organisme devait améliorer le niveau de détail provincial des données sur les industries qu'il diffusait et intégrer les statistiques économiques aux échelons provincial et national. Il devait aussi élaborer des données annuelles sur le commerce interprovincial, mettre en œuvre un nouveau système de classification et doubler la portée du Registre des entreprises afin d'y inclure les « entreprises sans salarié » (soit environ un million d'entreprises). Par ailleurs, l'organisme devait élargir certaines enquêtes, comme l'Enquête sur les dépenses des familles, qu'il mènerait désormais tous les ans plutôt que tous les quatre ans. Cette enquête aida l'organisme à établir deux mesures des dépenses de consommation : d'une part, du point de vue des entreprises et, d'autre part, du point de vue des consommateurs. L'organisme sollicita le soutien de la Direction de la méthodologie et de la Direction de l'informatique pour le remaniement de toutes les enquêtes touchées et il demanda à la Direction des opérations régionales ainsi qu'à la Division des opérations et de l'intégration de s'occuper de l'accroissement des activités de collecte et de traitement, et d'aider les entreprises à modifier leurs activités de production de rapports. La Direction des ressources humaines dut, quant à elle, embaucher bon nombre de nouvelles ressources et mobiliser des ressources d'expérience au

moyen de rotations, de réaffectations et d'affectations spéciales.

Du PASEP est né le Programme unifié des statistiques sur les entreprises (PUSE), une approche modernisée et uniforme pour les enquêtes-entreprises. Les six principaux objectifs du PUSE consistaient à utiliser le Registre des entreprises, à optimiser l'utilisation des données fiscales (dans la mesure du possible), à harmoniser et à intégrer les questionnaires, à adopter une collecte axée sur l'entreprise, à utiliser des bases de microdonnées communes, et à appliquer des méthodes normalisées d'échantillonnage, de saisie des données, de vérification, d'imputation, de répartition, de calendarisation et d'estimation. Le programme commença en 1998 pour l'année de référence 1997 auprès de sept industries pilotes n'ayant pas fait l'objet d'une enquête auparavant ou n'ayant fait l'objet que d'une enquête limitée. Les industries visées étaient les suivantes : l'aquaculture, les services de messageries et les services de messagers, les services de taxi et de limousine, la construction, la restauration et les débits de boissons, la location de biens immobiliers, et les bureaux d'agents et de courtiers immobiliers. La deuxième édition portait sur l'année de référence 1998 et elle fut élargie par rapport à la première pour inclure la première grande industrie : le commerce de gros. Après quatre ans d'élaboration, le PUSE intégra plus de 20 enquêtes, dont l'Enquête annuelle sur le commerce de gros, l'Enquête annuelle sur le commerce de détail et l'Enquête annuelle des manufactures.

Le Registre des entreprises vit le jour dans le cadre du Projet de remaniement des enquêtes-entreprises, lequel avait débuté en 1984, mais il fut renforcé et finalement adopté pour toutes les enquêtes-entreprises grâce à l'injection de fonds du PASEP dans le PUSE. En 2005, une refonte majeure du Registre des entreprises qui devait prendre trois ans fut amorcée. Le registre fut modernisé pour en simplifier les concepts et les processus opérationnels, pour éliminer la technologie désuète et pour réduire les coûts de production. À l'automne 2007, la migration des enquêtes vers le nouveau registre commença, et il fut estimé que cette tâche prendrait environ six mois compte tenu des cycles propres à chaque

enquête. La refonte, achevée en 2008, donna lieu à un environnement intégré et à des outils améliorés. Il fut aussi prévu d'ajouter l'univers du secteur public au Registre des entreprises.

De surcroît, l'organisme prit conscience qu'il devait nommer des gestionnaires de cas pour les grandes entreprises, car les nouvelles exigences en matière d'établissement de rapports pouvaient se révéler assez compliquées. L'organisme commençait à envisager la collecte de données auprès des entreprises complexes comme une exigence intégrée unique négociée au cas par cas plutôt que comme une série d'enquêtes individuelles. Il élargit le Programme des gestionnaires des répondants clés afin d'y inclure

davantage de grandes entreprises. Ainsi, en 2005, le programme couvrait environ 180 des entreprises canadiennes les plus importantes en matière de données et offrait un guichet unique de services d'aide et de coordination des interventions. À partir de 2005, Statistique Canada se donna pour objectif de doubler le nombre d'entreprises couvertes par le programme sans engendrer d'augmentation nette des coûts. Pour ce faire, il mena un projet pilote qui visait à fusionner le Programme des gestionnaires des répondants clés avec le Programme de profilage des grandes entreprises de la Division du Registre des entreprises, dont l'attention s'était portée sur la structure en constante évolution des grandes entreprises.

Le programme découlant de la fusion fut nommé le Programme de gestion de portefeuille d'entreprises et il visait à gérer de façon globale et plus intégrée plusieurs aspects de la relation de l'organisme avec environ 350 des plus grandes entreprises du pays, y compris l'établissement de profils, les modalités de déclaration pour les enquêtes, la résolution des problèmes, l'analyse de la cohérence et la collecte des données.

Alors que l'organisme commençait à utiliser davantage les données fiscales en remplacement des données d'enquête, dans le cadre du Projet de remplacement par les données fiscales, le nombre de petites entreprises qui se voyaient exemptées du PUSE augmenta. L'organisme atteignit ainsi son objectif de remplacer les questionnaires par les dossiers fiscaux pour 50 % des entreprises simples (soit celles qui étaient exploitées dans une province et dans une industrie) un an plus



L'équipe responsable du Programme des gestionnaires des répondants clés (PGRC), 2002

tôt que prévu et poursuivit son travail pour atteindre 60 % des entreprises simples en 2006. Statistique Canada travailla également à la rationalisation du contenu des questionnaires du PUSE afin de réduire le fardeau des répondants et posta les questionnaires plus tôt afin de faire coïncider la réception de ces derniers avec la fin de l'exercice financier des entreprises, qui auraient déjà leurs dossiers en main. Bien que l'organisme se fût efforcé de réduire le fardeau des répondants de façon globale par diverses initiatives depuis la fin des années 1970, il ne fut en mesure de contrôler le fardeau d'une entreprise de façon individuelle qu'au cours de l'exercice 1998-1999. En effet, il élaborait un système pour assurer le suivi et l'archivage de toutes les personnes-ressources des enquêtes précédentes pour une entreprise donnée.

Parmi les nouvelles enquêtes-ménages annuelles mises en œuvre dans le cadre du PASEP figurent l'Enquête sur les dépenses des ménages, l'Enquête sur les réparations et les rénovations effectuées par les propriétaires-occupants et l'Enquête sur les voyages des Canadiens. Les nouvelles enquêtes découlant du PASEP furent d'abord appelées des enquêtes d'apport. En 2000, le PASEP passa du statut de projet à celui de programme opérationnel permanent. Ainsi, bon nombre des nouvelles enquêtes, de même que l'expansion des comptes nationaux, se poursuivent encore aujourd'hui.

La nécessité d'améliorer les statistiques économiques provinciales avait été cernée des années plus tôt, et le PASEP, bien qu'il fût conçu pour aider le régime fiscal, joua un rôle



L'équipe responsable du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), 2000

déterminant dans l'amélioration des statistiques économiques provinciales, ainsi que dans l'intégration et l'amélioration de la cohérence de toutes les statistiques économiques. L'objectif premier du projet fut également atteint, soit celui de produire des tableaux d'entrées-sorties provinciaux détaillés et des comptes des revenus et des dépenses annuels pour chaque province et territoire.

L'introduction d'un nouveau système de classification

En décembre 1996, après deux ans de travail intensif, les statisticiens en chef du Canada, des États-Unis et du Mexique approuvèrent le Système de classification des industries de

l'Amérique du Nord (SCIAN). Le nouveau système permettait de comparer le rendement de différentes industries dans la zone de libre-échange nord-américaine, en remplacement de la Classification type des industries, élaborée en 1948 pour mesurer l'économie canadienne et révisée à intervalles de 10 ans. À la suite de la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain en janvier 1994, les trois organismes statistiques convinrent d'élaborer une classification commune des industries en août de la même année. Chaque pays menait ses propres consultations à grande échelle, notamment auprès d'associations industrielles et commerciales, de prévisionnistes, d'instituts de recherche, de comités consultatifs et de ministères chargés de l'établissement des politiques. Les efforts du Canada furent dirigés

par la directrice de la Division des normes, Shaila Nijhowne (qui reçut un prix d'excellence professionnelle en 2001 pour son travail au sein de l'organisme, notamment pour ses contributions au SCIAN). Les trois organismes statistiques se réunissaient à intervalles réguliers pour en arriver à une entente.

Le nouveau système fut mis en œuvre pour l'année de référence 1997 au Canada et aux États-Unis, et l'année suivante au Mexique, à temps pour la tenue de son recensement économique. Le système comprenait un secteur entièrement nouveau sur l'information et les activités culturelles, accordait une plus grande visibilité aux services aux entreprises et mettait moins d'accent sur la fabrication. Statistique Canada publia les données du Système de comptabilité nationale à l'aide du SCIAN en 2002 et entreprit la refonte des séries antérieures.

Après la mise en œuvre du SCIAN, l'organisme travailla avec l'organisme statistique de l'Union

européenne, Eurostat, à la création d'une classification harmonisée des industries pour l'Europe et l'Amérique du Nord d'ici 2007. Un projet pilote de deux ans fut également lancé pour évaluer la faisabilité d'élaborer des listes communes de produits pour le Canada, les États-Unis et le Mexique. Au départ, ce projet pilote, appelé le Système de classification des produits de l'Amérique du Nord, couvrait cinq industries productrices de services pour lesquelles fut dressée une liste détaillée des produits en 2000.

La statistique des sciences et de la technologie

Lorsque l'examen stratégique des programmes de 2007 entraîna la cessation de nombreux projets financés par l'initiative Lacunes statistiques, il fut estimé que le Système d'information sur les sciences et la technologie était fondamental au système statistique national,

et il fut préservé. Le gouvernement avait lancé, en 1996, la nouvelle Stratégie fédérale en matière de sciences et de technologie, et l'Initiative de démocratisation des données en faisait partie. Deux ans plus tôt, le gouvernement avait annoncé son intention d'examiner la science et la technologie à l'échelle fédérale afin de déterminer comment il pourrait, dans le cadre de ses investissements fédéraux, favoriser la croissance économique et la création d'emplois, et il avait par la suite lancé un processus de consultation à long terme. Le nouveau projet du Système d'information sur les sciences et la technologie fut l'un des résultats de cet examen; il avait pour objectif l'élaboration d'indicateurs de l'activité et d'un cadre en vue de broser un tableau des sciences et de la technologie au Canada. Ainsi, en collaboration avec Industrie Canada, l'organisme élaborait des mesures statistiques dans les domaines des systèmes d'innovation, de l'innovation, des activités gouvernementales en sciences et technologie, de l'industrie et des ressources humaines.

L'ENQUÊTE SUR LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

Financée par l'initiative Lacunes statistiques II, l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 permit de recueillir des renseignements qui ne l'avaient pas été depuis 1984. Elle fournissait aux décideurs des renseignements sur les groupes à risque, les prêts d'études et la répartition de la richesse, et elle les aidait à comprendre dans quelle mesure la population était prête à subvenir à ses besoins en

cas de changements majeurs, comme une maladie à long terme, la retraite ou la perte d'emploi. L'enquête fut menée de nouveau en 2005, mais elle ne faisait pas l'objet d'un financement permanent et elle prit fin lorsque le fonds d'investissement du Groupe de données pour la recherche sur les politiques fut réduit à la suite de l'Examen stratégique des programmes de 2007.

L'adoption de nouvelles méthodes pour mesurer le commerce

Le Programme des estimations régionales des ventes du commerce de détail fut officialisé par l'organisme en 1999. Il s'agissait d'un nouveau programme personnalisé visant à produire des estimations annuelles sur le commerce de détail et le nombre de magasins dans les petites régions géographiques (selon les trois premiers caractères du code postal pour les régions urbaines et les six caractères pour les régions rurales). Les estimations étaient produites en combinant les données de l'Enquête annuelle sur les magasins à succursales et les grands magasins avec celles des déclarations de revenus des sociétés. Toutefois, le programme de recouvrement des coûts prit fin, et l'organisme cessa de produire les tableaux de données personnalisés en 2007.

Compte tenu de l'utilisation et de la disponibilité accrues d'Internet, de nouvelles occasions d'effectuer des transactions avec les consommateurs et les fournisseurs se présentaient non seulement aux organismes gouvernementaux, mais aussi aux entreprises. En août 2000, l'organisme diffusa les résultats de la première enquête recoupant les divers secteurs économiques sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications et du commerce électronique par les entreprises. Alors que pratiquement tous les établissements du secteur public utilisaient Internet, environ la moitié de toutes les entreprises étaient actives en ligne, et seulement 1 entreprise sur 10 utilisait

Internet pour vendre des biens et des services à l'époque.

L'amélioration des mesures du commerce

Jusqu'au milieu des années 2000, la mesure des indices des prix à l'exportation à Statistique Canada reposait principalement sur la supposition qu'ils étaient égaux aux indices des prix intérieurs multipliés par le taux de change. De même, l'organisme avait l'habitude de mesurer les indices des prix à l'importation en supposant qu'ils étaient égaux aux indices des prix des États-Unis ou d'autres pays, encore une fois rajustés selon le taux de change approprié. Cependant, les exportateurs et les importateurs pouvaient demander des prix supérieurs ou inférieurs à ceux fondés sur ces hypothèses, en raison des répercussions variées des fluctuations du taux de change sur les prix. La méthodologie de l'organisme n'était donc qu'une approximation. À mesure que fut constatée la volatilité des taux de change dans les années 2000, la nécessité de mesurer directement les indices des prix des échanges commerciaux devint évidente, et la Banque du Canada souleva des préoccupations à ce sujet. Par conséquent, Statistique Canada commença à recueillir les prix à l'exportation et à l'importation directement auprès des importateurs et des exportateurs et utilisa les indices de prix ainsi obtenus pour procéder à la déflation des données sur les flux du commerce international. Le programme commença par une enquête pilote en 2007 qui jouissait d'un financement de planification à long terme et

qui fut par la suite financée à même le budget de base. Le programme continua de prendre de l'ampleur à mesure qu'y étaient incluses quelques classes de produits supplémentaires lorsque les fonds le permettaient.

Bien que l'accord bilatéral de 1987 sur l'échange de données sur les importations avec les États-Unis eût grandement amélioré les données commerciales bilatérales des deux pays, les exportations vers d'autres pays, sous-déclarées, demeuraient problématiques. Entre le milieu et la fin des années 2000, Statistique Canada collabora avec l'Agence des services frontaliers du Canada pour régler le problème. De concert, les organismes mirent en œuvre un système de déclaration en ligne pour faciliter le suivi des exportations vers d'autres pays que les États-Unis. De plus, l'Agence des services frontaliers du Canada renforça la réglementation exigeant que les marchandises fussent déclarées avant leur exportation et intensifia ses efforts d'application de la loi, ce qui contribua à réduire la sous-déclaration.

La concrétisation du Programme de la statistique de l'environnement

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, alors que le gouvernement fédéral déployait des efforts pour éliminer son déficit budgétaire, l'analyse des politiques environnementales ralentit au pays. Cependant, à la suite de l'engagement du Canada de réduire

les émissions de gaz à effet de serre (GES) à 6 % sous les niveaux de 1990 en vertu du Protocole de Kyoto en décembre 1997, il fut estimé que le pays manquait d'information détaillée dans ce domaine. Par conséquent, en 1999, un groupe de travail fédéral sur la statistique, coprésidé par Statistique Canada et Ressources naturelles Canada, fut formé pour examiner les besoins prioritaires en données. L'organisme reçut des fonds pour élargir et améliorer le niveau de détail de l'information sur la consommation d'énergie à l'échelle des industries par l'entremise du Programme de la statistique de l'énergie, pour entreprendre une enquête sur la consommation d'énergie des bâtiments commerciaux et

institutionnels, et pour réaliser une étude de faisabilité sur la consommation d'énergie des immeubles d'appartements. Des discussions étaient également en cours pour permettre la collecte de renseignements sur la consommation de carburant des véhicules et les pratiques de conservation de l'énergie des exploitations agricoles.

En 2000, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie dirigea un groupe de travail formé de membres nommés par le gouvernement pour élaborer un ensemble d'indicateurs de développement durable dans la sphère de l'environnement. Statistique Canada

participa activement au groupe de travail, qui recommanda six indicateurs dans son rapport de 2003 sur les Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement. Peu après, le gouvernement annonça son intention de mettre en œuvre trois des six mesures, et l'organisme collabora avec Santé Canada et Environnement Canada pour élaborer un plan de mise en œuvre. Les indicateurs portaient sur la qualité de l'air, la qualité de l'eau pour la protection de la vie aquatique et les émissions de GES. Le premier rapport sur les Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement fut publié à la fin de 2005. Le second rapport, publié en 2006, précisait, entre autres, que les émissions de GES

LA MALADIE DE LA VACHE FOLLE

Avant 2003, année où fut détectée la présence de l'encéphalopathie spongiforme bovine (aussi appelée la maladie de la vache folle) chez une vache reproductrice en Alberta, le Canada était l'un des plus grands exportateurs de bœuf au monde. Dans les heures qui suivirent la nouvelle, une quarantaine de pays, dont les États-Unis, imposèrent une interdiction sur les exportations de produits de bœuf du Canada, et la valeur des exportations chuta à presque zéro pendant environ trois mois. Le Canada avait toujours compté sur les abattoirs des États-Unis, et, comme la frontière était fermée aux bovins, les installations canadiennes ne furent pas en mesure de répondre à la demande accrue. Ainsi, dix ans après la découverte du premier cas d'encéphalopathie spongiforme bovine chez les bovins canadiens en 1993 et la mise en œuvre de nouvelles mesures de surveillance qui s'est ensuivie, l'industrie était dévastée.

Statistique Canada fut prié de fournir de nouvelles données à l'équipe d'aide en cas de catastrophe naturelle d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Une enquête spéciale fut menée pour fournir des renseignements sur la taille de la population de bovins à risque et sur celle de la population de bovins prêts à l'abattage qui était habituellement exportée aux États-Unis. Les répercussions financières et émotionnelles de l'événement étaient tragiques pour l'industrie, qui perdait des millions de dollars de revenus chaque jour. Les frontières avec les États-Unis furent partiellement rouvertes en 2005, mais elles ne furent entièrement rouvertes qu'en 2007. Statistique Canada calcula une perte de 2,5 milliards de dollars en exportations, de 2 milliards de dollars en produit intérieur brut, de 5,7 milliards de dollars en produits totaux, de 1 milliard de dollars en revenus de travail et de 75 000 emplois.

avaient augmenté de 27 % entre 1990 et 2004, dépassant de 35 % la cible établie en vertu du Protocole de Kyoto.

Au cours de l'exercice 2002-2003, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie demanda à Statistique Canada de lui présenter un plan pour un ensemble élargi de comptes environnementaux structurés. Dans ce plan, l'organisme prescrivait une collaboration avec d'autres ministères pour tirer profit des renseignements environnementaux existants et, par la suite, déterminer la meilleure façon de combler les lacunes statistiques restantes, notamment au moyen d'une gamme de nouvelles enquêtes environnementales. L'organisme rédigea un plan d'élargissement du Système de comptabilité nationale et élaborait des modules sur les émissions de GES et l'« industrie » de l'environnement à ajouter aux enquêtes existantes.

En 2005, l'organisme fut préféré à plusieurs entreprises privées pour effectuer une nouvelle enquête en collaboration avec Environnement Canada. Il s'agissait d'effectuer le suivi des progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs en matière d'émissions de GES établis en vertu du Protocole de Kyoto. Le projet de déclaration des émissions de GES était une initiative importante bien en vue dirigée par Statistique Canada en collaboration avec Environnement Canada, Ressources naturelles Canada, les gouvernements

provinciaux et territoriaux, et l'industrie. L'équipe mit au point un système de déclaration par Internet harmonisé pour répondre aux besoins des secteurs de compétence, éviter les chevauchements et réduire au minimum le fardeau et les coûts. L'enquête permit de recueillir des renseignements détaillés sur les émissions des grandes exploitations industrielles qui émettent plus de 100 000 tonnes de GES chaque année. En partenariat avec Environnement Canada et le ministère de l'Environnement de l'Alberta, Statistique Canada diffusa les premières données de ce nouveau système de déclaration obligatoire pour les émissions de six GES en 2006. L'information contribua à la déclaration des émissions de GES du Canada à l'échelle internationale, ainsi qu'à l'établissement de nouveaux règlements, de nouvelles cibles et de nouveaux calendriers de réduction.

En 2006, l'organisme publia les résultats du prototype de l'Enquête sur les ménages et l'environnement, qu'il avait menée à titre de supplément de l'Enquête sur la population active. Les résultats comprenaient des tableaux à l'échelle des provinces présentant les pratiques et les comportements environnementaux des ménages canadiens. En 2007, l'enquête migra vers une plateforme fondée sur l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, qui était considérée comme un cadre plus approprié qui permettrait l'analyse conjointe des données sur l'environnement et la santé.

LES ORGANISMES GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS

Au cours des années 1990 et au début des années 2000, le débat sur les répercussions sur la santé et la sécurité de la culture et de la consommation d'organismes génétiquement modifiés battait son plein. La modification génétique moderne s'était concrétisée au milieu des années 1970, et des préoccupations avaient été exprimées presque immédiatement au sujet des répercussions potentielles de la nouvelle technologie. Un moratoire fut donc imposé jusqu'à la Conférence d'Asilomar sur la recombinaison de l'ADN en 1975, laquelle établit des lignes directrices pour assurer la sécurité des expériences utilisant la technologie de recombinaison de l'ADN. Au début des années 1990, la population commença à consommer les produits des cultures alimentaires génétiquement modifiées. Toutefois, il y avait très peu d'information disponible sur la portée de la culture des organismes génétiquement modifiés au Canada. L'étendue des pratiques d'agriculture biologique n'était pas mesurée non plus. Statistique Canada ajouta donc des questions aux enquêtes agricoles existantes afin de recueillir de l'information sur ces deux sujets.

UNE ASSISTANCE TECHNIQUE OFFERTE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

En plus de collaborer à l'échelle internationale à diverses initiatives visant à échanger des idées et à élaborer collectivement des processus ou des systèmes, Statistique Canada offrait toujours une assistance technique aux administrations statistiques d'autres pays. L'assistance technique à l'échelle internationale était principalement financée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Statistique Canada offrait ainsi une assistance technique à des pays comme l'Argentine, l'Arménie, le Bangladesh, le Brésil, la Chine, la Colombie, Cuba, l'Érythrée, la Géorgie, Haïti, la Hongrie, l'Indonésie, la Jamaïque, la Malaisie, les Philippines, la Pologne, la République tchèque, la Russie, la Turquie et la Zambie.

En 1996, l'organisme lança un nouveau programme de coopération internationale avec le Bureau national de la statistique de la Chine. Il s'agissait d'un programme axé sur le développement organisationnel, la mesure de l'économie de marché et le renforcement des capacités techniques. Cette initiative de 9,4 millions de dollars répartis sur cinq ans, désignée sous le nom de Projet de gestion de l'information statistique (PGIS), était financée par l'ACDI à l'appui des objectifs du Canada en matière d'aide étrangère en Chine et elle comprenait de la formation à divers niveaux et dans divers domaines. En 1998, les deux organismes statistiques élaborèrent un ensemble de principes directeurs pour veiller à ce que les projets fussent menés de façon uniforme et efficace et de manière à mettre l'accent sur la

durabilité des activités. La première phase du PGIS, de 1996 à 2004, portait sur les comptes nationaux, les enquêtes-ménages, la gestion des ressources et un cours de perfectionnement des compétences en enquête. En fait, Statistique Canada rédigea un manuel de formation détaillé sur les concepts de base de la méthodologie d'enquête, de la gestion, des opérations, de l'analyse et de l'assurance de la qualité pour les enquêtes-ménages afin de former 30 000 travailleurs principaux du domaine statistique en Chine. Un autre effort de coopération de cinq ans, appelé le PGIS II, commença en 2005. Cette seconde phase du programme était également financée par l'ACDI, ainsi que

par le ministère chinois du Commerce, et elle portait sur l'exécution de projets statistiques précis dans les sphères sociale, économique et environnementale, conformément aux obligations internationales de la Chine, ainsi que sur l'utilisation des renseignements administratifs.

Le travail des groupes municipaux volontaires se poursuivait; le modèle du premier groupe, le Groupe Voorburg sur les statistiques sur les services, fut reproduit dans d'autres domaines, pour créer notamment le Groupe de Londres sur la comptabilité environnementale, le Groupe de Canberra sur les statistiques du revenu des



ménages et le Groupe d'Ottawa sur les indices des prix. Au début des années 2000, le Groupe de Londres se concentrait sur l'élaboration de comptes environnementaux couplés au Système de comptabilité nationale et il rédigea une version révisée du manuel intérimaire sur le système de comptabilité environnementale et économique intégrée des Nations Unies, qu'il présenta à la Commission de statistique des Nations Unies en 2002. À sa 43^e session, en 2012, la Commission de statistique adopta le *Cadre central du Système de comptabilité économique et environnementale, 2012* comme première norme statistique internationale pour la comptabilité économique environnementale.

Au début des années 2000, l'Office fédéral de la statistique suisse et le Bureau central de

la statistique de la Hongrie demandèrent à Statistique Canada de procéder à une évaluation par les pairs de leur organisme respectif. Il s'agissait là d'un nouveau type de travail international axé sur l'adaptabilité aux besoins changeants, l'efficacité et la crédibilité. De ce fait, Robert Edwards, directeur du Département des statistiques du Fonds monétaire international, au moment du départ à la retraite d'Ivan Fellegi en 2008, fit la déclaration suivante : « Ivan a dirigé l'évaluation de systèmes statistiques nationaux (p. ex. ceux de la Suisse et de la Hongrie) et du système statistique européen dans son ensemble. Dans ce dernier cas, je me suis fortement appuyé sur les travaux antérieurs d'Ivan pour faire mon inspection professionnelle d'Eurostat. En soulignant les forces et faiblesses, les évaluations aident à hisser la barre de ce

que devrait être un système statistique à la fois efficient et efficace. Cela a permis par la suite à la communauté statistique internationale de réaliser de telles évaluations des systèmes statistiques de pays membres. »

En 2006, l'organisme était en pleine discussion avec l'ACDI au sujet d'une initiative canadienne de renforcement de la capacité statistique internationale visant à favoriser la participation de pays au programme d'assistance technique à long terme, à encourager d'autres pays avancés dans le domaine statistique à faire de même et à établir un institut de formation pour les gestionnaires de haut niveau des organismes statistiques portant sur les techniques de gestion et d'autres questions d'importance pour les organismes statistiques.

SUR LA VOIE DE L'AMÉLIORATION CONTINUE

En 2006, Ivan Fellegi informa le Bureau du Conseil privé qu'il souhaitait prendre sa retraite dans deux ans, et il annonça sa décision au personnel de l'organisme le 15 février 2008. En juin, il prit sa retraite, 23 ans après avoir été nommé statisticien en chef et 51 ans après avoir joint l'organisme en 1957. Sa cérémonie de départ à la retraite fut diffusée sur les ordinateurs de bureau des fonctionnaires, une autre première à Statistique Canada. Des orateurs invités présentèrent un témoignage en personne ou par vidéo transmission. La Banque mondiale, les Nations Unies, le Fonds monétaire international, le Bureau national de la statistique de la Chine, l'Organisation de coopération et

de développement économiques, l'Institut international de la statistique et les statisticiens en chef de nombreux pays firent ainsi l'éloge d'Ivan Fellegi.

À cette occasion, on annonça que la salle de conférence de l'étage de l'administration de l'édifice R.-H.-Coats serait nommée en son honneur. Ivan Fellegi, qui se vit également décerner le titre de statisticien en chef émérite par le premier ministre de l'époque, Stephen Harper, se présente encore au bureau aujourd'hui, 10 ans après sa retraite, pour donner des conseils et prêter une oreille attentive à quiconque sollicite son aide.

Sous la direction d'Ivan Fellegi, l'organisme entra dans une ère de stabilité et de confiance. Le statisticien en chef avait su piloter le navire avec brio à travers les fluctuations budgétaires tout en renforçant la réputation de l'organisme au pays et à l'étranger. Grâce à la conviction qu'il maintint à l'égard de l'importance de l'esprit d'innovation pendant les années de vaches maigres, la capacité de recherche et d'analyse de l'organisme se développa et prospéra. Ivan Fellegi laissa aussi en héritage des stratégies éprouvées en matière de ressources humaines (et notamment un solide programme de formation), un programme de statistiques économiques renforcé et intégré, un programme social riche et axé sur les résultats,

*Ivan P. Fellegi à sa fête
d'adieu, 2008*





« LE CHANGEMENT REPRÉSENTE UN FACTEUR OMNIPRÉSENT AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE MODERNE. LE DÉFI DE STATISTIQUE CANADA EST DE SURVEILLER CE CHANGEMENT ET DE RENDRE COMPTE DE SES NOMBREUSES FACETTES EN FOURNISSANT UNE BASE DE RENSEIGNEMENTS QUI PERMET AUX CANADIENS D'ANALYSER LE PASSÉ ET DE PLANIFIER L'AVENIR. »

(RAPPORT ANNUEL DE STATISTIQUE CANADA, EXERCICE 1984-1985)

des relations grandement améliorées avec les médias et les répondants, une infrastructure statistique fiable incluant un registre des entreprises solide, ainsi que des systèmes de classification et une capacité méthodologique remarquables. Statistique Canada devint ainsi une figure de proue sur la scène internationale.

L'organisme a fait beaucoup de chemin depuis la création du Bureau fédéral de la statistique en 1918. Au cours de l'histoire de l'organisme, le processus de changement s'est manifesté tantôt sous la forme d'un bouleversement massif, tantôt sous celle d'une progression lente et constante. Qui n'a jamais entendu que l'histoire est un perpétuel recommencement? Eh bien, cette expression s'applique aussi à

l'histoire des organismes statistiques. Parfois, le changement semble assez tangible, comme dans les années 1930, avec la création et la conception de machines de totalisation personnalisées par des inventeurs du Bureau, Arthur Ernest Thornton et son adjoint Fernand Bélisle. En revanche, les besoins d'information croissants et les technologies de collecte, de compilation, d'analyse et de diffusion de l'information en constante évolution ne sont pas chose récente. D'aucuns pourront même dire qu'ils existent depuis la nuit des temps. Le monde évolue, et les outils et les processus utilisés pour répondre aux besoins statistiques d'une société toujours changeante évoluent également. C'est pourquoi la nécessité de s'adapter au changement a toujours existé.

COMMENT OBTENIR D'AUTRES RENSEIGNEMENTS

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Programme des services de dépôt

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • Service de renseignements | 1-800-635-7943 |
| • Télécopieur | 1-800-565-7757 |

NORMES DE SERVICE À LA CLIENTÈLE

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

NOTE DE RECONNAISSANCE

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Numéro de catalogue de Statistique Canada #89-20-0001 978-0-660-28042-4 French

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2018

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML est aussi disponible.

This publication is also available in English.





Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada